Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12699 — 4,50 F | Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : André Fontaine | — MERCREDI 27 NOVEMBRE 1985

Douche froide à Budapest

Alors qu'on en est encore à commenter l'embellie de Genève, le « forum culturel » de Budapest vient de s'achever par un fiasco. Le jour même où le bureau politique du PC soviétique se réunissait pour approuver, selon le rite consacré, l'attitude de son chef en face de M. Reagan, saluant un « changement positif du climat politique et psychologique des relations internationales », les délégués de l'URSS au forum réuni à Budapest dans le cadre des accords d'Helsinki se livraient à une attaque d'une extrême violence contre les Etats-Unis.

« Génocide physique et culturel », « racisme, antisémitisme », et même... « censure directe ou indirecte » : les accusations contre les Etats-Unis s'abattaient comme une douche froide après les chaleureuses poignées de main à Genève, au point que le chef de la délégation américaine, M. Walter Stoessel, a cru bon de rappeler que MM. Reagan et Gorbatchev s'étaient pourtant mis d'accord pour « cesser de faire des remarques stupides l'un sur l'autre ».

Dans la soirée, les délégués soviétiques, conscients peut-être d'avoir forcé la note, ont certes un peu modéré leur langage. Mais ils n'en ont pas moins soutenu que les Occidentaux avaient délibérément « torpillé » ce forum qui réunissait, comme la CSCE elle-même, tous les pays d'Europe (sauf l'Albanie), les Etats-Unis et le Canada.

Au bout de six semaines de débats, qui devaient en principe permettre de s'entendre sur une plus large diffusion de la culture, les trente-cinq pays représentés ont donc accouché d'une montagne de papier, mais pas même du plus petit communiqué commun. L'attitude des uns et des autres s'est révélée sans surprise.

Les Occidentaux plaidaient pour une conception des échanges culturels où la priorité irait aux individus, supposés majeurs et responsables. Ils ont réclamé que soient levés les obstacles comme la censure des publications et le brouillage des radios, que les contacts personnels soient rendus plus faciles. A quoi le camp socialiste a répondu, comme d'habitude, par des propositions de conférences diverses, toutes évidemment étroitement contrôlées par les Etats, et où seraient débattus des thèmes aussi édifiants et éculés que « la paix, espoir de notre planète ».

D'un côté, on a lutté jusqu'au bout pour que le document final soit autre chose « qu'une suite de platitudes », de l'autre, on a combattu avec une énergie tout aussi farouche pour que toute allusion à la libre expression ou à l'importance de l'individu soit bannie. Résultat : il n'y a pas eu de texte du tout, en dépit des efforts multipliés pendant les derniers jours, en particulier par les pays neutres, qui s'évertuaient à concilier l'inconciliable. On est même allé, procédure peu habituelle dans ce contexte, jusqu'à arrêter les pendules. En vain. Même les tentatives des Hongrois, hôtes de la conférence et traditionnellement désireux, dans les limites qui leur sont imparties, d'arrondir les angles, n'ont pas abouti. Sur le fil, ils avaient presque réussi à obtenir un accord minimum, sur un très bref et très modeste communiqué final. C'est alors que leurs voisins roumains leur ont donné le coup de pied de l'âne sous prétexte que ces deux pages « manquaient par trop de substance » — et plus probablement pour se venger des allusions faites précédemment par certains délégués magyars au sort de la minorité hongroise de Transylvanie. Cette brutale mise en lumière des désaccords internes du bloc de l'Est aura sans doute été l'épisode le plus significatif, et le plus spontané, de ce marathon de Budapest où l'on a surtout couru en rond.

LE SORT DES « ÉPOUX TURENGE »

Le raidissement néo-zélandais inquiète Paris

L'affaire Greenpeace est « close », mais « il n'est pas interdit de chercher pour en savoir davantage si c'est possible », a déclaré M. Hernu, le lundi 25 novembre. L'ancien ministre de la défense a demandé, pour aider les « Turenge », « la plus grande discrétion ». C'est aussi l'avis du gouvernement français, qui compte sur des négociations avec la Nouvelle-Zélande pour faire libérer les deux agents français détenus à Auckland, mais qui manque d'atouts.

De quelles « armes » disposent les autorités françaises pour convaincre le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, d'expulser le plus rapidement possible le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur ? C'est la question qui se pose au lendemain des déclarations péremptoires du chef du gouvernement de Wellington, selon lequel les deux espions français *« accompliront leur peine »*.

Les réponses ne sont guère encourageantes. On le reconnaît en privé en haut lieu où l'on a, semble-t-il, décidé d'adopter un *« profil bas »* pour ne pas donner de nouveaux prétextes à M. Lange. C'est ce qu'a expliqué à sa manière M. Laurent Fabius, en déclarant lundi à TF 1 : *« La phase judiciaire est terminée. Nous allons donc prendre les contacts nécessaires puisque notre objectif est de faire en sorte que les officiers français puissent revenir en France. Il ne faut pas nécessairement que cela se passe avec une énorme publicité. »*

Première constatation : la formule magique *« des moutons contre les espions »* risque fort de ne pas fonctionner. Du moins si on veut l'appliquer au grand jour. D'abord, parce que la France ne fait pas la loi à Bruxelles, et que ses partenaires européens — neuf aujourd'hui, onze en 1986, après l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun — n'ont aucun intérêt à épouser sa cause dans une affaire où la responsabilité de Paris a été établie. Vouloir jouer cette carte augmenterait encore le contentieux franco-britannique — puisque Londres est le *« protecteur »* naturel de la Nouvelle-Zélande — et injecterait un problème supplémentaire dans une Communauté qui doit déjà en résoudre pas mal.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 9.)

REMOUS SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRES

La hausse du yen contrarie les industriels japonais

Le dollar à Tokyo, qui, lundi 25 novembre, était tombé fugitivement en dessous de 200 yens, s'est redressé à 201,50 yens mardi 26 novembre, passant à Paris de 7,81 F à 7,83 F. La remontée du yen par rapport au dollar, qui dépasse 17 % depuis l'accord des Cinq le 22 septembre 1985 à New-York, pourrait prendre fin, du moins pour l'instant, le cours de la devise des Etats-Unis se stabilisant aux environs de 200 yens, contre 242 yens il y a deux mois.

Dans des déclarations faites séparément à Tokyo, lundi 25 novembre, le ministre des finances, M. Noboru Takeshita, et le gouverneur de la Banque du Japon, M. Satoshi Sumita ont assuré qu'ils étaient *« satisfaits »* de la récente appréciation de la monnaie japonaise, dont le cours actuel, selon M. Takeshita, *« reflète les données économiques de base concernant les relations économiques Japon-Etats-Unis »*.

Une chose semble claire : les inqiétudes des industriels japonais et les préoccupations d'ordre intérieur ont fini par être prises en compte, notamment par M. Sumita, qui, jusqu'à présent, trouvait *« insuffisante »* la remontée du yen. Cette remontée va coûter fort cher aux grandes firmes exportatrices, surtout dans l'électronique qui, selon la banque Sumitomo, a assuré 60 % de l'augmentation récente de l'excédent commercial japonais. Matsushita, un des géants de l'électronique, *dont les contrats pour 1986-1987* ont été passés avec un dollar à 235 yens, chiffre à 80 milliards de yens (400 millions de dollars) ses pertes avec un dollar à 200 yens.

Par ailleurs, la hausse brutale des taux d'intérêt à court terme, déclenchée par la Banque du Japon le 15 octobre afin d'accélérer le repli d'un dollar refusant de baisser au-dessous de 215 yens, paraît tout à fait contradictoire avec *la relance du marché intérieur nippon*, susceptible d'accroître les *importations*, et ardemment réclamé au gouvernement de M. Nakasone par les Etats-Unis. Cette hausse inattendue (on escomptait même une baisse, précisément pour relancer la consommation) a fortement ébranlé les marchés financiers japonais et inquiète tout le monde, au point que la Banque du Japon a dû assouplir sa politique.

FRANÇOIS RENARD.

Hosni Moubarak ou le mystère d'Héliopolis

Alors que les épreuves se succèdent pour l'Egypte — l'affaire de l'« Achille-Lauro », puis l'assaut meurtrier du Boeing à La Valette, — on continue de s'interroger sur la personnalité de Hosni Moubarak, l'un des chefs d'Etat les plus discrets du tiers-monde.

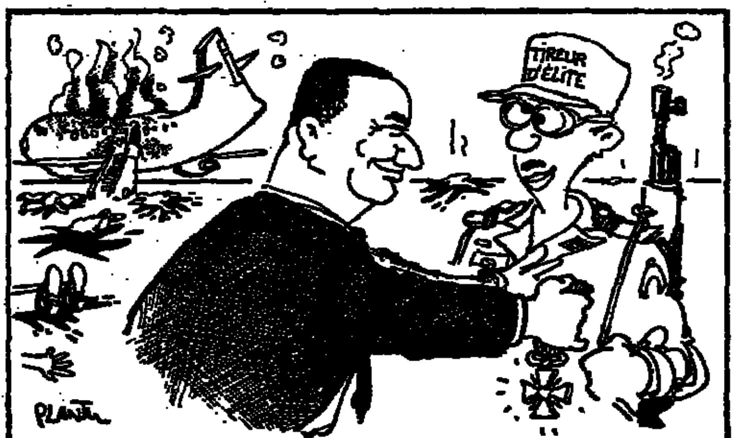
De notre envoyé spécial

Kafr-el-Mousselha. — Lorsque la Mercedes blindée au fond de laquelle est bien carré le président Hosni Moubarak emprunte l'avenue Abdelaziz-Fahmi, à Héliopolis, cité jumelle du Caire, seuls quelques esprits curieux peuvent imaginer à quel pan lointain de son passé ce nom de rue fait penser le raïs.

Depuis trois ou quatre décennies, les modernistes par remords, les nassériens par envie et les intégristes par rejet ont caché aux nouvelles générations l'œuvre d'Abdelaziz -Pacha Fahmi, qui, entre 1920 et 1940, faillit inspirer un *kémalisme tranquille susceptible* de regénérer l'islam nilotique.

Abdelaziz Fahmi et Hosni Moubarak — comme d'ailleurs Anouar El Sadate — viennent de la Ménoufieh, sorte de Normandie africaine, au nord-ouest du Caire, connue pour ses pommes de terre à *goût d'amande et ses* bananes muscades. Le pacha *oublié et* le raïs actuel viennent même tous deux de Kafr-el-Mousselha, que des propagandistes officiels décrivent encore comme *« un petit village typique du delta du Nil, dissimulé sous les orangers »*. En réalité, cette localité constitue aujourd'hui un *faubourg de dix mille âmes* encore rural sur les bords, mais bien arrimé à la ville de Chebine-el-Kom, chef-lieu de la Ménoufieh (2,2 millions d'habitants dont cent cinquante mille à Chebine).

Hosni Moubarak — littéralement « Beau Benoît » — naît à Kafr le 4 mai 1928, au foyer d'un greffier au tribunal de Chebine.



Le futur raïs, comme il le rappelait lui-même récemment, allait en classe *« avec un veston passé sur sa galabieh »*, la longue robe de coton du fellah. Kafr-el Mousselha commençait alors à se tailler dans le pays une célébrité de bon aloi en tant que *« premier village d'Egypte sans illettrés »*. Ce titre de gloire, il le devait à l'école fondée et entourée de tous ses soins, entre autres actions bienfaisantes, par « Abdelaziz Pacha ». Symbole historique des Lumières, la simple bâtisse jaunâtre nous apparaît aujourd'hui bien modeste, mais elle reste le rêve de millions de gens dans un pays qui compte encore 70 % d'analphabètes.

C'est dans un climat imaginatif, roboratif, sous la houlette de ce musulman réformiste, serein et austère, aimant vivre en caftan au milieu des villageois en leur enseignant qu'à la propreté corporelle, *traditionnellement impeccable* chez tout musulman, il faut ajouter celle de l'environnement, c'est dans ce climat exceptionnel que fut élevé le jeune Hosni Moubarak.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 4.)

LA MORT D'ELSA MORANTE

L'indécence de survivre

La romancière Elsa Morante est morte d'un infarctus, le lundi 25 novembre, à la clinique Margherita, à Rome. Elle y demeurait depuis sa tentative de suicide, il y a deux ans et demi. Elle était âgée de soixante-treize ans. Jean-Noël Schifano, le traducteur d'*Aracoeli*, qui l'avait encore rencontrée la semaine dernière, trace le portrait de cette femme hors du commun.

« Ta mort est une lumière
[aveuglante dans la nuit
est un obscène éclat de rire
[dans le ciel du matin.
Je suis condamnée au temps et
[aux lieux
jusqu'à ce que le scandale se
[consume sur moi.
Je dois, ici, intriguer et pacti
[ser avec la bête
pour lui voler le secret de mon
[trésor.
O pudeur d'une enfance tuée
pardonne-moi l'indécence de
[survivre. »

Adieu : c'est le poème d'ouverture du *Monde sauvé par les gamins* (1968), c'est la belle et déchirante et longue complainte qu'Elsa Morante écrivit après le suicide du jeune homme qu'elle aimait : le peintre Bill Morrow...

L'amour tyran, le scandale et la fascination de la mort, la gloire des analphabètes, des rebelles, des hors-la-loi ; les pouvoirs qui corrompent, la marche circulaire et cruelle de l'Histoire : de *Mensonge et Sortilège* (1948) à *Aracoeli* (1982), de *l'Ile d'Arturo* (1957) à *la Storia* (1974), des milliers de pages uniques, inoubliables, qui font d'Elsa Morante l'un des plus grands romanciers de ce siècle, la mythique exploratrice des tréfonds du cœur humain, de nos vrais enfers, de nos enfances perdues, de nos paradis rêvés.

D'autres diront la puissance de *son œuvre*, la *sinueuse*, obsédante écriture, qui, en deux traits de plume, d'un être humain, d'un chat, d'un chien, d'une maison, d'une chaise, d'une poignée de sable ou d'un reflet de lune, fait un mythe, c'est-à-dire un fil, le fil tressé de *nos existences depuis le* début du monde ; d'autres diront que *Mensonge et Sortilège* est un roman qui contient et dépasse le *Christ s'est arrêté à Eboli* et *le Guépard*.

JEAN-NOËL SCHIFANO.

(Lire la suite page 12.)

débats

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Les indices économiques et sociaux sont meilleurs. Profitons de ce frémissement, ne prolongeons pas artificiellement l'esprit de crise, demande Alain Touraine. Yves Laulan est sur la même longueur d'ondes et propose des méthodes pour une relance sans risque.

Parlons à nouveau de croissance

La politique semble dissociée de la préparation de l'avenir économique et social du pays

par ALAIN TOURAINE (*)

LE seul choix qu'on nous offre depuis plus de dix ans est entre la facilité, dont les échecs furent vite chaque fois patents, et la rigueur, certainement plus raisonnable mais qui semble n'avoir pas de fin, si elle ne conduit pas à une contre-offensive économique fondée sur une conception de l'avenir économique et social. Bien des voix ajoutent à la confusion en expliquant qu'on ne peut guère réduire le chômage et qu'il faut donc partager le travail, comme si celui-ci était une quantité fixe et d'ailleurs insuffisante.

Depuis quelque temps s'entendent des propos plus toniques. Ils évoquent les nouvelles technologies, mais comme si des technologies possédaient en soi le pouvoir de déclencher une nouvelle ère de croissance et de prospérité, alors qu'elles ont directement des effets négatifs sur l'emploi. Ne pouvons-nous donc rien faire pour améliorer notre situation ?

Gauche et droite tiennent des propos si semblables sur la gravité de la crise et sur la nécessité d'attendre des solutions venues de l'extérieur que nous mettons en cause l'adaptation de notre système politique aux problèmes économiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés. Est-il vraiment impossible de sortir de cette morosité décourageante ?

Où se situent les vrais choix ?

Rappelons-nous les années de forte croissance : on parlait alors de gestion, d'organisation, de décision et aussi de formation professionnelle, d'information économique et même de technocratie. En un mot, on s'intéressait à produire de la croissance et pas seulement à attendre les effets de l'ouverture des frontières ou du maintien d'équilibres fondamentaux.

Pourquoi aujourd'hui parlons-nous si peu de production, d'organisation et de formation ? Pourquoi n'avons-nous jamais l'impression d'être placés devant des choix d'investissement et de politique sociale ? Si l'on admet qu'il faut investir dans les technologies nouvelles, maintenir le système de sécurité sociale et répondre à de nouveaux besoins qui se portent surtout vers l'individualisation et l'amélioration de la consommation, en particulier dans la santé, l'éducation et l'habitat, les vrais choix portent sur les mesures d'accompagnement. Enonçons quelques-unes d'entre elles.

1. Ne faut-il pas se dégager plus rapidement des secteurs déficitaires ? La faiblesse de la politique sidérurgique, la mauvaise gestion de Renault, l'acceptation trop aisée du déficit de la SNCF, constituent des obstacles considérables à une nouvelle croissance puisqu'elles limitent la capacité d'investissement dans les secteurs nouveaux ;

2. Les nouveaux emplois ne sont pas créés dans les secteurs de haute technologie. L'informatique, par exemple, détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée. Par conséquent, il faut transférer des travailleurs des secteurs en recul vers des activités très différentes, aussi différentes que le travail hospitalier l'est de la sidérurgie.

Ce devrait être une des tâches fondamentales de l'école que de préparer et d'organiser ces transferts, d'abord en élevant le niveau général d'éducation, et donc de transférabilité, ensuite en élaborant, avec les entreprises et les syndicats, des programmes de reconversion des travailleurs, bien différents de ce que sont les TUC et toute sorte de stages sous-payés qui masquent le chômage et ne créent pas d'emplois modernes ;

3. Avons-nous une capacité suffisante de décision ? Notre Etat, qui décide, gère et administre, n'accomplit bien aucune de ces fonctions. Il ne décide pas assez ; il a une insuffisante capacité de voir et d'investir pour le long terme. S'occupant de tout, il gêne la formation d'acteurs sociaux et économiques capables de gérer et d'administrer.

Des progrès ont été faits ces dernières années dans des domaines importants, et l'on peut presque dire que les grandes entreprises nationalisées agissent aujourd'hui de manière plus responsable que bien d'anciens groupes privés, surtout soucieux d'obtenir protection et subventions de l'Etat. A moyen terme, la décentralisation aura des effets favorables et restera l'acquis le plus important du septennat actuel.

Mais, à côté de ces exemples, combien de domaines où la paralysie l'emporte, où l'Etat est mangé par les groupes de pression et surtout par ceux qui se forment en son sein ? Et n'est-il pas triste de devoir à nouveau citer d'abord, parmi les secteurs malades, celui de l'éducation ?

Un discours décalé

Le temps n'est plus où l'on devait attendre de l'Etat la reconstruction d'un pays détruit par la crise et par la guerre. En revanche, nous demandons à l'Etat qu'il encourage les initiatives en même temps qu'il définisse les priorités, qu'il oriente les ressources vers l'avenir et non vers le retardement de décisions inéluctables et, par-dessus tout, qu'il permette à la confiance en l'avenir de prendre forme et de s'organiser.

Le discours politique utilisé de tous côtés ne parle que d'équilibres intérieurs et de contraintes extérieures ; il est fortement décalé par rapport aux attentes de l'opinion publique, qui a confiance dans le développement de nouvelles activités, s'inquiète du retard pris par notre pays et par ses voisins dans des domaines importants et n'est pas du tout convaincue que soit organisé le transfert des ressources des anciennes activités vers les nouvelles.

La politique, de nos jours, semble dissociée de la préparation de l'avenir économique et social du pays. C'est pourquoi l'opinion appuie, au-delà des partis, qui semblent les défenseurs des intérêts acquis, ceux qui démontrent leur souci de l'avenir et leur volonté de sortir activement de la crise en faisant confiance aux facteurs de croissance.

Peut-être, dans les années 60, avons-nous cru trop longtemps à la croissance industrielle de l'après-guerre alors qu'elle était déjà en crise, mais, aujourd'hui, ne prolongeons pas artificiellement l'esprit de crise alors que bien des pays s'occupent plus activement que nous à développer de nouvelles productions et de nouvelles demandes qui supposent, les unes et les autres, de profondes transformations dans les méthodes de décision et de gestion, comme dans les programmes de formation et de reconversion.

Nous demandons d'abord aux hommes politiques d'avoir confiance dans les chances du pays et de favoriser les initiatives de ceux qui cherchent à les accroître.

(*) Directeur du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques.

Une relance par l'offre

Augmenter la durée du travail et proposer aux Français une rémunération différée

par YVES LAULAN (*)

IL faudrait sans doute distinguer une politique de rigueur stérile, celle qui engendre la stagnation, comme à l'heure actuelle, d'une politique de rigueur féconde, celle qui prépare la croissance. En effet, on ne peut guère espérer, du fait de la rigueur des contraintes extérieures, une reprise de l'activité par la manipulation d'une des composantes de la demande finale. Comment sortir de ce cercle vicieux ?

L'ajustement à la contrainte extérieure peut s'opérer par le bas, par compression de la demande et recherche d'un équilibre de sous-emploi des ressources, c'est le cas aujourd'hui, ou par le haut, par une reprise de l'effort productif, visant à un meilleur emploi des capacités. C'est ce que nous voulons proposer ici.

A. — Il convient d'avancer un postulat. *C'est que, à niveau de consommation identique, il existe en France un potentiel de croissance considérable* (1), probablement équivalent — mais seule une analyse fine pourrait le démontrer — au montant du déséquilibre de nos comptes extérieurs en 1982, soit 80 et 100 milliards de francs par an, ou encore deux points environ de croissance supplémentaire en pourcentage du PNB (2).

Cette considération s'appuie sur l'idée toute simple que la France est essentiellement confrontée à un « problème d'offre ». Il est dû à la longue stagnation de l'investissement productif en France, qui a entraîné le vieillissement du stock de capital, à l'insuffisante formation de la main-d'œuvre et à la réduction excessive de la durée du travail.

En conséquence, notre capacité de production est bridée tant au niveau du capital-outil qu'à celui du travail, ce qui explique l'extraordinaire sensibilité de notre équilibre extérieur à toute variation, même modeste, de la demande. C'est ici le lieu de souligner à nouveau ce qui a été dit plus haut, à savoir *la présente incapacité de l'industrie française de produire des biens en quantité suffisante, de qualité satisfaisante et à des prix compétitifs* pour satisfaire la demande intérieure ou extérieure.

Ici, l'analyse ne se fera plus en termes de composantes de la demande, mais de secteurs productifs. Si on laisse de côté l'agriculture, c'est naturellement dans l'industrie, mais aussi dans les services (3) qu'il existe des capacités inexploitées. On pourrait y ajouter le secteur du bâtiment et des travaux publics.

A titre personnel, j'ai pu vérifier l'incapacité de l'industrie du bâtiment, en dépit de son état déprimé, de livrer des produits de qualité dans des délais raisonnables, à des prix convenables, faute de main-d'œuvre formée et d'équipements adaptés. Encore une fois, *la France est donc confrontée à un problème d'offre*. Toute la question est de savoir comment le surmonter.

B. — Le programme de l'opposition, largement inspiré des expériences réussies ailleurs, livre d'excellentes et indispensables recommandations : déréglementer la vie de l'entreprise et alléger ses charges, libérer les prix et les tarifs, assurer la flexibilité des rémunérations et de la durée du travail, accroître la concurrence, etc. Toutes ces mesures sont nécessaires et ne manqueront pas de produire d'heureux effets, mais, et c'est là le hic, à terme.

Or, comme le disait justement Keynes, *« à long terme, nous serons tous morts »*. Tout le problème est de passer de l'instant présent au moyen et au long terme. Ce sont précisément dans les périodes de transition que certains dérapages pourraient se produire. Il est en effet difficile d'augmenter à très court terme soit le stock de capital par l'importation soit la qualité du travail par la formation. La seule variable disponible à très court terme est la quantité du travail, et c'est sur elle qu'il faut largement jouer.

C. — Il n'existe, et c'est une lapalissade, que deux façons de produire des produits à des prix corrects et en quantités adéquates.

La première est de disposer d'équipements modernes et performants, et d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, auquel cas la durée du travail peut être sensiblement réduite. La deuxième est, ne disposant que d'une main-d'œuvre faiblement productive et d'équipements obsolètes ou insuffisants, de prolonger l'intensité du travail. Si la France, dans le passé, s'est trouvée, comme certains pays étrangers aujourd'hui, dans la première situation, il semble que la France se situe aujourd'hui dans la deuxième.

Afin d'éviter le dérapage

Ce qui veut dire qu'une des façons les plus efficaces de relever la production française dans le court terme serait d'augmenter la durée du travail. C'est bien d'ailleurs ce que les Français ont accepté de faire dans les périodes de reconstruction nationale, au lendemain de la guerre, et après, en 1958. Autrement dit, de faire exactement l'inverse de ce qui a été fait avec l'opération des trente-neuf heures des brillants stratèges de l'Elysée, qui a entraîné la contraction de nos capacités de production domestique que l'on sait.

Une difficulté tient à ce que l'accroissement de la durée du travail, accompagné d'un relèvement correspondant des rémunérations, risquerait d'avoir sur l'équilibre commercial des effets assez proches de ceux de la réduction de la durée du travail, c'est-à-dire une augmentation des importations, ce qui pourrait être interprété par l'opinion, sans doute hâtivement, comme de fâcheux présage.

Or l'objectif est bien de remettre la France au travail sans dérapage. Pour parvenir, parmi différentes solutions une voie susceptible d'être éventuellement explorée serait de relever la durée du travail en proposant aux Français une rémunération différée, sans doute sous forme de créances *qui ne seraient pas immédiatement* mobilisables ou monétisables. Il ne s'agirait nullement d'un « grand emprunt national » destiné à assécher les liquidités des particuliers, mais de rémunérer les salariés pour l'effort supplémentaire consenti en faveur du redressement national sous forme de créances non immédiatement monétisées.

Le mécanisme en question serait conçu de telle sorte que ces créances puissent être mobilisées dès que l'offre nationale se serait relevée et que la croissance aurait redémarré sans dérèglement sur les prix. Ce dispositif serait appliqué aux salariés individuels sous une forme souple et décentralisée. Il devrait naturellement être suffisamment incitatif pour que ceux qui consentent cet effort de production supplémentaire n'aient pas le sentiment d'être grugés. Une façon d'y parvenir serait peut-être d'y associer une incitation fiscale. En d'autres termes, les rémunérations supplémentaires, provisoirement gelées, pourraient être considérées, en tout ou en partie, comme une épargne défiscalisée.

On pourrait ainsi en attendre deux effets. D'une part, la reprise immédiate de la production dans les secteurs où cela est nécessaire, sans pour autant que la consommation nationale se gonfle immédiatement, en contrepartie, de façon excessive et déséquilibrante. Dans un second temps, la mise en application du programme de libération de l'offre dans le programme de l'opposition ne manquera pas d'engendrer un accroissement de la capacité de production qui permettra de reprendre les sentiers de la croissance dans l'équilibre qui nous sont actuellement interdits.

(*) Délégué national du RPR pour les affaires économiques.

(1) Associé naturellement à un « bon » taux de change, ni fort ni faible.

(2) Ce qui signifie naturellement, qu'*ex post* la production supplémentaire se retrouverait dans les comptes extérieurs ou dans la formation brute de capital fixe.

(3) Où une « déréglementation » intelligente dégagerait sans aucun doute de fortes possibilités de croissance. Voir article de M. Paul Camous, « Industrialiser le tertiaire », *le Monde* du 3 septembre 1985.



LE NOUVEAU « RAMSÈS »

La valse des continents

POUR la quatrième fois, l'Institut français des relations internationales (IFRI) sort son rapport annuel Ramsès (1). Ses habitués savent le prix qu'il faut attacher à cette synthèse, où *« le monde* (est) *déchiffré »* — comme l'indique son titre — de telle sorte que le lecteur, en fin de parcours, se sente beaucoup plus en sécurité intellectuelle. Mitraillé d'informations par les médias, il arrive à remettre dans les bonnes cases les événements qui ont rythmé la valse des continents.

L'équipe que conduit Thierry de Montbrial a divisé son travail en quatre parties : deux d'entre elles font saillir ce qui paraît significatif dans la récente période sur les chapitres politique, stratégique et économique ; les deux autres sont thématiques : l'un est consacré au mouvement des capitaux et l'autre à deux pays, l'Inde et la Chine.

La force de ce travail tient dans un habile mélange des genres aidé par une savante mise en pages bicolore. Exposés très denses qui suffisent largement aux non-spécialistes, appareils de référence (tableaux, graphiques, chronologies, rappels historiques) qui permettent de descendre jusqu'au fond de la mine géopolitique. Avec, en prime, des « pages-résumés » de chaque partie, filtrant l'essentiel sous, parfois, l'éclairage d'une phrase : *« L'année politique 1985 a été marquée par trois phénomènes dominants : la reprise du dialogue Est-Ouest à cause ou en dépit du projet américain de « guerre des étoiles » ; l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev ; la dynamique de la violence dans les conflits régionaux ».*

Dans son introduction, Thierry de Montbrial met toute cette matière en situation et livre également ses réflexions personnelles. Les plus insistantes visent à combattre l'euro-pessimisme systématique. Selon notre auteur, le risque de déclin est sérieux, mais nous aurions tort de perdre confiance.

L'obsession de la décadence du Vieux Monde tient en partie à la psychologie. L'euphorie américaine y est pour beaucoup, ainsi que nos complexes à l'égard du Japon, mais il serait dangereux d'extrapoler les résultats de 1983-1984. Sur deux points : le niveau excessif des interventions de l'Etat et le retard technologique, l'Europe a commencé un fructueux travail d'adaptation.

Rien n'est joué d'avance, et pour Thierry de Montbrial, l'état de crise se prolongera encore pendant plusieurs années, une dizaine peut-être, mais *« nous avons encore une chance d'en sortir sans perdre notre rang »*. Fidèle à sa mission, Ramsès nous plonge au cœur des interactions entre l'économique et le politique dans le monde. Au milieu des turbulences, ce rayon d'espoir s'apprécie.

PIERRE DROUIN.

★ Éditions Atlas-Economica, 472 p., 138 F.

(1) Contraction de « Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies ».

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-46-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

LE MONDE PUBLICITÉ SA
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,80 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

L'ÉPILOGUE SANGLANT DU DÉTOURNEMENT DU BOEING ÉGYPTIEN

Selon le dernier bilan rendu public lundi soir à La Valette par le gouvernement maltais, soixante personnes ont été tuées dans le détournement sur Malte du Boeing-737 d'Egypt Air, dont cinquante-huit après le déclenchement de l'assaut par un commando des forces spéciales égyptiennes. Parmi les cinquante-huit personnes tuées pendant l'assaut figurent un bébé canadien de seize mois et huit enfants. Il ressort de ce bilan que la plupart des passagers qui, selon les premiers récits, avaient été « abattus » par les pirates, étaient en fait blessés.

Les deux jeunes Israéliennes données pour mortes par plusieurs témoins étaient en vie, lundi, mais souffraient de blessures graves.

Vingt-six personnes sont actuellement hospitalisées. Seules douze personnes, dont le commandant de bord, qui n'a qu'une légère éraflure à la tête, sont saines et sauves. Quatre des pirates de l'air ont été tués lors de l'assaut et le cinquième est hospitalisé.

D'autre part, quatre mystérieuses organisations ont revendiqué, lundi, la responsabilité du détournement, semant la confusion sur cette opération. Il s'agit de Révolution égyptienne, l'Organisation de libération de l'Egypte, l'Organisation des révolutionnaires d'Egypte et l'Organisation des brigades révolutionnaires arabes. Démarche inhabituelle, ces deux dernières organisations ont revendiqué en commun la responsabilité de cette opération, en précisant que son nom de code était « Les martyrs du raid sioniste contre Tunis ». L'Organisation des révolutionnaires d'Egypte est vraisemblablement apparentée au mouvement dissident palestinien d'Abou Nidal qui se trouve actuellement à Damas. L'Organisation des brigades révolutionnaires arabes est plus connue. Elle s'était manifestée pour la première fois le 3 avril 1982 en revendiquant depuis Beyrouth l'assassinat à Paris du diplomate israélien Yacov Barsimantov.

A Paris, M. Esmat Abdel Meguid, ministre égyptien des affaires étrangères, a déclaré, lundi, à sa sortie de l'Elysée, au terme d'un entretien d'une demi-heure avec le président Mitterrand, que les pirates de l'air avaient reçu « le châtiment » qu'ils devaient recevoir. Il a fait état du soutien total et de la compréhension de plusieurs pays à l'Egypte dans cette affaire. Comme on lui demandait si « tout avait été tenté » avant l'intervention des commandos, M. Abdel Meguid a déclaré : « Tout a été fait auparavant pour favoriser la négociation, et nous avons voulu éviter l'assaut, mais plusieurs passagers ont été tués à bout portant par certains terroristes qui les liquidaient progressivement. » Le ministre égyptien a, par ailleurs, indiqué que cette affaire de détournement avait été évoquée lors de sa conversation avec M. Mitterrand, auquel il avait remis un message du président Moubarak.

La télévision égyptienne a diffusé, lundi soir, un message du président Reagan rendant hommage au « courage » et à la « détermination » du Caire dans sa lutte contre le terrorisme, à la suite de l'intervention des forces égyptiennes. Selon la chaîne de télévision américaine ABC News et le *Washington Post*, les Etats-Unis ont aidé les commandos égyptiens en leur fournissant l'équipement d'écoute et en les guidant au radar vers La Valette. Toujours selon ABC, les forces égyptiennes ont reçu ces informations à partir d'un avion-radar à longue portée E2C volant à proximité du porte-avion américain *Coral-Sea*. D'autres avions américains surveillaient les communications libyennes, au cas où Tripoli aurait tenté d'intercepter l'avion transportant les commandos.

La Libye, pour sa part, a condamné « sans réserve » l'intervention « intempestive et mal planifiée des forces égyptiennes » dont la « responsabilité dans la boucherie est totale ».

A La Haye, M. Khaled El Hassan, l'un des collaborateurs les plus proches de M. Yasser Arafat, a déclaré que le tragique dénouement de l'affaire de La Valette représentait « une nouvelle page de la folie qui se développe au Proche-Orient par suite de la politique américaine ». Il a affirmé qu'on ne peut analyser une action de ce type « en ignorant les raisons qui l'ont provoquée ». Sans approuver les détournements, M. El Hassan a critiqué la notion de « châtiment » que retient à leur propos la communauté internationale, « à savoir les Etats-Unis ». « Ce qu'il faut, a-t-il ajouté, c'est étudier les raisons, connaître l'origine du problème qui a créé ce phénomène, et le résoudre ».

A Jérusalem, les autorités israéliennes ont approuvé le principe de l'intervention égyptienne, tout en déplorant « le sang versé lors de l'assaut contre le Boeing ». – *(AFP, Reuter, AP.)*

Polémique en Egypte sur le bien-fondé de l'intervention des commandos

De notre correspondant

Le Caire. – Le gouvernement égyptien a implicitement accusé la Libye d'être le commanditaire de l'opération de détournement du Boeing d'Egypt Air. Dans un communiqué publié le lundi 25 novembre, Le Caire affirme que le détournement a été exécuté par un groupe palestinien dissident de l'OLP et « *agissant pour le compte d'un pays arabe offrant asile aux terrorites et connu pour son recours au terrorisme* ». Le communiqué ajoute que l'ambassadeur libyen à Malte s'est rendu à l'aéroport de La Valette, où il a dialogué avec les pirates de l'air puis s'est rendu en Libye sur ordre de Tripoli.

Le gouvernement égyptien rejette ensuite « *la responsabilité de la mort de passagers innocents sur ceux qui ont provoqué et planifié le détournement* ». Le communiqué conclut sur une menace voilée en affirmant que ceux qui ont monté l'opération « *découvriront quel mauvais sort l'avenir leur réserve* ».

De son côté, le quotidien cairote *Al Ahram*, citant des sources de l'opposition libyenne, affirme que les services secrets libyens auraient téléguidé le détournement à partir d'Athènes. Ils auraient, dans cette intention, transféré leur QG européen d'Allemagne de l'Ouest en Grèce il y a deux semaines. Selon *Al Ahram*, le QG serait même installé au siège athénien de la compagnie libyenne de transport maritime. Par ailleurs un éditorialiste du quotidien à large diffusion, *Al Akhbar*, estime que « *les temps sont venus où la rétorsion est la seule réponse possible au terrorisme* ». Il demande que « *le mal soit arraché à la racine* » et déplore que « *de grandes puissances comme les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, la RFA et l'Italie, qui sont elles-mêmes en butte au terrorisme, restent les bras croisés face à la source connue de la terreur* ».

On estime au Caire que la violence des attaques antilibyennes est à la mesure du carnage qui s'est déroulé à bord de l'avion égyptien lors de l'intervention des forces spéciales. En effet, le lourd bilan n'a pas fini d'embarrasser les responsables, qui multiplient les déclarations justifiant l'opération de la Saïka. Selon le communiqué officiel du gouvernement, l'assaut a permis « *de sauver ce qui pouvait l'être* », car les terroristes étaient visiblement déterminés à faire sauter l'avion et à tuer tout le monde. Le président Moubarak a abondé dans le même sens en « *félicitant au nom du peuple égyptien le commando de la Saïka pour son action héroïque* ». De son côté, le ministre de la défense, le maréchal Abdel Halim Abou Ghazala, a personnellement accueilli les militaires égyptiens à leur retour de La Valette.

Toutefois, les louanges sont loin d'être unanimes au Caire. M. Wahid Raafat, le secrétaire général du principal parti d'opposition le Néo-Wafd (libéral, 58 sièges sur 458 députés), a qualifié l'opération-commando « *d'échec total qui a eu des résultats catastrophiques* ». Il a demandé la démission du maréchal Abou Ghazala, qui a mis au point l'opération.

Un autre wafdiste, M. Galal Eldin El Hamamsi, éditorialiste du quotidien *Al Akhbar*, réclame l'ouverture d'une enquête approfondie sur « *les conditions et les raisons de la conclusion sanglante de l'opération* ». Une manière de dire que tout le monde n'est pas convaincu du bien-fondé de l'intervention et de la manière dont elle a été exécutée.

De son côté, le chef du Rassemblement progressiste unioniste (Al Tagamou), M. Khaled Mohieddinne, a accusé le gouvernement égyptien d'avoir cédé aux pressions des Américains, partisans de ce type d'opération.

Pour l'homme de la rue, l'attaque du commando est loin d'avoir été un succès, elle a tout au plus été un mal nécessaire. On continue donc à se demander s'il n'y aurait pas eu un autre moyen pour éviter le massacre. Aujourd'hui, les Egyptiens souhaitent surtout que cette opération ne débouche pas sur une escalade de la terreur dont aurait à souffrir la vallée du Nil.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Les armes auraient été embarquées au Caire

Selon le témoignage d'une passagère, dont l'identité n'a pas été révélée, les armes utilisées, le 23 novembre, par les pirates de l'air au cours du détournement du Boeing-737 d'Egyptair étaient dissimulées à l'emplacement de l'avion où se trouvent les journaux et les revues. Cette personne aurait vu les pirates en sortir les pistolets, dont ils se sont servis.

Cette version vient conforter la thèse des officiels grecs qui affirment que les armes n'ont pu être embarquées à Athènes, c'est-à-dire qu'elles l'auraient été au départ du Caire. Ils vantent les mesures de sécurité de l'aéroport Hellénikon d'Athènes, assurant qu'elles correspondent aux standards internationaux les plus élevés. Les procédures de surveillance comportent un contrôle des bagages, un contrôle électronique des passagers par la police, un contrôle électronique et la fouille des bagages à mains par la police, le contrôle électronique des passagers en transit par la compagnie Egyptair et le contrôle des bagages à mains, avant l'embarquement, par la compagnie aérienne. Le gouvernement grec laisse entendre que les armes ont été placées dans l'avion au Caire et qu'un boycottage de l'aéroport d'Athènes serait « *dénué de tout fondement* ».

L'Association du transport aérien international (IATA), qui rassemble cent quarante compagnies aériennes, a envoyé en mission au Caire et à Athènes son spécialiste en matière de sécurité. Dans un communiqué, l'IATA lance « *un appel aux gouvernements pour qu'ils assurent une meilleure protection aux compagnies aériennes* ». Elle demande à tous les pays de ratifier les conventions existantes contre la piraterie aérienne.

Le Syndicat des pilotes de l'aviation civile (SPAC) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) estiment que « *la présence des gardes armés à bord des avions est totalement inadaptée, voire dangereuse* ». Ils voient dans l'échec des quatre vigiles égyptiens présents à bord du 737 d'Egyptair la preuve de la supériorité des mesures de prévention mises en œuvre dans les aéroports.

DE NOUVEAUX TÉMOIGNAGES DE SURVIVANTS

« L'Israélienne croyait qu'elle allait être évacuée... »

« *Nous étions dans le noir, il y avait de la fumée très épaisse, irrespirable à la fin ; lorsque l'assaut a été donné, il y a eu un moment de panique* », a raconté, lundi 25 novembre, un passager français du Boeing-737 d'Egyptair détourné sur Malte, M. Gilbert Briard.

Au micro de France-Inter, il poursuit : « *Je m'étais réfugié sous les sièges et, lorsque l'atmosphère est devenue irrespirable, je me suis caché et je suis sorti par la porte en essayant de respirer le moins possible.*

» *Les pompiers sont arrivés quelques secondes après l'assaut et ils ont lancé de la neige carbonique pour éteindre le feu.* »

Evoquant la cruauté du chef des pirates de l'air, M. Briard ajoute : « *La première Israélienne qui s'est levée et qui a été abattue croyait qu'elle allait sortir avec d'autres femmes, des Philippines qui ont été évacuées. Elle a cru qu'elle allait être évacuée elle aussi, malheureusement elle a été tuée (1). Elle était assise à côté de moi.* »

Le père d'une Américaine de trente ans, grièvement blessée, Mme Jackie Pflug, professeur au Lycée américain du Caire, a raconté pour sa part, à propos de sa fille : « *Ils lui ont tiré une balle dans la nuque alors qu'elle était agenouillée les mains liées derrière le dos, puis ils l'ont précipitée au bas de l'appareil.* »

Un porte-parole du Pentagone a déclaré que la citoyenne américaine tuée par les pirates, Mme Rogenkamp, trente-huit ans, travaillait dans un service administratif de l'armée de l'air, à la base aérienne de Tanagra, en Grèce. Elle était en vacances. En tout, trois passagers de nationalité américaine se trouvaient à bord de l'avion détourné. Les deux autres ont été blessés par les pirates, qui les ont jetés, comme Mme Rogenkamp, au bas de l'avion. – *(AFP, Reuter.)*

(1) En fait, la jeune femme était grièvement blessée et en vie lundi matin.

● *M. Fabius : un sentiment d'horreur.* – M. Laurent Fabius, invité du journal de la mi-journée, sur TF 1, le lundi 25 novembre, après avoir exprimé « *un sentiment d'horreur devant ce carnage terrible* », a déclaré : « *Ce terrorisme-là, c'est une forme nouvelle de guerre, et nos démocraties sont prises en tenaille. J'en ai fait moi-même l'expérience (...). Ou bien on cède : dans ce cas-là, on fait le lit du terrorisme et on encourage le terrorisme pour le futur ; ou bien on résiste, on contre-attaque, et cela aboutit à des choses aussi épouvantables que celles qu'on a vues. (...) Par rapport à cette guerre-là, il faut que les démocraties soient extrêmement fermes et extrêmement unies.* »

DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DU CONSEIL EUROPÉEN DE LUXEMBOURG

Les dernières propositions des Dix sur la réforme des institutions communautaires sont beaucoup plus timides que prévu

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Arrière, toute ! A une semaine du conseil européen de Luxembourg, les positions exprimées le lundi 25 novembre par les ministres des affaires étrangères des Dix, réunis à Bruxelles, sur le programme d'action à mettre en œuvre pour relancer la Communauté, sont apparues très restrictives. L'établissement, d'ici à 1992, d'un grand marché intérieur constitue, comme l'ont rappelé Mme Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, et M. Delors, président de la Commission, la pierre angulaire de l'exercice en cours. Or que constate-t-on aujourd'hui ? Si aucun pays n'en conteste l'objectif, ni même la méthode proposée pour l'atteindre – le recours systématique au vote à la majorité qualifiée, – chacun réclame pour lui-même des dérogations qui ôteraient en fait beaucoup de sa portée à l'entreprise.

Les Allemands voudraient conserver les normes qu'ils ont édictées en faveur de leurs consommateurs ou de leur environnement ; les Anglais et les Irlandais défendent avec acharnement leur protection phytosanitaire, etc. Bref, les uns et les autres plaident pour le maintien de particularismes dont l'existence est la négation d'un grand marché unifié.

Dans l'hypothèse où les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix ne parviendraient à se mettre d'accord que sur un texte ayant perdu une grande partie de sa signification, Mme Lalumière n'exclut pas que, « *plutôt que de se ridiculiser* », ils renoncent à l'adopter. Ce serait alors l'échec de la conférence intergouvernementale, dont le principe avait été décidé lors du conseil européen de Milan, en juin, afin de réviser le traité de Rome et de donner un élan nouveau au processus d'intégration communautaire. Très rares sont ceux qui, à l'instar de M. Dumas, ministre des relations extérieures, croient – ou font semblant de croire – que l'approbation d'un texte instaurant une Union européenne (dont l'organe principal serait le conseil européen) et dotant la « *coopération politique* » des Douze d'un secrétariat permanent suffirait à épargner un échec à la conférence. M. Delors, constatant que ce sont « *ceux qui préconisent l'économie de marché qui ont le plus peur d'un grand marché* », a estimé que, au-dessous d'un certain niveau de réussite, l'opération en cours perdrait toute crédibilité.

Divisés sur l'ampleur de l'effort à accomplir pour unifier l'espace économique de l'Europe des Douze, les ministres sont plus proches en ce qui concerne le renforcement des pouvoirs du Parlement de Strasbourg. Ce qu'ils s'apprêtent à proposer reviendrait, fait-on valoir du côté français, à associer étroitement le Parlement au processus de décision et, assurément, à lui permettre d'exercer une influence sur la Commission européenne. Cette dernière – ceci compensant cela – verrait s'accroître son rôle d'arbitre entre le conseil des ministres et le Parlement.

PHILIPPE LEMAITRE.

● *Le sort des otages français de Beyrouth.* – M. Paul Quilès, ministre de la défense, a reçu, lundi après-midi 25 novembre, Mme Joëlle Kauffmann. Elle était accompagnée de M. Michel Cantal-Dupart, président de l'Association de soutien à Jean-Paul Kauffmann, qui est détenu depuis six mois au Liban avec le chercheur au CNRS Michel Seurat. Par ailleurs, M. Gérard Kauffmann, frère du journaliste, rentrant d'un séjour de trois semaines à Beyrouth, en a rapporté « *l'impression qu'il existe un certain cloisonnement entre les actions que mènent, d'un côté, l'Elysée et, d'un autre, le ministère des relations extérieures* ».

APRÈS LE SOMMET DE GENÈVE

Le bureau politique du PC soviétique prend acte d'un « changement de climat »

De notre correspondant

Moscou. – Le bilan de la rencontre de Genève est positif s'il s'agit du début d'un processus qui aboutira à des « *actes concrets* ». Telle est en résumé l'appréciation portée sur ce sommet par le bureau politique, réuni le lundi 25 novembre. Reprenant les termes employés par M. Gorbatchev lui-même à Genève, le bureau politique estime que la rencontre « *a entamé un dialogue visant à obtenir une amélioration des relations soviéto-américaines et plus généralement de la situation dans le monde* ».

En affirmant que les conversations entre MM. Gorbatchev et Reagan ont « *changé de façon positive le climat politique et psychologique des relations internationales* », la plus haute instance du parti présente donc approximativement la même analyse de l'événement que l'opinion occidentale dans son ensemble. Le fait est suffisamment rare pour être relevé.

Le bureau politique accepte donc la prémisse largement répandue à l'Ouest selon laquelle la rencontre a été surtout affaire d'atmosphère, voire de psychologie. Il en tire sa propre conclusion : il faut que ce climat nouveau permette rapidement que des « *pas concrets* » soient accomplis en matière de désarmement. Moscou rappelle que, de son point de vue, une « *réduction radicale* » des armements nucléaires passe par « *l'interdiction de la mise au point d'armes spatiales offensives* ».

On retiendra du compte rendu du *bureau politique* cet éloge du réalisme qui ressemble fort de la part de M. Gorbatchev à un plaidoyer *pro domo* : « *La justesse et l'efficacité de la politique se déterminent par l'art de savoir prendre en compte les réalités et la diversité du monde contemporain ainsi que l'existence des intérêts souvent contradictoires d'Etats nombreux et différents.* » Cette inhabituelle leçon de philosophie signifie peut-être que tous les membres de la direction collective n'ont pas accueilli sans murmurer le nouvel esprit de conciliation, au moins sur le plan psychologique, dont le secrétaire général a fait preuve à Genève.

D. Dh.

M. MÉRILLON EST NOMMÉ AMBASSADEUR A BERNE

Le *Journal officiel* a annoncé, lundi 25 novembre, la nomination de M. Jean-Marie Mérillon comme ambassadeur de France à Berne, en remplacement de M. Georges Egal. Ce dernier devrait être prochainement affecté à Lisbonne.

[Né le 12 février 1926, licencié ès lettres, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, ancien élève de l'ENA, M. Mérillon a occupé diverses fonctions à l'administration centrale (Pactes, direction Europe à deux reprises, affaires africaines et malgaches) ainsi qu'au cabinet de MM. Bettencourt (1954-1955) et Pineau (1956-1957). Il a été affecté à Rome de 1957 à 1963, puis comme ambassadeur à Amman (1968-1973), à Saigon (1973-1975) et à Athènes (1975-1977). Revenu à l'administration centrale comme directeur des affaires politiques jusqu'en 1979, M. Mérillon a ensuite été nommé ambassadeur à Alger, puis, en 1982, représentant permanent de la France auprès de l'OTAN à Bruxelles, poste qu'il avait quitté à la fin de 1984.]

PROCHE-ORIENT

Egypte

Hosni Moubarak ou le mystère d'Héliopolis

(Suite de la première page.)

Comme d'autres hommes de sa génération ayant de près ou de loin été touchés par le charisme discret du pacha d'El-Mousselha, le président Moubarak est un de ces mahométans dont la fierté religieuse est intériorisée et qui retiennent du Coran la plus oubliée de ses sentences — « Pas de contrainte en religion ! » — plutôt que *« la nécessité d'appliquer à la lettre la loi divine »*.

Certes, la manière de Hosni Moubarak n'est pas de « voler dans les plumes » des islamistes. Il leur a même passé quelques caprices comme l'interdiction, qui a tant choqué de par le monde, de *Mille et Une Nuits ;* mais il est personnellement intervenu pour faire élargir le dessinateur de presse Bikar incarcéré à cause de sa foi bahaïe, non reconnue en Egypte, et surtout il n'a rien cédé quant à l'islamisation d'une législation qui est d'ailleurs déjà largement islamisée, sauf en des domaines comme les mutilations pénales contraires aux droits humains. Concernant le statut des musulmanes, il a bien laissé abroger la loi Jihane El Sadate, mais il en a édicté une autre qui, sans tambour ni trompette, en reprend l'essentiel : la répudiée qui a de jeunes enfants exerce le droit de garde jusqu'à la puberté, et conserve la jouissance du foyer conjugal ; l'épouse doit être informée par son mari de la décision de celui-ci de prendre une coépouse, etc.

« La ville du soleil »

Et puis surtout n'est plus de mise la bigoterie qui, dans le but, croyait-on bien naïvement, de « séduire » les intégristes, prévalait à l'époque sadatienne ; le raïs d'alors et naturellement tout son régime ne pouvaient voir le moindre minaret sans immédiatement se prosterner. Cette ostentation n'a plus court : le chef de l'Etat, qui ne s'est pas rendu au pèlerinage de La Mecque, en tout cas depuis son élection en 1981, participe, un point c'est tout, aux grandes prières des deux principales fêtes islamiques. Le 18 septembre 1985, à Rosette, Hosni Moubarak a même avoué qu'il lui était arrivé, en de telles circonstances, *« de s'embrouiller dans les gestes rituels au point d'avoir besoin de mimer le cheikh »*.

Héliopolis. — Si le président Moubarak a eu une enfance rustique, adulte, il a choisi la ville et s'y est tenu sans ces retours au terroir qui rythmèrent la vie d'un Sadate. Après sa sortie de l'Ecole de l'air nationale (1950), Hosni Moubarak, sous Nasser, a effectué plusieurs stages en Union soviétique, notamment à l'Académie militaire de



VIOLETTE LE QUÉRÉ.

Frounzé. De retour chez lui, pour se donner des racines citadines, il n'a pas choisi n'importe quelle cité : Héliopolis, *« la ville du Soleil »*, au vieux nom gréco-pharaonique, revivifié par un Belge entreprenant (1).

Créée *ex nihilo*, au début de ce siècle, par le grand-père de l'actuel baron Empain, dans le désert à l'est du Caire, où de la prospérité antique ne subsistait qu'un obélisque, la cité neuve devint vite, et est restée, le symbole d'une Egypte urbaine, moderne, ordonnée et aisée, en un mot idéale. La révolution de 1952 a aboli le système municipal privé d'Héliopolis et la plupart de ses habitants européens ont été rapatriés. Mais une atmosphère *« pas comme les autres »*, et à vrai dire un peu irréelle, mais dont les Héliopolitains ne sont pas peu fiers, s'est maintenue en ces artères ombragées, soignées et calmes, négatif du reste de l'Egypte.

Dans ces petits immeubles hispano-mauresques répartis autour de la cathédrale catholique romaine, où a tenu à reposer le financier belge anobli, mort en 1929, on peut passer toute une vie sans voir ni le Nil, ni un souk, ni même un fellah. De même, à l'heure des modes islamistes, aucune des nombreuses mosquées d'une agglomération d'un million d'habitants (recensés dans les douze millions d'âmes du Grand-Caire), dont environ 80 % de musulmans, n'est tombée aux mains d'un Savonarole de pacotille. A peine si on aperçoit, le jeudi au crépuscule, filant dans leur voiture miroitante, vers quelque mariage, de riches dames intégristes en cagoule à paillettes. Les chrétiens orientaux de tous les rites qui vivent à Héliopolis autour de leurs églises sont bien dans la peau de leur ville comme leurs voisins musulmans, dont les moins illustres ne sont pas les Moubarak.

Comme Jihane El-Sadate, Suzanne Moubarak est une Egyptienne musulmane de mère britannique, et plus précisément galloise. Mais cette fille et sœur modèle de militaires n'a ni l'éclat ni les ambitions de Mme Sadate. Une de ses amies précise : *« Elle ne cherche pas à briller car ce n'est ni son tempérament ni le vœu du président. Mais, comme Jihane, elle a obtenu une maîtrise, dans son cas en sciences sociales. »* A l'actif de celle qui n'est pas la *« présidente »* mais l'*« épouse du chef de l'Etat »*, on relève qu'elle a fait détruire les cabanons des bourgeois cairotes qui déparaient le pourtour des pyramides de Guizeh ; que, lorsqu'elle assiste à une cérémonie officielle, elle est généralement en cheveux, pied-de-nez féminin aux islamistes, et qu'elle a formé le rêve mendésiste de donner un verre de lait quotidien à ses jeunes concitoyens.

Figurant dans un film

Les deux seuls enfants du couple, Alaa et Gawal, garçons sans histoire d'une vingtaine d'années, ont, comme leur mère, étudié à l'université américaine du Caire, mais l'économie, et ils travaillent depuis peu dans le secteur privé. Un domaine qu'affectionne leur père : lui qui évite au maximum les sorties publiques depuis l'attentat contre Sadate, dont il sortit miraculeusement avec une seule blessure légère à la main, il résiste rarement à l'invitation à inaugurer une entreprise du secteur privé — sur lequel il table pour désenkyloser l'économie — ou d'un ouvrage d'art ; ce goût lui a valu le surnom un peu ironique de « Koubri Moubarak » (*koubri* = pont).

Cet homme sans passion digne de ce nom, et qui n'en suscite pas, contrairement à ses trois ou quatre prédécesseurs, n'est pas toujours sans fantaisie. Officier d'aviation, il accepta de jouer un bout de rôle militaire dans un long métrage égyptien que la télévision nationale a pu récemment programmer sans autres remous que ceux des foyers stupéfaits. Comme le furent ceux qui apprirent, à l'époque où il était vice-président, qu'Hosni et Suzanne avaient séjourné sans cérémonie au Club Méditerranée d'Hourgada, en mer Rouge.

La seule autre personne un peu en vue de la famille Moubarak est un frère du président, mais Sami doit apparemment surtout à son entregent sa réussite dans les affaires en Allemagne de l'Ouest. Féru lui aussi d'Héliopolis, il s'y est fait élire député, non point pour le parti majoritaire au pouvoir mais sur une liste du Néo-Wafd, principale force d'opposition parlementaire.

L'unique distraction connue d'Hosni Moubarak, depuis qu'il est président, est sa partie quasi quotidienne de squash ; il a refusé de quitter pour l'un des trois palais du Caire et son cher Héliopolis et sa villa familiale. Il travaille avec seulement une poignée de collaborateurs, dont le moins mal connu est le diplomate Ossama El-Baz, déjà auprès du général Moubarak avant qu'il ne soit président. On l'a longtemps présenté comme un inconditionnel de Washington, peut-être parce qu'il n'a pas toujours été très cordial avec les Français, attitude que, de toute façon, son patron ne partage pas.

La petite équipe est installée à quelques dizaines de mètres de la maison Moubarak, dans une grosse demeure coloniale à clocheton, décorée du nom pompeux de Palais de l'arabisme, tout simplement située en bordure de l'avenue de ce nom. Toutefois, pour sa sécurité, le président a fait partiellement détourner une ligne de transports en commun, déguerpir une station d'essence et fermer aux étrangers au quartier les rues avoisinantes, compliquant quelque peu la vie des résidents. *« Nasser a nationalisé le canal de Suez, Sadate reconquis le Sinaï, et Moubarak... détourné la circulation »*, raconte-t-on désormais en Egypte, où l'humour populaire vient toujours à point nommé rendre respirables les égards quasi divins entourant le pouvoir.

Conscient sans doute du caractère un peu étriqué de son installation présente, le raïs a fini par décider que l'Héliopolis Palace, fabuleux hôtel de 450 chambres à la Valery Larbaud, prémonitoirement construit par Empain en face de l'enclos officiel actuel, serait transformé en présidence. Les travaux vont bon train, notamment une haute enceinte extérieure, soutachée de versets coraniques. *« Encore un palais pour l'Etat ! Qu'est-ce que notre président ne ferait pas pour rester à Héliopolis... »*, constate, ambigu, un haut fonctionnaire.

En tout cas, terminées les opulentes soirées orientales, avec danseuses, de la décennie sadatienne. Les dîners officiels finissent aujourd'hui vers 21 heures, quand Anouar et Jihane apparaissaient aux leurs. Maintenant, lorsqu'un chef d'Etat est de passage, dans quelque ancienne demeure royale désertée, on avale une salade de crevette, un morceau de poulet et un sorbet à la mangue, avant de dire bonsoir sans baisemain. Et le raïs est toujours en complet veston.

A l'autre bout de la mégapole, dans les salons marxistes et francophones de l'île de Zamalek, on s'esclaffe méchamment à propos de la future installation du raïs à l'Héliopolis Palace : *« Ce sera du vide dans le vide ! »* Un ancien ministre de Nasser se montre, lui, presque affectueux pour cet homme qui, à travers son état militaire prolonge la légitimité du putsch de 1952 devenu révolution des *« officiers libres »* ; mais il ajoute : *« Il n'est pas craint, c'est son drame ! »*. Notre interlocuteur, sans doute, gémit sous la dictature nassérienne ou trembla sous les colères sadatiennes. Ainsi va le petit monde politicien du Caire, jamais en retard d'une contradiction.

Des observateurs moins engagés jugent *« moyennes »* l'intelligence et la culture d'Hosni Moubarak, vantent son absence de démagogie, son application, son assiduité, son honnêteté. Doit-on en déduire, parce qu'après avoir vu le film *Adieu Bonaparte !* il a refusé de s'entretenir avec son auteur, Youssef Chahine, que les intellectuels l'impressionnent ? En tout cas, en politique il a vite été à l'aise avec les grands de ce monde : dès 1983, François Mitterrand vantait ses bonnes histoires. Un ancien ambassadeur de France au Caire le compare à *« un dromadaire avançant sur une piste de montagne : prudentissime, il s'assure bien du sol avant chaque pas, d'où une impression de lenteur dans tout ce qu'il entreprend »*.

Et parfois des demi-mesures, comme la *« libération »* du pape Chenouda III, chef de l'Église copte-orthodoxe, victime de l'ire ultime de Sadate. Après plus de trois ans, on le tire du monastère où il est gardé — Vive Moubarak ! — et on le réinstalle sur son trône pontifical au Caire. Mais très vite on sait qu'il ne peut reprendre son audience publique hebdomadaire, encore moins visiter ses fidèles à travers le pays ou à l'étranger. Et le Palais de l'arabisme lui reste obstinément fermé. Déception des coptes. Avec leurs compatriotes musulmans, ils conviennent en tout cas que, en cette affaire ou dans d'autres, le ressort profond du raïs leur échappe. La clé de l'énigme réside peut-être tout prosaïquement dans le fait qu'il n'est pas assez sûr, pour se montrer en toute chose audacieux, de ses arrières militaires.

Un voyage au Néguev

Pour les Israéliens, il n'y a pas de mystère : l'homme d'Héliopolis ne les aime pas et ne les a jamais aimés. Aux temps euphoriques où Sadate se rendait pour un oui ou pour un non outre-Sinaï, le vice-président Moubarak refusait obstinément de mettre les pieds en *« territoire sioniste »*. Une fois seulement, on l'entraîna pour quelques heures à Bersheba, et qui le vit alors n'a pas oublié le masque rageur venu s'imprimer sur une mine déjà naturellement boudeuse. Avec Moubarak, les Israéliens le savent, la paix sera toujours froide, mais elle durera car nul ne l'imagine un instant mettant en péril le chef-d'œuvre de Sadate.

Hosni Moubarak lui-même fait partie intégrante de cet héritage. Evidemment, on ne saura jamais si le second raïs avait pensé à son vice-président comme éventuel successeur. De même, on ne connaîtra peut-être jamais non plus toutes les raisons qui, le 3 mai 1975, firent que Sadate éjecta sans ménagements l'inoffensif Hussein El Chafei — *« une moustache sur le néant »* — pour le remplacer séance tenante à la vice-présidence par un général dans la force de l'âge : Hosni Moubarak, précédemment chef d'état-major de l'armée de l'air (1969), puis commandant de cette arme (1972) et, à cet titre, gagnant de l'offensive aérienne anti-israélienne du 6 octobre 1973.

On avança sottement, en 1975, que Moubarak avait été imposé à Sadate par un *« parlement en kaki »*. A lire, entre autres, les Mémoires du deuxième raïs (*A la recherche d'une identité*, Fayard, 1978), il semble bien que la bonne tenue des aviateurs égyptiens, le premier jour décisif de la guerre de Kippour, fut un argument majeur dans le choix présidentiel. Le fait que le jeune frère bien-aimé de Sadate, Atef, pilote de chasse, ait été tué au cours de l'offensive a pu aussi — en cette terre de courtisanerie où tout un chacun aurait trouvé normal qu'un parent du maître fût mis à l'abri par ses supérieurs — impressionner *a contrario* le chef de l'Etat, peu habitué autour de lui à la rigueur morale dont donnait preuve ainsi le commandant de l'aviation.

Empruntant à la fois à Guynemer et à Gaston Doumergue, avec comme base une massive égyptianité dont on ne voit pas pourquoi elle serait contradictoire avec l'amour de la ville et l'implication dans le siècle, Hosni Moubarak donne encore l'impression, à cinquante-sept ans (mais il est vrai qu'il en paraît bien dix de moins), de se chercher ou plutôt de chercher une « querelle » où s'illustrer. D'aucuns rétorqueront que prendre à bras-le-corps le sous-développement du pays ou enrayer la spirale intégriste devraient bien lui suffire ; d'autres constateront que Nasser et Sadate lui ont joué le tour de lui léguer une nation qui a fait jusqu'au paroxysme la guerre et la paix et qui est entrée maintenant dans une de ces *« périodes intermédiaires »* — comme elle en a connu plusieurs durant son interminable histoire — au cours desquelles rien d'exaltant ne survient. Jusqu'au jour où l'Egypte, soudain, redémarre en trombe...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Robert Ilbert, *Héliopolis 1905-1922, genèse d'une ville*, CNRS, section de Marseille, 1981.

Abdelaziz Fahmi : le maître à penser non conformiste

Abdelaziz Fahmi naquit en 1874. Il aurait pu, comme tant d'autres notables de la monarchie parlementaire, ne se soucier de son berceau rural qu'en tant que tremplin électoral en début de *cursus honorum*. Le sien fut, au reste, bien rempli puisque ce juriste formé à la française, nationaliste antibritannique de la première heure, aux côtés de Saad Zaghloul en 1918, cofonda un parti, les Libéraux constitutionnels, devint ministre de la justice (1925), puis président de la première Cour de cassation égyptienne (1931) et naturellement pacha, titre non héréditaire attribué alors pour services rendus à la *res publica*.

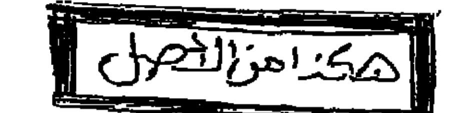
Il n'en consacra pas moins une partie de sa vie à son village, Kafr-el-Mousselha, y passant des années entières à réfléchir, à travers ce microcosme, comment tirer ses compatriotes d'un retard multiséculaire. Alors que l'idée des intégristes du temps — les Frères musulmans sont créés à Ismaïlia en 1928-1930 — était déjà qu'il fallait *« islamiser la modernité »*, Abdelaziz-Pacha professait qu'il fallait plutôt *« moderniser l'islamisme »*. Il n'était pas pour autant un de ces occidentalisés tournant le dos à leur propre peuple. Les archives du Foreign Office, à Londres, précisent même qu'*« il fuyait* (to shun) *la société européenne d'Egypte »*. L'Occident n'intéressait ce patriote modéré et moderniste que comme porteur de méthodes susceptibles de revivifier l'Orient.

Ministre, il soutint, contre les dignitaires du monde musulman entier, la théorie du cheikh égyptien Ali Abderrazak (*le Monde* du 17 avril 1979) sur la possibilité de séparer l'islam de l'Etat ; il défendit le romancier non conformiste, Taha Hussein, vilipendé par les vieux-turbans, et il acheva sa vie, dans les années 40, par une ultime bombe dont l'Académie de langue arabe du Caire fut ébranlée une génération durant : *« Afin d'empêcher que les Arabes ne se dégoûtent de leur langue »*, il fallait simplifier leur alphabet, où la majorité des lettres s'écrivent de quatre façons différentes, et remplacer une partie d'entre eux par des lettres latines.

Les sacristies islamiques prirent feu contre ce *« crime de lèse-Coran »* qui n'en suscita pas moins, de 1945 à 1947, en Egypte, près de cinq cents projets de simplification de l'écriture arabe (1).

J.-P.P.-H.

(1) Roland Meyret, *l'Ecriture arabe en question*. Dar-el-Machrek, Beyrouth, 1971.



هكذا من الأصل

d'Héliopolis

AFRIQUE

Maroc

AU « CLUB DE LA PRESSE » DE RFI

Le roi Hassan II se dit prêt à rencontrer M. Shimon Pérès s'il existe « une base de départ sérieuse »

De notre envoyée spéciale

Rabat. — L'incantation résonne le long de la galerie qui borde le premier étage du palais royal de Rabat : *« Qu'Allah protège notre roi ! »* Les serviteurs du palais, burnous blancs, chéchias rouges, psalmodient en chœur au passage du souverain chérifien, qui, en costume pied de poule, accompagné de ses deux *fils*, accepte l'hommage sans s'y attarder.

A quarante-huit heures de la visite d'Etat qu'il effectue, à partir du mercredi 27 novembre, à Paris, le roi Hassan II s'est prêté, dimanche 24 novembre, au jeu du « Club de la presse » de Radio-France internationale. *« Vingt-cinq ans de métier »*, comme il le dit, et l'histoire millénaire de son royaume, qu'il aime à rappeler, ont donné au roi l'assurance tranquille d'un homme qui plaide avant tout en politique pour le réalisme, quitte à braver quelques tabous. Donnant crédit aux rumeurs sur des récents contacts directs qu'il aurait eus avec M. Shimon Pérès, le roi Hassan II a ainsi affirmé qu'il était de nouveau prêt à rencontrer le premier ministre israélien si celui-ci avait des propositions sérieuses à lui faire. *« Comment négocier si on ne se rencontre pas ?* demande le souverain. *Mais à condition qu'il y ait une base de départ sérieuse. »* L'important, observe-t-il, est d'arriver à une solution. Et de s'exclamer : *« Qu'est-ce qu'on va retrouver demain quand on va récupérer la rive gauche* [du Jourdain] ? *Quel genre de population ? Des déracinés qui ne seront bons ni pour Israël ni pour le monde arabe ? Ce qu'il faut pour les Arabes, c'est essayer par tous les moyens non pas de libérer la terre, mais de libérer les gens s'ils veulent les récupérer. Sinon, dans cinq ans, ils n'ont plus rien à faire avec ces hommes-là. Ils seront plus nocifs pour le monde arabe qu'actuellement. Ce n'est pas la terre qu'il faut libérer, c'est l'homme. »*

Le Sahara, on y reste...

Réaffirmant sa *« plus grande estime »* à M. Yasser Arafat, le souverain a nommément accusé la Libye, la Syrie, le Yémen du Sud de *« démanteler »* la résistance palestinienne.

Réaliste aussi dans l'affaire du Sahara, le roi a réaffirmé : *« Le Sahara, on y est, on y reste ! »* C'est aujourd'hui à l'ONU de jouer, a déclaré le souverain marocain. *« Je n'ai rien demandé à l'Algérie. Elle n'a rien à me donner. »* Le roi a réaffirmé que le Maroc était prêt à discuter *« indirectement »* avec le Polisario, notamment sur les modalités d'organisation du référendum, mais jamais directement. Le roi a, d'autre part, ajouté qu'il n'organiserait pas unilatéralement le référendum, *« car il n'aurait pas le côté d'obligation internationale »*.

Réaliste encore au sujet de son union avec le colonel Kadhafi, le roi a déclaré, en réponse à une question sur l'aide qu'apporterait de nouveau la Libye au Polisario : *« L'union est vieille d'un an et quelque... Un an avant, le colonel Kadhafi avait fait un voyage au Maroc et, depuis ce voyage, il a donné sa parole de ne plus aider le Polisario, et il ne l'a pas fait. Mais s'il apparaissait, ce dont je doute fortement, qu'il s'adonnait à l'irréparable, nous serions obligés en ce cas de prendre une contre-partie. »* *« Le colonel Kadhafi m'écoute et prête attention à ce que je lui dis »*, a encore déclaré le roi, en admettant toutefois en privé que, sur le sujet du terrorisme, dont il compte s'entretenir avec le président Mitterrand, le colonel Kadhafi était inaccessible au langage de la raison. Mais on entend dire plaisamment, à Rabat, que le roi et le colonel s'entendent d'autant mieux... qu'ils ne parlent pas le même langage.

« De fieffés menteurs »

Le souverain rejette toute application du terme « intégrisme » à son pays. Il vaut mieux, dit-il, parler de fondamentalisme, dans le sens d'une franche discussion sur la religion, *« fondement de notre vie »*. Ailleurs, le phénomène tient à ce que les peuples ont été *« sevrés de religion, sevrés de civilisation arabe, du limon culturel islamique. Les pays les plus vulnérables, sont ceux où il y a des minorités confessionnelles. »* *« Mais,* poursuit-il au sujet du Maghreb, *je ne vois pas le détonateur de minorités confessionnelles. Je vois l'ignorance où se trouvent certaines populations de leur religion et le fait que certaines d'entre elles font un complexe de frustration, car elles n'ont pas assez appris sur l'islam. »*

A une question sur l'image de répression attachée au Maroc et sur le récent rapport d'Amnesty International dénonçant des cas de torture, le roi riposte, impavide : *« Cela ne me gêne pas du tout. Dites de ma part aux représentants d'Amnesty que je suis prêt à les recevoir ici, non pas parce que j'ai peur d'eux, mais tout simplement pour leur démontrer que ce sont de fieffés menteurs. S'ils veulent m'attaquer en diffamation, ils peuvent le faire. Qu'ils me disent quels sont les cas de torture qu'ils ont vus et quel est le cas de répression ! »*

Toutefois, une demande de précisions sur les circonstances de la mort d'Amine Tahani (*le Monde* du 14 novembre) agace le souverain : *« Si vous m'aviez dit que nous allions parler de comptabilité comme ça, je ne l'aurais pas accepté au départ. Mais, puisque vous y êtes, je suis beau joueur ; on peut vous montrer tous les certificats médicaux comme quoi c'était un asthmatique chronique qui est mort d'un œdème du poumon, vu que durant toute sa vie il a été asthmatique. Vous pouvez le demander même à ses professeurs auprès desquels il a travaillé en France. »*

Et le débat électoral français sur l'immigration ? Le roi assure : *« Je fais confiance au génie de la France, de ses hommes, de tous bords qu'ils soient. Les débordements, les dépassements, seront locaux, électoraux, conjoncturels et ponctuels. Ce ne sera pas dirigé contre nous. »*

Durant son séjour en France, le roi recevra la communauté marocaine en présence de M. François Mitterrand. Ce dernier ne saurait, en effet, faire moins que pour M. Chadli. Le roi a enfin tenu à vanter les très bons rapports franco-marocains, *« exempts de tout contentieux »*. L'amitié qui lie la France au Maroc est d'autant plus sincère, se plaît-on à dire à Rabat en songeant visiblement à l'Algérie, qu'elle n'est affectée à Paris d'aucun complexe de culpabilité.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Des Mirage 2000 pour l'armée marocaine

Le roi du Maroc a annoncé, dimanche 24 novembre à Radio-France internationale, l'intention de son pays d'acheter vingt-quatre avions de combat Mirage-2000 à la France. Cependant, les conditions financières de cet éventuel contrat font encore l'objet de discussions entre les deux pays.

« Tout dépend, a précisé Hassan II, *de la rapidité avec laquelle on nous livrera les Mirage-2000. Nos pilotes de Mirage F-1 n'ont besoin que de quelques heures de reconversion, et ils seront parfaitement opérationnels. Nous avons décidé de nous approvisionner non pas seulement en France pour des avions, mais même auprès des Etats-Unis. Ce qui fait que nous aurons une panoplie à tous les étages, qui pourra être très complémentaire. »*

En août 1976, le Maroc avait commandé à la France vingt-cinq Mirage F-1, qui lui ont tous été livrés, mais dont quelques exemplaires ont été endommagés dans la guerre du Sahara. En décembre 1977, le Maroc a acheté vingt-quatre avions d'appui Alpha-jet à la France. En ce moment, l'état-major de l'armée de l'air marocaine serait plutôt favorable, pour des raisons de commodités logistiques, à l'acquisition de vingt-quatre nouveaux Mirage F-1, contrairement aux assertions du roi.

LA VISITE A PARIS DU PRÉSIDENT SÉNÉGALAIS

M. Abdou Diouf s'attend à un accroissement de l'aide française

L'aide française et les derniers développements de la situation en Afrique du Sud et au Tchad sont au centre des entretiens de M. Mitterrand avec M. Diouf. La visite d'Etat de quarante-huit heures en France du président sénégalais s'achève ce mardi 26 novembre.

Au cours d'un dîner offert lundi en son honneur à l'Elysée, M. Abdou Diouf a déclaré : *« La nation africaine comprend de moins en moins la passivité de certains pays occidentaux face à ce qui est devenu un véritable génocide du peuple sud-africain. »* Pour sa part, M. Mitterrand a lancé une mise en garde contre toute initiative militaire au Tchad, qui se heurterait à *« une riposte appropriée »* de la France. Celle-ci, a-t-il dit, *« assume et continuera d'assumer ses responsabilités au Tchad »*. A l'issue d'un premier entretien en tête à tête avec son hôte, M. Diouf s'était déclaré optimiste quant à l'aide accordée par la France au Sénégal *« pour réaliser son programme d'ajustement structurel »*.

Cette année, en l'état actuel des engagements, l'aide publique française au Sénégal sera de 1 milliard 358 millions de francs, comprenant en parts presque égales l'aide courante au développement et une aide budgétaire exceptionnelle. On se retrouve au niveau de 1983, après une baisse en 1984 (1 milliard 88 millions de francs).

Au cours du Club de la presse de Radio France internationale à Dakar, à la veille de son départ pour Paris, le président Diouf avait rendu hommage à la France tout en estimant qu'elle *« peut faire mieux »* : *« Les pays du noyau dur des amis de la France n'ont peut-être pas eu des augmentations à la mesure de leurs espérances, compte tenu de l'engagement qui avait été pris par celle-ci d'augmenter le pourcentage de son PNB consacré à l'aide au développement. »*

Pour faire face à des échéances difficiles (*le Monde* du 26 novembre), le Sénégal compte sur un concours accru des Etats-Unis, mais, même si l'aide promise par Washington arrive dans les mois à venir, la France restera le principal donateur : un tiers de l'aide étrangère au Sénégal en 1985. De source française, à Dakar, on se déclarait incapable d'évaluer le montant de la « rallonge » qui pourrait être consentie au Sénégal, mais on soulignait qu'*« il faut encourager et soutenir les efforts actuels de ce pays pour assainir son économie »*.

La France est le premier fournisseur du Sénégal, qui lui commande plus du tiers de ses importations. Plusieurs centaines de cadres français travaillent dans le secteur privé de l'économie, où 70 % du capital demeure français. Il s'y ajoute, au titre de l'assistance directe en personnel, un millier de coopérants : huit cents enseignants et deux cents assistants techniques mis à la disposition de l'administration ou d'organismes publics. En outre, mille trois cents militaires français sont stationnés au Sénégal — sans que cela suscite de problèmes particuliers — en vertu des accords de défense.

Sanctions « progressives » envers Pretoria

Si la question de l'aide financière a figuré en bonne place dans les conversations, elle n'était qu'un aspect de la visite. Le Sénégal joue sur la scène internationale un rôle sans commune mesure avec ses modestes ressources économiques. Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, M. Abdou Diouf est satisfait de l'attitude de la France à l'égard de l'Afrique du Sud. Il lui demande de continuer sur la voie des sanctions économiques contre Pretoria, mais il aborde le problème avec réalisme. Avant d'aller éventuellement *« jusqu'aux sanctions globales et obligatoires au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies »*, il estime qu'*« il faut agir progressivement, prendre un certain nombre de mesures et voir comment réagit Pretoria. Si nous voyons que ce régime est en train d'évoluer dans le sens que nous voulons, nous n'aurons pas besoin d'aller lus loin. »*

A son retour à Dakar, le président Diouf accueillera le colonel Kadhafi, qui s'est invité bien que les relations diplomatiques entre les deux pays soient rompues. Un rapprochement est actuellement en cours, grâce au Maroc, qui représente les intérêts libyens au Sénégal et ceux du Sénégal en Libye. Le président Diouf croit savoir que le colonel Kadhafi *« va lui proposer quelque chose »* à propos du Tchad : il n'aura donc pas été inutile qu'il fasse le point de la question avec M. Mitterrand avant cette rencontre.

Une autre échéance a été préparée au cours de la visite du président Diouf : la douzième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, qui s'ouvrira à Paris le 11 décembre. Cette conférence sera immédiatement suivie, dans la capitale française, d'une réunion des ministres des affaires étrangères africains pour parler d'un probable *« sommet francophone »*, en janvier. Réunion à laquelle le Sénégal, fidèle à l'héritage senghorien, est très favorable.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Afrique du Sud

● *M. Mandela a regagné sa prison.* — Le chef de l'ANC (Congrès national africain) est retourné dans la prison de Polsmoor, près du Cap, samedi 23 novembre, après trois semaines de soins dans un hôpital du Cap. Les autorités sud-africaines ont démenti avoir envisagé la libération de M. Mandela, à la condition que celui-ci accepte de s'exiler à Lusaka, en Zambie. — *(AFP, Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

ESPAGNE

Attentats au Pays basque : trois morts

Madrid. — Après plus de deux mois sans attentat, la violence a fait sa réapparition au Pays basque, le lundi 25 novembre. Vers 8 h 30, à Saint-Sébastien, une camionnette transportant des membres de la marine a été mitraillée, alors qu'elle venait de quitter la caserne, par deux inconnus qui se sont enfuis dans une voiture volée. Deux marins ont été tués et deux autres blessés. Le ministre de la défense, M. Narcis Serra, devait assister, mardi, aux obsèques des victimes. Cet attentat n'a pas encore été revendiqué, mais personne ne doute qu'il est l'œuvre de l'ETA militaire. Dans la soirée, également à Saint-Sébastien, un garde civil était assassiné à son tour au volant de sa voiture. La dernière action sanglante des indépendantistes basques remonte au 14 septembre, lorsqu'un policier avait été assassiné à Vitoria. Devant ce long et inhabituel « silence », la presse espagnole avait évoqué la possibilité d'une « trêve » de la part de l'ETA liée à l'ouverture de négociations secrètes avec le gouvernement socialiste. Evoquée à Bilbao dans les milieux proches du PNV (Parti nationaliste basque), cette hypothèse avait toutefois été promptement démentie par les intéressés, tant d'un côté que de l'autre. — *(Corresp.)*

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Fusillade à Saint-Domingue pendant les élections primaires

Saint-Domingue. — Les premières élections primaires au sein du Parti révolutionnaire dominicain (PRD), qui doit désigner son candidat à l'élection présidentielle du 16 mai prochain, ont donné lieu à une fusillade à Saint-Domingue entre les sympathisants des deux prétendants en lice. L'incident s'est produit lundi 25 novembre au moment du dépouillement des bulletins de vote des membres du PRD, au pouvoir actuellement. Plusieurs personnes ont été blessées. Le président du Sénat, M. Jacobo Majluta, mène pour l'instant devant son adversaire, M. José Francisco Pena Gomez, maire de Saint-Domingue, dans cette course à l'investiture. Selon les observateurs, il appartient maintenant au président de la République, M. Jorge Blanco, qui fait figure d'arbitre dans cette lutte intestine, d'amener les deux rivaux à la table des négociations afin d'éviter la scission du PRD. — *(AFP.)*

EUROPE

URSS

Importante restructuration de la direction de l'agriculture

De notre correspondant

Moscou. — Les mille cinq cents députés du Soviet suprême se réunissent ce mardi 26 novembre pour leur session d'automne, au cours de laquelle ils approuveront le plan et le budget de l'année 1986. Diverses lois parachevant la réforme scolaire de 1984 devraient être adoptées à cette occasion.

De nouveaux mouvements de personnel ne sont pas à exclure, même si les rangs des « vieux brejneviens », passibles d'une mise à la retrait ou d'une disgrâce, commencent à se clairsemer.

Contrairement à une tradition ancienne, mais comme l'an dernier, cette session du Parlement n'a pas été précédée d'une réunion plénière du comité central du parti.

Tout ayant été réglé le 15 octobre dernier lors du « plénum » du comité central qui a approuvé le nouveau programme du parti et *« les grandes options économiques jusqu'à l'an 2000 »*, il n'était pas utile de se réunir à nouveau. Telle est du moins la thèse officielle.

Les députés n'aborderont qu'indirectement, par le biais du budget et du plan, l'importante restructuration de l'agriculture soviétique annoncée samedi par la *Pravda*. Le quotidien du parti a en effet publié, au cours du week-end, un décret réorganisant complètement l'énorme appareil bureaucratique chargé du « complexe agro-industriel ». Les changements d'organigramme sont considérables : six ministères (sur la vingtaine qui s'occupent peu ou prou d'agriculture) disparaissent.

Les buts de cette opération ne sont pas limpides. Ses motivations le sont davantage : l'agriculture soviétique marche mal, ce qui n'est d'ailleurs pas nouveau.

On incrimine cette fois le cloisonnement vertical par branches de production, et la multiplication des ministères spécialisés (fruits et légumes, par exemple) décidée sous Brejnev.

L'idée est de regrouper horizontalement en un seul organisme à chaque niveau, depuis le district jusqu'au gouvernement central à Moscou en passant par les régions et les quinze Républiques fédérées, tous ceux qui ont de près ou de loin des responsabilités agricoles. Plutôt que de chercher à savoir pourquoi les agriculteurs soviétiques produisent peu et mal, on restructure différemment la bureaucratie qui s'occupe d'eux.

Les exploitations elles-mêmes (kolkhozes et sovkhozes) et le mode de production (collective) ne sont donc pas touchées. La solution est, on le voit, d'un grand classicisme puisqu'elle est entièrement bureaucratique.

L'organisation de l'agriculture soviétique est soumise apparemment à un mouvement de pendule. La restructuration décidée par M. Gorbatchev rappelle, en effet, la création par Nikita Khrouchtchev des « sovnarkhozes », qui avaient également une vocation horizontale. Brejnev s'était empressé d'annuler cette réforme. M. Gorbatchev y revient partiellement au nom d'une certaine décentralisation des décisions : il est en effet, par exemple, absurde qu'un sovkhoze ne puisse traiter avec la conserverie située à quelques kilomètres de lui qu'en passant par Moscou.

Des décisions « impératives »

La restructuration se présente techniquement de la façon suivante : six ministères (agriculture, fruits et légumes, construction rurale, viande et lait, industrie alimentaire et technique agricole) sont supprimés. Ils sont remplacés par un *« comité d'Etat agro-industriel »* présidé par M. Vsevolod Mourakhovski (cinquante-neuf), qui est aussi depuis le 1er novembre de cette année premier vice-président du conseil des ministres.

Le fait que M. Mourakhovski ait succédé en 1978 à M. Gorbatchev comme premier secrétaire du parti à Stavropol (dans le Caucase du Nord), la région natale du « numéro un », donne encore plus de poids au responsable de ce nouvel organisme qui a, selon le texte publié samedi, *« les pleins pouvoirs »*. Ses *« décisions sont impératives »*, précise le décret.

Le comité d'Etat agro-industriel (GOSAGROPROM) (autant retenir ce nom qui risque de s'imposer) est un organisme très « lourd » puisqu'il ne comporte pas moins de deux premiers vice-présidents et dix vice-présidents. Plusieurs ministères à vocation agricole plus ou moins étendue qui gardent leur existence propre sont partiellement intégrés au GOSAGROPROM.

Il s'agit des ministères de la *bonification des sols*, de la *tranformation des céréales* et de l'industrie légère. D'autres, tel celui des constructions de tracteurs, de machines pour l'élevage, des engrais minéraux, sont censés travailler désormais *« en étroite coordination »* avec le nouvel organisme.

Rééquilibrage bureaucratique

Le Gosplan (direction du plan), le comité d'Etat à la science et à la technique, le ministère des finances, la Banque d'Etat et l'Office central des statistiques sont enfin représentés au GOSAGROPROM, généralement par leur premier vice-président ou premier vice-ministre.

Cette structure se retrouve à tous les niveaux. Un organisme semblable va en effet être créé dans chacune des quinze républiques fédérées et des cent cinquante-sept régions administratives d'URSS.

Il existe déjà au niveau des milliers de district : il s'agit des RAPO (les unions agro-industielles de districts), créées au début des années 80 lors de la réforme agricole confiée, déjà, à M. Gorbatchev par Leonid Brejnev. Il s'agit donc de faire remonter jusqu'au sommet de l'Etat la structure « horizontale » déjà existante des RAPO.

Ce système est fondé sur l'espoir que les décisions de bon sens pourront être prises au niveau local, régional ou des républiques, sans attendre l'aval de Moscou. L'obstacle est cependant une fois encore le rôle assigné à la planification centralisée en URSS.

Le décret affirme en effet que le GOSAGROPROM aura *« les pleins pouvoirs en matière de planification »*. On voit mal comment concilier cette exigence avec l'autorité du planificateur. L'explication officielle est que le Gosplan fixera désormais des objectifs assez larges, laissant une grande latitude au nouvel organisme... De beaux conflits de compétence en perspective entre MM. Mourakhovski et le nouveau président du Gosplan, M. Talyzine. L'un et l'autre ont été nommés par M. Gorbatchev.

Nul ne sait ce que deviennent cinq ou six titulaires des ministères disparus. Le sort du sixième, l'ancien ministre de l'agriculture, M. Valentin Messiats, a été réglé puisque l'intéressé a été nommé premier secrétaire du parti pour la région de Moscou.

Le texte du décret évoque ouvertement des licenciements (avec un préavis de trois mois de salaire !) pour les hauts fonctionnaires des ministères supprimés. Certains obtiendront sans doute une des « vice-présidences » du GOSAGROPROM, les autres devront aller chercher dans les républiques fédérées, voire les régions, un nouveau travail.

Cette restructuration (le mot de « réforme » est banni) est la première à laquelle procède M. Gorbatchev. Cela s'explique sans doute par le fait que l'actuel secrétaire général était depuis longtemps dans sa région natale un spécialiste de l'agriculture et qu'il était « monté » à Moscou en 1978, précisément pour s'occuper de ce secteur.

Ce « modèle » sera-t-il appliqué à d'autres sphères d'activité, tels l'industrie ou les services ? Cela dépend évidemment du rythme que M. Gorbatchev entend imposer à son action.

La création du GOSAGROPROM présente des traits nouveaux, tels le dégraissage des effectifs à Moscou, la diminution du nombre des organismes responsables et une certaine décentralisation. Mais le poids de la bureaucratie n'est pas diminué, bien au contraire.

Son point d'appui change simplement de place. On peut donc être d'accord avec la terminologie officielle qui refuse le terme de « réforme » : c'est davantage d'un rééquilibrage bureaucratique qu'il s'agit.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Plutôt que de chercher à savoir pourquoi les agriculteurs produisent peu et mal on réorganise la bureaucratie...

هكذا من الأصل

ASIE

LES LIMITES DE LA POLITIQUE D'OUVERTURE EN CHINE

« La lutte des classes n'est pas éteinte »

La police de Pékin a dispersé, le 21 novembre, un millier de jeunes gens qui s'étaient rassemblés dans le centre de la capitale chinoise pour célébrer la victoire de l'équipe nationale féminine de volley-ball sur celle du Japon, mais qui donnaient à leur manifestation un tour antijaponais.

Les dirigeants du Japon ont été pris à partie ces derniers mois, et pour diverses raisons (anniversaires de la guerre, crainte du réarmement nippon et présence économique croissante du Japon en Chine), par les étudiants chinois.

Certains de ceux-ci semblent en avoir profité, par le biais de slogans et d'affiches murales, pour critiquer plus ou moins explicitement la politique des dirigeants actuels de la Chine.

De notre correspondant

Pékin. – Face au laxisme qui se manifeste partout à la suite de la politique d'ouverture et de réformes, les dirigeants chinois s'emploient à resserrer les boulons idéologiques. Au risque d'apparaître aux yeux de l'étranger comme partisans d'un retour en arrière.

C'est ainsi qu'il faut comprendre le renouveau de la campagne contre les *« petits journaux »*, accusés de colporter la *« pornographie »*, la reprise en main des étudiants qui avaient manifesté trop de zèle dans leur campagne antijaponaise il y a quelques semaines en ressuscitant les dazibaos (affiches murales en gros caractères, désormais bannies), la lutte contre les multiples abus auxquels se livrent les cadres aux dépens d'une population sans défense, et aussi l'instauration d'un système de service militaire (dans un pays qui avait essentiellement recours au volontariat), assortie d'une menace de sanctions contre ceux qui tentent d'échapper à leurs obligations.

A *l'époque maoïste, l'armée était* à l'honneur, et les « volontaires » ne manquaient pas, surtout dans les campagnes. Aujourd'hui, l'armée est mal considérée, et les paysans préfèrent suivre la ligne du parti, qui les convie à *« s'enrichir »*, plutôt que celle qui les invite au patriotisme... Juste retour des choses !

Car, comme toujours, c'est de la capitale que souffle la bise du nord, en l'occurrence avec la publication par le quotidien des intellectuels, *Clarté*, et par *le Drapeau rouge*, d'un article-fleuve théorique. Ce texte a pour objectif de rappeler à ceux qui auraient pu l'oublier, surtout les cadres trop occupés par la modernisation pour s'intéresser encore à l'idéologie, la pérennité des *« quatre principes fondamentaux »* : la direction du parti, le socialisme, la dictature de démocratie populaire, le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong.

L'article reprenait même un terme que l'on croyait éculé depuis la chute de la « bande des quatre », en écrivant : *« Malgré l'extinction des classes, la lutte des classes n'est pas éteinte »*...

Il ne faudrait pas, pour le moment, voir dans ce rafraîchissement de l'atmosphère politique un retour à la glaciation. Cela ne semble encore qu'une des péripéties qui agitent l'Empire du Milieu et qui souvent passent pour laisser la place à d'autres. Ce qui gêne toutefois, c'est l'incertitude permanente suscitée par les virages et les ajustements quasi hebdomadaires, même s'ils se situent toujours officiellement dans le cadre de la ligne préconisée par M. Deng et ses partisans.

P. de B.

La répression de la littérature « polluante »

De notre correspondant

Pékin. – Avec le début de l'hiver, un vent coulis souffle à nouveau sur le *monde littéraire chinois*. Alors que l'an dernier, lors du Congrès des écrivains, responsables culturels et politiques louaient la *« liberté de création »*, l'accent est désormais mis sur l'*« autolimitation »* et l'*« autocensure »*, pour lutter contre la *« vulgarité »*, et sur l'*« enthousiasme politique »* en faveur de la ligne du parti. L'écrivain Wang Meng, hier encore porte-parole de l'ouverture, est redevenu aujourd'hui celui de l'orthodoxie, ce qui ne veut pas dire que règne de nouveau la dictature des lettres de naguère...

L'aventure de la pièce *WM* (abréviation du mot chinois *women*, en français « nous ») est significative à la fois du changement de tendance et de la confusion présentes. Cette œuvre raconte l'histoire de sept jeunes gens venus de la campagne face à l'effet destructeur de la révolution culturelle : certains s'en sortent, d'autres y laissent leur âme, mais tous perdent leurs illusions.

WM, *écrite* par Wong Peigong et montée par Won Gui, tous deux responsables du groupe théâtral du département politique de l'armée de l'air, avait été interdite en juin dernier pendant les répétitions. Accusé de commettre *« une nouvelle forme de pollution »*, Wong Gui avait été révoqué. Pourtant, dès octobre, *WM* était montée à Shangai par Sha Yexin, auteur lui-même d'une pièce critique, *l'Imposteur*. A la suite de quoi la Société chinoise de l'opéra et du théâtre rassembla des fonds pour faire jouer *WM* à Pékin. Or les représentations au Théâtre n° 27, commencées à la mi-octobre, ont été interrompues brutalement le 6 novembre.

Que s'est-il passé ? Le Quotidien du peuple avait lui-même annoncé les représentations avec une certaine sympathie. Au cours d'une conférence de presse, le producteur, Wang Zhen, s'est étonné de la décision du théâtre. D'autant qu'il bénéficiait, a-t-il assuré, du soutien du ministère de la culture et du département de la propagande du PC.

Un autre éditeur a subi les conséquences de l'étroitesse d'esprit : l'écrivain réputé Zhang Xianling. *Ses deux dernières œuvres, Les arbres qui reverdissent* et *La femme est la moitié de l'homme*, reçoivent, dans *le Quotidien de Pékin* du 16 novembre, une volée de bois vert qui rappelle de bien mauvais souvenirs. La première de ses œuvres donne au critique qui écrit sous le pseudonyme de « Redresser la littérature » (*en chinois* « Dong Xingwen »), *« l'envie de vomir »*. Il voit, dans la seconde, *« une prétendue soif de la sexualité qui pousse les personnages à s'accoupler pour satisfaire leurs désirs bestiaux »*. Il conclut en accusant Zhang Xianling d'avoir commis *« une « erreur littéraire »* et l'invite à *« réfléchir »*. Le critique réaffirme ce que bien des écrivains avaient, ces derniers temps, eu tendance à négliger : *« Dans la littérature, l'influence sociale est primordiale, et l'on doit assumer la responsabilité de l'édification de la société socialiste. »* Voilà qui limite singulièrement la portée de la *« liberté de création »*.

Au même moment, la campagne contre la *« pornographie »* continue de battre son plein. A Pékin, on a récemment détruit 100 tonnes d'œuvres jugées *« pornographiques »* représentant un million d'exemplaires de cinquante ouvrages. La lutte contre les *« petits journaux »*, accusés eux aussi d'attenter aux mœurs, ou du moins de ne pas propager la moralité socialiste, se poursuit avec plus ou moins de succès. A la mi-novembre, à Canton, on en trouvait à tous les coins de rue.

PATRICE DE BEER.

Que lisent les Chinois ?

Les ventes de romans chinois contemporains *sont mauvaises*, se plaignait, il y a peu, le journal *Libération* de Shanghai, notant que des dizaines de milliers d'exemplaires moisissaient sur les étagères de la plus grande librairie de Nankin, faute de clients.

A Pékin, le sous-directeur de la librairie Xinhua, M. Wang Yuecheng, reconnaît que ses clients préfèrent la littérature étrangère, de Tolstoï à Jack London, ou les romans classiques chinois, tel *Rêve dans le pavillon rouge*. Les récits de kung-fu en livres au format de poche connaissent, quant à eux, une telle vogue qu'ils ont dramatiquement accentué la pénurie de papier que connaît la Chine, au point de menacer certaines maisons d'édition de fermeture et d'empêcher l'impression d'ouvrages scolaires.

Au moins seize millions de ces *xiake*, qui relatent les exploits de héros martiaux légendaires, avec vengeances, malédictions et magie, ont été publiés au cours des huit premiers mois de l'année. Beaucoup de lecteurs les préfèrent *aux romans des permanents* de l'Union des écrivains, de même qu'ils préfèrent les films d'aventure ou d'amour aux films à thèse.

Au moment où le régime insiste quotidiennement sur la notion de profit et appelle les entreprises, industrielles et culturelles, à ne plus compter sur l'aide de l'Etat, il est normal que les éditeurs cherchent à publier ce qui se vend le mieux, des *« petits journaux »* – *qui ont utilisé le* huitième de la production de papier prévue par le Plan – aux *xiake*. Les usines de papier, atteintes elles aussi par le virus du profit, préfèrent vendre à des entreprises lucratives, qui paient vite et mieux, qu'aux vénérables imprimeries d'Etat. Cette situation est tellement préoccupante qu'une *réunion, présidée* par un membre du bureau politique, a été convoquée pour tenter de résoudre le problème.

P. de B.

politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le PC, le PS et l'UDF d'accord pour adapter la législation sociale à la décentralisation

Décentraliser : oui. Créer quatre-vingt-dix féodalités départementales : non. Le dilemme existe au moins depuis que M. Gaston Defferre a mis sur les rails la *« grande œuvre du septennat »*. A chaque discussion de l'une des innombrables lois votées sur ce thème depuis quatre ans, l'accent était mis sur l'une ou l'autre proposition, selon que l'on se rangeait pour ou contre le texte. Avec de curieux chassés-croisés depuis que la décentralisation a profité à la droite.

La majorité était particulièrement inquiète des conséquences du transfert aux conseils généraux des responsabilités en matière d'action sanitaire et sociale. Pour elle, la plupart des notables locaux de droite ne peuvent que freiner l'aide à l'enfance malheureuse, l'assistance aux marginaux de toutes sortes, le soutien aux associations qui se dévouent pour les milieux défavorisés, etc. Quelques cas avaient nourri ses inquiétudes. Mais cette décentralisation avait été promise dès le début, puisque l'action sanitaire et sociale était déjà gérée par les départements au nom de l'Etat.

Heureusement, une loi était indispensable pour adapter la complexe législation en la matière à la nouvelle donne institutionnelle. Les députés socialistes étaient bien décidés à poser, à cette occasion, quelques verrous.

L'opération a été menée à bien le lundi 25 novembre à l'Assemblée nationale, en première lecture, après déclaration d'urgence. Si la majorité s'est parfois rendue aux arguments de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux affaires sociales, c'est plus souvent lui qui a dû admettre des amendements limitant la marge de manœuvre des présidents de conseils généraux, comme le souhaitaient d'ailleurs de nombreuses associations intervenant dans l'action sanitaire et sociale.

La droite, pourtant, n'a pas contesté cette évolution. Elle l'a même, au contraire, appuyée. En fait d'opposition, il s'agissait de M. Jacques Blanc (UDF, Lozère), qui fut, de bout en bout, le seul député de l'opposition présent, le RPR ne jugeant pas utile de participer à cette discussion. Et, comme les socialistes surent donner satisfaction au porte-parole de l'UDF sur les points auxquels il tenait particulièrement, comme ils le firent avec les communistes, le projet fut finalement adopté à l'unanimité des présents, c'est-à-dire des députés du PS, du PC et de l'UDF.

Refuser l'anarchie des droits locaux

Ni réaménagement total des textes en vigueur ni simple remplacement de la référence au préfet par celle du président du conseil général, mais adaptation des dispositifs et procédures pour en améliorer la cohérence, ainsi Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, a-t-elle résumé l'esprit de son projet. Sur cette démarche, tout le monde est d'accord. Même M. Blanc, qui a toutefois expliqué que son acquiescement signifiait ceci : *« Dans un cadre donné nous acceptons tout ce qui nous semble pouvoir être utile. »* Même Mme Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis), qui a simplement précisé que, *« pour qu'une telle réforme porte ses fruits »*, les moyens financiers des départements devaient être accrus.

Les plus critiques furent ainsi les socialistes. Le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), résume bien leur position : *« On glosera un jour, si l'on n'y prend garde, sur un replis frileux à l'abri des hexagones départementaux que risque de faire naître la décentralisation (...) Evitons que les décideurs ne puissent trancher dans le vif, notamment au détriment des milieux les plus vulnérables (...) La diversification souhaitée des stratégies locales ne doit pas déboucher sur le développement anarchique des droits locaux (...) Evitons que le dualisme ne devienne le sous-produit ordinaire de la décentralisation. »*

M. Belorgey s'est donc livré, avec l'appui de l'Assemblée, à un toilettage important du texte. Parmi les points modifiés, il faut noter :

● **Conseil départemental :** comme le souhaitaient le PC, le PS et les associations, il est créé dans chaque département un conseil du développement social qui devra donner son avis sur les politiques suivies par le président du conseil général et par le préfet.

● **Coût des établissements :** une définition plus précise des *« mesures trop coûteuses »* et des *« charges excessives »*, qui permet au conseil général de refuser son habilitation aux établissements ou de la retirer, est donnée.

● **Pouvoir de police :** tout ce qui relève de celui-ci, et notamment la possibilité de fermer un établissement, est réservé au préfet, alors que le gouvernement aurait souhaité qu'il le partage avec le président du conseil général. En revanche, M. Franceschi obtient que l'élu ait la responsabilité de la surveillance des mineurs alors que le PS voulait la confier au préfet, mais M. Blanc fait remarquer que cela *« aurait redonné à celui-ci un droit de contrôle sur des agents relevant du conseil général »*.

● **Conventions collectives :** avec l'accord de M. Blanc, la gauche obtient que les conventions collectives s'appliquent aussi aux établissements départementaux.

● **Aide sociale à l'enfance :** un plafond sera fixé par décret aux sommes que le conseil général pourra demander aux personnes ou à leurs ayants droit, dont il aura pris en charge l'hébergement.

● **Procédure contradictoire :** toute personne qui fera appel d'une décision la concernant devant une commission cantonale, départementale, régionale ou nationale, pourra demander à être entendue par elle. Mais malgré les regrets de M. Belorgey, le gouvernement précise que cette procédure d'appel ne s'applique qu'aux aides obligatoires et non pas à celles facultatives décidées par la collectivité locale.

● **Bureau d'aide sociale :** il s'appellera centre communal d'action sociale, mais, à la demande du PS, il n'aura qu'un rôle d'animation pour souligner l'importance des associations. Surtout, et malgré l'opposition du gouvernement et de M. Blanc, l'Assemblée décide que les délégués des conseils municipaux y seront élus à la proportionnelle.

● **Domicile de secours :** de sa localisation dépend le département qui financera l'aide nécessaire. Or, actuellement, il suffit de résider trois mois dans un département pour y être domicilié. Cela pénalise les départements pauvres, comme la Lozère, qui ont fait un gros effort d'accueil des personnes âgées ou handicapées. Chaque collectivité risquant de ne pouvoir, ou de ne vouloir, payer que pour *« ses »* assistés, *« la liberté de circulation »* de ceux-ci sera mise en cause. Aussi M. Blanc, en liaison avec M. Belorgey, fait préciser qu'une personne admise dans un établissement sanitaire ou social garde son domicile de secours précédent ; c'est donc son département d'origine qui continuera à payer pour elle.

THIERRY BRÉHIER.

LA CAMPAGNE D'AFFICHAGE DU PS

Les socialistes *souffrent*-ils de dédoublement de la personnalité, ou souhaitent-ils, plus simplement, avoir deux fers au feu ? La stratégie d'affichage choisie pour la campagne électorale de 1986 incite en tout cas à poser la question. D'une part, les affiches, de taille moyenne, incontestablement dans le style classique, pour ne pas dire triste, qu'affectionne habituellement le PS en matière de communication. Ces affiches sont barrées, en diagonale, d'un slogan, jaune sur fond bleu : *« Un pas à droite, c'est trois pas en arrière. »* D'autre part, de grandes affiches à l'humour ravageur présentent un personnage — diverses catégories sociales sont envisagées — qui hurle, terrorisé : *« Au secours ! La droite revient. »* Nulle mention d'origine politique ne figure sur ces affiches qui autorisent à première vue toutes les confusions. Le PS n'a pas révélé le nom de l'agence qui les a réalisées.

M. Jacques Séguéla, qui fit la campagne de M. François Mitterrand en 1981, a souligné, lundi 25 octobre sur Europe 1 que, certes, pour la première fois, un parti politique ose s'approprier l'humour. Mais c'est aussi la première fois, remarque M. Séguéla, qu'un parti politique, quatre mois avant l'échéance, donne l'impression de se préparer à la défaite. C'est donc, pour M. Séguéla, une *« erreur de marketing »*.

En somme, M. André Laignel, directeur de campagne du PS, aurait dû se souvenir qu'en 1978, sous l'impulsion de M. Jean-Pierre Soisson, les partis au pouvoir proclamaient alors sur les murs des villes : *« La majorité aura la majorité. »* Ce qui devait, *in extremis*, se révéler exact. Il est vrai que dans l'actuelle conjoncture politique, et avec des élections à la proportionnelle, une telle formulation aurait rendu perplexe plus d'un électeur...

J.-L. A.

SITUATIONS 86

Les états-majors de l'opposition règlent le cas de seize départements

De nombreux conflits se poursuivent au sein de l'opposition dans les départements où les décisions d'investiture prises au niveau national sont contestées à la base. Cette situation n'a pas empêché la commission nationale d'investiture constituée par le RPR et l'UDF de publier lundi 25 novembre, d'*« un commun accord »*, les solutions décidées pour seize départements où l'opposition sera représentée par une liste d'union.

Dans douze d'entre eux, c'est un candidat du RPR qui conduira cette liste fusionnée. Il s'agit de l'Allier (M. Hector Rolland), de l'Ariège (M. Henri Cuq), de la Charente (M. Francis Hardy), du Doubs (M. Rolland Vuillaume), de la Gironde (M. Jacques Chaban-Delmas), de l'Isère (M. Alain Carignon), du Lot (M. Alain Chastagnol), du Maine-et-Loire (M. Jean Foyer), des Pyrénées-Orientales (M. Claude Barratte), de la Haute-Saône (M. Christian Bergelin), de la Savoie (M. Michel Barnier) et du Vaucluse (M. Jean-Pierre Roux).

Dans quatre départements, l'UDF dirigera la liste : le Gers (M. Aymeric de Montesquiou), les Hautes-Pyrénées (M. Pierre Bleuler), la Vienne (M. Jean-Pierre Abelin) et le Territoire de Belfort (M. Jacques Bichet).

Trois départements demeurent encore réservés : l'Eure-et-Loir, le Gard et l'Indre-et-Loire.

Au total, les accords conclus entre le RPR et l'UDF font apparaître, au 25 novembre, 60 listes fusionnées (dont 39 conduites par un RPR et 21 par un UDF) et 33 départements à listes distinctes.

Afin de couper court aux contestations, les délégations RPR et UDF ont tenu à préciser que *« chaque formation s'engage dans les départements à liste fusionnée à accepter les candidats désignés par l'autre formation »*, ajoutant que ce rappel vise notamment les Hautes-Alpes, les Ardennes, les Côtes-du-Nord, le Finistère, l'Indre et la Sarthe.

FINISTÈRE : vers une liste autonome du RPR ?

(De notre correspondant.)

Brest. — M. Louis Goasduff, député RPR, maire de Plabennec, a annoncé, le 19 novembre, la création d'une liste RPR autonome dans le Finistère. *« Les instances nationales n'ayant pris aucune décision, devant les exigences de l'UDF, en accord avec mon collègue Charles Miossec, je prends l'initiative de constituer une liste RPR dans le Finistère »*, a-t-il déclaré.

Le RPR finistérien affichait son intention depuis quelque temps de faire cavalier seul pour les législatives si l'UDF maintenait sa décision de placer en situation d'éligibilité sur une liste unique trois de ses hommes, MM. Jean-Yves Cozan (CDS), Ambroise Guellec (CDS) et Yannick Marzin (PR) derrière deux RPR, MM. Goasduff et Miossec.

Accord avait été passé en haut lieu entre les deux formations, selon l'UDF, pour faire élire M. Kerbrat (RPR), à la tête de la municipalité de Brest en juillet. Les partisans de M. Jacques Chirac dans le Finistère affirment qu'ils n'ont jamais vu ce pacte. *« Nous sommes majoritaires au sein de l'opposition dans le département*, affirme M. Goasduff, *nous ne voyons pas pourquoi l'UDF aurait un député de plus que nous. »*

M. Jean-Yves Cozan, président départemental de l'UDF, a réaffirmé, le 19 novembre, sa fidélité au contrat de juillet. *« L'UDF*, a-t-il déclaré, *reste sur les accords passés au niveau national. Nous pensons que la liste d'union est la plus efficace pour battre la gauche. Nous constatons qu'il y a certaine volonté de faire des listes partisanes. Dans l'état actuel des choses, rien ne permet de penser que les accords nationaux ont été remis en cause. Nous estimons, dans l'intérêt de l'opposition, que la raison doit l'emporter. »*

Le RPR n'a pas l'intention de faire machine en arrière, mais de nouvelles lézardes pourraient apparaître sur le fragile édifice municipal brestois.

G.S.

HAUTES-PYRÉNÉES : un « barriste » s'insurge

(De notre correspondant.)

Tarbes. — M. Jean Journé, conseiller municipal et conseiller général de Tarbes, membre du Parti radical, a annoncé, lundi 25 novembre, son intention de constituer dans les Hautes-Pyrénées une liste « barriste » pour les élections législatives. Cette liste s'opposerait à celle formée par l'UDF et le RPR conduite par M. Pierre Bleuler (CDS).

M. Journé a expliqué qu'il souhaite réunir *« tous ceux qui, après cinq ans d'expérience socialiste »*, veulent *« une alternance véritable »*. Cette alternance passe à ses yeux par l'organisation avant l'été 1986 d'une élection présidentielle. M. Journé a déjà choisi son candidat, M. Raymond Barre.

Les barristes du département s'étonnent de cette initiative. Ils affirment qu'ils n'ont pas été consultés.

G. D.

BAS-RHIN : Des élus RPR créent un « rassemblement » contre le « diktat de Paris »

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — La crise est ouverte au RPR du Bas-Rhin, où le maire et conseiller général de Niederbronn-les-Bains, M. Alfred Pfalzgraff, vient d'annoncer la création d'un *« courant »* au sein même du mouvement. Objectif : *« la survie du RPR et du gaullisme dans le département après les élections de mars »*. A ses côtés se retrouvent l'ancien président du mouvement dans le Bas-Rhin, M. Jean-Paul Hammann, ainsi que plusieurs élus, parmi lesquels MM. Robert Grossmann, conseiller général et adjoint au maire de Strasbourg et Jean-Claude Burckel, président de la commission des finances du conseil général.

Le *« courant Pfalzgraff »* se rebelle contre le *« diktat parisien »* qui a imposé des listes séparées entre RPR et UDF, et ainsi brisé la dynamique de la *« majorité alsacienne »*. Plus discrètement, il regroupe les militants les plus hostiles à l'ancien ministre M. André Bord, candidat sur la liste officielle du RPR et très contesté dans le département.

Ira-t-on jusqu'à une liste Pfalzgraff ? Le conseiller général de Nierderbronn n'écarte pas cette éventualité, mais insiste sur la négociation avec l'UDF d'une liste *« majorité alsacienne »*. Le courant s'est déjà donné une étiquette — Rassemblement pour la région Alsace — et un objectif : affirmer que le gaullisme ne se vit pas qu'à Paris. M. Hammann, qui a démissionné le mois dernier de la présidence de la fédération RPR, a précisé : *« Je m'attendais à une réaction de nos parlementaires ; elle n'est pas venue. »* Si M. Jacques Chirac n'a pas compris l'importance de la liste unique dans le Bas-Rhin, c'est qu'*« il a été très mal conseillé »*, affirme M. Pfalzgraff.

Pour sa part, M. André Durr, tête de liste officielle du RPR et député sortant, a confirmé que, *« démocrate et respecteux de la discipline »*, il appliquerait les décisions parisiennes.

J.F.

RHONE : pas de « cumulards » avec M. Barre, mais beaucoup de patrons

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — M. Raymond Barre a présenté, le lundi 25 novembre, l'ensemble de ses collaborateurs pour le scrutin régional de mars prochain. Derrière l'ancien premier ministre, tête de liste, figurent M. Charles Bérandier, actuel président du conseil régional Rhône-Alpes, ainsi qu'une série de responsables UDF.

L'absence du « numéro 3 » pressenti, le sénateur Francisque Collomb, maire de Lyon, a surpris. M. Barre s'en est expliqué. Favorable au projet gouvernemental sur la limitation des mandats, il ne pouvait, sous peine de se déjuger, intégrer des « cumulards » dans son équipe.

Le maire de Lyon n'a pas paru autrement affecté. Il a participé à la cérémonie de présentation des quarante-deux colistiers et accepté la présidence du comité de soutien d'une liste où figure, à la septième place, son premier adjoint, M. André Soulier. Une politesse rendue à M. Barre, dont le soutien *in extremis* à M. Collomb aux dernières municipales avait permis à ce dernier de résister à la pression du RPR Michel Noir.

Parmi les candidats placés à des postes d'éligibles, on notera surtout une forte représentation des responsables patronaux de haut niveau : MM. Georges Charrier, président de la chambre régionale du commerce ; Dominique Hannebelle, président de l'union patronale Rhône-Alpes ; Maurice Guitton, responsable départemental de l'URPMI, Jean Cabut, président de la chambre régional des métiers. — C. R.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : M. Dijoud contesté

(De notre correspondant.)

Saint-Pierre-et-Miquelon. — Un nouveau coup de théâtre dans la vie politique de Saint-Pierre-et-Miquelon s'est produit lors de la séance inaugurale de la session budgétaire du conseil général : le président de cette assemblée et sénateur de Saint-Piere-et-Miquelon, M. Marc Plantegenest (apparenté PS), qui n'avait pas encore donné son avis sur la candidature de M. Paul Dijoud aux prochaines législatives de mars 1986, a écarté en quelques phrases une telle hypothèse.

Il faut rappeler que la candidature de M. Dijoud, ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM de M. Valéry Giscard d'Estaing, avait obtenu en septembre le feu vert de M. Albert Pen, député (apparenté PS) de l'archipel, qui souhaitait céder sa place à l'Assemblée nationale et obtenir un siège au Sénat à la place de son ami de toujours, M. Plantagenest. Ce dernier semblait prêt à se contenter de son mandat de président du conseil général de la collectivité.

Le président du conseil général justifie son opposition catégorique à la candidature de M. Dijoud par la qualité de métropolitain de l'ancien ministre. Ce réquisitoire s'est accompagné d'un vibrant appel à une candidature de M. Albert Pen que M. Plantegenest juge être le seul à pouvoir vraiment défendre les intérêts de l'archipel.

M. Pen a, pour sa part, reproché à M. Dijoud d'avoir commis des *« maladresses »* et s'est déclaré prêt à reconsidérer sa décision. Il estime toutefois qu'il lui faut encore un délai de réflexion. M. Pen a précisé que la personnalité de M. Dijoud ne correspondait pas à l'attente des Saint-Pierrais-et-Miquelonnais et qu'il supportait mal le reproche que lui font ses deux principaux adversaires politiques, MM. Victor Reux (proche du RPR) et Gérard Grignon (indépendant) de vouloir *« pantoufler »* au Sénat.

MARC DE SAINTE-MARIE.

Propos et débats

M. Barre : ne pas dénationaliser Renault

M. Raymond Barre a déclaré lundi à Villefranche-sur-Saône (Rhône) *« qu'on ne peut pas socialement et politiquement dénationaliser Renault »*, et pense que la Régie devrait s'allier au constructeur suédois Volvo.

L'ancien premier ministre se dit, par ailleurs, dans le numéro de décembre de sa lettre *Faits et arguments*, *« convaincu de la nécessité pour un pays moderne de disposer de syndicats forts et représentatifs, qui permettent de prévenir les conflits, de nourrir le dialogue social et d'animer la politique contractuelle »*. *« Le danger pour la France*, continue M. Barre, *tient moins à la force des syndicts qu'à leur faiblesse, à leurs divisions, à leur surenchère et trop souvent à leur négativisme. »*

L'ancien premier ministre constate encore que la flexibilité, *« qui n'a pu être établie au sommet, où les débats sont quelque peu théologiques (...), s'impose dans les faits, parce qu'elle est de l'intérêt de tous »*. Si M. Barre se prononce pour le maintien des négociations sociales au niveau de la branche, il souhaite aussi que *« des dérogations au droit général puissent intervenir au niveau de l'entreprise, par accord passé entre le chef d'entreprise et les représentants des salariés ou même par consultation directe de ceux-ci »*.

M. Strauss-Kahn : exagéré

M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS, chargé des études, a estimé, lundi 25 novembre, qu'il est *« très exagéré »* de chiffrer à plusieurs dizaines de milliards de francs le coût prévisible de deux des mesures sociales que proposera le PS pour la prochaine législature, l'institution d'un revenu minimum garanti et la *« mutualisation des coûts de la mutation »*.

M. Strauss-Kahn estime que, avec un revenu minimun avoisinant le minimum vieillesse, le coût total de ces deux mesures pourrait être d'une dizaine ou d'une quinzaine de milliards de francs, qui pourraient être obtenus par un « redéploiement » de ressources existantes, notamment l'aide sociale. Un tel chiffre serait alors cohérent avec la volonté des socialistes de stabiliser les prélèvements obligatoires, juge M. Strauss-Kahn.

Le secrétaire national du PS aux études a encore affirmé que la mise sur pied d'une mutualisation des coûts de la mutation prendrait du temps, comme l'a dit le président de la République lors de sa conférence de presse, mais que l'institution d'un revenu minimum garanti peut être rapide.

M. Hintermann : inacceptable

M. Eric Hintermann, président de l'Alliance sociale démocrate, qui avait annoncé, le 2 septembre, avec MM. François Doubin (MRG) et Léo Hamon (gaulliste de gauche), la création d'une fédération des réformistes, estime que l'accord électoral PS-MRG est « inacceptable », car *« il sacrifie le long terme, le regroupement des réformistes au sein d'une force politique nouvelle (...), au court terme, quelques sièges donnés par le PS. Il place le MRG dans une situation de dépendance totale à l'égard du PS (...) »*.

L'Alliance sociale démocrate appelle *« les réformistes à se regrouper pour présenter des listes sous un même sigle pour 1986 »*.

M. Poher : La « sagesse » du président

Dans le *Journal du dimanche* du 24 novembre, M. Alain Poher, président du Sénat, déclare : *« J'ai dans l'arrière-pensée que si vraiment l'échec des socialistes est important, le président aura la sagesse de s'en aller. »* Estimant que les règles constitutionnelles *« créent un véritable couple »* entre le président de la République et le premier ministre, M. Poher considère que s'ils sont *« d'opinions systématiquement contraires »*, *« un accord peut intervenir, mais l'un ou l'autre, dans ce cas, devra faire de sérieux sacrifices dans l'intérêt du pays »*.

● ERRATUM. — M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges *« ne prête aucune vertu magique à la dénationalisation »* et non à la « dévaluation » comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire dans le compte rendu du Grand Jury RTL-*le Monde* (*le Monde* du 26 novembre).

société

LE SORT DES « ÉPOUX TURENGE »

Le raidissement néo-zélandais inquiète Paris

(Suite de la première page.)

Après avoir écarté la solution des sanctions économiques générales, les experts français ont étudié celle des sanctions partielles, qui viseraient les exportations néo-zélandaises en direction des possessions françaises dans le Pacifique (Nouvelle-Calédonie et Polynésie). Là encore, ils ont conclu à l'extrême difficulté de la tâche, car les agents commerciaux qui effectuent ces exportations – essentiellement agro-alimentaires – traitent aussi des produits australiens. Comment faire la différence ? Et, surtout, comment croire que l'Australie accepterait de se substituer à la Nouvelle-Zélande, avec laquelle elle a des liens très étroits ?

Toujours dans la « panoplie » économico-commerciale, on parle ici et là d'un appel au boycottage des produits néo-zélandais sur le marché français. Outre que rien ne garantit l'efficacité d'un tel appel, la méthode – comme les deux précédentes d'ailleurs – ne pourrait qu'envenimer les choses avec Wellington. On voit mal en effet comme M. Lange pourrait céder à de telles pressions publiques, même si son pays connaît des difficultés économiques certaines. L'opposition conservatrice ne manquerait pas d'utiliser l'affaire, et la base du parti travailliste, qui a déjà du mal à accepter la politique de rigueur mise en place, risquerait de se rebeller.

Paris a bien pensé un moment tenter de faire intervenir discrètement un tiers, à savoir les Etats-Unis, qui disposent théoriquement de « leviers » beaucoup plus efficaces mais les relations américano-néo-zélandaises sont également fort mauvaises, toujours à cause de la politique antinucléaire de Wellington. La Nouvelle-Zélande, on le sait, entend refuser aux navires américains transportant des armes nucléaires le droit d'escale dans ses ports, au risque de briser le pacte de défense de l'ANZUS.

Une autre possibilité aurait consisté à demander à Mme Thatcher d'intervenir en faveur des espions français. *Mais elle relève du rêve*, estime-t-on à Paris où l'on n'a toujours pas digéré la déclaration de Londres condamnant la France dans l'affaire du *Rainbow-Warrior*. Londres, de son côté, n'a toujours pas avalé les tentatives françaises du début de l'été pour faire porter le chapeau aux services britanniques. Toujours est-il que le torchon brûle entre les deux capitales et que l'affaire risque encore de s'aggraver si la France vote bien aux Nations unies, comme M. Mitterrand l'a dit la semaine dernière à Mme Thatcher lors du sommet franco-britannique, en faveur d'une résolution argentine demandant l'ouverture de négociations avec Londres sur les Malouines.

Ce serait la première fois depuis la guerre des Malouines que la France se désolidariserait de la Grande-Bretagne dans cette affaire. On nie dans l'entourage du président de la République que cette décision de rompre *« la solidarité européenne »* ait quelque chose à voir avec le *Rainbow-Warrior* ; on fait aussi remarquer que l'Italie a adopté la même attitude et que la résolution argentine est plus modérée que celles des années précédentes. Il n'en est pas moins probable que si la Grande-Bretagne avait accepté d'offrir ses bons offices au profit des deux officiers français emprisonnés en Nouvelle-Zélande la guerre diplomatique des Malouines n'aurait pas lieu...

Ce tour d'horizon, on le voit, n'est guère prometteur, d'autant plus que l'opinion publique néo-zélandaise en général et M. Lange en particuler seront encore « remontés » contre la France à chaque nouvelle explosion nucléaire à Mururoa. La seule voie encore ouverte au gouvernement reste donc celle de la négociation discrète. C'est là d'ailleurs que l'on peut retrouver nos fameux moutons. Mais il s'agirait alors non plus de les chasser du continent européen mais de les y multiplier...

Pourquoi ne pas envoyer un émissaire de confiance sonder directement les intentions de M. Lange, plutôt que de confier les tractations à des diplomates professionnels ? On a pour l'instant écarté cette hypothèse à Paris, car on craint que le premier ministre néo-zélandais n'utilise cette occasion non pas pour mettre à plat le contentieux mais pour humilier une nouvelle fois la France. Comment, pourtant dans ces conditions savoir l'essentiel : M. Lange a-t-il déjà décidé de ne pas expulser le faux couple avant les élections françaises du mois de mars, pour que cette affaire devienne ici un sujet de polémique électorale et faire ainsi expier un peu plus ce pouvoir, certes socialiste, mais aussi partisan de la dissuasion nucléaire ?

JACQUES AMALRIC.

M. CHARLES HERNU : « JE N'AI PAS DONNÉ L'ORDRE DE COULER LE RAINBOW-WARRIOR »

M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, a réaffirmé lundi 25 novembre à France-Inter : *« Le* Rainbow-Warrior *n'a pas été coulé sur mon ordre (...). Je n'ai pas donné l'ordre de couler un bâtiment. Je ne crois pas que l'amiral Lacoste l'ait fait. »*

« Mais c'est arrivé, a ajouté M. Hernu, *et j'ai donné ma démission parce que j'estimais que je devais être solidaire des militaires et des services que j'avais sous mes ordres (...). Je ne l'ai pas donnée pour retirer des responsabilités qu'ils n'ont pas au président de la République et au premier ministre. »* Ni l'un ni l'autre n'ont été informés, a affirmé l'ancien ministre.

« Je n'ai pas caché la vérité. J'ai pensé qu'il s'agissait d'une affaire courante et normale – je ne parle pas du bateau coulé, je parle des dispositions nécessaires afin que des actions ne se déroulent pas. »

« Je pense que les mesures nécessaires qui ont été prises pour assurer les essais nucléaires français étaient des mesures normales. Elles ont été prises par mes prédécesseurs depuis dix ans (...), donc il n'y avait pas pour moi de motif spécial d'alerte. »

« Cette affaire, a dit encore M. Hernu, *est une affaire close, mais il n'est pas interdit de chercher, pour savoir davantage si c'est possible. »*

En réponse aux questions pressantes de son interlocuteur, l'ancien ministre a, par boutade, mis en cause *« un esprit malin »*, *« le diable »*. Mais il s'est refusé à dire de quelle couleur était ce diable. *« Si, un jour, je le sais, je ne manquerai pas de le dire »*, a toutefois précisé M. Hernu.

« Il y a deux officiers français emprisonnés et tout ce qui peut être dit n'est pas de nature à rendre service. L'efficacité pour eux, c'est la plus grande discrétion possible. »

LE DIABLE DANS LE PACIFIQUE

M. Hernu est un muet très bavard. On ne peut cependant dire que ses propos devant le micro de France-Inter apportent grand-chose à la compréhension de l'affaire du *Rainbow-Warrior*.

Personne d'important, à commencer par lui et en remontant, n'est, dit-il, pour quelque chose dans l'attentat. Il a pourtant eu lieu. Alors ? Un esprit malin, le diable...

André Malraux, à propos d'*une autre affaire*, d'une ampleur considérable, et qui paraissait incompréhensible, disait à son ami le général Jacquot, chef d'état-major de l'armée de terre : *« Dans tout événement inexpliqué on voit la main de Moscou, celle de l'Intelligence Service, celle de la CIA, et pourquoi pas, celle du Vatican. Soulevez le rideau rouge : la connerie. »*

Un autre nom du diable ?

J. P.



SCIENCES

Arianespace crée une compagnie de réassurance

Le marché de l'assurance spatiale va mal. Très mal même. Au point que les sociétés qui souhaitent assurer leurs satellites ne trouvent plus d'assureur. En quinze ans, les compagnies d'assurances qui se sont lancées dans le risque spatial ont perdu, du fait des sinistres, 850 millions de dollars (dont 650 millions de dollars dans les vingt derniers mois). Or elles n'ont récolté, pendant cette période, que 450 millions de dollars de primes sur les 5,7 milliards de dollars de matériel assuré. Tout le problème de l'assurance spatiale tient dans ces chiffres.

Première conséquence de cette situation : des taux de primes prohibitifs (25 à 30 % de la valeur assurée) qui dissuadent les propriétaires de satellites de se lancer dans des programmes de satellites de télécommunications ou de télévision directe et menacent ainsi les activités des industriels du spatial. C'est la raison pour laquelle la société Arianespace a décidé de réagir en créant, comme le révèle la revue spécialisée *Air et Cosmos*, une compagnie de réassurance, la S3R (société de réassurance des risques spatiaux), offrant des conditions raisonnables aux clients du lanceur Ariane. Cette petite société au capital de 30 millions de francs, filiale à 100 % d'Arianespace, devrait, d'ici à la fin de l'année, proposer à ses clients des primes de 11 à 13 % seulement couvrant le risque dû au lanceur – en l'occurrence Ariane – pendant sa phase propulsée. A charge bien sûr pour les propriétaires de satellites d'assurer leurs engins sur le marché normal de l'assurance.

Cette solution, que les spécialistes de l'assurance disent « provisoire », permettra donc de pallier pour un temps la carence des compagnies d'assurances traditionnelles. En effet, à cause des déboires rencontrés par la Nasa et l'industrie spatiale américaine au cours des derniers mois et, en septembre dernier, par les Européens lors du quinzième tir d'Ariane, il n'est pas possible aujourd'hui d'assurer pour plus de 60 à 70 millions de dollars là où plus de 160 millions de dollars (un lanceur et ses deux satellites passagers) peuvent être nécesaires. Avec les garanties qu'elle offre, la S3R devrait donc permettre de calmer le marché en garantissant au propriétaire de satellite, en cas d'échec d'Ariane, soit un remboursement pur et simple du prix du lancement, soit un lancement gratuit.

Reste que pour régler de telles notes, il faut de l'argent. Beaucoup d'argent, que la S3R, se fondant sur la prévision d'un échec pour quinze tirs du lanceur européen, espère récupérer. Qu'aviendra-t-il de ce scénario si, par malchance, un lancement échoue pendant les trois premiers tirs ? La S3R ne pourra pas rembourser les pertes ou financer un nouveau tir dans la mesure où le montant des primes déjà engrangées sera faible. C'est tout le problème. Mais la difficulté a été tournée en donnant à la filiale d'Arianespace la possibilité de se réassurer à son tour auprès de compagnies d'assurance et de la caisse centrale de réassurance.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

UN GALA CONTRE LE SIDA

Line et Liz au Paradis latin

La situation africaine, que vient de décrire le congrès de Bruxelles, n'a pas été évoquée (*le Monde* du 26 novembre). Rien non plus de la réalité française. Seule Liz Taylor, actrice, mais aussi présidente de l'Aids Medical Foundation a su, aux côtés de Line Renaud, son homologue française, donner sa gravité, sa dimension humaine au SIDA. Le gala (à 2 000 F la place) du Paradis latin, lundi 25 novembre, avait été organisé par la vedette française avec une force de conviction peu commune, quelques semaines après son retour de Los Angeles.

Pour se battre, elle aussi, contre le SIDA (cinq de ses amis proches, a-t-elle dit, en sont morts), Line Renaud a d'abord créé l'Association des artistes contre le SIDA (1), puis a préparé une série d'opérations dont le gala du lundi 25 novembre constitue le coup d'envoi. Les fonds recueillis iront à l'Institut Pasteur, à la Fondation pour la recherche médicale et à l'association AIDES, qui, depuis un an, organise des campagnes d'information et de prévention tout en apportant un soutien direct aux malades (2).

De Raymond Devos à Bernard Pivot, de Marie-Paule Belle à Alice Sapritch, de Léon Zitrone à Thierry Le Luron, en passant par Mireille Mathieu, Dalida, Mouskouri, auxquels s'étaient jointes Eartha Kitt, Shirley Verret et Audrey Hepburn, on pouvait distinguer beaucoup de visages familiers de la scène, du petit ou du grand écran. Quelques têtes politiques aussi, dont le maire de Paris... Dans l'ambiance « champagne » du Paradis latin, dont le propriétaire, M. Jean Kriegel, a pris à son compte tout l'aspect matériel du gala, on reconnaissait aussi des personnalités scientifiques, des habitués des laboratoires et des salles de congrès. *Le professeur* Montagné, par exemple, qui représentait l'Institut Pasteur, et l'équipe qui y a découvert le fameux virus LAV.

(1) Association des artistes contre le SIDA, 5, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.

(2) AIDES, BP 759, 75123 Paris Cedex 03. Permanence téléphonique et renseignements : 48-04-00-99.

● *L'espace un défi pour la France.* – L'Association des anciens élèves de l'ENA organise, les jeudi 28 et vendredi 29 novembre au pavillon d'Armenonville à Paris, un forum sur le thème : « L'espace, un défi pour la France ». Cette réunion, placée sous la présidence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, débattra des applications stratégiques militaires et civiles de la course à l'espace.

● *La RFA refoule les étrangers porteurs du SIDA.* – Les étudiants originaires du tiers-monde ayant une bourse pour venir étudier en RFA sont renvoyés dans leur pays s'il s'avère après examen médical qu'ils ont été en contact avec le virus du SIDA, a indiqué le 25 novembre un porte-parole du ministère de la coopération. Neuf boursiers ont ainsi été interdits d'entrée depuis l'été dernier en raison des « risques de contamination », a précisé le porte-parole. Tous les étudiants boursiers originaires de pays en développement sont soumis, depuis une vingtaine d'années, à un examen médical à leur entrée en RFA, puis renvoyés dans leur pays s'ils sont atteints d'une maladie pouvant « nuire à leurs études ».

Environ un millier d'étudiants du tiers-monde bénéficient chaque année d'une bourse d'études en RFA.

OLYMPISME ET PUBLICITÉ

Le CIO en contrat avec Coca-Cola

M. Juan Antonio Samaranch, président du CIO (Comité international olympique), et M. Donald Keough, président de Coca-Cola, ont signé, lundi 25 novembre à New-York, le premier contrat du projet TOP (The Olympic Program) qui devrait favoriser, à partir de 1988, la promotion du mouvement olympique dans le monde. Le montant du contrat n'a pas été divulgué, mais le président de Coca-Cola a indiqué qu'il était *« pour le moins égal à celui versé par la chaîne américaine NBC pour la retransmission télévisée des Jeux de Séoul »*. Ce contrat avoisinerait les 350 millions de dollars.

« La signature de ce document représente une ère nouvelle pour le mouvement olympique, a déclaré M. Samaranch. *Avec l'établissement de ce nouveau programme, chacun des cent soixante et un membres de la famille olympique bénéficiera financièrement encore plus que par le passé de la largesse des commanditaires. »* Le CIO, qui refuse la publicité dans les enceintes olympiques, autorisait jusqu'ici les comités d'organisation des Jeux (COJO) et les comités olympiques nationaux (CNO) à signer des contrats particuliers avec les sociétés privées. Ainsi le COJO de Los Angeles avait signé pour 125 millions de dollars de contrats avec une cinquantaine de commanditaires pour financer les Jeux de 1984. – *(AFP, Reuter.)*

SOCIÉTÉ

Me Mario Stasi est élu bâtonnier de Paris

Me Mario Stasi a été élu, lundi 25 novembre, bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour d'appel de Paris. Il a obtenu dès le premier tour 1 109 voix sur 1 145 suffrages exprimés. Ce scrutin confirme le vote du 13 novembre 1984, par lequel Me Stasi avait été proclamé « dauphin » du bâtonnier en exercice. Il remplace Me Guy Danet, auquel il succédera pour deux ans à partir du 1er janvier 1986.

Dans le discours qu'il a prononcé après la proclamation du résultat, Me Stasi devait notamment appeler les avocats à *« l'unité dans la diversité »* ainsi qu'*« au respect mutuel et à la tolérance »*.

« Notre pays, a-t-il déclaré, *se prépare à des affrontements politiques. Il connaît déjà le réveil de ses démons périodiques. L'anathème remplace le dialogue ; la compréhension fait place à l'intolérance ; le respect de l'autre à l'ostracisme et au racisme. Quel que soit l'enjeu, et parce que nous croyons à ces valeurs sur lesquelles reposent nos libertés, nous veillerons à laisser hors de ce palais un combat qui ne peut être le nôtre. »*

Me Stasi a ajouté : *« Nous savons que les libertés ne meurent pas que de mort violente. Il n'est pas d'atteinte à la moindre d'entre elles qui, si nous n'y prenons garde, ne porte en germe, de renonciation en renonciation, la ruine de toutes nos libertés. »*

Un défenseur des droits de l'homme

Né le 1er mai 1933 à Reims, Me Mario Stasi, dont le père, d'origine italienne, avait été naturalisé français, est inscrit au barreau de Paris depuis le 28 janvier 1958. Ancien premier secrétaire, en 1962-1963, de la conférence du stage, il devait en cette qualité être amené à assurer en matière pénale, la défense de nombreux prévenus ou accusés. S'il ne se spécialisa pas dans ce domaine, préférant celui des affaires civiles et commerciales, l'expérience de ces premières années le porta cependant à manifester un intérêt constant pour la défense des droits de l'homme, tant en France qu'à l'étranger.

Dès mars 1973, en sa qualité de membre d'une mission d'information envoyée au Maroc par l'Association des juristes démocrates, la Fédération internationale des droits de l'homme et le Mouvement international des juristes catholiques, Pax Romana, Me Stasi signait un rapport dénonçant les méthodes utilisées par la police de ce pays pour réprimer des troubles intérieurs, faisant état d'enlèvements et de tortures. En février 1977, chargé d'une mission au Brésil pour le Mouvement international des juristes catholiques, il avait mené une enquête sur le sort de six militants du Parti communiste et avait été interpellé à cette occasion par la police locale.

Me Stasi, soit comme défenseur, soit comme observateur, devait encore mener des combats semblables en Tunisie, en Grèce, en Syrie, au Chili, en Turquie, au Paraguay et en Uruguay.

On avait encore remarqué, en mai 1979, l'intervention qu'il fit au congrès de la Confédération syndicale des avocats pour affirmer le droit de tout homme, fût-il terroriste, à être défendu. Après mai 1981, il fut membre de la commission d'étude sur les quartiers de sécurité renforcée mise en place au ministère de la justice, et qui devait conclure à la suppression de ces régimes exceptionnels de détention.

Actuellement, Me Mario Stasi, après avoir été l'un des avocats de Bernard Laroche lorsque ce dernier fut inculpé d'homicide volontaire dans l'affaire Villemin à Epinal, assiste, depuis l'assassinat de son client par Jean-Marie Villemin, la famille Laroche, devenue partie civile. Il a aussi plaidé récemment, devant la 31e chambre correctionnelle de Paris, pour deux directeurs d'agence bancaire impliqués dans l'affaire des fausses factures de la confection asiatique (*le Monde* du 11 octobre).

Me Mario Stasi est le frère de M. Bernard Stasi, député UDF de la Marne.

J.-M. Th.

FAUSSES FACTURES DANS LA CONFECTION ASIATIQUE

Condamnations modérées au tribunal de Paris

Jugement modéré dans l'affaire des fausses factures de la confection asiatique en région parisienne... C'est ainsi qu'ont été perçues à l'audience, lundi 25 novembre, les décisions prises par la 31e chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Francis Bruty.

Depuis l'ouverture de ce procès, le 30 septembre dernier, la communauté asiatique concernée ne dissimulait guère son inquiétude. La profession bancaire, elle aussi visée dans cette affaire, s'attendait au pire. Cinquante et un inculpés – dont sept détenus d'origine asiatique – ont comparu pour avoir participé de près ou de loin à deux filières de trafics, dont les principaux responsables sont en fuite. Au banc des accusés siégeaient les émetteurs des factures contestées – des sociétés « taxis », – et huit salariés de banque, soupçonnés d'avoir « couvert » les comptes de leurs clients-« taxis ».

De son côté, le Trésor s'était porté partie civile pour le préjudice causé par l'escroquerie à la TVA réalisée par le biais des factures de complaisance.

Le jugement du 25 novembre a finalement surpris les divers intéressés par sa modération. Les peines sont comparables à celles antérieurement prononcées pour des fraudes de même nature. Contre quatre responsables du trafic en fuite – MM. Ngo Gao Men, Tao Sieng, Chrun Bun Teng et Lim Leng, – ont été décidées des peines de prison ferme (deux à cinq ans) et des amendes variant de 200 000 à 500 000 F. Les « facturiers » d'origine asiatique, émetteurs de factures fictives ne reposant sur aucune activité réelle et leurs clients bénéficiaires, ont été condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans, parfois assorti de sursis et des amendes de 10 000 à 150 000 F, selon la gravité des faits incriminés.

Enfin, parmi les huit salariés de banque inculpés, un seul, M. Nhan Tong, chef d'antenne à la SOFICAM, est condamné à dix-huit mois de prison ferme et 50 000 F d'amende pour complicité d'escroquerie et recel. L'intéressé avait perçu des pots-de-vin. C'est ce qui explique la fermeté du tribunal à son égard. C'est aussi ce qui fonde ce motif de « recel » invoqué par le tribunal pour la première fois dans une telle affaire et très mal accepté par la profession bancaire.

Condamnations bancaires symboliques

D'autre part, deux responsables d'agence, MM. Jean-Charles Paté (SOFICAM) et Jean-Patrice Cheval (Crédit commercial de France), ont été condamnés pour complicité d'escroquerie à respectivement huit et six mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende. Mme Catherine Defrance, employée à la SOFICAM, a été reconnue coupable mais dispensée de peine, en raison sans doute de sa bonne volonté manifestée devant le tribunal.

Pour la première fois dans ce type de procès, trois organismes bancaires ont été cités comme civilement responsables des actes de leurs préposés. La Banque de Tokyo a été relaxée, mais la SOFICAM et le CCF ont, en revanche, été reconnus coupables des dommages causés par leurs salariés dans l'exercice de leurs fonctions.

Ce jugement intervient à quelques jours de l'ouverture d'un deuxième procès similaire. Lundi 2 décembre, en effet, doivent comparaître, devant cette même 31e chambre, cinquante-trois inculpés pour participation à une troisième filière de fausses factures dans la confection asiatique. Six banques sont citées comme civilement responsables. Certains de ces inculpés viennent d'être condamnés, le 25 novembre ; en fin d'audience, leurs défenseurs hésitaient à faire appel.

DANIELLE ROUARD.

A la maison d'arrêt de Foix

DEUX DÉTENUS SE SONT PENDUS DANS LEUR CELLULE COMMUNE

Deux détenus de la maison d'arrêt de Foix (Ariège) ont été retrouvés pendus, dimanche soir 24 novembre, dans la cellule qu'ils partageaient : Mamar Lahouari, dix-neuf ans, et Maurice Dahan, vingt-cinq ans, de nationalité française, étaient écroués depuis le mois d'août dernier. Ils avaient été condamnés à six mois de prison pour un cambriolage dans une grande surface à la frontière franco-andorrane et des actes de contrebande.

Les deux hommes, qui avaient fait appel, devaient être libérés au mois de janvier prochain. Rien dans leur attitude ne laissait prévoir un tel geste, affirme-t-on à Foix, où l'on précise que les deux détenus ont laissé chacun dans la cellule un bref message écrit dans lequel ils ne laissent aucun doute sur leur intention, sans pour autant en donner les raisons.

Le directeur d'une agence de crédit à Belfort est inculpé de complicité d'escroquerie

(De notre correspondant.)

Belfort. – Mlle Michèle Monteil, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Belfort, a inculpé, le 21 novembre, M. Jean-Edouard Mazzia, directeur de l'agence locale du Crédit de l'Est, de complicité d'escroquerie et de banqueroute simple.

Cette inculpation intervient une semaine après celle de Claude et Liliane Thivind, un couple de garagistes convaincus d'infraction à la législation sur les sociétés, d'émission de chèques sans provision et d'escroquerie.

Pour régler leurs problèmes de trésorerie, les époux Thivind, en abusant des signatures de certains de leurs clients, obtenaient des crédits bancaires sous couvert de faux contrats de prêts. Le client désireux d'acheter une voiture était invité à signer une demande d'emprunt auprès du Crédit de l'Est. La plupart du temps, le client trouvait un arrangement à meilleur compte avec sa banque. Mais la demande de prêt n'était pas annulée, et le couple Thivind en bénéficiait, réglant pour un temps les mensualités.

Le procédé a bien fonctionné, jusqu'au moment où le couple de garagistes n'a pu faire face. Les chèques sans provision se sont accumulés, atteignant 2 millions de francs. La dette était même double si l'on tient compte d'un redressement fiscal et des créances de l'URSSAF.

La demande du parquet pour une mise en règlement judiciaire du garage n'avait pas été suivie d'effet. Les juges du tribunal de commerce avaient accordé au couple Thivind un délai d'un mois pour éponger les dettes. Cette mansuétude a été diversement interprétée. Souci de sauvegarder ce qui pouvait l'être, ou résultat d'une intervention d'André Bergeron, secrétaire général de FO et beau-frère de Claude Thivind ? *« M. Bergeron souhaitait que les choses se passent le mieux possible,* explique M. Pierre Bonnef, président du tribunal de commerce. *Il était convaincu que son beau-frère n'avait pas commis de faute grave. Il est intervenu tout à fait régulièrement et correctement. »* Fort agacé d'être interrogé sur cette affaire, M. Bergeron nie toute intervention : *« Je respecte l'autonomie des tribunaux. C'est une affaire qui ne me concerne pas. »*

Une chose est sûre : le magistrat du tribunal de grande instance n'a pas eu la patience des juges du tribunal de commerce puisqu'il a inculpé les époux Thivind et leur a interdit toute activité commerciale.

PATRICE MALINA.

AU VATICAN

Les responsables du synode rejettent toute idée de « restauration »

De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. – A raison de huit minutes chacun, et sans interruption – les applaudissements eux-mêmes ne sont pas permis, – les membres du synode ont commencé, lundi 25 novembre, la lecture de leurs interventions. Les plus marquantes ont été celles de Mgr Maxim Hermaniuk, archevêque métropolite ukrainien de Winnipeg au Canada, demandant la constitution d'un synode permanent d'évêques partageant avec le pape le pouvoir législatif dans l'Eglise, et celle du cardinal Yacinthe Thiandoum, archevêque de Dakar, estimant *« scandaleuse, une agitation sans fondement »* à propos d'une volonté présumée du pape de revenir sur les acquis de Vatican II. *« Aucune proclamation,* a-t-il insisté, *aucune manifestation, aucune pression ne nous écartera de la fidélité au concile. »*

Dès son rapport général et la conférence de presse donnée lundi devant six cents journalistes, le cardinal Godfried Danneels, archevêque de Malines – Bruxelles, avait fixé comme but au synode extraordinaire l'approfondissement des enseignements de Vatican II. *« Nous ne faisons pas un synode autour d'un livre, mais autour du concile »*, précisait-il, tordant ainsi définitivement le cou à la crainte – ou à l'espoir – que l'ouvrage du cardinal Ratinger, dénonçant des dérives postconciliaires, ne soit au centre des travaux des évêques.

Le rapporteur général a souligné, au cours de cette conférence de presse, les limites de cette assemblée de quinze jours : *« Même si certains le voulaient, il serait impossible de revenir à la situation antérieure au concile »*. Et comme s'il fallait le dire deux fois plutôt qu'une, le cardinal Krol, archevêque de Philadelphie et président-délégué du synode, ajoutait devant les journalistes que, *« sur le plan juridique lui-même, il est impossible qu'un synode puisse amender un texte conciliaire »*.

A quoi servira-t-il alors ? *« Revenir aux sources »*, *« retrouver le souffle d'il y a vingt ans »*. Derrière des formules un peu incantatoires, le vœu de ces évêques est que l'on cherche à mieux comprendre ce qui s'est passé il y a vingt ans pour mieux l'appliquer aujourd'hui. Le cardinal Danneels n'a pas caché cependant que *« le problème central est bien de nature théologique : il est de réexaminer la nature et l'identité de l'Eglise, à la lumière d'une expérience de vingt années et de situations nouvelles »*.

Approfondir Vatican II

A la demande du pape, le cardinal français Gabriel-Marie Garrone, quatre-vingt-quatre ans, l'un des plus vieux témoins du concile, a évoqué ses souvenirs devant les pères du synode, moyen de rappeler que Vatican II, avant toute autre chose, avait été un exercice utile d'introspection. Il a présenté la constitution sur l'Eglise *Lumen gentium* comme le pivot du dernier concile dont dépendent les autres documents.

Autre époque, autres acteurs. Mais même méthode vingt ans après. C'est par un nouvel examen de conscience et une réaffirmation de son identité, suggère le cardinal Danneels, que l'Eglise parviendra à résoudre ses principaux conflits. Les tensions entre Rome et les Eglises locales ? *« Il faut accepter qu'il y ait deux vérités égales. La seule solution, c'est d'essayer de mieux comprendre la tâche du pape, celle des évêques, et de dépasser les conflits. »*

Même type d'analyse sur la pluralité culturelle, source de divergences. Le cardinal Danneels admet que la situation de l'Eglise n'est pas la même en Amérique latine, dans les pays de l'Est, en Afrique et en Europe occidentale. Mais, ajoute-t-il aussitôt, *« la question de la transmission de la foi et celle de la catéchèse se posent presque partout dans les mêmes termes »*.

L'objectif général de ce synode est donc de « relire » et d'approfondir le concile, pour en intérioriser les enseignements. Les travaux porteront notamment sur une actualisation de Vatican II, sur la nature et le rôle de l'Eglise, sur la Révélation divine, sur la liturgie, sur les relations de l'Eglise avec le monde. Le cadre ainsi tracé, on distingue encore mal le type de réponse qui pourra être donné à quelques problèmes concrets. Ceux qui attendaient de ce synode des propositions nouvelles sur le statut du clerc, le rôle des laïcs, la responsabilité des Eglises locales ou un nouvel élan donné à l'œcuménisme risquent de rester sur leur faim.

HENRI TINCQ.

« Ni pessimisme ni résignation »

Dès le début de son rapport général, le cardinal Danneels affirme que les erreurs et les troubles qu'a connus l'Eglise depuis vingt ans ne sont en rien imputables au concile. Il énumère les points positifs de l'application de Vatican II : la réforme liturgique ; un renouveau spirituel ; la coresponsabilité accrue de toutes les forces de l'Eglise ; la perception plus profonde, enfin, de la relation entre les Eglises et la société. *« Un regard objectif n'autorise ni le pessimisme ni la résignation ou le découragement. L'Eglise postconciliaire vit, et vit intensément. »*

Dans la partie négative de son bilan, le rapporteur général du synode évoque cependant la mauvaise acclimatation des catholiques aux innovations liturgiques, et surtout le développement d'un *« subjectivisme »* qui s'est substitué, dit-il, au magistère de l'Eglise, notamment sur la morale privée. Allusion à la situation française, il est également affirmé dans son rapport que *« dans quelques pays se pose le problème avec la cathéchèse, touchant à l'intégrité et à la structuration du message de la foi »*.

C'est la question de l'Eglise, convient l'archevêque de Malines, qui constitue le nœud de la crise. Des interprétations superficielles du concile sont mises en cause, notamment la tendance à opposer le « peuple de Dieu » et la hiérarchie. Quant aux questions posées par l'exercice de la collégialité épiscopale, elles demeurent entières.

Les rapports entre l'Eglise et le monde, dit enfin le rapporteur, sont devenus plus difficiles, avec la sécularisation, la crise des valeurs morales, qui se répandent dans les pays riches ; avec le développement de la misère et la lutte pour la justice qui règnent dans les pays pauvres. *« La réponse de l'Eglise ne doit pas être réduite à des mesures disciplinaires et administratives. Les carences post-conciliaires ne peuvent être traitées par des moyens d'avant le concile. »*

Après la phase d'euphorie qui a suivi Vatican II, après celle de la déception, le rapporteur souhaite que l'on passe *« à une troisième phase d'équilibre, de relecture et de rencontre »*.

Quatre objectifs spéciaux sont fixés au synode extraordinaire : approfondir le *« mystère »* de l'Eglise ; inventer un nouveau type de relation entre l'Ecriture sainte, la tradition, le magistère et la théologie ; mettre en œuvre toute la richesse de *« l'Eglise communion »*, c'est-à-dire des rapports de solidarité entre les prêtres et les évêques, entre les prêtres et les laïcs, entre les pauvres et les riches ; enfin, ne pas s'occuper uniquement des questions internes à l'Eglise, en s'inspirant de ce qui se fait pour la défense des droits de l'homme, des pauvres et des opprimés.

H. T.

Mgr Danneels : le successeur du cardinal Suenens

De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. – Le cardinal Godfried Danneels ne déteste pas l'humour. Interrogé par un journaliste sur les appréciations divergentes portées sur le concile par le cardinal Ratzinger et l'évêque américain Mgr Malone, le rapporteur général du synode a dit qu'il ne *« canoniserait pas »* l'un plus que l'autre. De même ne voit-il pas de solution aux désaccords entre la curie romaine et les Eglises locales, *« même si Dieu revenait sur terre... »*

Visage lisse, presque poupin, tout en rondeurs, le cardinal Danneels est bien dans la lignée du cardinal Suenens, son prédécesseur à l'archevêché de Malines – Bruxelles qui avait été l'un des hommes les plus en vue de Vatican II.

Né en 1933 dans les Flandres, il est l'un des plus jeunes cardinaux du Sacré Collège. Devenu évêque d'Anvers à quarante-quatre ans, il allait être nommé, deux ans plus tard seulement, archevêque du très gros diocèse de Malines-Bruxelles (2 500 000 habitants et 1 500 prêtres) et primat de l'Eglise belge.

Son autorité et sa popularité dans le pays, où il vient, en mai dernier, de recevoir le pape, tiennent à son aisance dans les milieux francophone aussi bien que néerlandophone. *« C'est un asexué linguistique »*, dit l'un de ses évêques auxiliaires. Ses qualités avaient été remarquées par le pape dès le synode spécial de l'Eglise de Hollande convoqué à Rome en 1980. Le cardinal Danneels y participait comme « modérateur ». Trois ans après, il était nommé cardinal.

Ce théologien, qui s'exprime simplement, diffuse à plusieurs milliers d'exemplaires ses lettres pastorales, qui connaissent un certain retentissement en Belgique. Plusieurs fois par mois, il invite les jeunes à franchir le portail du palais de l'archevêché pour des discussions à bâtons rompus.

Si ce spirituel fréquente Taizé ou les charismatiques de Paray-le-Monial, il soutient aussi bien l'action catholique ouvrière de son diocèse. Homme habile, de tempérament pacifique, au point, disent les critiques, de bénir tout un peu vite, le cardinal Danneels a su maintenir l'unité de l'Eglise belge, affrontée à des ondes de choc presque analogues à celles de sa voisine hollandaise.

H. T.

Requiescat in pace

De notre correspondant

Albertville. – Réfractaire aux décisions du concile Vatican II, l'abbé Odoric Burdin, quatre-vingt-un ans, vient de mourir. Curé depuis trente-six ans dans la commune de Notre-Dame-des-Millières, il avait fait de son église un lieu de rassemblement des groupes intégristes savoyards.

Le vieux prêtre allait commettre une ultime « désobéissance ». Il avait demandé dans son testament que ses funérailles soient officiées *« à l'ancienne »*, et surtout par un prêtre traditionaliste. Mis en demeure, le vendredi 22 novembre, par les amis de Mgr Lefebvre, d'accepter les exigences testamentaires du défunt, remontant à 1983, Mgr Feidt, archevêque de Chambéry, refusa.

Le tribunal d'Albertville, puis la cour d'appel de Chambéry, saisis de cette affaire en comparution immédiate par les paroissiens intégristes, ont estimé que la cérémonie devait se dérouler selon le rite voulu par le défunt. Mais la Cour a demandé que la messe ne soit pas célébrée dans l'église de Notre-Dame-des-Millières. Peu avant l'ordonnance de la cour d'appel, des incidents avaient opposé dans la sacristie des prêtres aux partisans de Mgr Lefebvre, qui les avaient retenus enfermés, tandis que le maire de la commune, M. Gabriel Déglise, tentait, depuis la chaire, de ramener le calme parmi les cinq cents paroissiens venus rendre un dernier hommage à leur abbé.

Finalement, intégristes et modernistes ont « cohabité » dans l'église, où la messe a été dite par un séminariste venu du prieuré d'Ecône (Suisse). A l'archevêché de Chambéry, on explique que Mgr Feidt entendait *« faire respecter les règles actuelles de l'Eglise, selon lesquelles pour autoriser une messe en latin il faut être en communion avec le pape et reconnaître la validité de la messe et du missel de Paul VI, »* ce que naturellement les intégristes ne pouvaient accepter. A Notre-Dame-de-Millières où, selon l'archevêché de Chambéry, *« la justice a été bafouée »*, on attend un nouvel abbé, moins encombrant que le défunt.

CLAUDE FRANCILLON.

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 LE SEUIL DE TOLÉRANCE

C'EST très beau, c'est plein de santé cet appel d'écrivains, d'intellectuels français qui, de Simone de Beauvoir à Nathalie Sarraute, en passant par Marguerite Duras, Claude Mauriac et beaucoup d'autres, condamnent « *les courants racistes qui se propagent actuellement en France* », s'élèvent « *contre le déshonneur que notre pays encourt aux yeux de son propre peuple comme à ceux des peuples libres du monde entier* », j'y souscris certes de tout cœur, regrettant seulement que, dans la liste des premiers signataires, il y ait si peu de « moins de cinquante ans ». Nos erreurs, aux uns et aux autres, ne doivent pas détourner une certaine jeunesse des justes causes.

L'antiracisme ne peut pas s'écrire de cinquante façons. Et l'imbécillité à ce propos qui s'étalait, il y a peu, dans *le Figaro-Magazine*, avait beau être en couleur, de luxe, et cautionnée pour le moins par deux académiciens à fort tirage, ce n'en était pas moins de l'imbécillité.

On me dit plus souvent qu'à mon goût : « J'aimerais vous y voir, la tête que vous feriez, si vous habitiez un grand ensemble bondé de Noirs, de Jaunes et de Bicots. » Effectivement, je n'aime pas le bruit, la crasse, ni la violence, quelles que soient son origine, sa couleur. Je suis, que voulez-vous, un « petit délicat » ! Et il ne me faut pas grand-chose pour que soit atteint ce qu'on appelle dans le jargon d'aujourd'hui mon « seuil de tolérance ».

Mais puisque nous en sommes aux confidences, ma délicatesse est telle que si je devais vivre dans le même immeuble où s'entassent les unes sur les autres les familles Hersant, Clos, Bousseurart, Audinot, Rebois, Peyrefitte, Grumbach, Mariano, Marchetti, Miot, Méot et Pauwels, je tournerais de l'œil. Et plus me plaisent ma nourrice togolaise et mon épicier marocain qu'une flopée de lecteurs du *Figaro* et de *Minute*. C'est bien l'ennui de ce fameux « seuil » dont on nous rebat les oreilles, oui, vous avez raison, il y a des gens qui ne sont pas vivables, dont la présence parmi nous salit l'idée que nous nous faisons de la France, mais ce ne sont pas les mêmes pour tous, hélas ! Si les Français se laissaient aller, s'ils avaient le droit d'expulser de leur pays qui les agace, qui leur répugne, nous aurions sans doute moins d'étrangers, mais resteraient-ils assez de Français pour s'en réjouir avec faste ? Messieurs les racistes, commencez par décamper, nous nous occuperons du reste ! Barre l'a compris qui vient d'appeler l'opposition, que la vue sur majorité rend facilement folle, à ne pas se déshonorer avant son heure en se vautrant comme une grosse truie dans ce thème si délicieusement électoral.

Ces derniers temps, il est vrai, dans les deux camps, on avait vraiment l'impression qu'un Le Pen en cachait un autre. Certains étaient tellement pressés de sauver la France qu'ils l'auraient bien noyée avec l'eau du bain comme un vulgaire nourrisson !

2 PORTFOLIO QUAND TU NOUS TIENS !

NE soyons pas trop durs pour les écrivains du *Figaro*. En fait, ce n'est pas le racisme ou l'antiracisme qui les intéresse, ni les problèmes de l'immigration. A l'exception de ce pauvre Jean Raspail et d'Alain Peyrefitte, ils sont bien trop occupés à jouer au Portfolio pour se soucier de ces vilaines choses.

Cette semaine, par exemple, la charmante Lætitia Cénac, qui est spécialement chargée de nous chanter leurs gestes dans *le Figaro-Magazine*, nous apprend qu' « *ils abandonnent chaque jour leur plume d'écrivain pour sacrifier quelques instants à la « délicieuse folie » des combinaisons chiffrées au Portfolio* ». Elle a épinglé cette fois-ci pour notre plus grand plaisir, avec cet air mutin qui est bien à elle, Jean-Marie Rouart et Françoise Mallet-Joris. Depuis qu'il a quitté *le Quotidien*, où il faisait ses gammes de chef culturel, pour la feuille à Hersant, on peut dire que Rouart tient vraiment le pompon. « *L'espace d'un petit déjeuner, dans son appartement de Saint-Germain-des-Prés, Rouart s'enthousiasme pour le Portfolio parce que, dit-il, il a désamorcé la tragédie de la Bourse, qu'il a transformé en jeu une sorte de fatalité où la rêveuse bourgeoisie a souvent trouvé sa perte.* »

Lætitia Cénac, toujours bien renseignée, nous révèle des détails intéressants sur la famille de Jean-Marie. Jean-Marie Rouart reconnaît comme siens trois frères. « *Trois frères romanciers pris au piège : Proust qui a boursicoté et s'est ruiné. Malraux qui a joué et perdu à la Bourse la dot de sa femme, la famille Drieu La Rochelle qui y a fait faillite.* »

Les exemples désastreux ont un peu refroidi l'ardeur de notre cadet, Jean-Marie, qui s'est bien juré, quant à lui, de faire durer les choses. Moins sot que ses grands frères, Rouart a trouvé son bonheur dans ce petit pavillon de banlieue du jeu qui ne paie pas de mine mais qui ne demande rien à personne, Portfolio, dont il nous donne pour conclure la définition suivante : « *Il a conservé sa part de rêve au jeu et il l'a purgé de tous ses poisons. Portfolio, c'est la griserie sans risque, le frisson du petit déjeuner.* »

Rouart est d'ailleurs un récidiviste, il n'y a pas qu'avec le jeu qu'il prend ses précautions. Dans l'un de ses derniers essais, *Ils ont choisi la nuit* (Grasset), il s'était également suicidé par correspondance ou procuration, comme il vous plaira. Il s'était tué jusqu'au dernier suicidé un peu à la mode.

Au fait, quelque chose m'angoisse. J'ai cru lire que tout le monde avait le droit de jouer au Portfolio. *Il me semble que ce n'est pas juste.* Et puisque *le Figaro* a dans sa poche un ancien garde des sceaux, peut-être pourra-t-il répondre à ma question : « Et si c'est un immigré clandestin qui gagne au Portfolio, et surtout qui remporte le Superfolio du lundi, monsieur le Ministre ne craint-il pas qu'avec cet argent mal acquis *cet individu ne s'installe définitivement* en France ? Ou, ce qui serait presque plus grave encore, fortune faite à nos dépens, s'en retourne dans son pays de mauvaise origine avec l'argent qui aurait dû revenir aux vrais Français ? »

Pour éviter que notre patrimoine ne fiche le camp, je crains que nous ne soyons obligés, dans *un premier temps*, de réserver l'usage des cartes de Portfolio à nos seuls nationaux ou aux étrangers assez riches pour être dignes d'être français. Mais *comme la* France, c'est l'espoir, je suggère que *le Figaro*, dans un souci de libéralisme, autorise l'accès et le port du Folio à tout immigré *en situation irrégulière* et sur le point d'être expulsé qui aurait souscrit un abonnement de dix ans à ce journal !

Le salut

par

Portfolio !

3 L'AUTRE JOURNAL

J'AVAIS eu à peine le temps de vous dire de jeter un coup d'œil sur l'interview de Deleuze dans *l'Autre Journal* que le nº 9 de cette attachante revue était dans les kiosques. Elle doit sans doute beaucoup à Michel Butel, qui est lié à sa publication comme une chèvre à son piquet. Butel a choisi, semble-t-il, d'être une conscience. Ce n'est pas si mal vu.

Ces consciences qui pullulaient il y a une trentaine d'années ont pratiquement toutes disparu. Et la vocation se fait rare. Le cynisme, joué ou non, est la note dominante. Alors, sa revue qui aurait fait rire, il n'y a pas si longtemps, nous intéresse par sa relative fraîcheur : enfin quelqu'un qui n'a pas d'esprit ! Nous sommes contents que la diffusion de *l'Autre Journal* soit de 31 000 exemplaires en France plus 3 000 exemplaires à l'étranger, et qu'il y ait en plus 9 000 abonnés. Nous considérons ces chiffres comme de bonnes nouvelles, des nouvelles d'espoir, comme s'il s'agissait d'une affaire personnelle heureusement conclue.

La paranoïa de son directeur, qui devrait nous agacer, nous touche, et plus encore sa façon d'écrire : comme s'il inscrivait en lettres d'or des paroles définitives sur les frontispices du palais de Chaillot. Depuis son premier numéro, ce qui fait le charme de ce drôle d'objet, c'est qu'il n'a jamais été au point. Comme si la revue, au moment de boucler, avait bougé comme une personne devant l'appareil photo.

Dans le nº 9, on peut s'arrêter, par exemple, sur *la Lecture dans le train*, de Marguerite Duras, qui a paru pour la première fois en anglais dans le *New York Times* du 23 juin 1985. Nous apprenons que Marguerite Duras a toujours lu, depuis qu'elle lit, la nuit ; qu'elle n'a jamais pu lire que la nuit. Elle parle également d'une lecture dans un train de *Guerre et Paix*, dont elle n'a pu lire en définitive, et à bride abattue, que la moitié, mais cette lecture lui a appris beaucoup de choses sur la lecture.

Cette année, Marguerite Duras est repartie dans *Tendre est la nuit*, de Scott Fitzgerald, « *avec toujours cette réserve essentielle que je fais sur cet auteur, un doute qui persiste malgré et peut-être à cause de cette nouvelle traduction si fidèle* ». Ça ne m'étonne pas de Marguerite Duras. Elle dit fort justement : « *Il ne faut pas intervenir, il ne faut pas se mêler des problèmes que chacun a avec la lecture.* » Pourtant, elle devrait peut-être revenir à *Gatsby le Magnifique*, ce chef-d'œuvre si américain qui serait également un roman européen. Un peu comme le sera, dix ans plus tard, sur un autre plan, *Citizen Kane*. Quand je lis Duras, désormais, j'ai l'impression de lire du Péguy qui aurait fait une cure d'Hemingway. L'effet est curieux.

« LE PLUS GRAND MUSÉE DU MONDE » SUR TF 1

Le Louvre au superlatif

« Le plus grand musée du monde » ? Mais le Louvre bien entendu. Du moins dans la série de treize émissions qui démarre sur TF 1. Le British Museum et le Vatican ne vont pas être contents. Mais il fallait sans doute user du superlatif pour monter, réaliser, puis diffuser un « feuilleton » d'art à la mesure du futur Grand Louvre.

La somme honorable de 36 millions de francs, partagée entre TF 1, Technisonor et la puissante chaîne japonaise NHK, a été investie dans cette fresque ambitieuse, et même *monumentale. Un peu trop, peut-être...*

Voilà douze ans que Jean-Marc Leuven, homme enthousiaste et persévérant, pensait à ce projet. En 1979, ayant achevé sa série « Sept jours en Perse », il s'immerge dans les collections du Louvre et plonge dans les puits de science que sont les conservateurs.

Ces études approfondies aboutissent à un volumineux rapport, initialement publié par Antenne 2, dans l'intention de séduire quelques coproducteurs. C'est finalement TF 1, par l'entremise de d'André Harris, qui lancera l'opération « Louvre ».

D'un côté un musée, l'image (d'ailleurs abusive) de la culture la plus rigide, la plus sacralisée, la plus collet monté. De l'autre la télévision, la nécessité d'une audience d'autant plus large que le programme est plus coûteux, et donc l'exigence (d'ailleurs excessive) d'un gadget appétissant qui apprivoiserait le public populaire.

Paysages réels

La formule magique qui avait si bien réussi au « Temps des cathédrales », l'émission réalisée par Georges Duby en 1980, ne pouvait convenir pour des films aussi nécessairement retenus, entravés par les objets, les œuvres, les séries. Pour faire vivre les trésors du musée, l'idée naturelle a été de les replacer aussi souvent que possible dans leur contexte – d'où les paysages réels qui font entrer l'air dans ce « Plus grand musée du monde ». Enfin, idée originale et quelquefois déconcertante, des vedettes de l'écran traversant chaque film en dialoguant, en échangeant leurs impressions.

Ainsi, dans le premier épisode consacré à l'Egypte ancienne, on verra, sous le titre « Les larmes d'Isis », Raymond Gérôme épouser Deborah Kerr... ou tout au moins ses goûts archéologiques. Mais les œuvres elles-mêmes peuvent devenir bavardes. Après quatre millénaires de silence, le Scribe assis, fameuse pièce du département d'égyptologie au Louvre, s'est mis à jacasser au lieu de *remplir* tranquillement ses formulaires de papyrus.

Ces « Larmes d'Isis », sont dues à Daniel Lander, l'un des quatre réalisateurs de la série. Dans le deuxième épisode, que Jean-Marc Leuven a lui-même pris en main, ce sont deux *stars japonaises qui nous font* découvrir les merveilles léguées au musée par la Mésopotamie. Si nous sommes habitués à voir des milliers *de touristes nippons arpenter les* salles de l'ancien palais, nous restons encore un peu surpris lorsque deux d'entre eux discourent savamment sur les rives du Tigre et de l'Euphrate.

Yoko Shimada et Atsuo Nakamura *sont à vrai dire* deux des « gages » donnés au principal coproducteur de cette série qui sort des habitudes. La qualité inégale des épisodes n'a pas empêché « *Le plus* grand musée du monde » de connaître au Japon un succès beaucoup plus important que prévu. Au point que le président de la NHK, M. Masato Kawahara, et son directeur, M. Hisanori Isomura, sont venus en personne à Paris pour encourager leurs homologues de TF1 dans la voie de cette programmation difficile. *Pour, aussi, rencontrer mardi* 26 novembre notre ministre de la culture et faire de nouveaux projets.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

∴

● « Les larmes d'Isis » ou « Le temps des pharaons », mercredi 27 novembre, TF1, 22 h 10. « Le pays des deux fleuves », mardi 3 décembre. « La Méditerranée grecque » (réal. : J.-M. Leuven, avec Dirk Bogarde et Charlotte Rampling), mercredi 4 décembre. « La *Méditerranée romaine* » (réal. J.-M. Leuven, avec Isabelle Huppert et Jean-Claude Brialy), mardi 10 décembre. « Du royaume de *Dieu au royaume des hommes* » *ou* « Le rêve médiéval » (réal. C. Viladerbo, avec Deborah Kerr et Jean Rochefort), mercredi 11 décembre. « Le quattrocento et *Léonard* » (réal. J.-M. Leuven, avec Y. Shimada et A. Nakamura (mardi 17 décembre. « L'Europe du nord au temps de Van Eyck et de Dürer » (réal. Cl. Vajda, avec Isabelle Huppert et Jean-Claude Brialy), mercredi 18 décembre. Les six derniers épisodes seront diffusés ultérieurement.

DISQUES

LE BILAN DYLAN

Autoportrait, en cinquante-trois titres et cinq albums, d'un baladin intact

C'est l'événement discographique de cette fin d'année : Bob Dylan publie une biographie sous la forme d'un coffret de cinquante-trois titres, dont trois inédits et quinze nouvelles versions. Soit cinq 33 tours que complètent un livret de trente-six pages de photos et un texte écrit *par Cameron Crowe, en collaboration* avec le chanteur.

La magie, le mythe et la légende de Bob Dylan continuent à fonctionner ainsi que l'a prouvé le concert réunissant soixante mille personnes au parc de Sceaux, il y a un an. Le charisme du poète *solitaire*, dont la musique et les mots ont profondément influencé le rock, n'a pas perdu de sa force.

Dans le passé, Dylan nous a donné sous forme d'album, de poème ou de film *(Renaldo et Clara)* plusieurs autoportraits. Mais c'est la première fois que sont rassemblés dans un même coffret les principaux jalons d'une route longue, d'une carrière féconde. On y retrouve dans leurs versions originales les titres qui ont marqué les différentes étapes de l'épopée dylanesque. Tous les styles (folk, rock, blues, country) utilisés par Dylan, sans souci des étiquettes, sont là. Tous les souvenirs aussi d'une aventure multiple : de l'époque de la marche sur Washington *(Blowin'in the wind)* à celle de l'explosion du rock électrique *(Like a Rolling Stone)*, des chansons surréalistes *(Lonesome Death of Hattie Carroll, Positively forth Street)*, aux ballades tranquilles et parfumées au son country *(Lay lady lay)* et aux chefsd'œuvre de rock, comme *Just like a woman, I shall be released*. Il y a aussi trois titres inédits dont les textes avaient été publiés par l'auteur et que les collectionneurs ne possédaient jusqu'ici que sur les fameux disques pirates à pochette blanche distribués à la fin des années 60, notamment *Baby I'm in the Mood for you, I wanna be you lover*, et *Percy's song :*

« *Tourne, tourne, tourne encore*
Le verdict est rendu
On ne peut le casser
Tourne, tourne vers la pluie
Et le vent
Mais ce n'est pas un criminel
Son crime n'en est pas un
Tourne, tourne, tourne encore
De ce qui lui est arrivé
Personne n'est à l'abri
Tourne, tourne vers la pluie
Et le vent. »

D'autres chansons *(Forever young, Visions of Johanna, Mighty Quinn)* sont présentées dans une nouvelle version, généralement enregistrées en concert.

L'ensemble est un précieux document-puzzle, avec les différents masques empruntés par le chanteur en vingt-cinq années d'aventure. Pour paraphraser Dylan, ce sont les souvenirs en diamant d'un poète.

Photos connues et inédites

Le livret joint aux cinq 33 tours contient des photos jamais éditées, comme celle des parents de Dylan, un homme et une femme pas riches, et celles du chanteur dans son intimité, avec ses nombreux enfants. D'autres sont plus connues : Dylan avec la chanteuse de blues Victoria Spivey, qui lui fit enregistrer son premier disque, avec Joan Baez et avec Allen Ginsberg.

Dans le texte accompagnant les photos, Dylan *rend un hommage* émouvant à Gisco Houston, un des pères de la musique folk, disparu prématurément il y a vingt ans. Le coauteur, *Cameron Crowe*, raconte à grands traits l'aventure de Robert Zimmerman, né un jour de mai 1941 dans une petite ville du Minnesota, et qui, dix-huit ans plus tard, définit son identité en s'initiant à la musique country et au monde folk en embrouillant des événements de la vie réelle et des vies imaginaires, en se baptisant lui-même Bob Dylan, avant d'arriver à New-York un matin froid et enneigé de janvier 1961 et de devenir la première voix américaine de la musique populaire.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Coffret CBS C5X-CXT-C 38830.

THÉATRE

« GLENGARRY GLEN ROSS » A MARSEILLE

Jeux de maisons

Glengarry Glen Ross est juste un nom, l'équivalent américain de *Marina pieds dans l'eau*. C'est la première pièce jouée en France de David Mamet – auteur couvert de prix dont le Pulitzer – adaptée par *Pierre Laville, mise en scène par* Marcel Maréchal à la Criée, Théâtre national de Marseille.

David Mamet est un intellectuel, typique de sa génération. *Il* n'est pas mal à l'aise dans sa société, mais la regarde, pointe le doigt là où ça grippe, et se moque. La vraisemblance n'est pas son souci premier. Le réel surgit à travers le langage nerveux, et se rattrape à des éclats de révolte en forme de jurons. David Mamet n'est pas un moraliste, ne perd pas son temps à analyser les faits. Il rassemble ceux qui lui paraissent les plus frappants. Méthode efficace.

Il s'attaque à l'obsession frénétique de la réussite dans un cadre idéal : une agence immobilière. Les personnages sont très américains, mais suffisamment stéréotypés pour qu'on les reconnaisse au premier coup d'œil. En trois séquences, David Mamet les décrit par couples : 1) Le vieux au bout du rouleau (Jacques Fabbri), et le jeune loup froid (François Siener) ; 2) Le minable effaré (Michel Robin) et le revanchard tout aussi minable (Alexis Nitzer). Après trois répliques on a compris, le reste paraît long, les acteurs rament.

Le spectacle commence vraiment à la troisième séquence avec Francis Perrin, baratineur bouillant persuadant le timide Michel Ouimet d'acheter une villa. Il se donne, on le suit, on aurait presque envie d'être son client. Ensuite, c'est l'apocalypse. L'agence a été cambriolée, les dossiers ont disparu. *Suspens à tiroirs. Ce qui se dévoile* n'est pas seulement le nom du coupable, c'est la vérité de chacun. Lâcheté, magouilles cyniques, egoïsme, personne n'est épargné dans cet univers impitoyable et, de plus, sordide.

Le procédé n'est pas nouveau, il est ici formidablement exploité. La mise en scène, bien rythmée, est modeste. Le théâtre américain est écrit pour les acteurs. Des acteurs qui, au-delà des mots, jouent à plein les situations. Jacques Fabbri, Alexis Nitzer, ne sont pas de cette école : ils démontrent ce qu'ils disent et tombent lourdement à côté. Michel Robin se laisse porter, Fançois Siener est un parfait jeune cadre pincé, redoutable.

Mais la révélation, c'est Francis Perrin, fiévreux, tendu sur sa passion de vendre, flambeur, flambant, *rongé d'angoisse, tout d'une pièce*, mauvais comme une gale, et finalement touchant. Il ne joue pas comique, il donne le comique de la violence *banale mise à nu*, et les mécanismes inextricables du joueur, du parieur, du « petit mec » à moitié truand en costume trois pièces. Il est *superbe*.

COLETTE GODARD.

★ La Criée, Marseille jusqu'au 21 *décembre*.

CULTURE

LES PRIX LITTÉRAIRES

• FEMINA : Hector Bianciotti pour « Sans la miséricorde du Christ »

• MÉDICIS : Michel Braudeau pour « Naissance d'une passion »

Le prix Femina a été attribué, lundi matin 25 novembre, à Hector Bianciotti pour *Sans la miséricorde du Christ* (Gallimard). Le résultat a été acquis dès le premier tour. Dix voix se sont portées sur Bianciotti.

Le prix Médicis a été décerné à Michel Braudeau pour *Naissance d'une passion*, au troisième tour de scrutin. Michel Braudeau a obtenu sept voix contre deux à Jean-Philippe Toussaint (*la Salle de bain*, Minuit), une à Jacques Henric (*Car elle s'en va la figure du monde*, Grasset), et une à René Swennen (*la Nouvelle Athènes*, Grasset).

Le Médicis Essais est allé à Michel Serres pour *les Cinq sens* (Grasset). Au troisième tour de scrutin, il a obtenu six voix contre trois à Guy Scarpetta (*l'Impureté*, Grasset), une à Michel Schneider (*Valeur de mots*, Gallimard) et une à Renaud Camus (*Notes sur les manières du temps*, POL).

Le Médicis étranger récompense Joseph Heller pour *Dieu sait* (Grasset) Le Fémina étranger a été attribué à J.-M. Coetzee pour *Michael K, sa vie, son temps* (Seuil).

La Passion d'Adélaïde Marèse

Même si le choix qu'a fait Hector Bianciotti de devenir « écrivain français » — *Sans la miséricorde du Christ* est son premier roman écrit dans cette langue — excède les péripéties annuelles des prix littéraires, les jurées du prix Femina ont, à juste titre, voulu consacrer un livre remarquable. Par sa maîtrise d'une langue littérairement *« neuve, récente — et future »*, comme le dit Bianciotti lui-même, par un regard aussi qui, venu d'ailleurs, donne au plus banalement quotidien (le quartier de la Porte Saint-Martin à Paris, où se déroule le récit) une étrangeté à l'ordinaire, inaperçue.

« On attend un Argentin de Paris ; on trouve un exilé de la terre » écrivait Bertrand Poirot-Delpech (*le Monde* du 13 septembre).

Avant même qu'il ne soit en librairie, certains vantaient les mérites du livre, en s'empressant de dire qu'il était difficile, peu accessible à un large public. Les lecteurs n'ont pas souscrit à ce jugement : *Sans la miséricorde du Christ* figure depuis plusieurs semaines en tête des meilleures ventes.

Hector Bianciotti y trace le destin silencieusement violent d'Adélaïde Marèse, tout de passion retenue, d'élans et d'ellipses. Une vie sous le signe de l'euphémisme.

Livre où se croisent le souvenir, l'exil et la violence, *Sans la miséricorde du Christ* ne saurait se réduire à son anecdote. Il vaut surtout par la *« perplexité raisonnée »* qu'Hector Bianciotti insinue dans les nombreuses digressions du roman, chemins de traverse qui font, pour lui, la richesse du genre, et où mémoire et savoir se confrontent au passage d'une langue à une autre, l'espace d'une fiction.

JO. S.

[Hector Bianciotti est né à Cordoba (Argentine) en 1930, de parents émigrés piémontais. Après des études au séminaire, il habite Buenos-Aires, puis part pour l'Europe en 1955. En 1961 il s'installe définitivement en France, à Paris. Il devient lecteur chez Gallimard, critique à *la Quinzaine littéraire* puis au *Nouvel Observateur*, où il écrit toujours. Son premier roman : *les Déserts dorés* a été publié par Maurice Nadeau chez Denoël en 1967. Ont paru ensuite : *Celle qui voyage la nuit* (Denoël 1969), *Ce moment qui s'achève* (Denoël 1972) — tous trois traduits de l'espagnol. Chez Gallimard, où vient de sortir *Sans la miséricorde du Christ*. Hector Bianciotti a publié une pièce de théâtre : *les Autres, un soir d'été* (1970), un roman : *le Traité des saisons*, prix Médicis étranger 1977, et un recueil de nouvelles : *L'amour n'est pas aimé*, prix du meilleur livre étranger 1983. Déjà, l'avant-dernière nouvelle de ce livre avait été rédigée directement en français.]

Un livre subversif et sentimental

Présent sur presque toutes les sélections des jurés littéraires, *Naissance d'une passion*, de Michel Braudeau, vient d'être récompensé par les jurés Médicis, après avoir obtenu quatre voix sur dix au Goncourt, la semaine dernière.

Le Médicis couronne un vrai roman (1), qui allie richesse de la langue, puissance créative et rigueur du style. Avec de vrais personnages, qui vivent de vraies passions. C'est en même temps un livre qui renouvelle le genre, un roman moderne, subtilement subversif, qui fait insensiblement basculer le lecteur dans un malaise étrange ; un livre cérébral et sentimental, qui ressemble à un film de Rohmer, d'Eustache ou de Truffaut.

Comment voit-on le monde quand on est, petit scribe roulé en boule, résolument blotti dans le ventre de sa mère, peu désireux d'en sortir ? Axel, le héros, s'adapte ensuite difficilement aux conditions de vie extérieures : on appelle cela un roman de formation.

Heureusement, la maison où il grandit, au nom sublime de Providence, est presque aussi rassurante qu'énigmatique. Avec ses doubles portes et ses recoins, ses ombres bleues, ses couloirs et la mer qui bat juste en dessous du salon, c'est un endroit magique. Il y a là des fantômes incestueux, des oncles mystérieux, et Mariane, la cousine.

Axel en est tombé amoureux peu de temps après leur naissance, de landau à landau ; c'était un bébé rageur aux yeux noirs, c'est une petite fille impériale, aiguë et dangereuse. Le temps commence, tout de suite, des durs apprentissages : épreuves de force, ruses, séductions. Dans cette histoire d'amour, il y a un troisième larron : Bayard, le frère aîné de Mariane, un personnage tout droit sorti d'un film de la nouvelle vague, *le Beau Serge* peut-être. La deuxième partie du livre lui est consacrée ; il brûle vite ses cartouches, ment, triche, vérifie que tout est invivable, et corrompu, commet quelques actes assez ignobles...

Les romans d'éducation, depuis Flaubert, roulent à tombeau ouvert vers la déconfiture. Celui-ci n'échappe pas à la règle. Dans la troisième partie, intitulée *Effondré*, autre nom sublime pour une autre maison, tout se clôt et se décompose. Les uns meurent ; les autres s'habituent. Reste l'écriture, qui fait durer les mystères, sous prétexte de les éclaircir.

Michel Braudeau a construit son roman avec subtilité et minutie. A chaque temps correspond un tempo. Ainsi *Naissance d'une passion* est aussi exercice de style. Quand on cherche à Michel Braudeau de grands ancêtres, on a coutume d'évoquer Faulkner. Ou de citer les romanciers latino-américains, qui, comme lui, se moquent de la vraisemblance, aiment à forcer les convenances et la réalité.

Une chose est sûre : *Naissance d'une passion* est un livre fort, dérangeant, inclassable et fondamentalement peu convenable.

GENEVIÈVE BRISAC.

[Michel Braudeau est né le 12 mai 1946 à Niort (Deux-Sèvres). Il est licencié ès lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques. Il a étudié la linguistique et traduit les *Structures syntaxiques* de Noam Chomsky. Il a été l'assistant de François Wahl aux éditions du Seuil, avant de devenir journaliste, en 1977, à *l'Express*. Son premier texte littéraire, *l'Amazone*, a paru en 1966 dans la revue *Ecrire*, qu'animait Jean Cayrol. Toujours aux éditions du Seuil ont paru *Vaulascar* (1977), *Passage de la main d'or* (grand prix de la littérature fantastique d'Avoriaz, en 1981) et *Fantôme d'une puce* (1982). Michel Braudeau est entré récemment au *Monde* comme chef adjoint du service culturel.]

(1) Voir « le Monde des livres » du 27 septembre 1985.

• FEMINA ÉTRANGER : J.-M. Coetzee pour « Michael K, sa vie, son temps »

Un romancier des ombres

John Michael Coetzee est un romancier discret, presque secret. Aux journalistes qui l'interrogent sur son sentiment quant à la situation en Afrique du Sud, il répond inlassablement qu' *« il n'est pas nécessaire de connaître ses idées pour comprendre ses romans » (1)*. Concernant sa propre biographie, il se montre tout aussi laconique. *« Ma vie a été paisible »*, dit-il.

J.-M. Coetzee a publié son premier livre, *Dusklands*, en 1974. A cet ouvrage succédèrent deux romans, *Au cœur de ce pays*, qui reçut en 1977 un prix sud-africain, le CNA Award, puis *En attendant les barbares*, que couronnèrent en 1980 deux jurys britanniques, celui du James Tait Black Prize et celui du Geoffrey Faber Award.

Mais c'est en 1983 que Coetzee accéda véritablement à une renommée internationale, lorsque son troisième roman, *Michael K, sa vie, son temps*, fut récompensé par les membres du Booker Prize.

Dans ce récit, publié au Seuil, Coetzee jongle comme à son habitude avec le réel et le symbolique. Le personnage principal du roman est un jeune garçon (on ne sait s'il est blanc ou noir) qui, au cœur d'un pays déchiré par la guerre civile, tente de rejoindre sa terre natale, un coin de campagne perdu. Bien qu'il refuse de participer au conflit, il se retrouvera, tel un animal blessé, enfermé dans un camp puis dans un hôpital.

On serait tenté de voir dans ses aventures une transposition de la réalité sud-africaine. Coetzee s'en défend, qui préfère évoquer à ce propos *« une métaphore historique de la violence »*.

On retrouve ici des thèmes qui lui sont chers, tels celui de l'enfermement et de la difficulté des individus à communiquer entre eux. C'est un romancier des âmes, qu'elles soient noires ou blanches.

BERNARD GÉNIÈS.

(1) Voir *le Monde* du 26 avril et du 7 juin 1985.

[John Michael Coetzee, âgé de quarante-cinq ans, est né en Afrique du Sud. Il enseigne la littérature et la linguistique à l'université du Cap. *Au cœur de ce pays* et *En attendant les barbares*, ont été publiés en français aux éditions Maurice Nadeau-Papyrus. Son premier livre, *Dusklands*, sera prochainement publié aux éditions du Seuil.]

• MÉDICIS ÉTRANGER : Joseph Heller pour « Dieu sait »

Le roi David et son prophète

Joseph Heller n'avait pas eu de chance avec le public français, qui n'avait pas, jusque-là, su apprécier à sa véritable dimension ce romancier inclassable qui, en vingt-cinq ans, a publié quatre romans, tous superbes, tous différents, tous dignes de Heller. Considéré partout comme un auteur à succès — mérités —, il était passé inaperçu chez nous, et le superbe *Catch 22*, sottement rebaptisé *l'Attrape-nigaud* n'avait pas dépassé les trois mille exemplaires (contre douze millions en langue anglaise é).

Cette fois, grâce à son dernier livre, *Dieu sait* (1), et grâce à la savoureuse traduction de Robert Pépin, justice va enfin commencer à être rendue à Joseph Heller, à son mode de narration délirant et iconoclaste, hénaurme, à la dimension du sujet qu'il s'est choisi : la Bible, et, plus particulièrement, l'histoire de David.

Nul ne peut résister à David, Bethsabée rebaptisée Bath-Schéba en est un exemple, même si, dans le roman de Heller, elle n'a plus rien d'une amante passionnée et s'est transformée en insupportable « mère juive » qui ne pense qu'à assurer l'avenir de son fils, Salomon. *Dieu sait*, c'est la manière saine et tonique — et franchement drôle — de se plonger dans l'Ancien Testament. *« Je n'aime pas me vanter*, dit David en guise de présentation. *En toute honnêteté, c'est quand même moi qui ai la meilleure histoire de la Bible. D'où pourrait bien me venir la concurrence ? »* Septuagénaire presque grabataire, il évoque sa vie. Une vie du roi David contée à la première personne, en un long monologue de 450 pages qui est une sorte de commentaire d'un texte archiconnu, revu et corrigé par un exégète fanatique des Marx Brothers et de Monty Python.

Le monde de Heller délire : David vainc Goliath, et c'est *« le plus beau jour de* [sa] *vie »*. David, pourtant, a tant vécu qu'il sait que la mort ne le ratera pas. *« A moi la poésie et la passion ; à moi la violence sauvage et la douleur tout bêtement crue et civilisatrice du crève-cœur humain*, rappelle-t-il gisant sur son lit de malade. *Mes Psaumes, ça tiendra la distance. Je pourrais me reposer à jamais sur ma célèbre élégie, si je n'étais déjà en train de crever de vieillesse. »*

De toute façon, grâce à Heller, David va revivre *« dans les siècles des siècles »*. Espérons que, grâce à ce prix Médicis 1985, on lira non seulement *Dieu sait*, mais aussi les trois autres livres de Joseph Heller. Ils le méritent.

NICOLE ZAND.

(1) Voir le Monde des livres du 8 novembre 1985.

[Né le 1er mai 1923 à Brooklyn, dans le quartier de Coney-Island, Joseph Heller s'était engagé dans l'aviation en 1942. Il devient pilote de bombardier et va combattre en 1944 en Europe ; il effectuera soixante missions au-dessus de l'Italie avant d'être libéré avec le grade de lieutenant.

Grâce aux possibilités offertes aux anciens combattants, il reprend des études abandonnées à dix-huit ans. Mais, après ses diplômes, il renoncera à enseigner pour devenir publicitaire à *Time*, *Look*, *Mc Call's* et chez *Remington*, jusqu'en 1961, date à laquelle il publie *Catch 22*. Ce premier roman, qu'il a mis huit ans à écrire, lui vaut immédiatement la gloire. Un film, dirigé par Mike Nichols, avec Alan Arkin dans le rôle de Yossarian, sera réalisé à partir du livre en 1971.

Dieu sait est son quatrième roman après *Panique* et *Franc comme l'or*, tous publiés en français chez Grasset. Il a également écrit pour le théâtre *Nous avons bombardé Newhaven*.]

LA MORT D'ELSA MORANTE

L'indécence de survivre

(Suite de la première page.)

D'autres diront la puissance de son œuvre, la sinueuse, obsédante écriture, qui, en deux traits de plume, d'un être humain, d'un chat, d'un chien, d'une maison, d'une chaise, d'une poignée de sable ou d'un reflet de lune, fait un mythe, c'est-à-dire un fil, le fil tressé de nos existences depuis le début du monde ; d'autres diront que *Mensonge et Sortilège* est un roman qui contient et dépasse le *Christ s'est arrêté à Eboli* et *le Guépard* ; d'autres diront que la Morante, c'est notre Proust épique ; d'autres diront le jeu secret et magique de l'écrivain et s'apercevront, peut-être, qu'elle était notre Don Quichotte et que nous sommes tous ses Sancho...

La mort, cette *« voleuse des nuits »*, cette *« chamelle aveugle et folle »*, Elsa l'attendait, Elsa l'avait même, par défi, devancée, un soir de cosmique désespoir : elle qui aimait éperdument l'enfance et la jeunesse, et leur innocence animale et divine — *« O adolescents, bouffons de Dieu ! »* — elle qui, à cinquante ans, en paraissait trente, la vieillesse soudain survenue, avec sa fragilité et ses maux, elle ne pouvait la supporter... Le suicide... comme son père sicilien, le vrai, l'employé de banque, celui dont elle n'a jamais porté le nom ; Morante, « Mourant » : c'était le deuxième père, celui qui lui avait donné son nom, le petit tâcheron, qui, parfois, tel un personnage de Dostoïevski, allait mendiant par les rues, suivi, veillé par l'enfant Elsa...

Le père inventé

Et celui qu'on connaissait jusqu'à présent, l'éducateur d'une maison de redressement, il faut le dire, aujourd'hui, elle l'avait inventé... Pour quel infernal, carcéral sortilège ?.. Sa mère, *« une sainte »*, était bien institutrice, elle, morte d'une pneumonie... Mais elle, Elsa la grande meurtrie, elle voulait vivre encore. *« Je suis toute dans mes livres. »* Elle ne donnait pas d'interviews. Elle haïssait les cocktails et toute forme de mondanité, toute convention sociale. A table, avec les convives occasionnels, fussent-ils de haute volée, elle s'asseyait la première : *« J'ai faim. Je mange. Je n'attends personne... »* Féodale Elsa, qui tous inféodait à sa barbare beauté de magicienne !... Clouée, après quatre ou cinq opérations, sur son lit de la clinique Margherita, à Rome, ou lisant et relisant Dante dans sa chaise roulante, ruinée par les frais médicaux, redevenue pauvre, elle me disait : *« Pour écrire, il faut que je puisse marcher. Si je reste ici, je meurs. »* Elle me disait : *« Arturo, c'est moi. »* Comme Flaubert avait dit : *« Madame Bovary, c'est moi. »* Comme Stendhal aurait pu dire : Lamiel, c'est moi.

L'écrivain italien Carlo Sgorlon, en quelques mots, va droit au noyau de l'œuvre fabuleuse : *« Elsa Morante est une Schéhérazade de nos temps, qui écrit des histoires pour consoler la triste nuit d'une civilisation aliénée, mécanique et désespérée, et pour exorciser les monstres qui la menacent. »*

Dans le quartier du Testaccio

Née le 18 août 1912, sous le signe du Lion, comme Aracoeli, à deux ans et demi elle invente et récite des fables ; à treize ans, elle publie des historiettes par elle-même illustrées, *les Extraordinaires Aventures de Caterina*, dans des journaux pour enfants, réunies en volume en 1941 et republiées, avec ses dessins originaux, en 1985 ; à vingt-trois ans, elle donne à lire son premier récit, *le Voleur de lampes*...

Elle passe une partie de son enfance dans le quartier populaire du Testaccio, à Rome, celui-là même où, trente ans plus tard, Pasolini trouvera ses *« ragazzi »* ; certains de ses personnages les plus poignants, même s'ils sont siciliens (comme son père) ou napolitains (Procida, l'île d'Arturo), ont leurs racines au Testaccio ; les femmes, surtout, qui parlent avec *« ce timbre où l'on entend résonner un antique sentiment maternel et l'appel de la chair se plaindre comme le chant d'un prisonnier »* : Alessandra et Rosaria de *Mensonge et Sortilège*, Nunziatina de *l'Ile d'Arturo*, Antigone de *la Soirée à Colone* (dans *le Monde sauvé par les gamins*), Aracoeli...

Et puis ces autres *« animaux fous descendus de la lune »* : Ida (*la Storia*), Elisa (*Mensonge et sortilège*), Elsa toujours... *« Mémoire, mémoire, maison d'arrêt... »* Et puis, souvenez-vous, Bella, le chien berger de la Maremme, et Useppe, l'enfant idiot né du viol d'un soldat allemand aviné : l'immense fresque de *la Storia*, cette malédiction des années 1940, ce scandale qui dure depuis dix mille ans, *« cette épreuve monstrueuse et imméritée »* qui s'abat sur l'innocence. Et Caruso, le chat chanté et bien-aimé d'Elsa : *caruso*, c'est l'« enfant », en sicilien... Et puis, d'où naissent le fameux mensonge, le fameux sortilège, qui sont les deux fleuves romanesques de l'œuvre ?

PHOTO « L'EXPRESSO »

Elsa Morante et Caruso

« Je veux qu'on soit gai le jour de ma mort... »

Elsa Morante : *« J'étais entrée en possession du dernier et plus important héritage que mes parents m'avaient laissé : le mensonge, qu'ils m'avaient transmis comme une maladie. Au vrai, leurs cas funestes, qui, dans mon enfance, m'avaient troublée, étaient les plus aptes à m'immuniser contre notre maladie héréditaire. En effet, ils me montraient la fin inhumaine, solitaire, réservée à qui refuse le destin que la vie lui donne ; et s'invente un décor et une compagnie de mensonges, choisis pour seule vérité... »* Elsa, l'adolescente aux douloureuses « mythisations », fuira le monde familial de la parodie, ce mortel sortilège pour ses personnages qui échappent à la blessante réalité afin de retrouver l'univers magique de l'enfance, l'univers talismanique et primitif de notre histoire, en damnés qui suivent un mirage de bonheur. Et la force de la romancière, c'est de puiser son souffle dans la civilisation archaïque de l'Italie du Sud aux troubles fureurs, avec l'énergie des grands Russes ou des Sud-Américains.

Anarchiste, réfractaire à une culture européenne endiguée par la raison, qui refoule les monstres de nos fables, de nos mythes, de nos religions, de nos superstitions : ses romans sont de formidables crues qui creusent nos arrière-mondes, charrient tous nos mensonges, nous emportent et nous roulent dans leurs sortilèges, et nous plongent dans les abîmes stellaires de la condition humaine, où les personnages, illustres et pauvres et déchus et sanctifiés par leurs souffrances, nous offrent trois voies, nous tendent trois miroirs archétypiques : celui d'Achille (la vie saisie avec l'élan de l'enfance), celui de don Quichotte (la vie transfigurée par l'imagination épique), celui d'Hamlet (la vie refusée en ses funèbres et torturantes torsades), dans *« les vapeurs lunaires et vagabondes »* de l'amour et de la folie.

Elsa était restée une enfant étonnée de tout, scandalisée par l'aveugle cruauté du monde, rieuse — nos dernières conversations téléphoniques : *« Je voudrais te voir... Eh ! moi aussi, je voudrais te voir !... »* Et puis elle riait, comme une chatte à la voix fraîche, elle riait comme le ronron d'un impossible bonheur... Elle refusait la société fondée sur la compétitivité, l'argent, les faux-fuyants, la violence.

Je parlais avec Lucia, qu'elle appelait *« ma sœur »*, et qui, depuis plus de trente ans, partageait sa vie, tendre, humble, belle et pure Lucia, dédicataire du *Châle andalou* (1963), *« Tu es l'oiselle de mer... pleine de grâce, sous son aile jalouse... »* Elsa dédiait ses livres à une femme simple, à un chat, à un analphabète... Je parlais avec Alberto Moravia, son mari : *« Elle va bien, physiquement*, me disait-il. *Mais elle est entrée dans une phase d'absence : elle répond quand on l'interroge, sinon elle ne dit rien. Je peux rester une heure à côté d'elle, sans qu'elle dise quoi que ce soit... »* Et Moravia, vieux lion sublime d'attachement, passait des heures dans le couloir, devant la porte d'Elsa qui, par pudeur, hésitait à le recevoir...

Et le rire entre nous deux, comme une fête rêvée, comme des retrouvailles fastueuses, fut, sur cette terre, notre dernier moyen de communication, notre dernier échange, un rire funambule, d'oreille à oreille, comme une lunaire confidence. Elsa, en son castel sans retour...

« Ta mort est une voix de sirène. pardonne-moi l'indécence de [survivre. »

JEAN-NOEL SCHIFANO.

Des obsèques à Santa-Maria del-Popolo

Très croyante — elle n'avait pas voulu divorcer d'Alberto Moravia, — Elsa Morante avait souhaité, pour ses obsèques, qu'une cérémonie religieuse soit célébrée dans l'église de Rome qu'elle aimait le plus — Santa-Maria-del-Popolo ; la cérémonie aura lieu mercredi. Elsa Morante sera ensuite incinérée selon sa volonté.

Il y a exactement un an, Elsa Morante s'était vu décerner le prix Médicis étranger. Le cinéaste Luigi Comencini termine le film tiré de *la Storia*, avec Claudia Cardinale dans le rôle principal.

ŒUVRES EN FRANÇAIS

L'Ile d'Arturo (trad. Michel Arnaud, 1963).

Le châle andalou (trad. Mario Fusco, 1967).

Mensonge et sortilège (trad. Michel Arnaud, 1968).

La storia (trad. Michel Arnaud, Prix Séguier, 1977).

Aracoeli (trad. J.-N. Schifano, Prix Médicis, 1964).

Le monde sauvé par les gamins (à paraître en 1986).

Tous ces livres sont publiés chez Gallimard.

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

L'IMBROGLIO DES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

• La CLT candidate à la « chaîne musicale »
• Europe 1 se rapproche de la « 5 »

Ceux qui imaginaient que le dossier des télévisions privées était clos après le feu vert gouvernemental pour la cinquième chaîne et la conférence de presse du président de la République en sont pour leur frais. Chaque jour apporte son lot de rebondissements dans le feuilleton.

Lundi 25 novembre, M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), annonce, en accord avec ses actionnaires, qu'il introduit un recours en justice contre l'octroi de la cinquième chaîne au groupe de MM. Seydoux et Berlusconi. M. Rigaud estime en effet que la CLT a été délibérément *« évincée »* au profit d'un autre candidat avec lequel les pouvoirs publics ont mené *« une négociation exclusive »*. A l'appui de sa thèse, M. Rigaud, en bon juriste, a accumulé les preuves : les multiples lettres de candidature restées sans réponses ; la conversation téléphonique entre le premier ministre français, M. Laurent Fabius, et son homologue luxembourgeois, M. Jacques Santer le 30 juillet ; les déclarations de M. Georges Fillioud le 31 juillet confirmant la candidature de la CLT. Autant dire qu'il ne s'agit pas d'un « baroud d'honneur » et que le président de RTL compte bien obtenir devant une juridiction administrative le blocage de la cinquième chaîne.

Dans le même temps, M. Rigaud annonce qu'il va déposer sa candidature pour le deuxième réseau, celui destiné à accueillir une chaîne musicale. Il répète qu'il est prêt à émettre dès Noël en respectant un cahier des charges rigoureux : journaux télévisés, 25 % de films français dès le début (50 % au bout de trois ans), 350 heures de production propre dès la première année ainsi que 30 % de programmes français et un seul écran de publicité interrompant chaque programme. A l'évidence, M. Rigaud ne croit pourtant ni à la télévision musicale ni à l'existence technique d'un deuxième réseau. Mais il saisit ce biais pour forcer le gouvernement à la négociation et prouver à l'opinion publique qu'il est un candidat au moins aussi sérieux que MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi. *« A moins de décréter que nous avons le SIDA audiovisuel, il faudra cette fois nous donner une réponse »*, conclut M. Rigaud, et il renouvelle son offre d'association à la presse écrite et à Europe 1.

Or, le même jour, on apprend qu'Europe 1, dont le plus gros actionnaire est la SOFIRAD, société holding d'État, lorgne pour *sa part du côté de MM. Seydoux et* Berlusconi. Le groupe se refuse encore à toute déclaration officielle, mais, de source bien informée, on sait que M. Pierre Barret, président d'Europe 1, veut entrer dans le capital de la cinquième chaîne et lui propose ses studios et la collaboration de ses animateurs. Le même Pierre Barret est pourtant candidat à la chaîne musicale et répondait favorablement, il y a à peine quelques jours, à l'appel de RTL en faveur d'une union des périphériques face à MM. Seydoux et Berlusconi. *Pourquoi ce revirement soudain ?* Il semble que M. Barret, sceptique sur l'avenir de la chaîne musicale, préfère tenir que courir et assurer un débouché dans la télévision à son entreprise.

Les réactions hostiles

Dans le même temps, les réactions hostiles se multiplient à l'égard de la « 5 ». C'est la peur d'un abaissement général de la qualité des programmes de télévision qui prédomine. Une peur nourrie par les témoignages venus d'Italie, et par le sentiment, parfois, d'avoir été trahi. *« Mea culpa ! »* écrit – à M. Jack Lang, surnommé ministre de « *l'Aculture* » – le Syndicat des artistes du spectacle CFDT. *« Spécialistes de l'imaginaire, nous n'avions pas imaginé que votre gouvernement allait nous brader secrètement, puis nous finir sur l'autel de l'aculture italo-américaine, d'un coup de poignard dans le dos... »*

Prenant exemple sur le ministre de la culture, qui s'était adressé à Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, en anglais pour attirer, il y a peu, son attention sur *« la raréfaction des artistes français dans les médias »*, la CGT a décidé d'écrire à M. Jack Lang en italien. La Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle CGT estime que le gouvernement *« s'engage actuellement sur la voie de l'américanisation »*, alors que *« la concurrence commerciale sauvage pousse à l'uniformité »*.

Les organisations professionnelles s'interrogent également sur l'avenir de la création française. La Fédération Force ouvrière des syndicats des spectacles, de la presse et de l'audiovisuel qualifie notamment l'accord Seydoux-Berlusconi de *« véritable acte de forfaiture vis-à-vis de la création nationale »*. Les professionnels de la CGC condamnent aussi l'accord. Et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) estime que la future chaîne *« annonce l'assassinat de toute création cinématographique et télévisuelle en France »*.

Nombre de réactions, enfin, concernent la perspective d'interruption des programmes par des messages de publicité. *« Que deviendront les réalisateurs français qui font encore parfois la grandeur de la télévision française ? »*, demande parmi d'autres, M. Michel Guy, ancien ministre de la culture, qui estime *« du devoir du gouvernement d'éviter que des œuvres, conçues dans une continuité, soient interrompues par des spots publicitaires. »*

● *M. Delors et la cinquième chaîne de télévision.* – M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a estimé, dimanche 24 novembre, lors de l'émission « Forum » de RMC, que la création d'une cinquième chaîne française de télévision, sous l'égide du tandem Seydoux-Berlusconi, est un *« bon exemple du point de vue européen »*, même s'*« il faut un minimum de régulation »*. M. Delors s'est étonné des réactions suscitées en France par cet accord, réactions qu'il a attribuées à *« l'étatisme profond de la société française »*.

Questions

Au rythme où vont les déclarations contradictoires, les renversements d'alliances et les actions en justice, *bien malin qui pourrait* promettre aux Français qu'ils auront vraiment de nouvelles télévisions. La 5 est menacée par le recours en justice de la CLT, la condamnation de l'opposition et le boycottage des créateurs. La *chaîne musicale*, elle, ne cesse de changer de promoteur sans jamais prendre plus de consistance. Cette situation malsaine est la conséquence directe du secret dont le gouvernement a entouré le dossier. Sans une transparence complète des données de base, il est difficile d'obtenir des stratégies cohérentes de la part des entrepreneurs ni une adhésion de tous les partenaires de la création, conditions souhaitables pour la naissance des nouvelles chaînes.

Y a-t-il vraiment deux réseaux techniquement et économiquement viables ? La quasi-totalité des candidats, les experts techniques, le Conseil national de la communication audiovisuelle, *soutiennent aujourd'hui le* contraire. Pourquoi le gouvernement, M. Laurent Fabius en tête (1), continue-t-il à soutenir cette hypothèse si ce n'est pour organiser dans les faits une concurrence qu'on n'a pas voulu introduire lors de l'examen des candidatures ?

Qu'est-ce qui justifie les importantes dérogations accordées dans le cahier des charges de la 5 ? Le président de la République a évoqué la difficulté pour une nouvelle chaîne de s'approvisionner en programmes français. L'affirmation a été contestée par les *professionnels du cinéma*. Aujourd'hui, la CLT se fait fort de lancer une chaîne en respectant des quotas beaucoup plus proches de ceux du service public. N'est-il pas raisonnable de renégocier ce cahier des charges avec tous les partenaires concernés, pour calmer l'inquiétude des créateurs et éviter de déstabiliser le paysage audiovisuel français ?

Enfin, on ne sait rien des données de base de la concession de service public qui déterminent pourtant, pour d'éventuels candidats, tout l'équilibre économique de l'aventure. A-t-on proposé aux promoteurs de la 5 un canal sur le *satellite TDF 1 pour 55 millions* de francs, alors que l'on a demandé 130 millions de francs à la CLT ? Est-il vrai qu'aucune sanction n'est prévue pour le non-respect du cahier des charges, autre que l'hypothétique retrait de la concession ? Quelles sont les règles du jeu économique qui définissent la concurrence avec les chaînes publiques ?

De bonne source, on apprend que l'Etat se serait engagé à indemniser les promoteurs de la 5 *si les chaînes publiques* dépassaient leur pourcentage actuel de recettes publicitaires. Cette clause singulière permet de se prémunir contre toute privatisation de TF 1, A 2 ou FR 3, mais elle condamne aussi le service public au dépérissement. Qui songera, en effet, à augmenter la redevance face à une télévision privée gratuite ? Avec des recettes stagnantes, le service public ne pourra pas longtemps faire face à un concurrent plus souple que lui, qui exploite sans limites les réserves du marché publicitaire.

D'ores et déjà, TF 1 et A 2 envisagent *de réduire leur effort de* production originale, leurs achats et leurs coproductions de films (*le Monde* daté 3-4 novembre). Coincée entre un service public asphyxié et une télévision privée libre de toutes obligations pendant ses trois premières années, c'est la production audiovisuelle française qui risque de faire les frais de la libéralisation des ondes.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Le premier ministre a déclaré, lundi 25 novembre, sur TF 1, qu'il souhaitait que la chaîne musicale *« démarre très rapidement »*.

AU CONSEIL DE PARIS

M. Romani (RPR) demande la démission de M. Jack Lang

Le projet de cinquième chaîne de télévision a suscité au Conseil de Paris, réuni lundi 25 novembre, une véritable empoignade entre les différents groupes politiques.

M. Jacques Chirac avait pourtant ouvert le débat par une déclaration plutôt modérée, au cours de laquelle il a refait l'historique de ses négociations avec l'Etat pour l'utilisation de la tour Eiffel. *« Je ne me bats pas pour conserver la tour, qui est dans le patrimoine national autant que parisien, et qui doit être équipée pour accroître nos possibilités de rayonnement*, a-t-il dit, *je lutte pour que le gouvernement ne puisse hypothéquer l'avenir de l'audiovisuel en faveur de ses partisans et au mépris des intérêts de la création et du génie français. »*

Mais après lui, M. Philippe Mithouard, au nom de l'UDF, et M. Roger Romani, sénateur de Paris, au nom du RPR, ont tiré à boulets rouges : *« On nous exproprie pour cause d'utilité privée au profit d'une chaîne amie du pouvoir*, s'est écrié le premier; *c'est un mauvais coup pour Paris, c'est (...) un coup de Jarnac du château, comme dirait le premier ministre socialiste »*.

M. Romani, quant à lui, s'est attaqué directement à M. Berlusconi, dont il prononçait le nom à l'italienne, soulevant ainsi les protestations des socialistes, qui le traitaient de raciste. *« Qui est ce monsieur ?* a demandé M. Romani. *Le roi d'une télévison imprégnée par la sous-culture étrangère, par les productions de pacotille, le promoteur d'un système qui, en moins de cinq ans, a tué le cinéma italien, l'un des plus créatifs d'Europe. Or il sera le seul fournisseur de films et d'émissions en conserve, le vrai patron de la cinquième chaîne. »* En conclusion, M. Romani a demandé à M. Jack Lang (conseiller de Paris lui-même absent du débat) de donner sa démission de ministre de la culture.

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, a immédiatement répliqué sur le même ton, en s'adressant au maire de Paris. *« Vous n'êtes pas l'Étienne Marcel de la télévision, mais l'apprenti sorcier du libéralisme ou encore l'arroseur arrosé. En réalité, vous défendez le projet de télévision que vous aviez préparé et que la cinquième chaîne va contrarier. La tour Eiffel ne sera pas la citadelle d'une baronnie. »* Enfin, Mme Christine Schwartzbard, au nom de ses amis communistes, a tiré tous azimuts en exprimant son opposition à toute télévision privée, qu'elle soit socialiste ou chiraquienne. *« Rien ne différencie le projet de privatisation de la deuxième chaîne, proposé par le RPR, du lancement de la cinquième par M. Mitterrand*, a-t-elle dit. *Dans les deux cas, c'est l'arrivée de la sous-production américaine et le gaspillage d'un service public pour une cause mercantile. Votre querelle politicienne est digne de cette télé-spectacle. »*

MARC AMBROISE-RENDU.

Suspension d'une grève au « Daily Mirror »

De notre correspondant

Londres. – Un nouvel épisode de l'épreuve de force qui se joue entre les syndicats du Livre britannique et le propriétaire du *Daily Mirror*, M. Robert Maxwell, s'est achevé, le 25 novembre, par un compromis très provisoire.

M. Maxwell – à qui vient d'être réservé l'un des canaux du satellite *français TDF 1 – a accepté de « suspendre »* sa décision d'envoyer des lettres de licenciement à près d'un millier d'employés du groupe de presse dont il a pris le contrôle en 1984. Ce groupe, outre le *Daily Mirror* (3 400 000 exemplaires), comprend, entre autres, deux journaux du dimanche, le *Sunday Mirror* et le *Sunday People* (3 000 000 d'exemplaires chacun). Pour leur part, les ouvriers du Livre ont arrêté une grève qui, commencée la veille, avait empêché la parution normale du quotidien lundi : seulement 30 000 exemplaires avaient pu être distribués.

Mais M. Maxwell campe sur ses positions. L'accord prévoit qu'il pourra de nouveau mettre sa menace à exécution à partir du *10 décembre* si, entre-temps, les négociations avec les syndicats n'aboutissent pas. Il souhaite obtenir la suppression de deux mille emplois sur les six mille que compte le groupe; les différentes publications de celui-ci ont déjà été paralysées pendant plusieurs jours l'été dernier (*le Monde* du 25 août) à cause de ce projet qui retient l'attention de tout Fleet Street, le quartier de la presse londonienne. En effet, M. Maxwell estime que le *« mode de vie »* de Fleet Street n'est plus *« viable »*, en raison d'un suremploi trop lourd et de trop hauts salaires.

M. Maxwell souhaite entreprendre une modernisation des équipements du groupe, et notamment créer de nouvelles imprimeries. Il laisse entendre que, au cas où il ne parviendrait pas à s'entendre définitivement avec les deux principaux syndicats du Livre, il pourrait conclure un accord avec de nouveaux syndicats qui ne sont pas actuellement présents à Fleet Street.

FRANCIS CORNU.







CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Théâtre des CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 26 novembre (Valmalete) Loc. ouv. 12 novembre 12 h 30 à 19 h	IVRY GITLIS DARIA HOVORA Piano BRAHMS, BACH, DEBUSSY, SZYMANOWSKI, WIENIAWSKI, E. BLOCH, SAINT-SAËNS
Théâtre des CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 28 novembre à 20 h 30 (Valmalete) Loc. ouv. 14-11 12 h 30 à 19 h	Krystian ZIMERMAN BACH, MOZART, BEETHOVEN, CHOPIN, PROKOFIEV, SCZYMANOWSKY
Salle CORTOT Vendredi 29 novembre à 20 h 30 Loc. 3 FNAC (p.e. Mondial Musique)	Violon : HERVÉ LE FLOCH Alto : BRUNO PASQUIER A. LA PALOMBARA CLUB MUSICAL DE PARIS DIRECTION : MARCEL ADES VIVALDI, BACH, MOZART
Église des BILLETTES Dimanche 1er décembre à 17 heures (p.e. Kiesgen)	FESTIVAL J.-S. BACH 8e Concert Intégrale des Sonates pour violon et clavecin (première partie) Philip BRIDE violon Joël PONTET clavecin 1re, 3e, 5e Sonates Fant. Chrom. et Fugue pr clav.
Salle PLEYEL Dimanche 1er décembre à 17 h 45 (p.e. Valmalete)	CONCERTS LAMOUREUX Dir. : Avi OSTROVSKY Sol. : Brigitte ENGERER TCHAIKOVSKI, RIMSKI-KORSAKOV
Théâtre des CHAMPS-ÉLYSÉES Dimanche 1er décembre à 18 heures (p.e. Valmalete)	CONCERTS PASDELOUP BEETHOVEN Dir. : Gérard DEVOS Sol. : Thérèse DUSSAUT Symphonie « Héroïque » Cto n° 5 « l'Empereur »
GAVEAU Lundi 2 décembre à 20 h 30 (p.e. Mondial Musique et Musicaglotz)	J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS Piano : MARK ZELTSER HAYDN, SCHUMANN, SCRIABINE, STRAVINSKI
Théâtre de PARIS Lundi 2 décembre à 20 h 30 (p.e. Valmalete)	DENIZ GELENBE piano Quintet NIELSEN BEETHOVEN, BRAHMS, MOZART
Salle PLEYEL Lundi 2 décembre à 20 h 30 (p.e. Valmalete Werner)	ORCHESTRE COLONNE Dir. : Kent NAGANO Sol. : David LIVELY TAKEMITSU, BEETHOVEN, BRAHMS
Théâtre de l'ATHÉNÉE LOUIS-JOUVET Lundi 2 décembre à 20 h 30 (p.e. Valmalete Musicaglotz)	Christa LUDWIG mezzo Paul-Emile DEIBER récitant FRANÇOISE TILLARD piano « BRAHMS et les 4 SAISONS »
Salle GAVEAU Mardi 3 décembre à 18 h 30 (Valmalete)	1 HEURE avec... LISZT et Daniel ADNI
Théâtre des CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 9 décembre à 20 h 30 (Valmalete)	Bruno-Leonardo GELBER BEETHOVEN, LISZT

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

AU BUT : Boulogne-Billancourt, TBB (46-03-60-44), 20 h 30.
CUCULCAN : Juvisy, Th. de l'Eclipse (69-21-60-34), 20 h 30.
LA REPASSEUSE : A. Déjazet (48-87-97-34), 21 h.
L'ÉCOLE DES FEMMES : Palais des glaces (46-07-49-93), 20 h 30.
BIENVENUE AU CLUB : Marie-Stuart (45-08-17-80), 18 h 30.
L'ÉTAT DES MOUCHES : Pavillons-sous-Bois, Espace des arts (42-51-85-41), 20 h 30.
LE JARDIN PÉTRIFIÉ : Théâtre 14 (45-45-49-77), 20 h 45.
LE CID : Rond-Point (42-56-70-80), 20 h 30.
ROMANCE EN STUC : Saint-Denis, TGP (42-43-44-33), 20 h 30.

☛ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), à 19 h 30 : le Siège de Corinthe.
COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), à 20 h 30 ; l'Impresario de Smyrne.
ODÉON (43-25-70-32). Théâtre de l'Europe, à 20 h 30 : l'Illusion, de Corneille.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83) : Black season, à 20 h 30 : Black and Blue – Revue noire. Spect. de C. Segovia et H. Orezzoli ; dir. orch. : R. Stevenson ; chorégraphie : H. Le Tang (musiques de Duke Ellington, Fats Waller, Jelly Roll Morton, Louis Armstrong).
THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77) : Concerts, à 18 h 30 : Tokyo String Quartet (Schubert, Debussy) ; le Théâtre de la Ville au Théâtre de l'Escalier d'or, à 18 h : le Saperleau ; 20 h 45 : G. Laffaille.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), à 20 h 30 : Bajazet.

Les autres salles

☛ A. DÉJAZET (48-87-97-34), 21 h : la Repasseuse.
☛ AMERICAN CENTER (43-35-21-50), 21 h : Re Room.
☛ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
☛ ARTS HÉBERTOT (43-87-23-23), 21 h : le Sexe faible.
☛ ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Deux sur la balançoire.
☛ ATHÉNÉE (47-42-67-27), Salle Ch.-Bérard, 18 h 30 : Fin d'été à Baccarat. – Salle Louis-Jouvet, 19 h : les Contes d'Hollywood.
☛ BASTILLE (43-57-42-14), 19 h 30 : la Pièce du sirocco.
☛ BOUFFES DU NORD (42-39-34-50), 20 h : le Mahabharata.



Directeur : Daniel Barenboïm
SALLE PLEYEL.- 20H30
27 novembre
Daniel Barenboïm, dir.
Chœur de l'Orchestre de Paris
Chef du Chœur : A. Oldham
SCHUBERT - LISZT (Dante Symphonie)
28 novembre
Daniel Barenboïm, dir.
SCHUBERT - BRUCKNER (Symph. 7)
29 novembre
Daniel Barenboïm, dir.
Luben Yordanoff, violon
Chœur de l'Orchestre de Paris
Chef du Chœur : A. Oldham
BRAHMS - LISZT (Dante Symphonie)
Année Européenne de la Musique
5, 6 décembre - 20h30
7 décembre - 16h30
Orchestre Philharmonique de Munich
Sergiu Celibidache, dir.
5 ET 6 DÉC.: BRUCKNER
7 DÉC.: RAVEL - STRAUSS MOUSSORGSKY/RAVEL.
LOCATION
SALLE PLEYEL OU 45.63.07.96.

Mardi 26 novembre

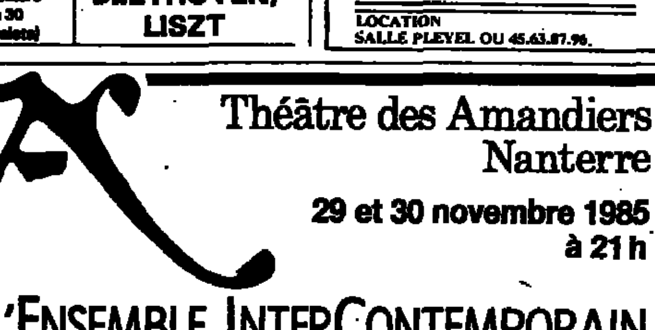
☛ BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.
☛ BOURVIL (43-73-47-84), 20 h : Droit d'apostrophe ; 21 h : Pas deux comme elle ; 22 h 30 : Y'en a marr... ez vous ?
☛ CARTOUCHERIE, *Aquarium* (43-74-99-61), 20 h 45 : les Heures blanches ; Tempête (43-28-36-36), 20 h 30 : Ke voi ?-
ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04), 20 h 30 : Economies d'amours.
☛ CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Resserre, 20 h 30 : le Pavillon des enfants fous.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
☛ COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 21 h : L'âge de monsieur est avancé.
☛ COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.
☛ COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : le Confort intellectuel ; 22 h : Jeanne d'Arc et ses copines.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
☛ DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 21 h : les Fils du soleil.
☛ DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : Femmes.
ÉDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.
☛ ESCALIER D'OR (45-23-15-10), 18 h : le Saperleau.
☛ ESPACE CARDIN (42-66-17-81), 20 h 30 : Fool for love.
☛ ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 22 h 15 : le Kabbaliste d'East Broadway.
☛ ESPACE KIRON (43-73-50-25), 21 h 30 : Intimes intimes, 20 h : Docteur Faust.
☛ ESSAION (42-78-46-42), 20 h 30 : Marie ; 22 h : la Florisane.
☛ FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : Triple Mixte.
☛ GAITÉ MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : Love.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Caretaker.
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (48-03-22-00), à partir de 14 h 15, toutes les demi-heures jusqu'à 17 h : Troupe Pepac ; 18 h 45 : Parade du fix.
HUCHETTE (43-26-33-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.
☛ JARDIN D'HIVER (42-55-74-40), 21 h : Je songe au vieux soleil.
☛ LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : l'Indien sous Babylone.
☛ LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83), 20 h 30 : le Vieil Homme et la Mer.
☛ LUCERNAIRE (45-44-57-34) : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : les Marraines de Dieu ; 21 h 45 : Diabolo's 1929-1939. – II. 18 h : Pardon M'sieur Prévert ; 20 h : la Fête noire ; 22 h 15 : Shame.
☛ LYS-MONTPARNASSE (43-27-88-61), 19 h : Amour maternel ; 21 h : Dieu aboie-t-il ?
☛ MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.
☛ MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), 20 h 30 : Kathputli du Rajasthan.
☛ MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.
☛ MARIE STUART (45-08-17-80), 20 h 15 : Savage Love ; 22 h 15 : Haute Surveillance.
MARIGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napoléon. – Petite salle (42-25-20-74), 21 h : Lorna et Ted.
☛ MATHURINS (42-65-90-00), Grande Salle, 21 h : Du rififoin dans les labours. – Petite Salle, 20 h 30 : On ne sait comment.
MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.
☛ MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.
☛ MONTPARNASSE (43-20-89-90), Grande Salle, 20 h 45 : les Gens d'en face ; Petite Salle, 21 h : la Goutte.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Gigi.
ŒUVRE (48-74-42-52), 21 h : l'Escalier.
☛ PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : l'Ecole des femmes.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : Voisin, voisine.
☛ PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90), 20 h 30 : Jules César.
☛ PARC DE LA VILLETTE (48-03-11-32), 21 h : Théâtre Zingaro.
☛ PLAISANCE (43-20-00-06), 20 h 30 : Libertango.
☛ POCHE (45-48-92-97), 21 h : l'Ecornifleur ; 19 h : Esquisses viennoises.
☛ PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : Dieu, Shakespeare et moi.
POTINIÈRE (42-61-44-16), 21 h : Mimie en quête d'auteur.
☛ QUAI DE LA GARE (45-85-88-88), 21 h : le Christ et la Vierge ; 18 h 30 : Phèdre.
RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : les Voisins du dessus.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : la Bataille de Waterloo.
☛ TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 20 h 30 : Huis clos ; 22 h 30 : Il est niais le divin enfant.
☛ TEMPLIERS (48-77-04-64), 20 h 30 : la Guéguerre.
☛ THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ? ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
☛ THÉATRE 3 SUR 4 (43-27-09-16), 20 h 30 : le Tigre.
☛ TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15 : le Baron rouge ; 21 h 30 : C'est encore loin la mairie ; 22 h 30 : Lime crève l'écran.
☛ THÉATRE NOIR (43-46-91-93), 20 h 30 : Toussaint Louverture.
☛ THÉATRE 13 (45-88-16-30), 21 h : Marthe.
☛ THÉATRE 14 - J.-M.-SERREAU (45-45-49-77), 20 h 45 : le Jardin pétrifié.
☛ THÉATRE 33 (48-58-19-63), 20 h 30 : Pourquoi pas Courteline.
☛ THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80), Grande Salle, 20 h 30 : le Cid ; 18 h 30 : Phèdre.
☛ THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88), 21 h : Salomé.
☛ TOURTOUR (48-87-82-48), 18 h 30 : Fabulatori Due ; 22 h 30 : Classées X.
☛ TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 21 h : Elise, Isserteaux.
☛ VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 45 : N'écoutez pas, mesdames.

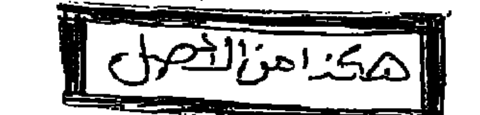
Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 21 h 45 : Chant d'elles ; 23 h : Histoire d'O.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (45-49-27-78), 20 h 15 : les Méthodes de Camille Bourreau.
CITHÉA (43-57-99-26), 22 h : Des traces de pneus dans la purée du petit.
PATACHON (46-06-90-20), 20 h : Jouons avec les mots ; Un mot pour un autre.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Non, je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances ; 22 h 30 : Nos désirs font désordre.
SENTIER DES HALLES (42-36-27-27), 20 h : La baignoire qui venait du froid.
THÉATRE 33 (48-58-19-63), 18 h 30 : Délires.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.
DUNOIS (45-84-72-00) 20 h 30 : Jo Akepsimas.
ESCALIER D'OR (45-23-15-10), 20 h 45 : G. Laffaille.
FORUM DES HALLES (42-03-11-11), 21 h : Les étoiles.
GYMNASE (42-46-79-79), 21 h : Th. Le Luron.
OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : V. Sanson.
PARC DE LA VILLETTE (42-45-09-00), 20 h 45 : Paris-Pékin.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 : Orlando Tripodi Quarteto.





SPECTACLES

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30, Quatuor Juillard (Schubert, Hindemith, Beethoven).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : *I. Gitlis, P. Reach.*

Le Triptyque, 20 h 45 : L. Gousseau.

Eglise de la Madeleine, 18 h 30 : Ensemble vocal et instrumental Arts Musici (Bach).

Salle Gaveau, 20 h 30 : La Camerata de Versailles (Sibelius, Berwald, Wagner, Mozart).

Centre Boesendorfer, 20 h 30 : M. Mercier, J. Parrenin, G. Schwarz (Tchaïkovsky, Dvorak).

Salle Cortot, 21 h : E. Koch, C. Whitman, J.-F. Ballevre (*Donizetti, Wagner, Liszt,* Saint-Saëns).

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Orchestre français d'Oratorio, M.-C. Porta, C. Tual (Mozart, Pergolese).

Palais des congrès, 20 h 30 : E. Davoust (Schubert, Chopin, Ravel, Bass).

Eglise Saint-Louis des Invalides, 21 h : Chœurs *Roland de Lassus, Orchestre* symphonique de la Garde républicaine (Brahms).

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30 : A. Isoir, chœur de Radio Danemark (Buxtehude, Schütz, Gade, Holmboe...).

Radio-France (105), 20 h 30 : Expérience musicale « Germinal », concert INA-GRM (Lejeune, Geslin, Petit, Racot, Zanesi...).

Salle André Marchal, (45-67-35-08), *20 h 45 : Daniel Cressant* (Scarlatti ; Schubert ; Debussy).

Festival d'automne

(42-96-12-27)

Hôtel Scipion, 20 h 30 : les Tablettes de buis.

Aubervilliers, Th. de la Commune, 20 h 30 : le Boulevard du mélodrame.

Bobigny, MC, 21 h : Marguerite Paradis.

Théâtre musical de Paris, 20 h 30 : Black and blue.

FESTIVAL
DE L'ILE-DE-FRANCE

VERSAILLES, Chapelle de l'école Sainte-Geneviève, à 21 h : Ensemble instrumental Audoli (Telemann, Turina, Soler...).

BOURG-LA-REINE, Eglise Saint-Gilles, 21 h : Quintette Kuijken (Boccherini).

ACHÈRES, Eglise Saint-Martin, à 21 h : *Ensemble Cl. Janequin* (Palestrina, Narvaez, Victoria...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : Sur la piste des Comanches, de *G. Douglas (v.o.) ; 21 h, Hommage à* I. Bergman : la Flûte enchantée (v.o. s.-t. fr.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORITURI (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

ALAMO BAY (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

AMADEUS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George-V, 8e (45-62-41-46). – *V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).*

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LES BONS DÉBARRAS (Can.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

LA CHAIR ET LE SANG (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

LE CHATIMENT DE LA PIERRE MAGIQUE (Am., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (45-62-45-76). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : *UGC Odéon, 6e (42-25-10-30).*

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ELSA, ELSA (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; *Parnassiens, 14e (43-35-21-21).*

EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).

EMPTY QUARTER, UNE FEMME EN AFRIQUE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.f.) : Capri, 2e (45-08-11-69).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

HOLD UP (Fr.) : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (34-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'HOMME AUX YEUX D'ARGENT (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Mercury, 8e (45-62-75-90) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; *UGC Gare de Lyon, 12e* (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

HURLEVENT (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71). – V.f. : Paris Ciné, 10e (47-70-21-71).

MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE (A., v.o., v.f.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94). – V.f. : Gaîté Boulevard, 2e (42-33-67-06) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

LE *MARIAGE DU SIÈCLE* (Fr.) : Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

***MUSCLOR ET SHE-RA* LE SECRET DE L'ÉPÉE** (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

LA NUIT PORTE-JARRETELLES (Fr.) (*) : *Republic Cinéma, 11e (48-05-51-33).*

NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; *UGC Gobelins, 13e* (43-36-32-44).

OUTRAGES AUX MŒURS (Fr.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; *Maxéville, 9e* (47-70-72-86) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Ritz, 18e (46-06-58-60).

OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; St-*André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Colisée*, 8e (43-59-29-46) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; V.f. : Montparnasse, 14e (43-27-52-37).

LA PARENTÈLE, (Sov., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-95-95).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

POLICE (Fr.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PORC ROYAL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

PORTÉS DISPARUS No 2 (A.) (*) : v.f. Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; UCG Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

PROFS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Français, 9e (47-70-33-88).

LE 4e POUVOIR (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

QUEEN KELLY (A.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

QUE LA VÉRITÉ EST AMÈRE (Fr.) : Action Christine bis, 6e (43-29-11-30).

RAMBO II (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6e* (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).







SPECTACLES

RAN (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Athéna, 12e (43-43-00-65) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Parnassiens (v.o. - v.f.), 14e (43-35-21-21). — V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; — V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er, (42-33-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97). — V.f. : UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) (h. sp.).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SUBWAY (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; St-Germain-des-Près, 6e (42-22-87-22) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02). — V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

LE TEMPS DÉTRUIT (Fr.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA TENTATION D'ISABELLE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-19-68).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

TRANSFUGE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Monte-Carlo, 8e (42-25-09-53).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Athéna, 12e (43-43-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TROU DE MÉMOIRE, (Fr.) : Utopia (Hsp), 5e (43-26-84-65).

UNE FEMME OU DEUX (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

VERTIGES (Fr.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR OU PRESQUE, film français de Patrice Gautier : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Paramount Gobelins, 13e (47-07-12-28) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3, film franco-italien de Georges Lautner : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (35-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

COLONEL REDL, film hongrois de Istvan Szabo (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont-Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CORBEAUX ET MOINEAUX, film chinois de Zhen Junli (v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

FLETCH AUX TROUSSES, film américain de Michael Ritchie (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

HAREM, film français d'Arthur Joffé (v. angl.) : Ciné Beaubourg, 3e (52-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LUNE DE MIEL, film français de Patrick Jamain : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (45-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MÉMOIRES DE PRISON, film brésilien de Nelson Pereira Dos Santos (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Médicis, 5e (46-33-25-97) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

PASSAGE SECRET, film français de Laurent Perrin : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

TOKYO GA, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (43-26-48-18).

EXTERMINATOR II (* *), film américain de Mark Buntzman (v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).



Les grandes reprises

L'AFFAIRE CICÉRON (A., v.o) : Action Lafayette, 9e (43-29-79-89).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CARMEN (SAURA) (v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) Quintette, 5e (46-33-79-38).

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LE CHEVALIER DES SABLES (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Reflet Balzac (h. sp.), 8e (45-61-10-60).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

DANS LA VILLE BLANCHE (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (46-32-91-68).

ET TOUT LE MONDE RIAIT (A.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

GERTRUD (Dan. v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56)

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

INDISCRET (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (46-22-44-21).

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MISHIMA (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PAIN ET CHOCOLAT (Fr.) : St-Michel, 5e (43-26-79-17).

LA PÊCHE AU TRÉSOR (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

POLICE ACADEMY I (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.f.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

REFLETS DANS UN ŒIL D'OR (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-25-21-21).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

STORMY WEATHER, (A., v.o.) UGC Danton, 5e (42-25-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (45-62-94-95).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

STALKER (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Action Écoles, 5e (43-25-72-07) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

LES TUEURS (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

UNE HEURE PRÈS DE TOI (A., v.f.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

UNDERFIRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Templiers, 3e (42-33-54-58).

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 26 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Au plaisir de Dieu.
Adaptation et dialogues de P. Savatier et J. d'Ormesson. Réal. R. Mazoyer. Avec J. Dumesnil, P. Colizzi, X. Depraz... (Rediff.)
Les péripéties de la vie d'une famille aristocratique de la guerre de 1914 à mai 1968.

22 h 5 Téléfilm : la Princesse Palatine à Versailles.
Réal. M. Porte.
Un enchantement pour les yeux et les oreilles : Versailles raconté par la princesse Palatine.

23 h 5 Journal.

23 h 20 C'est à lire.
23 h 35 Tify.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Cinéma : Tête à claques.
Film de F. Perrin (1981), avec F. Perrin, F. Cottençon, A. Bessis, J. François, G. Fontanel, D. Desmars.
Un chauffeur de taxi élevant seul son fils de dix ans, se trouve encombré d'une « gosse de riche » insupportable. Un scénario loufoque, et Fanny Cottençon, pleine d'entrain, pour la première réalisation du comédien Francis Perrin.

22 h 20 Mardi cinéma.
Avec Dominique Lavanant, Nastassja Kinski, etc.

23 h 20 Journal.
23 h 45 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : la Maja nue.
Film américain de H. Koster (1958), avec A. Gardner, A. Franciosa, A. Nazzari, G. Cervi, L. Padovani.
Au début du dix-neuvième siècle, en Espagne, la passion tumultueuse du peintre Goya et de la duchesse d'Albe, grande dame de la cour. Dans ce roman-photo, la réalité historique est traitée avec un souverain mépris. C'est à voir pour Ava Gardner. Sublime.

22 h 30 Journal.
22 h 55 Emissions régionales.
23 h 50 Mario Merz, l'homme de feu.
Hommage à Gaston Bachelard.
23 h 55 Prélude à la nuit.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h, La révolte des Haïdouks ; 17 h 15, Dynastie ; 18 h, Effraction ; 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 05, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Under fire, film de R. Spottiswoode ; 22 h 45, Flic ou voyou, film de G. Lautner ; 0 h 25, La mariée est trop belle, film de Gaspard-Huit ; 1 h 55, Winchester à louer.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps : la maternité ; la médecine sportive.
21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; la folie des langues.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : *Quatuor en sol mineur*, de Haydn ; *Quatuor en ré mineur*, de Hindemith ; *Quatuor en ré mineur*, de Schubert, par le Quatuor Juilliard, R. Mann, E. Carlyss, violons, S. Rhodes, alto, J. Krosnick, violoncelle.
23 h Les soirées de France-Musique.

Mercredi 27 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

7 h 45 RFE.
9 h 30 ANTIOPE 1.
10 h La Une chez vous.
10 h 15 Vitamine (et à 13 h 40).
11 h 30 Les jours heureux.
12 h Tournez... manège.
13 h Journal.
16 h 10 Série : Mon ami Gaylord.
17 h Les trois premières minutes.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 45 Feuilleton : Santa-Barbara.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 30 Loto sportif.
19 h 40 Cocoricocoboy.
19 h 53 Tirage du tac-o-tac.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Téléfilm : Colette.
Scénario Ch. Rémy, réal. G. Poitou-Weber.
Dans ce troisième épisode, où Colette quitte son mari Willy pour une liaison avec « Missy », l'héroïne est incarnée par Macha Méril, qui met tout son talent à rendre sympathique l'enfant terrible de la Belle Époque.

21 h 35 Le Louvre, le plus grand musée du monde.
Réal. D. Lander.
(Lire notre article page 11.)

22 h 35 Performances.
Magazine d'actualités culturelles de M. Cardoze.
Sous le signe du business (l'astrologie devient un marché sérieux) ; Fabrique de marque (comment cibler un produit) ; Entretien avec Georges Dumézil.

23 h 5 Journal.
23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

6 h 45 Télématin.
9 h 15 Récré A2.
Albator, Latulu et Lireli, Johan et Pirlouit...
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.

12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Rancune tenace.
14 h Téléfilm : les Doux aveux.
Réal. F. Dansereau. Avec H. Loiselle (rediff.).
Dans ce téléfilm québécois, une vieille dame, qui veut son indépendance, quitte sa fille pour s'installer dans la maison de ses rêves.

15 h 35 Récré A2.
Les Schtroumpfs, les Poupies, Clémentine.

16 h 55 Football : Spartak de Moscou-FC Nantes.
En direct de Tbilissi.

18 h 45 Derby : résultats.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord (INC).
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : la Trappe.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Evasion.
De M. Zagor, d'après Dwight et B. Worker.
A l'aéroport de Mexico, la police découvre sous le plâtre que porte un jeune Américain à la suite d'un prétendu accident... une enveloppe pleine de cocaïne. Un « policier » américain.

22 h 10 Magazine : Psy-show.
De P. Breugnot, B. Bouthier, D. Chegaray.
Un psychodrame qui met face à face une mère et sa fille, perpétuellement en bagarre. Derrière le conflit psychologique, une longue histoire. Pour Mado, la mère, la vie a basculé en 1939, lorsque le train qui doit la mener en Roumanie chez sa grand-mère quitte Paris. La guerre éclate. La Roumanie ferme ses frontières. Mado, qui est juive, découvre l'exode, le ghetto, les camps...

23 h 15 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau : « la Révolte des Haïdouks » ; à 17 h 30, « Fraggle rock » ; à 18 h 55, « la Panthère rose » ; à 19 h 40, « Un journaliste un peu trop voyant ».

19 h 55 Dessin animé : les Entrechats.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 La Fête en France(s) : Rhapsodie en vert.
Réal. B. Maigrot.
Cette fois, c'est FR3 Lyon qui a réalisé cette émission de variétés proposée et présentée par Michel Grosjean. Deux stars à l'honneur : l'ASSE, équipe de football restée chère au cœur des Français, qui s'apprête à réintégrer l'échiquier sportif international ; et Jean-Jacques Goldman... parce qu'il est un amateur averti de foot. Mais aussi Yves Simon, Francis Cabrel, Bernard Pivot, Patrick Bruel.

21 h 35 Thalassa.
Magazine de la mer de G. Pernoud.
Nioulargue 85 : l'année des maxis.

22 h 20 Journal.
22 h 50 Néo-polar : l'Amour en gâchette.
D'après l'œuvre de J.-J. Tarbes. Réal. P. Desagneau. Avec A. Gautier, M.-B. Vergne, M. Beaune.
Un hold-up avec prise d'otages a lieu de nuit dans une agence bancaire. Un « coup » qui, par ricochet, coûtera la vie à deux amants.

23 h 50 La terre à la Pagès.
Hommage à Gaston Bachelard.
23 h 55 Prélude à la nuit.
Kling Leise, mein Lied, *de F. Liszt, par M. Mesplé et le pianiste C. Katsaris.*

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabou Cadin (et à 8 h 55, 14 h et 17 h 30), 7 h 40, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 8 h 30, Rue Carnot ; 9 h 45, Deux affreux sur le sable, film de N. Gessner ; 11 h 10, Winchester à louer ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 15 h 15, Document : Une partie de chasse très spéciale ; 16 h, Mike Hammer : Si tu me tues, je me tue ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 21 h, Apocalypse 2024, film de D. Johnson ; 22 h 30, Rive droite, rive gauche, film de P. Labro ; 0 h 10, Johnny s'en va-t-en guerre, film de D. Trumbo ; 1 h 55, Alexandre Trauner, un enfant du paradis.

FRANCE-CULTURE

6 h, Feuilleton : Un voyage en Vendée, ou le royaume de Louis XVII ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : autour d'Ernest Ansermet (et à 10 h 50 : le pélican) ; 9 h 5, Matinée la science et les hommes : science et épistémologie : 10 h 30, Musique : les miroirs d'Ernest ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie : grand prix du livre pour la jeunesse 1985 ; 11 h 30, Feuilleton : Champavert, contes immoraux ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Avant-première : Arlette Namiand au Jardin d'hiver ; 14 h, Un livre, des voix : « Tocaia Grande », de Jorge Amado ; 14 h 30, Parole et communication : Paul Diel ; 15 h, Impromptu, avec la Ligue d'improvisation ; 15 h 30, Lettres ouvertes : magazine littéraire ; 17 h, Nous tous chacun ; 17 h 30, Le roman du cinéma ; 18 h, Subjectif : agora, avec Paul Chemetov, architecte ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : psychiatrie, psychologie, psychanalyse ; 20 h, Musique, mode d'emploi : la réalité du rêve.
20 h 30 Pour ainsi dire, autour de José Angel.
21 h 30 Pulsations : le luth contemporain.
22 h 30 Nuits magnétiques ; la nuit et le moment ; la folie des langues.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu ; 9 h 5, Le matin des musiciens : Bach après Bach, les fils de Jean-Sébastien ; 12 h 10, Le temps du jazz : le jazz ailleurs, Autriche, Suisse, Allemagne ; 12 h 30, Concert (donné le 17 mars au Centre culturel de Dieppe) : œuvres de Rossini, Roland-Manuel, par la Maîtrise de Radio-France ; 14 h 2, Tempo primo ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Couleurs du temps, en contrepoint, œuvres des compositeurs Grisey, Ockeghem, Ives, Bartok ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : où jouent-ils ? ; 19 h 10, Spirales : magazine de la musique contemporaine ; 20 h 4, Les sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 20, Avant-concert.
20 h 30 Musique sacrée (en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris) : *Cantates BWV 53* et *BWV 170*, de J.S. Bach ; *les Israélites dans le désert*, de C.-P.-E. Bach, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. A. Meltzer, chef des chœurs, P. Vizard, sol. J. Hall, J. Lilleystone, B. Finnila, W. Kendall, M. Egel.
23 h Les soirées de France-Musique : jazz club en direct de l'Hôtel Méridien.

Le Monde

SCIENCES

Au-dessous des volcans

Il existe plusieurs sortes de volcanisme actif. La lave formée par des basaltes lourds et fluides est moins dévastatrice, mais le magma d'andésites, chargé d'eau et de gaz, provoque des explosions.

POUR l'homme de la rue, un volcan est une montagne qui, plus ou moins régulièrement, fume et crache des laves. *Pour le volcanologue*, c'est d'abord une chambre magmatique, vaste réservoir de silicates en fusion situé à quelques kilomètres de profondeur; cette chambre communique avec la surface par une ou plusieurs cheminées, lesquelles se sont progressivement exhaussées au travers de l'accumulation des cendres et laves qu'elles ont émises. Et pour le géophysicien, c'est dans bien des cas – en particulier dans celui des volcans de la cordillère des Andes – la traduction directe du mécanisme de subduction : une plaque océanique plonge sous une plaque continentale et fond progressivement. Les composés les *moins denses forment des* magmas qui remontent lentement au travers de la croûte continentale et débouchent à la surface lors des éruptions volcaniques.

Ces descriptions ne sont pas contradictoires, mais forment une chaîne causale : les études des volcanologues décrivent la structure des volcans et expliquent les phénomènes que chacun peut observer. Les travaux des géophysiciens donnent l'origine des chambres magmatiques, rendent compte de la répartition des volcans en «ceintures» et élucident les liens entre le volcanisme et les phénomènes sismiques. C'est donc de là qu'il faut partir.

L'origine – comme celle de bon nombre de phénomènes géologiques, – c'est le lent mouvement des plaques de la croûte terrestre. Cette croûte est divisée en une vingtaine de fragments appelés plaques (1), entraînés par les mouvements du manteau sous-jacent à des vitesses de quelques centimètres par an. Certaines de ces plaques sont purement océaniques : leur croûte n'a que quelques kilomètres d'épaisseur. D'autres portent les continents, constitués de matériaux plus légers, sortes de gigantesques radeaux enchâssés dans la plaque, comme un bateau pris dans les glaces, et qui se déplacent avec elle. Dans les zones continentales, l'épaisseur de la croûte augmente beaucoup.

Divers mouvements sont possibles aux frontières des plaques : elles peuvent glisser l'une par rapport à l'autre. C'est *ce qui se* passe le long de la célèbre faille de San Andreas, qui court sous la Californie et sépare la plaque Pacifique de la plaque nord-américaine. Le mouvement se fait par saccades, générant des séismes destructeurs, dont le Mexique a récemment fait la tragique épreuve. Mais le glissement en lui-même n'est pas créateur de volcans.

Les «sages» basaltiques

Ceux-ci sont associés au contraire aux mouvements d'écartement et de rapprochement. L'écartement de plaques est toujours *observé sous des océans*, sauf en deux points du globe, l'Islande et l'Est africain. Cet écartement permet la remontée des matériaux du manteau et la fabrication d'un supplément de croûte. Il se forme une chaîne de montagnes sous-marine, appelée dorsale, qui est le siège d'un volcanisme actif, dont l'Islande porte témoignage. Les laves sont des basaltes lourds et fluides dont l'épanchement est assez régulier et – relativement – peu dévastateur.

Mais la grande majorité des volcans continentaux est associée *aux zones de subduction*, là où une plaque océanique plonge sous une plaque continentale. A des profondeurs variant entre 300 et 700 kilomètres, la croûte océanique fond et se transforme. Certains constituants, dont les sédiments qui s'étaient déposés sur le fond océanique et qui sont des matériaux peu denses, forment un magma qui remonte en grosses bulles à travers la croûte continentale. Les laves de ces volcans sont des andésites fortement chargés d'eau et de gaz, qui donnent à ce volcanisme un caractère explosif, où de violentes éruptions interrompent de longs calmes.

Les signes avant-coureurs

Pour être complet, on observe aussi des volcans, comme ceux de Hawaï, ou comme le piton de la Fournaise, à la Réunion, qui sont situés bien à l'intérieur de certaines plaques. Leur origine est mal connue, apparemment liée à des phénomènes de convection *dans le manteau*. Ce *sont en général* des volcans «sages», à laves basaltiques très fluides.

En coupe, un volcan est donc un cône constitué de couches de laves et de cendres, résultats des éruptions successives. La composition détaillée dépend de celle du magma qui emplit la chambre, elle-même évolutive au cours du temps. Le magma en effet refroidit lentement, ce qui fait cristalliser certains composants. Simultanément se dégagent des gaz qui peuvent, s'ils restent longtemps bloqués dans la chambre magmatique, provoquer des éruptions explosives.

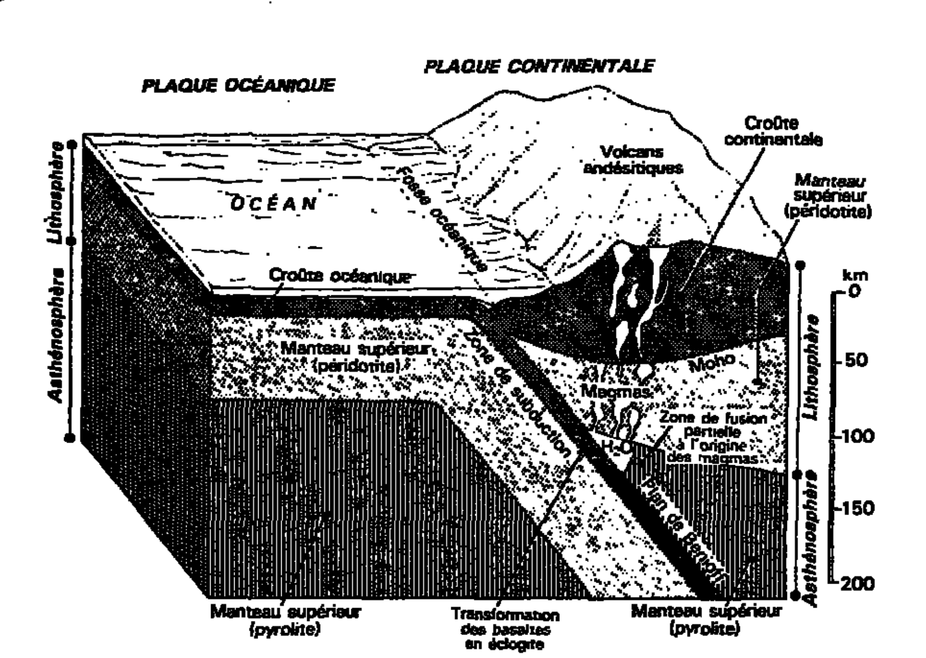
On connaît mal les mécanismes qui déclenchent les éruptions : accumulation de gaz, fracturation – par exemple après un séisme – des roches qui surmontent la chambre, afflux dans celle-ci du magma venu des profondeurs... La variété des mécanismes retentit sur celle des éruptions, et explique qu'un même volcan puisse connaître des éruptions de nature très différente.

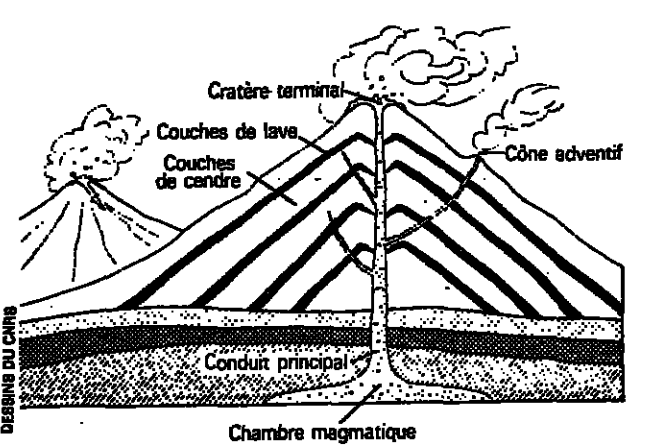
Cela ne simplifie pas la prévision des éruptions et l'évaluation des risques. Les éruptions sont généralement précédées de signes avant-coureurs : augmentation de la sismicité, gonflement du volcan – qu'on peut déceler par la pose sur les flancs d'inclinomètres très précis, mais qui peut avoir d'autres causes que la montée de lave et l'imminence d'une éruption – variation de l'aimantation des roches ; changement dans la composition des émanations gazeuses. Mais l'interprétation de ces signes est difficile et demande une longue habitude.

Trois volcans actifs sont situés sur le territoire français : la Soufrière en Guadeloupe, la montagne Pelée à la Martinique, le piton de la Fournaise à la Réunion. Les deux premiers sont connus pour leurs éruptions explosives et destructrices – la montagne Pelée détient depuis 1902 le «record» des morts du siècle. Auprès de ces trois volcans ont été créés des observatoires volcanologiques – celui de la Réunion ne date que de 1978, les autres sont beaucoup plus anciens. Ils relèvent de l'Institut national des sciences de l'univers, émanation du Centre national de la recherche scientifique, et ont vu leurs moyens renforcés après l'éruption de 1976 à la Soufrière, au cours de laquelle une importante population fut évacuée sans qu'on sache bien si cette mesure était réellement nécessaire.

MAURICE ARVONNY.

(1) La plaque comprend la croûte et la partie supérieure du manteau (lithosphère) et a une épaisseur dépassant 100 kilomètres. Elle est plus rigide que la couche sous-jacente du manteau (asthénosphère) qui, quoique solide, est déformable, un peu à la manière d'un glacier.





**Sur ce schéma du phénomène de subduction *(ci-dessus)*, on distingue bien la plaque océanique *(à gauche)* qui plonge sous la plaque continentale et s'enfonce progressivement sous le manteau supérieur.
Le volcanisme andésitique explosif, associé à cette subduction, est à l'origine de la formation des arcs insulaires et de la cordillère des Andes.
Coupe schématique d'un édifice volcanique *(ci-contre)*.**

Avant l'heure du réveil

Il y a cinq cents volcans dans la cordillère des Andes. Installer des observatoires sur leurs pentes coûterait trop cher à des pays en voie de développement. On peut envisager des moyens de prévision plus légers et moins coûteux.

ÉTAIT-CE inéluctable ? Ne pouvait-on prévoir l'éruption du Nevado del Ruiz, le 13 novembre, et sauver la plupart des habitants d'Armero et des villages voisins ?

Face à la catastrophe qui a touché la Colombie, on ne peut que s'interroger. Et ce, d'autant plus que le volcan manifestait depuis un an des signes évidents de réveil et que plusieurs équipes de sismologues et de géologues avaient été dépêchées sur place pour l'ausculter. Certes, le Nevado del Ruiz n'avait été que très peu étudié par le passé. Mais c'est *«un volcan banal»*, comme le souligne M. Jean-Louis Cheminée, directeur adjoint des observatoires vulcanologiques de l'institut de physique du globe du CNRS. Il ressemble en bien des points aux autres volcans andins, avec son altitude élevée, ses flancs couverts de neige et les risques qu'implique sa situation dans une zone de subduction *(voir ci-dessus)*, là où une plaque continentale plonge sous sa voisine. En outre, il vient de se manifester de la même façon qu'en 1845, date de sa dernière éruption, ses coulées de lave empruntant exactement la même vallée qu'il y a un siècle.

Mais ces renseignements ne changent rien à la difficulté qu'il y a à connaître à l'avance la date et l'heure d'une éruption volcanique. Non que cela soit tout à fait impossible : en 1980, celle du mont Saint-Helens (Etats-Unis) avait été prévue avec suffisamment d'exactitude pour que la population soit évacuée, et le nombre de victimes a pu être limité (on a compté une soixantaine de morts). En juin dernier, un exercice de surveillance mené sur le *piton de la Fournaise* (île de la Réunion), a permis aux experts de prédire, pratiquement à l'heure près, une petite manifestation d'activité. Dans l'un et l'autre cas, la tâche était facilitée par le fait que les chercheurs avaient auparavant longuement étudié l'histoire géologique de ces volcans. Elle a surtout été rendue possible par la présence, sur le site, de stations d'observation permanentes, équipées de sismographes, d'instruments de mesure des déformations du massif, d'appareils de surveillance géochimique et magnétique, etc., ce qui était loin d'être le cas du Nevado del Ruiz.

«Volcan SAMU»

De tels dispositifs de surveillance permanente équipent les volcans français, nord-américains, japonais, islandais, néo-zélandais, notamment. Mais leur mise en place requiert de très gros moyens. A titre d'exemple, depuis son installation en 1980, l'observatoire *du piton de la Fournaise* a déjà coûté 5 millions de francs en matériel et frais de fonctionnement, sans compter les salaires des six personnes qui travaillent sur place.

Un pays en voie de développement ne peut dépenser de telles sommes. D'autant que l'Amérique latine compte quelque cent cinquante volcans actifs (treize en Colombie), dont certains étaient *a priori* plus actifs que le Nevado del Ruiz. Installer des observatoires sur les volcans andins qui entrent très irrégulièrement et rarement en activité reviendrait d'ailleurs à *«mettre les scientifiques dans* le Désert des Tartares», comme le dit M. Renaud Vié Le Sage, délégué aux risques majeurs, c'est-à-dire leur faire attendre des années une éruption qui n'aurait lieu qu'après leur départ.

D'autres moyens de surveillance beaucoup plus légers et moins onéreux sont toutefois envisageables. L'UNESCO, en collaboration avec l'association mondiale des observatoires vulcanologiques, avait projeté de mettre en place des réseaux de surveillance mobiles, bien équipés en matériel et qui feraient appel, cas par cas, à des chercheurs familiers du site à risques observé. Faute d'avoir reçu le soutien financier des organisations internationales sollicitées, ce projet d'entraide est pour l'instant abandonné. Un dispositif comparable pourrait, toutefois, voir le jour, mais à plus petite échelle. Le *Comité supérieur d'évaluation des* risques volcaniques français met actuellement en place une sorte de «volcan SAMU», à la disposition des pays à risques, qui *«devrait être la première unité mobile mondiale de vulcanologie»*, explique M. Vié Le Sage.

Une autre solution, déjà mise en pratique sur l'Etna par l'observatoire de volcanologie, consiste à installer *sur les volcans actifs des stations* autonomes et automatiques équipées d'un petit nombre d'appareils indispensables. Les données, émises par balises Argos et relayées par satellite, sont envoyées au centre de réception de Toulouse, d'où elles sont interrogeables par tous.

Certes, unités mobiles et stations autonomes ne sont pas la panacée. Mais, installées en Colombie, elles auraient au moins permis aux experts d'accumuler des données sur le Nevado del Ruiz pendant quelques mois et de *«prévenir les autorités qu'il se passait des choses importantes»*, souligne M. Cheminée.

Une demi-heure

«Pourquoi ne pas envisager aussi d'avoir recours à des moyens de surveillance encore plus sommaires, susceptibles au moins de déclencher l'alarme dès les premiers signes d'entrée en activité du volcan?», demande M. Vié Le Sage. Un simple câble, par exemple, qui se romprait dès le départ des premières coulées et déclencherait une sirène.

Quel que soit le dispositif, du plus sophistiqué au plus rudimentaire, il demeurera toutefois sans effet si *«la population n'est pas entraînée à réagir à l'appel des sirènes»*, souligne le délégué aux risques majeurs. Les Indonésiens l'ont bien compris, qui transmettent l'alarme, de village en village, à l'aide de simples gongs. *«Il faut aussi*, ajoute M. Vié Le Sage, *que la population des zones à risques ait pu repérer, à l'avance, les lieux où elle pourra se replier.»* Selon lui, les habitants d'Armero auraient dû pouvoir disposer d'au moins une demi-heure, le 13 novembre, entre le départ de la coulée de boue et son arrivée sur la ville. C'est peu. Cela aurait été suffisant toutefois pour monter sur le toit d'une maison ou grimper à un arbre. Certains l'ont fait, mais la plupart n'ont pas eu ce réflexe. Avec les conséquences que l'on sait.

ÉLISABETH GORDON.

De grands barrages en béton mouvant

La solidité des ouvrages est rigoureusement contrôlée. En France il existe, depuis la catastrophe de Malpasset, un comité technique permanent. Il n'empêche que, chaque année, deux barrages dans le monde sont emportés par les eaux.

LA France n'a pas de volcan couvert de neige comme la Colombie, mais elle a des barrages qui peuvent se rompre. C'est arrivé en 1959 à Malpasset (Var) — 421 morts ; c'est arrivé en juillet dernier à Tesero (Italie) — plus de 200 morts, cela peut encore survenir à l'un des 400 grands barrages (plus de 20 mètres de haut) construits sur le territoire.

EDF vient d'achever le deuxième palier de mise en eau du barrage de Grand-Maison (Isère), qui retient déjà 80 millions de mètres cubes d'eau à 45 kilomètres en amont de Grenoble et qui en contiendra 140 millions à la fin de 1986. En amont de Paris, l'institution interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine met en réserve quelque 730 millions de mètres cubes d'eau, répartis entre le réservoir Seine, en service depuis 1966, le réservoir Marne, en service depuis 1974, et le réservoir Aube, actuellement en chantier.

Le réservoir Marne, situé près de Saint-Dizier (Haute-Marne), a connu cet été quelques faiblesses : les talus des digues — il y en a au total sur une longueur de 18 kilomètres — ont glissé par endroits. Même si le corps des digues n'a pas bougé, ce qui est l'essentiel, il faut maintenant conforter les talus avec des enrochements supplémentaires pour éviter de nouveaux glissements. Coût total des travaux, étalés sur trois ans : 96 millions de francs. Naturellement, le danger potentiel d'un barrage-réservoir situé en Champagne humide, à plus de 150 kilomètres de Paris, n'est pas comparable aux risques présentés par les barrages de haute montagne.

Une ville comme Grenoble, avec la douzaine de barrages implantés dans les vallées du Drac et de la Romanche, a quelque 800 millions de mètres cubes d'eau suspendus au-dessus d'elle. Et certains ouvrages anciens, comme le barrage du Chambon, sur la Romanche, vont être désaffectés : le béton, vieux de cinquante ans, « gonfle », alors que le bon béton, normalement se rétracte plutôt.

Débit de fuite

Est-ce à dire que tout barrage est une épée de Damoclès suspendue au-dessus des populations en aval ? *« Il n'y a pas deux barrages identiques »*, précise d'emblée M. Gautheron, chef de la mission hydraulique à EDF. Sur les 131 grands barrages exploités en France par EDF — de 20 mètres à 180 mètres de haut — on distingue quatre grands types : la voûte en béton qui prend appui sur les parois de la vallée (49) ; le barrage-poids en béton ou en maçonnerie qui prend appui sur le fond de vallée (39) ; le barrage à contreforts qui prend appui au fond et sur les parois (15) ; enfin, le type remblai en terre (22). *« Contrairement à l'opinion courante*, souligne M. André Goubet, président du Comité technique permanent des barrages (1), *un ouvrage en terre n'est pas moins solide que le barrage en béton. A condition qu'il soit fait dans les règles de l'art, comme c'est le cas à EDF. La vogue du béton, prépondérante entre les deux guerres, a de nouveau cédé la place au remblai de terre ou d'enrochements. Avec les moyens modernes de manutention, on peut faire des remblais de toute sécurité. »*

Autre observation liminaire : un barrage n'est jamais « inerte », comme on pourrait le croire. De même que la croûte terrestre est parcourue de mouvements souterrains, *« un barrage en exploitation a une vie propre »*, observe M. Combelles, chargé de mission à la direction de la production EDF. On note, d'une part, de véritables « pulsations » qui varient avec les saisons et le niveau du lac de retenue, et, d'autre part, des *« évolutions irréversibles »* qui font qu'un ouvrage subit des transformations — et des déformations — au fil du temps. Ainsi, une digue de terre se tasse pendant sa construction et aussi pendant plusieurs années après la mise en eau. Quant au béton, ses variations ont été calculées très précisément.

« A retenue pleine, indique M. Bister, chef du service « auscultation » des barrages EDF, *une voûte de béton « avance » de 15 à 20 millimètres vers l'aval sous la poussée de l'eau. En été, sous l'effet de la chaleur, la voûte peut remonter de 10 millimètres — et descendre de 10 millimètres en hiver sous l'effet du froid. »* Un barrage, si épais et solide soit-il, n'est jamais tout à fait immobile...

Ces mouvements internes des matériaux sont suivis de très près par les ingénieurs. Ils disposent pour cela de toute une gamme de points d'observation — plus de 9 000 sur les 131 grands barrages EDF. Une à deux fois par semaine, on contrôle le « débit de fuite », c'est-à-dire l'écoulement permanent de l'eau. Une fois par mois, on relève les mesures de pression d'eau sur divers points du barrage grâce à des capteurs appelés piézomètres.

Enfin, deux fois par an, on procède à un relevé des repères topographiques : il s'agit de mires placées à l'extrémité de poutres de béton noyées dans la masse. On relève leur position pour observer d'éventuels déplacements de l'ensemble ou des unes par rapport aux autres. Chaque année, le service auscultation d'EDF enregistre ainsi environ 100 000 données, qui sont stockées et analysées sur ordinateur.

Le 2 décembre 1959, le barrage de Malpasset, près de Fréjus, cède dans la nuit.

Ils vieillissent bien

Les barrages, tels de grands malades, sont donc attentivement suivis. Mais sont-ils pour autant à l'abri des accidents ? A cet égard, les statistiques mondiales (2) sont formelles : sur 109 ruptures connues (sur un total de 13 800 ouvrages), 15 se sont produites en cours de construction et 58 pendant les cinq premières années d'exploitation. Autrement dit, comme l'explique M. Goubet, le spécialiste français, *« les risques de rupture sont aussi grands pendant les cinq premières années que pendant tout le reste de la vie de l'ouvrage »*. Il va même jusqu'à affirmer qu'*« un ouvrage construit en 1900 qui a tenu quatre-vingts ans est à peu près aussi sûr qu'un barrage mis en service aujourd'hui »*. En règle générale, les barrages vieillissent bien.

Mais quel est le plus grand risque pour un barrage ? Hormis le moment délicat du remplissage (40 % des ruptures), ce sont les inondations (40 % aussi, les 20 % restants étant dus à un mauvais vieillissement ou à une mauvaise exploitation). Pour les ouvrages en terre, notamment, une inondation peut être fatale. *« La surverse arrache tout »*, disent les ingénieurs. Mais une infiltration inaperçue peut aussi tout emporter avec un « renard » — le trou d'eau qui s'agrandit. Quant au béton, il cède aussi à une trop forte poussée de l'eau, soit qu'elle décolle ses bases d'appui (voûte), soit qu'elle sape ses bases (barrage-poids) et le fasse basculer. *« Le premier souci de l'exploitant est donc de surveiller l'évacuateur de crue »*, souligne M. Combelles.

Et les séismes ? Sur les 109 ruptures répertoriées dans le monde, aucune n'est due à un tremblement de terre. Dans le Frioul italien, le séisme de 1972 a laissé les 12 barrages-voûtes du secteur indemnes. Au Mexique, les secousses de 1979 et de 1985 n'ont pas détruit d'ouvrage alors même que l'un d'eux a perdu sa rambarde supérieure sur une cinquantaine de mètres ! *« Tout bâtiment bien construit est antisismique »*, affirme, pour sa part, M. Haroun Tazieff, secrétaire d'Etat à la prévention des risques naturels et technologiques majeurs. *« Même en cas de magnitude 10 sur l'échelle de Mercali, les barrages tiendront. Il y aura peut-être des fuites, mais pas de catastrophe. »*

Reste que, chaque année, deux barrages dans le monde sont emportés par les eaux. Comment donc se prémunir contre une telle catastrophe ? *« Il est rarissime qu'un ouvrage cède brutalement*, précise M. Goubet. *Il y a toujours des signes avant-coureurs qui permettent de vidanger rapidement la retenue et, au pis, de prévenir les populations, comme ce fut le cas au Teton. »* (3). En France, le réseau d'alerte est fondé sur les sirènes, qui doivent inciter les populations dites du premier quart d'heure (situées à quinze minutes de la coulée en cas de rupture) à se réfugier sur les points hauts. Mais qui prête encore attention aux sirènes ? *« C'est vrai, on s'habitue*, observe M. Tazieff. *Je pense qu'il vaudrait mieux utiliser des haut-parleurs mobiles. »* En la matière, les accidents — Dieu merci ! — sont trop rares pour que l'expérience soit de quelque secours. Il nous reste la vigilance.

ROGER CANS.

(1) Organisme d'Etat créé en 1966 après la catastrophe de Malpasset. Il s'agit d'une instance consultative pour tout projet de grand barrage.

(2) Elles sont fournies par la Commission internationale des grands barrages, à laquelle participent soixante et onze pays du monde.

(3) Le barrage américain de Teton (Idaho), équivalant en capacité à celui de Serre-Ponçon, n'a fait que onze victimes lorsqu'il s'est rompu en 1976. Des ouvriers du chantier avaient eu le temps de prévenir les autorités.

Haute surveillance

UNE masse d'eau de 132 millions de mètres cubes retenue par une masse de terre et de roche de 13 millions de mètres cubes, haute de 160 mètres : tel sera, dès l'an prochain, l'ouvrage à surveiller au barrage de Grand-Maison. Les techniciens d'EDF, pour l'occasion, n'ont pas lésiné sur les instruments de mesure. Grand-Maison, tel un malade sous perfusion, est déjà placé sous haute surveillance. Qu'on en juge : pour évaluer les déformations de l'ouvrage par tassement ou déplacement, on a placé cent cinquante-sept « poutres d'auscultation », incluses dans la masse de terre et de roche, auxquelles il faut ajouter dix « furets hydrauliques », neuf « téléniveaux hydrauliques », huit « téléniveaux électriques » et cinq « élongamètres ». Par contact électrique ou par repérage sur niveau d'eau, ces appareils indiquent à tout moment les « mouvements » du barrage.

Pour mesurer les pressions d'eau dans les remblais et la fondation, on a disposé cent quinze cellules de pressions interstitielles (qui mesurent la pression dans les fondations et le noyau du remblai), neuf piézomètres ponctuels (qui mesurent la pression dans le rocher à l'aval du voile d'étanchéité), et quinze piézomètres « drainants » répartis dans les fondations. En outre, en sept points des galeries de circulation d'eau, on mesure les débits recueillis par l'ensemble du dispositif de drainage (cent onze drains au total).

Le premier quart d'heure

Tous ces appareils sont reliés aux écrans de contrôle du bâtiment de surveillance, sorte de tour de contrôle placée en surplomb au-dessus du remblai. Les agents de permanence dans ce bâtiment peuvent embrasser du regard l'ensemble de l'ouvrage, ce qui leur permet de déceler à l'oeil toute anomalie grave. Pour le reste, les mesures sont enregistrées et traitées par ordinateur. En cas d'anomalie flagrante, le réseau d'alerte est déclenché depuis une armoire électrique reliée aux communes du « premier quart d'heure ». Mais les sirènes, en principe, ne sont actionnées qu'après avis de l'ingénieur dit « responsable d'astreinte ». A supposer que son avis puisse être recueilli avant le premier quart d'heure fatidique...

SECTEURS DE POINTE

«RÉVOLUTION» CHEZ LES ARTISANS BRETONS

Tissage assisté par ordinateur

Ni défilés de mode mondains, ni colloque universitaire, ni rencontre écologique de néo-ruraux, le forum textile qui vient de se *réunir à Lorient a témoigné de la* démarche nouvelle des artisans tisserands bretons. Le Syndicat professionnel des tisserands bretons est né en 1978... dix ans après 1968. C'est le moment où toute une génération de professeurs, psychologues, travailleurs socio-éducatifs tentés par le « retour au pays » et par l'artisa*nat se rend compte que pour* gagner sa vie au pays *« il faut être compétitif »*.

Le premier besoin auquel a répondu le syndicat a été la formation : une formation professionnelle technique sur les tissus et les teintures, et apport d'une culture générale sur les couleurs, le stylisme ou la couture. Les tisserands veulent se démarquer *« des tisserands écolos qui nous ont porté tort »*.

Certes, les tisserands qui composent les cinquante-cinq ateliers affiliés au syndicat – dont dix hors de Bretagne – ont aujourd'hui la quarantaine et ont exercé d'autres métiers auparavant. 85 % d'entre eux vivent à la campagne ou dans un bourg. Ils ont choisi un mode de vie en *même temps qu'une profession* fragile : manque de débouchés, variations imprévisibles des ventes, faible rémunération, statuts professionnels complexes : *« C'est très dur de vivre ici, on n'a que ça comme ressource »*, reconnaissent-ils. Moins de la moitié d'entre eux vivent de leur tissage, 6 % ont un revenu supérieur au SMIC, 30 % gagnent moins de 1 000 francs par mois.

La présidente du syndicat elle-même, Danielle Le Goff, combine le tissage avec son métier d'origine, la comptabilité et ses correspondances locales pour *Ouest-France*. Dans les couples, le tissage reste le plus souvent un revenu d'appoint. Mais Danielle Le Goff tient un langage délibéré de chef d'entreprise :

« Le tourisme, dit-elle, et la vente au public ne suffisent plus. Développons le marché local en relation avec les architectes d'intérieur, les décorateurs, les tapissiers. Notre syndicat doit proposer des « créneaux », nouveaux. »

Henri Lazennec, en inventant un logiciel de conception assisté par ordinateur (CAO), a créé un de ces nouveaux créneaux et est en train de révolutionner la création dans le métier. Il a cinquante-deux ans et a été ingénieur de l'armement jusqu'en 1978, spécialisé dans l'aérospatiale et l'informatique au ministère de la défense. Aujourd'hui, il tisse avec sa femme près de Vannes. Dans son atelier, ancienne crèche à bestiaux de 100 mètres carrés, l'ordinateur côtoie le métier à tisser.

Son logiciel fonctionne sur Apple II. Il s'agit d'un « simulateur de métier » qui permet de tester l'infinité des combinaisons possibles de graphismes, structures des tissus, clarté et tonalité des couleurs entre elles. Un essai qui, avec croquis sur papier et échantillon sur métier, demanderait une demi-journée se fait en quelques minutes. Une planche à dessin peut être connectée à l'ordinateur pour y introduire un *motif particulier. Inversement,* une table traçante reproduit en couleur l'essai sur papier.

Henri Lazennec est allé plus loin en reliant l'ordinateur à son métier et en créant le tissage *assisté par ordinateur*. L'ordinateur analyse ligne par ligne le motif et ordonne la bonne combinaison de levée des cadres transversaux du métier. Dans l'industrie textile, cette sélection se fait encore le plus souvent par carte perforée. C'est une *« libération de la créativité »*, explique Henri Lazennec. A ce jour, cent cinq logiciels ont été vendus en Autriche et en Californie, par exemple. Les écoles de textile s'y intéressent de près.

FRANTZ WOERLY.

La gestion française à la sauce chinoise

Dix cadres de haut niveau venus de Pékin ont passé quatre mois en France pour étudier nos méthodes de gestion

DEPUIS le 1er août et jusqu'au 29 novembre, dix cadres de l'économie chinoise tentent, *sous la conduite et sous le toit de* l'ISSEC (1), de pénétrer les arcanes du management à la française. Issus des plus grosses entreprises d'Etat de Pékin, ils sont ingénieurs, directeurs, chefs du personnel. Triés sur le volet, hypersélectionnés. Les autorités ne badinent pas avec l'intérêt national mais n'ont pas craint pour autant de confier aussi l'affaire à des femmes – trois femmes pour sept hommes, plus une quatrième : la traductrice de l'université populaire de Pékin.

Leur dernier cours vient de s'achever. Ils boivent du thé, assis devant leurs notes. Moyenne d'âge : quarante ans. D'un côté, les hommes : rangée uniforme bleu pétrole. C'est la couleur des costumes. De l'autre, les femmes : rangée de pantalons gris. Juste une pointe de fantaisie dans la couleur du pull-over. A l'évidence, le vêtement n'a pas encore utilisé toutes les ressources de la mode occidentale. Mais chaque chose en son temps... Pour cette fois, on s'occupe de management ! Cadres de haut niveau, ils sont en France, comme d'autres aux Etats-Unis ou au Japon, les envoyés spéciaux d'une société qui s'ouvre au libéralisme occidental.

Réalisé par l'ISSEC, le programme est chapeauté par la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (FNEGE), l'Agence de coopération technologique et industrielle (ACTIM) (2), et financé par l'ONUDI, la Chine et le ministère français des relations extérieures.

Première étape : l'apprentissage du français, en Chine, pendant neuf mois. *« Très nettement insuffisant »*, affirme M. Le Moal, responsable du programme pour l'ISSEC. *« La barrière de la langue fut notre grand problème ; il leur fallait trois jours pour assimiler ce que nous enseignons généralement en un jour. »* Au menu : présentation et analyse des concepts de gestion, jeux, visites et diagnostics d'entreprises. L'expérience ne pouvait se passer de la coopération des entreprises et autres partenaires économiques tels que les cabinets-conseils.

Pas facile pour l'ISSEC de les trouver et surtout... de les persuader. Merlin-Gerin, Vallourec, Jacquemard (les chaussettes Olympia), Technip, Elf-Aquitaine, Thomson, la SNIAS, ont ouvert leur porte, donné du temps et des explications à ce public avide de savoir. Certaines entreprises ont joué le jeu, plus volontiers que d'autres. Elles ont vu peut-être dans ces interlocuteurs de futurs décideurs de contrats, les représentants d'un marché convoité. Mais le groupe adresse ses critiques unanimes précisément à ce chapitre : *« Vous savez, on a visité les entreprises un peu comme on prend un autobus... en se faisant bousculer. »* Dommage, ils avaient tout juste eu le temps d'être alléchés !

Rien à voir avec les Américains

N'exagérons rien. La gestion, ils connaissaient déjà. Ils la pratiquaient, mais de manière empirique, pragmatique. Et c'est là, disent-ils, que le bât blesse. Alors, ils sont venus chercher une méthodologie, plus qu'une accumulation de connaissances. *« Ils n'ignoraient pas les principes de gestion*, dit M. Le Moal, *ils ont simplement appris à les systématiser. »* Ils ont découvert le maniement de nouveaux concepts, comme celui de *« contrôle de gestion »*, de *« comptabilité »*, ou encore de *« logistique »*, mot inconnu dans les entreprises chinoises. Qu'en feront-ils sur place ? Un exemple : *« Chez nous, tous les chefs d'entreprise ont des stocks, mais pas de méthode pour les calculer ; ici nous avons appris la méthode. Il nous reste à l'adapter au marché et aux fournisseurs chinois. »*

Voilà ce qu'ils ont aimé dans le conseil de gestion à la sauce française : sa souplesse de transmission. Rien à voir, disent-ils, avec l'école américaine, qui veut à tout prix plaquer ses recettes sans tenir compte du contexte national, ni avec l'école japonaise, qui ne connaît que le terrain. *« La France, elle, nous a enseigné la méthode. »*

Ils ont joué aussi, programme oblige, à être des concurrents. Divisés en quatre équipes, disposant de données (marché, système de production et finances) et d'un ordinateur, ils devaient faire le bon choix : celui de la plus grande marge bénéficiaire.

Le retour au pays ne signifie pas pour autant des adieux définitifs. Ils emmènent « dans leurs valises » une équipe de Français. Six mois pour appliquer avec eux et sur le terrain les conseils de gestion assimilés en France, à trouver le chemin le plus court qui mène au profit et s'y risquer... pour le plus grand avenir de la Chine. Mais, si d'aventure, les vicissitudes de la révolution chinoise faisaient haïr demain ce que l'on adorait hier ? *« Non, ça n'arrivera pas. »* Ces chantres du « capitalisme rouge » ne craignent pas de connaître un jour les turpitudes du déviationnisme politique.

Ils rient, comme à chaque fois que l'on aborde les questions politiques. Rire-refuge, rire-défense. Ils sentent l'interlocuteur, l'attendent au tournant et sont prêts à le « balader », s'il le faut. Inépuisables, les ressources de la langue de bois : *« La politique de Deng Xiaoping n'est pas celle d'un homme, mais celle de tout un peuple. S'il est renversé, cela ne changera rien. »* Ils n'ont pas le sentiment d'avoir vendu leur âme au diable. Pas plus que d'avoir sacrifié leur idéologie sur l'autel du management. Au contraire, en venant en Europe, et notamment en France, se former aux techniques de gestion, ils se disent convaincus d'œuvrer au bien de la nation : *« La politique actuelle de la Chine, c'est d'assimiler toutes les technologies avancées qui peuvent servir à notre peuple et dynamiser notre économie »*, explique le chef de la délégation, secrétaire de la Pékin Entreprise Management Association, petit homme sec, sérieux mais courtois. Les réponses fusent : *« La production de masse, la technique, la gestion, ce sont des questions qui échappent aux problèmes de classe. La seule différence entre vous et nous, c'est la nature de l'appropriation du profit. »*

La doctrine est sauve, l'objectif cohérent. La Chine se cherche. *« Elle a besoin de l'expérience de tous, à l'Est comme à l'Ouest »*, conclut le petit homme sec et sage... Il esquisse un sourire : *« En chinois, nous disons « les pierres d'une montagne peuvent être utilisées pour sculpter le jade. »*

ELISABETH WEISSMAN.

(1) Groupe ESSEC, 35, bd de Sébastopol, 75001 Paris.

(2) Oganisme parapublic chargé d'assurer l'accueil des étranger en France.

Demain

La bureautique sans illusions

Quelles sont les *conséquences* de l'introduction massive des nouvelles technologies dans le travail de bureau, ce qu'on appelle « la bureautique » ? Un numéro spécial d'*Europe sociale*, une revue éditée par la Commission des Communautés européennes (1), s'efforce de répondre à la question. Plusieurs enquêtes ont été menées sur ce sujet. *Europe sociale* reproduit, en particulier, les résultats des études qu'a entreprises la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail dans quatre pays : la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. Les conclusions de la Fondation méritent d'être longuement citées, car elles font justice de quelques idées toutes faites, très largement répandues.

« Il s'est avéré extrêmement difficile de disposer de données quantitatives fiables sur le degré de pénétration de l'électronique dans les technologies de bureau, déclare la Fondation. Une chose est claire, cependant : la bureautique s'est développée sensiblement moins vite que les prévisions de ces dix à quinze dernières années ne l'avaient annoncé.

» L'analyse des études de cas met en évidence quelques zones d'ombre qui concernent directement l'utilisateur et l'opérateur. Cela va des questions d'ergonomie au sens étroit aux problèmes de formation et d'assistance lors de l'utilisation du système, en passant par des difficultés d'interaction entre l'homme et la machine. En outre, il y a en partie la crainte d'une réduction de l'emploi.

» Les études de cas révèlent par ailleurs que l'introduction de la bureautique conduit à une transformation des contenus du travail. Les tâches répétitives sont allégées, exécutées plus rapidement, voire supprimées. Comme l'ont souligné les différentes études de cas, presque tous les changements dans le contenu du travail se traduisent par *une extension des tâches et ont été* interprétés comme telle par les utilisateurs.

» On n'a pas pu constater si l'introduction technologique a induit des changements organisationnels. Ici, le travail est resté identique dans son organisation ; là, il a été réorganisé diversement. Les changements semblent plutôt affecter la micro-informatique. Une tendance nette à la centralisation ou à la décentralisation n'a pas été observée.

» Dans de nombreux cas, l'instauration de la bureautique a débouché sur un accroissement de la production. Néanmoins, les études de cas ne livrent pas encore de réponse définitive sur la relation coût-profit.

» La situation manque également d'uniformité en ce qui concerne la modification éventuelle du nombre de postes de travail. Les informations à ce sujet sont inexistantes dans de nombreux cas. Mais les résultats disponibles semblent plutôt indiquer chez les utilisateurs concernés une tendance à la réduction. Certes, cette observation doit être rapprochée de l'hypothèse largement répandue selon laquelle la perte d'emplois dans un système économique axé sur la concurrence serait bien plus grande sans l'introduction des nouvelles techniques de rationalisation, du fait de l'exclusion de nombreuses firmes du processus économique. Mais à cela les syndicats rétorquent qu'il ne faut pas introduire tout ce qui est technologiquement possible ou qu'il faudrait le faire au moins avec la souplesse souhaitable.

(1) Service de vente en France des publications des Communautés européennes. *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 45-78-61-39.

Retour au charbon

Un bateau à vapeur et au charbon va être mis en chantier. Pour la première fois depuis trente ans. Et ce n'est sans doute pas un bégaiement de l'histoire.

Ce navire, un ferry pour la compagnie polonaise Baltic Ships, va être construit par les chantiers suédois de Kockums. D'un prix évalué à 400 millions de francs, il doit entrer en service en 1987. Et la construction de douze cargos à charbon est ensuite envisagée.

Ce retour du charbon dans la marine reste encore modeste, justifié dans ce cas précis par l'abondance et le bas prix du charbon polonais. Mais c'est peut-être un signe avant-coureur. Le charbon est nettement moins cher que les hydrocarbures. Son gros inconvénient était la difficulté d'alimentation des chaudières. Aujourd'hui sont au point des systèmes de convoyage intégré qui remplacent avantageusement la pelle et la brouette.

Maisons de terre

Le premier quartier d'habitat urbain en terre crue, réalisé avec des techniques de construction modernes, vient d'être inauguré sur le territoire de Villefontaine, dans la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau, dans l'Isère.

Baptisé Le domaine de la terre, ce quartier-pilote, compte soixante-cinq logements répartis dans une douzaine de petits immeubles.

Ces maisons conservent mieux la chaleur, ce qui permet des économies d'énergie, et leur construction est moins chère, les parpaings en terre demandant par exemple deux fois moins de ciment que les autres, selon les promoteurs du projet, qui regroupent des organismes publics et privés. L'objectif est de démontrer la fiabilité technique et économique de ce matériau traditionnel, pour le moderniser dans les pays industrialisés et le relancer dans les pays du tiers-monde, afin de faire face à la crise de l'habitat des pays en développement.

La fibre optique à Sophia-Antipolis

Le parc d'activités technologiques de Valbonne-Sophia-Antipolis (près de Nice, dans les Alpes-Maritimes) vient de présenter le projet du réseau fibre optique professionnel qui l'équipera et les nouveaux services qu'il pourra ainsi offrir.

Ce réseau à structure étoilée, le premier à être implanté sur un site industriel de cette importance, couvrira dans une première étape 411 kilomètres carrés de superficie et utilisera 252 kilomètres de fibre optique.

Il permettra une interactivité optimale et offrira aux entreprises les services les plus novateurs en matière de télécommunications tels que : une sécurisation des liaisons numériques par deux parcours physiquement distincts ; un prolongement terrestre des services offerts par le satellite Télécom 1 ainsi que ceux offerts par le réseau numérique terrestre national ; des services du réseau téléphonique commuté 64 kilobits par transcom, service associant la simplicité du réseau téléphonique à la vitesse des liaisons spécialisées ; l'interconnection des réseaux locaux d'entreprise ; une relation entre ordinateurs par des liaisons très hauts débits pour permettre le transfert et la sauvegarde des fichiers à grande vitesse.

★ La revue *Autrement* vient de consacrer, sous le titre « Technopolis », un numéro spécial à « l'explosion des cités scientifiques » dans le monde. Elle se propose d'organiser plusieurs colloques à ce sujet. 75 F. 4, rue d'Enghien, 75010 Paris. Tél. : 47-70-12-50.

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

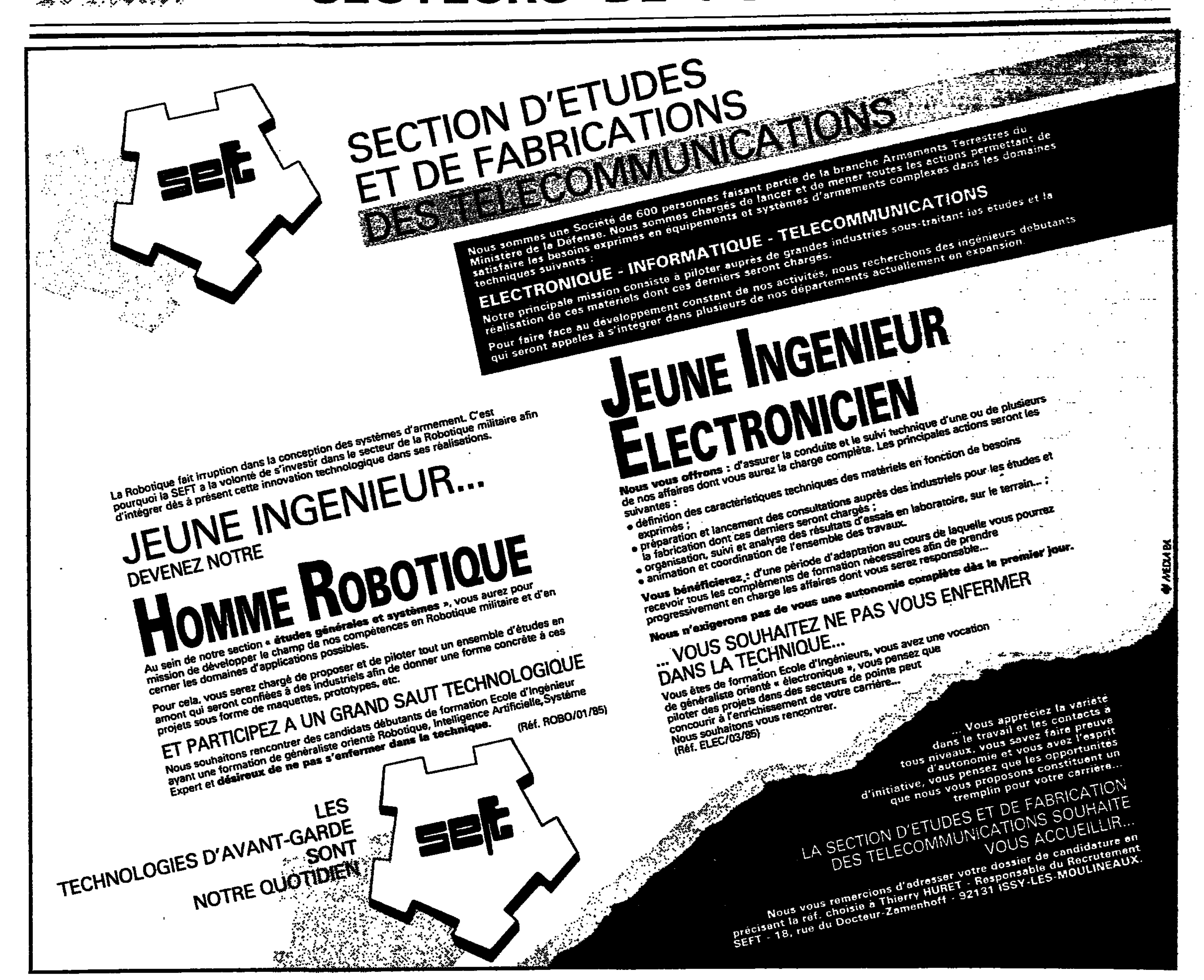
ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde





Important Groupe d'Assurances Paris recherche un

CHEF DE PROJET

Votre mission :
Vous avez la responsabilité de la conception et de la mise en place des systèmes informatiques pour les Agents Généraux du Groupe et du suivi des agences informatisées. Vous animez une équipe de 25 personnes.

De formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Gestion), vous avez une expérience d'au moins 5 ans comme chef de projet avec encadrement d'équipes importantes, dans un environnement télétraitement et si possible dans le domaine de l'assurance.
Motivé à la fois par les aspects organisationnels et techniques, vous avez le goût des contacts et de la négociation.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV + prétentions) sous réf. 944 M (précisez le cas échant, sur double enveloppe, le nom des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas communiquer) à
Mme VASEL - 80, rue Taitbout 75009 Paris

Constructeur informatique, notre avance technologique nous permet de relever le défi industriel que nous nous sommes fixés.

INGENIEUR UNIX

HF *Vos atouts nous intéressent*

Vos atouts : Une formation ingénieur.
Une expérience de quelques années dans le développement de logiciel de base, ainsi que la connaissance approfondie du système UNIX.
Une bonne maîtrise de l'anglais.
Nous vous proposons de jouer notre carte : la valorisation de vos compétences dans un contexte industriel nouveau.

L'enjeu : Le développement d'une nouvelle gamme de super-micros
Vous viendrez par votre savoir-faire compléter l'équipe d'ingénieurs déjà en place, et dont les compétences couvrent d'autres domaines techniques aussi pointus.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 8632 M, à préciser sur l'enveloppe, à l'Agence AFFLUENTS, 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

EH! LES BRANCHÉS DE LA MICRO...

Que vous soyez chébran, Face A, bléca, decker, ou même in, peu importe...

Nous parlons le même langage : la micro.

Chez Bull-Micral, nous sommes 250, dont la moyenne d'âge est inférieure à 35 ans, passionnés par notre metier. Disposant de moyens importants, notre equipe est bien placée pour gagner cette nouvelle course informatique et nos succès le prouvent :

- Notre chiffre d'affaires 1985 dépasse le milliard de francs et croît chaque année à un taux supérieur à 50 %.
- La part micro et bureautique dans le Groupe Bull représentera 50 % dans les années à venir.
- Notre budget Recherche et Développement a doublé en 3 ans.
- *Les réseaux commerciaux proposent nos produits dans 75 pays.*

L'ambiance chez Bull-Micral ? Vivre notre passion de la micro à l'état brut, dans une société à taille humaine et aux structures souples.

Bref, si comme nous, vous êtes un "branché de la micro", que vous êtes diplômé d'une grande école, ou que vous avez des compétences systèmes (PROLOGUE, MS/DOS, CPM) ou électroniques, n'hésitez pas a nous rejoindre. Nous travaillons dans des domaines de pointe : Intelligence Artificielle, Reconnaissance Vocale, Produits Graphiques, Réseaux, Télécom...

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous référence M 5/1276 à notre Conseil :

EGOR TECHNOLOGIES, Département industrie, 19, rue de Berri, 75008 PARIS.



SOCIETE FRANCAISE D'ELECTRONIQUE
Filiale d'un grand groupe industriel aéronautique recherche

CHEF DU SERVICE LOGICIEL

Chargé d'animer une importante équipe d'ingénieurs logiciels temps réel, il sera responsable du recrutement et de la formation de ses personnels, et de l'organisation des equipes en fonction des projets. Il participera à la mise en place d'une méthodologie de production de systèmes et veillera personnellement a son application.

Agé d'environ 34/38 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, ses compétences sont celles d'un specialiste en logiciel temps réel, son expérience, acquise par exemple au sein d'une SSII, lui donne l'autorité nécessaire pour animer et commander les hommes. Son souci *de bonne gestion lui permet de negocier et de respecter ses budgets.* Réf. 1657 A

INGENIEURS

(ENSAE, ESE, ECP, GRENOBLE, ENSEEIHT, IDN, ISEP, etc)
Débutants ou première expérience.

Au sein d'une équipe logiciel en expansion ils seront responsables de l'analyse et de la modélisation de systèmes complexes, et de la réalisation de programmes de simulation en temps réel. Des connaissances en aéronautique, en matériel GOULD/SEL 32 et/ou en micro-informatique seraient appréciées, mais ne sont pas indispensables. Réf. 1657 B

CHEF DE PROJET

***Ingénieur Grande Ecole* (ENSAE, ESE, ECP, ENSTA, ENST, etc)**
5 à 8 ans d'expérience industrielle.

Au sein du département systèmes de simulation. Il sera responsable de grands projets. De formation pluridisciplinaire (électronique, informatique et architecture de systèmes) ses connaissances en aeronautique lui permettent de négocier avec nos clients et de maîtriser le déroulement des projets. Une expérience en logiciels temps réel et en simulation serait appréciée. Réf. 1657 C

Compte tenu du developpement rapide de nos activités, ces postes offrent à des candidats de valeur, des perspectives d'evolution vers des fonctions de coordination d'études ou de projets.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous réf. du poste choisi à LTA - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Assurance qualité

Aéronautique

Filiale d'un puissant groupe industriel français, notre société est spécialisée dans la conception et la fabrication d'armements aéronautiques et terrestres et nous exportons 70% de notre production. Nous participons à des programmes internationaux où la qualité et la fiabilité de nos produits est un objectif prioritaire. Nous recherchons au sein de notre équipe assurance qualité, un ingénieur qui suivra l'étude et le développement de programmes d'armes aéroportées. Il sera chargé notamment de définir les procédures, et les actions nécessaires à la qualité des produits développés. Il assurera également les relations avec les services extérieurs (état et industries). Ce poste s'adresse à un diplômé d'une école d'ingénieurs en mécanique ayant acquis une expérience d'environ trois ans dans un service qualité ou un bureau d'études, et maîtrisant les normes de qualité utilisées dans l'aéronautique et/ou l'armement. Ce poste est basé au Sud de la région parisienne. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat. L'anglais est souhaité. Ecrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence S/8046M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



"L'AUTRE FAÇON D'ACHETER IBM"

Société multinationale
C.A. (85) : 400 Millions de dollars
Effectif : 700 personnes
Implantée en Europe et aux USA

NOTRE MÉTIER :
LA DISTRIBUTION MULTIMARQUES
D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES
D'ENTREPRISE

Vous avez 30 ans, vous êtes créatif, vous avez du caractère et vous recherchez une aventure professionnelle enthousiasmante.

REJOIGNEZ-NOUS ! NOUS CHERCHONS 30 PERSONNES DE CETTE TREMPE !
CHOISIR UN MÉTIER, C'EST AVOIR UN PROJET PROFESSIONNEL ! VENEZ PARTAGER LES NÔTRES !

■ Vous voulez gagner plus de 500.000 F/an, soyez **Ingénieur Commercial.**
Vous voulez devenir rapidement votre propre patron, gagner beaucoup plus. Vous pourrez créer votre propre entreprise et devenir alors l'un de nos Agents Commerciaux, nous recherchons :

12 AGENTS COMMERCIAUX (Réf. 101)

Ils vendront aux utilisateurs des produits testés et sélectionnés par notre Service Recherche et Développement.

■ Vous voulez prévoir, planifier, gérer, optimiser, contrôler et faire fructifier l'argent, devenez alors notre :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (Réf. 102)

Ce poste est à créer avec toute la richesse de votre imagination.

■ Vous préférez discuter, argumenter, négocier et, bien sûr, avoir le dernier mot, en français ou en anglais, devenez alors notre :

RESPONSABLE DES ACHATS (Réf. 103)

C'est à vous que nous confierons la négociation des contrats d'achat auprès des fournisseurs de matériel.

■ Vous vous sentez une âme de stratège et de super-intendant qui doit orchestrer, sans fausse note, le jeu des multiples acteurs d'un système complexe, devenez alors notre :

RESPONSABLE LOGISTIQUE (Réf. 104)

C'est vous qui gérerez le dispatching des produits en France et vers les pays couverts par notre Groupe.

■ Vous voulez pouvoir agir sur l'ordre et l'utilité des choses et vous avez plaisir à contribuer à leur pérennité, devenez alors notre :

RESPONSABLE MAINTENANCE (Réf. 105)

C'est à vous que l'on confiera l'installation et la maintenance sur les sites des matériels (ordinateurs, terminaux, imprimantes...).

■ Vous voulez agir concrètement et voir instantanément les effets de votre action. Pour vous, l'aventure technologique allie bien plaisir et utilité, soyez alors l'un de nos Agents de Maintenance, nous recherchons :

12 INSPrs DE MAINTENANCE (Réf. 106)

Ils assurent l'installation et la maintenance des équipements mis en place et contribuent aussi à l'image de Qualité que veut donner notre Groupe.

SOYEZ LE FER DE LANCE D'UNE NOUVELLE ACTIVITÉ !

Envoyez votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à :



ECONOCOM
"L'AUTRE FAÇON D'ACHETER IBM"
264, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Société internationale spécialisée dans l'électromécanique et l'électronique recherche pour son usine de fabrication située dans l'extrême Sud-Est son

Directeur contrôle - qualité

Ingénieur mécanicien justifiant d'au moins 3 ans d'expérience dans le milieu industriel, vous avez de préférence exercé une fonction de management en production.

Dynamique et persévérant vous serez capable d'instaurer d'excellentes relations avec autrui et pourrez très rapidement vous adapter.

Anglais courant, Allemand ou Italien souhaité.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. S 5 P 11 à notre Conseil

PRO CONSULTANT Côte-d'Azur
4, place Gambetta 06400 Cannes.



5 000 personnes, C.A. 12 milliards, leader des transformateurs de viande crée dans unité pilote SARTHE, le poste de

Directeur de l'Informatique et des Méthodes Administratives

Il aura en charge l'étude - la conception - la mise en œuvre et le développement des systèmes d'information, avec l'animation des équipes correspondantes.

Ce poste, d'implantation locale, comporte également des missions de conseil dans les autres unités du Groupe et nécessite un **INGENIEUR confirmé** (type A.M.) 35 ans minimum, ayant une expérience dans l'*informatique industrielle.*

Adresser lettre manuscrite, Curriculum Vitae, photo et prétentions à :
Direction des Affaires Sociales - SOCOPA-CHERRE
BP 20 - 72420 LA FERTE-BERNARD CEDEX

SECTEURS DE POINTE

IBM Europe

Réseaux Internes Voix et Données

La Compagnie IBM Europe, basée à Paris-La Défense, a un rôle de conseil et de gestion qu'elle exerce en relation constante avec les différentes Compagnies IBM en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.
Notre Service de Réseaux Internes Voix et Données recherche un

INGÉNIEUR TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vos missions concernent les réseaux de télécommunications internes des Compagnies IBM en Europe. Elles comprennent des responsabilités de coordination internationale de conception et installation de technologies nouvelles: systèmes complexes de transmission de la voix et des données. Actualiser, définir, prévoir, structurer, planifier, contrôler, convaincre: la plupart de vos activités techniques et de gestion relèvent de cette terminologie.

– Vous êtes de formation Ingénieur Grande École incluant Informatique et Télécommunications.

– Vous avez une expérience minimum de 3 ans dans l'étude, la conception et la mise en œuvre de réseaux.

– Vous êtes très orienté Projets, Études à long terme, Plans stratégiques et conceptionnels.

Le poste est à pourvoir à Paris et nécessitera des déplacements à l'étranger.

La pratique très courante de l'anglais est indispensable.

Envoyez lettre avec CV + photo à notre Conseil Scribe, 4, avenue Hoche, 75008 Paris, sous référence IT.

Organisation et Publicité

Exporter la technologie et les produits d'un leader

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Cette filiale d'un très grand groupe industriel français, *réalise plus de 40 % de son CA à l'extérieur de l'hexagone*: au-delà d'une nécessité économique, l'export y constitue une activité majeure.

La Direction Exportation commercialise sur des marchés en développement des câbles de puissance, des câbles de télécommunications grandes distances, des câbles d'équipements téléphoniques, des fibres optiques et des réalisations clés en main.

Autonome dans un contexte de large délégation, le titulaire du poste est responsable de la proposition et de l'établissement des offres, sur la zone qui lui est confiée. Il bénéficie au siège de la société et sur le terrain, d'un important support au plan de la technique et de la gestion.

Agé d'environ 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur technique ou commercial, il possède une première expérience de la grande exportation. Une bonne maîtrise de l'anglais et si possible d'une autre langue et des qualités de disponibilité complètent ce profil.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M19/881H à:

EGOR S.A.
6, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKIO

LES MOYENS DE RESTER LE PREMIER

Sur le marché MONDIAL, STEIN HEURTEY conçoit, étudie, réalise et met en service des équipements thermiques industriels. Pour rester le premier nous augmentons nos équipes et recherchons :

INGENIEUR PROJET - RÉF.: S10 -

Activité Electrothermie

Vous définirez avec les clients potentiels, les procédés et équipements à même de satisfaire leurs besoins. Vous déterminerez en liaison avec le B.E., les solutions techniques. Enfin, vous négocierez la proposition que vous aurez rédigée après en avoir estimé le Prix de Revient.

Vous êtes de formation Ingénieur électro-mécanicien, complétée par une expérience de 3 à 5 ans, en environnement sidérurgique si possible.

INGENIEUR ELECTRICITE/REGULATION - RÉF.: T01 -

Vous assurerez au sein d'une jeune équipe, la conception et la réalisation d'équipements comportant des **automates, de l'instrumentation et de l'électronique de puissance.**

Vous êtes de formation Ingénieur avec 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction, ou débutant **diplômé et avez une *spécialisation en électricité régulation.*** *Vous avez impérativement le goût de l'innovation.*



Ces missions nécessitent des déplacements à l'étranger et impliquent la maîtrise de l'anglais. La connaissance d'une autre langue étrangère est un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence à Martin Duverne STEIN HEURTEY B.P. 69 - 91002 EVRY CEDEX

DEB's

Sur la bonne fréquence...

Société d'électronique en pleine expansion (20 MF, 40 personnes) nous concevons et fabriquons des systèmes électroniques très sophistiqués destinés au contrôle et au suivi de production.

Nos ambitions et nos projets nous conduisent à intégrer rapidement un

JEUNE INGENIEUR ELECTRONIQUE ANALOGIQUE

Sa mission consistera à prendre en charge les études et le développement de composants de transmission d'information jusqu'à leur industrialisation.

Disposant d'une bonne maîtrise des techniques radio-fréquence, ondes de surface et hyperfréquence, vous avez également des connaissances en micro-électronique.

Vous apportez en outre une aptitude à manager des projets importants ainsi que d'excellentes qualités relationnelles.

Fortement motivé par le challenge technologique, vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique et créative.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 509 280 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Département Industrie

BKC
PARIS - LYON - NEW-YORK

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris



Nous plaçons les hautes compétences avant la technologie. Résultat: de très hautes technologies.

SFENA, grand équipementier aéronautique, conçoit et réalise ses propres produits dont la technologie est reconnue partout dans le monde. Elle recrute un

ingénieur d'études

Electronicien de formation (ENSI ou équivalent) vous avez une très bonne expérience en analogique, en hautes fréquences (émission petite puissance et réception VHF/UHF et si possible hyper), et en circuits micro-processeurs.

En 3 à 5 ans, vous avez acquis votre savoir-faire dans un service «étude» : il va vous permettre de devenir le *moteur d'une petite équipe polyvalente.*

Vos responsabilités s'étendront sur les plans technique, budgétaire et humain.

Votre activité impliquera une évolution aisée dans les milieux militaires et les services officiels afin d'y promouvoir nos produits.

Dynamisme, motivation, pratique de l'anglais vous conduisent à considérer que des déplacements en *France et à l'étranger font partie intégrante de votre* fonction.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions à SFENA, Gestion des Cadres, aérodrome de Villacoublay, BP 59 - 78141 Vélizy-Villacoublay.



TANT QUE LES HOMMES INNOVERONT

médias système

***Axe stratégique de développement du Groupe Bull,* la ligne de produits DPS 6 pour faire face à son expansion, recherche**

INGENIEURS ETUDES LOGICIEL

De formation École d'Ingénieur ou Université, débutants ou avec une première expérience, vous êtes créatifs et motivés. Nous vous proposons alors de participer au développement de logiciel de base, de la conception à la réalisation et à la mise en place.

Intégré dans une équipe dynamique et hautement qualifiée, vous prendrez part à la modification ou à l'extension du système d'exploitation et au développement d'applications ou de sous systèmes spécifiques.

Votre lieu de travail se situera à Louveciennes (78430)

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant vos prétentions sous référence EL3 à

Bull Systèmes
P.C 3C17
68, rte de Versailles
78430 LOUVECIENNES



LEVI - TOURNAY / ABSCOM

ECP - ENSAM - IDN...



Le Groupe 4 P occupe une position de 1er plan sur le marché européen de l'emballage. Sa société française (200 MF CA - 300 personnes) qui réalise des emballages carton et des systèmes de conditionnement renforce ses équipes.

ingénieur systèmes conditionnement

Muni d'une première expérience opérationnelle, vous êtes prêt à rejoindre notre département Développement. Vous y prendrez en charge la conception et la mise au point de systèmes mécanisés et automatisés de conditionnement.

Réf. XIII/85/15M

ingénieur organisation industrielle

Votre action sera centrée sur l'amélioration constante des méthodes et des procédés de fabrication de stockage, de manutention au sein de notre unité opérationnelle. Votre approche sera celle d'un généraliste pragmatique, maîtrisant les outils de conception informatisés (CAO...). Ce poste peut constituer une première étape professionnelle.

Réf. XIII/85/10M

A une formation scientifique (ECP, ENSAM, IDN...) vous ajouterez des qualités de créativité, de détermination et d'ouverture. Votre développement au sein du groupe sera à la mesure de votre réussite dans l'une de ces deux étapes.

Recrutement des Cadres, UNILEVER FRANCE SERVICES
8, Avenue Delcassé - 75384 PARIS CEDEX 08.



UNILEVER
UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

Carrières

TECHNICON, leader mondial en INSTRUMENTATION et SYSTEMES AUTOMATIQUES D'ANALYSE, *recherche pour son Département* "INDUSTRIE" (LABORATOIRE D'APPLICATION) un

chimiste ou physico-chimiste

Une expérience en Chimie Analytique et Spectrascopie Infrarouge, et des connaissances en instrumentation et/ou informatique seront bienvenues.

Une grande disponibilité ainsi que le permis de conduire sont nécessaires. *L'anglais sera un atout apprécié.*

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prét.) à M. COLISTRO - TECHNICON - B.P. 10 - 95330 DOMONT



Organisation et Publicité

Le Monde **SECTEURS DE POINTE** Le Monde

Informaticien Industriel

Participer au démarrage d'une usine entièrement automatisée

C'est le challenge que vous propose **GERVAIS DANONE FRANCE** – 4,2 Mds de CA, 4400 personnes, 7 usines – leader sur le marché des produits laitiers frais. Poursuivant sa politique dynamique et novatrice dans le domaine industriel, elle se prépare à démarrer une nouvelle unité où le système de conduite automatisée et assistée par ordinateur est entièrement nouveau.

Ceci conduit la société à créer un poste d'**Ingénieur Responsable d'Application en Informatique Industrielle.**

En liaison avec les hommes de la production et des automaticiens, il participera aux essais et à la réception des applications de pilotage industriel. Il assurera ou fera assurer l'évolution et la maintenance des logiciels de réseau, de pilotage et de contrôle de process.

Ingénieur de formation, vous avez une première expérience de trois à cinq ans du temps réel en milieu industriel. Vous savez allier compétence technique à des qualités de contact et d'animation.
La connaissance des calculateurs de la gamme Digital PDP 11 et du système R 5 X 11 M sera un atout.

Le poste est basé en Région Lyonnaise.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. R 30 M, en précisant rémunération actuelle, à :
BSN - Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran, 75381 PARIS Cedex.

HAVAS CONTACT



La B.T.P. est une banque nationalisée, de moyenne importance proposant des produits performants aux entreprises du BTP ainsi qu'aux organismes institutionnels financiers.

RESPONSABLE DE PROJETS INFORMATIQUES,

SI vous désirez sortir d'un cadre purement technique.

SI, comme nous, vous pensez qu'un Chef de projet est avant tout un **ORGANISATEUR**,

SI vous souhaitez pouvoir faire aboutir vos idées dans une Banque innovante à taille humaine.

Venez rejoindre notre Département Informatique et Organisation pour l'aider dans son évolution technologique (base de données, L4G etc...).

Le profil requis est celui d'un Ingénieur grande école ou équivalent, ayant au moins 5 ans d'expérience dans un environnement IBM *(la connaissance du secteur bancaire est un atout supplémentaire).*

Envoyez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 61.81 / CP / 739 à Mme JACOB - ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola 75015 PARIS.

cce CONSEIL

Le "must" des ordinateurs graphiques,

- *essentiellement utilisés en* **CAO,**
- *sans concurrence grâce à ses performances,*

crée sa **structure** *en France et recherche les hommes clé sur qui s'appuiera son développement.*

INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE

pour mettre en place le département Matériel avec sa logistique ; installation et maintenance des ordinateurs. *Poste de haute technologie nécessitant une expérience en* **électronique digitale** *et de bonnes connaissances en* électronique analogique - une part importante d'**organisation** : gestion des contrats de maintenance, des pièces détachées, contrôle des stocks... - capacité de prendre rapidement la responsabilité du service.

INGENIEUR LOGICIEL

pour prendre la responsabilité du département logiciel **avant-vente et après-vente** : participation à l'élaboration de la solution-client en s'assurant de la faisabilité technique - développement d'interfaces avec les différents types d'ordinateurs - *IBM - DEC...* - Pratique de langage de programmation - *FORTRAN - PASCAL-C.*
Formation supérieure, informatique-technique et/ou scientifique. Connaissance du "graphique" appréciée.

INGENIEUR COMMERCIAL

pour conforter et développer les grands comptes existants ; recherche - de sa propre initiative et par un travail en profondeur - de nouveaux clients et de nouveaux créneaux dans toute la France et l'Europe du Sud. Une bonne formation est nécessaire - ingénieur de préférence - 2 à 3 ans minimum dans la vente de matériel informatique. Connaissance CAO appréciée.

Ces **postes-clé** pour la société s'adressent à des candidats de forte personnalité, passionnés par leur *métier et la technologie de pointe.*
Ils seront capables d'évoluer avec une **grande autonomie** dans une structure légère, en prise directe avec le Directeur France et les directions fonctionnelles en Allemagne.
Ils participeront en **équipe** au développement rapide de la filiale France.
...Et bien sûr, on parle anglais...

Merci d'adresser votre C.V., qui sera traité avec confidentialité, à notre cabinet :
CCE - 14, rue Lincoln - 75008 PARIS

GL GROUPE LINCOLN

DIVISION INFORMATIQUE






Organisation et Publicité



Télé et radio-communications résoudre les problèmes d'interfaçage

Réalisant des systèmes sophistiqués de fonction, de traitement de la modulation et de transcodage pour grands réseaux de télécom, nous nous intéressons tout spécialement à ceux qui sont nécessaires comme interface entre les réseaux et les moyens de transmission à grande distance : *câbles, voies HF, VHF, liaisons* satellites.

Notre développement auprès des administrations d'Etat civiles et militaires nous conduisent à rechercher un :

Ingénieur d'affaires

Technicien, vous saurez bâtir avec vos interlocuteurs des systèmes « sur *mesure » répondant à leurs besoins spécifiques et à notre savoir-faire.* Vous suivrez ensuite leur réalisation.

Votre sens du contact, de l'écoute et votre curiosité vous permettront en outre de developper vos relations avec vos clients, et donc vos affaires.

Lassé de dépenser une grande partie de votre énergie à lutter contre les lourdeurs d'une structure, vous souhaitez développer celle-ci au profit de la réalisation des problèmes techniques de vos clients.

Didier LESUEUR, notre Conseil, traitera en toute confidentialité votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et pretentions) à lui adresser, sous la réf. C/IAS/LM.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA



SOCIETE D'ETUDES ET CONSEILS
(Automation - Electronique
Recherche Opérationnelle)
recherche

INGENIEURS HAUT NIVEAU GRANDES ECOLES

ou équivalent

1. GENIE LOGICIEL (exp. : 0 à 5 ans) :
- développement de logiciels scientifiques d'aide à la conception dans divers domaines et spécialement l'acoustique sous-marine.

2. ANALYSE ET CONCEPTION DE SYSTEMES COMPLEXES (exp. : 0 a 5 ans) :
- modélisation simulation,
- acoustique et sonar,
- intelligence artificielle,
- etudes technico-operationnelles,
- informatique scientifique.

3. RESEAUX (exp. : 2 ans minimum) :
- commutation de paquets,
- centre de gestion,
- protocole.

Envoyer C.V. détaillé, 3 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

CONTESSE

QUALITES D'IMAGINATION ET CREATIVITE PARTICULIEREMENT APPRECIEES

THOMSON SEMICONDUCTEURS
INGÉNIEUR QUALITÉ POUR LE DÉPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES

Grâce à notre souci permanent de compétitivité et à l'intérêt que nous portons à la qualité, nous sommes aujourd'hui le 1er fabricant français de circuits hybrides. Dans ce contexte le service qualité a un rôle essentiel à jouer et intervient aux points-clés de la vie des produits.
L'ingénieur que nous recherchons aura la responsabilité qualité d'une gamme de circuits. Il proposera pour cette gamme la stratégie qualité et en assurera la mise en oeuvre en animant une équipe de 12 personnes, dont 1 ingénieur et 3 techniciens ; il nous représentera dans de nombreux contacts extérieurs.
Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs électroniciens travaillant depuis 3 ans au minimum dans l'industrie électronique (production, méthodes...) et souhaitant évoluer vers des attributions plus larges et exploiter leur rigueur et leurs qualités relationnelles. Nous sommes basés à 80 km au sud de Paris dans une région agréable.

Faites-nous part de vos motivations professionnelles en adressant votre dossier de candidature (préciser votre rémunération actuelle), sous réf. 79277/LM, à notre DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
THOMSON COMPOSANTS – 101, BOULEVARD MURAT – 75781 PARIS CEDEX 16.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

Electronicien et manager

Systèmes de pointe

Cette société d'études et de réalisations en électronique et micro-informatique a plus que doublé son chiffre d'affaires en 4 ans avec le même nombre de personnes (40) grâce à un fort accroissement du niveau technique de ses interventions et à sa souplesse d'adaptation face aux demandes des clients (secteurs nucléaire, aéronautique, grandes administrations, transport terrestre...). Organisée par centres de profit, elle recherche le responsable *de son département " Systèmes ".*

C'est en fait un Chef de Service Technique qui reçoit une délégation complète du PDG pour diriger 15 ingénieurs et techniciens avec qui il conçoit des solutions sans cesse renouvelées. Totalement maître de sa rentabilité, c'est à lui d'organiser son activité en contrôlant les aspects techniques et commerciaux ainsi que la gestion et le personnel.

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) de fort potentiel, de formation ingénieur ou équivalent (Supelec, A et M, CNAM, etc ..), ayant de solides connaissances en électronique et micro-informatique. Il devra allier mobilité intellectuelle, curiosité technique et capacités à *manager. La rémunération* comporte une part variable liée aux résultats. Poste basé en banlieue Sud Est de PARIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. C036/M à Christine Bernet, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

SM SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

FRALIB

Française d'Alimentation et de Boissons : Lipton, Eléphant, Saveurs du Soir, Royco, Liptonic.

HEC - ESSEC - ESCP...

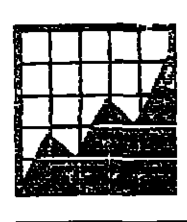
Entre Informatique et Gestion, devenez RESPONSABLE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Dans un premier temps, au sein du Département Informatique, vous prendrez progressivement en charge le développement d'applications concernant des domaines variés de gestion *opérationnelle, à partir* de la définition des besoins par les utilisateurs jusqu'à la mise en route effective des projets.
Dans un deuxieme temps, vous évoluerez vers des fonctions de type contrôle de gestion au sein de la société ou du Groupe Unilever.
Vous êtes prêt à mettre en oeuvre vos qualités d'ouverture, de détermination et de dialogue.

Département Central du Personnel, UNILEVER FRANCE SERVICES 8, Av. Delcassé 75384 Paris Cedex 08. Référence XI/85 M.



UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Patron "action communication" de notre marketing

230 000 +

Nous sommes parmi les leaders d'un secteur très porteur de la distribution Grand Public. Nos armes sur ce marché concurrentiel sont une organisation hyper opérationnelle et un marketing pointu.

Catalogues, promotions, remises, concours... sont parmi les moyens que vous concevez pour attaquer les cibles que notre departement Etudes aura identifiées. Pour ce faire, vous gérez un budget de l'ordre de 120 MF. Bien entendu, vous savez preparer vos actions et *établir des prévisions réalistes en terme de CA. A l'appui des plans de ventes qui* chez nous sont hebdomadaires, vous mesurez l'impact de votre communication, analysez les résultats, réagissez vite aux écarts. Membre du comité marketing, vous refléchissez à plus long terme et travaillez à la conception de nouvelles techniques de promotion. Pour mener à bien cette mission, 12 personnes apportent leurs compétences à l'animateur que vous êtes.

La trentaine au moins, diplômé de l'enseignement supérieur, vous conjuguez à vos qualités de manager une grande mobilité intellectuelle et une imagination réaliste. Une expérience et des résultats prouvés dans le marketing et la promotion des ventes sont impératifs. Le poste est basé à Orléans.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7273 M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

P.M.I. 160 personnes
Siège à Paris - Usine en Normandie
ayant une forte image de marque
recherche son

Directeur Général

350.000 F/an +

Il aura pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie à moyen et long terme de l'entreprise, de proposer puis conduire une politique de développement de produits, d'assurer la *rentabilité de l'exploitation à l'aide de l'outil informatique.*

Ce poste conviendrait à un cadre de 45 ans environ, de formation supérieure commerciale et financière, habile négociateur ayant déjà exercé les plus hautes responsabilités dans une société industrielle et commerciale.

Maîtrise de la langue anglaise souhaitée.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous référence 159 M à C.K.
22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kenvyn

Le Groupe DAMART
- Production
  Ste DESPATURE & Fils
- Distribution
  VPC
  Ste DAMART-SERVIPOSTE
- Magasins Conseil
  Ste BELMART

Directeur

Métropole Nord

La notoriété et l'image de marque de notre Groupe s'appuient sur une recherche constante de la qualité au niveau des produits comme des services.

C'est pourquoi dans l'une de nos filiales de production textile, votre mission consistera à faire évoluer concrètement et quotidiennement nos moyens de production, notamment par l'apport de technologies *nouvelles. Cette évolution constante nécessite la participation et l'adhésion de votre personnel.*

C'est ainsi que pour réussir cette mission passionnante, qui a déjà mené le précédent Directeur à d'autres fonctions dans le Groupe, vous aurez une formation d'ingénieur et une première expérience du management.

Pour une première information, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence DU/M, à Monsieur ARNAL - Société DESPATURE & Fils - 325, rue du Chêne Houplines - 59200 TOURCOING.



CENTRE SOCIAL
ET FAMILIAL
Près de STRASBOURG
recherche

DIRECTEUR

Exp. et formation BEFA.

Env. C.V. à Francine STROBEL,
13, rue Leclerc,
67300 SCHILTIGHEIM.

Fédération Départementale A.D.M.R. 65 Associations Locales employant 65 travailleuses familiales et 800 aides-ménagères à temps partiel recherche

DIRECTEUR

Avec pour fonctions :
- coordination de l'activité générale des associations et du siège, gestion du personnel administr. : 10 pers ;
- suivi relations extérieures avec organismes conventionneurs et partenaires sociaux ;
- étude nouveaux dossiers ;
- expérience vie associative et animation souhaitées.

Envoyer lettre manus., photo et prétentions avant le 30 nov. à
Mme la Présidente de la Fédération A.D.M.R.
B.P. 1457
35016 RENNES Cedex.

Ville d'Angoulême (50 000 hab.)

recrute d'urgence

DIRECTEUR ATELIER MUNICIPAL D'URBANISME

Il assurera l'animation et la responsabilité d'une équipe pluridisciplinaire chargée des missions suivantes études générales :
- Application du droit des sols (compétence complète) ;
- Action foncière ;
- Politique de l'habitat ;
- Actions expérimentales sur quartiers anciens et neufs (projet de quartier, et opération D.S.Q.) ;
- Politique de l'environnement.

Professionnel de haut niveau, il justifiera d'une expérience de 10 ans minimum en aménagement et urbanisme, acquise notamment auprès d'une collectivité locale.

Qualités requises : esprit d'initiative, sens des contacts et goût de l'innovation.

Mode de recrutement :
- Par mutation : Directeur de Service administratif ou architecte en chef, titulaire dans tous les cas d'une formation spécifique en urbanisme ;
- Ou emploi spécifique par référence à la circulaire du 31-1-84 (échelle indiciaire chargée d'études principales IB 772 A 852).

Conditions de diplômes : doctorat de 3e cycle en aménagement ou urbanisme ou diplôme de 3e cycle en aménagement ou urbanisme et licence dans un autre domaine.
Poste à pourvoir en janvier 1986.

Envoyer c.v. détaillé + photo à :
Monsieur le député maire, service du personnel,
hôtel de ville, 16016 Angoulême Cedex,
pour le 7-12-85 dernier délai.

VULCANIC

VULCANIC conjugue la performance à tous les temps. Avec près de 40% du marché national, nous sommes depuis longtemps le premier fabricant français dans le domaine de l'électrothermie industrielle. Nos ambitions vont plus loin : *pour renforcer cette position sur notre marché,* nous confions de nouvelles fonctions à notre Directeur Commercial actuel.
Nous vous proposons de lui succéder.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Homme de terrain autant que stratège, vous serez responsable de l'ensemble de la démarche commerciale de la Société :

Vous formerez et animerez notre équipe de vente, (40 personnes) dans le cadre des politiques que vous aurez définies en liaison avec notre Direction Générale.

Vous serez l'homme de la communication : la publicité et *la promotion de notre image de marque* feront plus particulièrement partie de vos attributions. Vous devrez aussi superviser l'étude de notre marché et le positionnement de nos produits.

Votre formation supérieure et une expérience similaire sont vos meilleurs atouts, même si vous n'avez pas encore la quarantaine.

Innover et développer vous intéresse ?

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à J.F. GUITTON-VULCANIC
48, rue Louis-Ampère - ZI Les Chanoux
93330 NEUILLY-SUR-MARNE

Entreprise du secteur tertiaire,
N° 1 sur le marché national,
recherche pour son siège à LYON

DIRECTEUR FINANCIER

La fonction, rattachée au P.D.G., comprend :
- la définition de la politique financière de l'entreprise,
- la direction de l'ensemble comptabilité-gestion,
- l'animation d'un groupe de projet préparant la mise en place d'une exploitation analytique informatisée (horizon 87),
- *la supervision des services administratifs.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 639 M à Alain SARTON

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

La Société Civile de Saint-Jean de Dieu cherche pour son Etablissement de DINAN (Côtes-du-Nord). Hôpital Psychiatrique Privé (800 lits, 600 salariés environ), un

Directeur d'Hôpital H/F

qui assurera toute la gestion administrative et financière

Une expérience acquise dans le *milieu hospitalier,* psychiatrique, ou à défaut dans une importante collectivité du secteur social serait un atout extrêmement apprécié.
Agréable logement de fonction.
Salaire en rapport avec les références.

Ecrire avec C.V. et prétentions à
Madame D'ORNANT - FIDAL - PARIS

FIDAL PARIS 18 Bis rue de Villiers 92303 Levallois-Perret







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Important bureau d'études français, dans le cadre de son développement en EXTRÊME-ORIENT et AFRIQUE

recherche

- **INGÉNIEURS HYDRAULICIENS**
  (Alimentation en eau, assainissement urbain, hydraulique fluviale).
- **SPÉCIALISTES en TRAITEMENT D'EAU ET ÉPURATION**
- **SPÉCIALISTES de L'ENVIRONNEMENT**
  (Hydrobiologie, études d'impact, ...)
- **SPÉCIALISTES GESTION et FINANCES de SERVICES PUBLICS**
  (Eau, assainissement, déchets).

Ayant expérience étranger, notamment pays en développement :
- recrutement ou missions de consultant ;
- pour études générales, d'exécution ou contrôle de chantier ;
- anglais bien maîtrisé vivement souhaité, départ rapide envisageable.

Merci d'adresser lettre avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 314.255 M,
LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



TéléDiffusion de France

Etablissement public de l'Etat dont la mission principale est la diffusion du service public de la *radio* et de la *télévision recherche pour sa direction régionale Ouest à RENNES.*

UN(E) RESPONSABLE DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA COMMUNICATION INTERNE

De formation supérieure Bac + 4, ce cadre devra avoir d'excellentes aptitudes pour le contact humain, la pratique d'une langue étrangère, l'expérience et la connaissance du secteur audiovisuel *sont vivement souhaitées.*

Les candidatures (lettre, c.v., photo) devront être adressées à :
T.D.F., avenue de la Belle-Fontaine, B.P. 79
35510 CESSON-SÉVIGNÉ - Sous réf. : Recrutement CRE.





VENEZ REJOINDRE UNE EQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE !

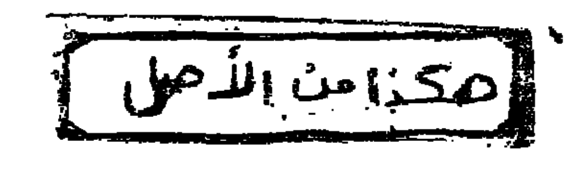
L'environnement :
- la grande distribution,
- une technologie performante (3 x 4341 - 4361 - 8100 - micro ordinateur),
- une politique d'expansion très agressive,
- des hommes qui font notre succès.



- Formation supérieure.
- Rompus à la conduite de projets informatiques.
- Promoteurs de solutions nouvelles.

Si vous pensez que le dynamisme, la qualité de contact, le travail rigoureux et surtout les résultats sont la clé du succès, nous aurons les moyens de votre ambition. Pour un premier contact, adresser C.V., photo et prétentions à Michel BONEYDS, LA RUCHE MERIDIONALE, 2, rue Jean-Baptiste-Pérès, 47000 AGEN.

LA RUCHE MERIDIONALE
AIMER VIVRE ET TRAVAILLER DANS LE SUD-OUEST







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



INGENIEURS COMMERCIAUX
(ELECTRONICIENS, ELECTROMECANICIENS)...

Doté nécessairement d'une formation technique et d'une expérience de 2 à 5 ans dans la vente de biens d'équipements électriques, électroniques et/ou électromécaniques, vous avez prouvé qu'un bon technicien peut être aussi un bon commercial. Vous pensez qu'il est temps de «fonctionner» de façon plus autonome. Nous vous proposons de **lancer et développer une agence commerciale** à **Amiens** ou **Avignon,** bénéficiant pour cela des appuis de l'un des plus grands constructeurs mondiaux d'automates programmables.
Outre une rémunération fixe, vous bénéficierez d'un intéressement bien sûr lié à vos résultats.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 8556 MA à notre Conseil, le Cabinet **ROUBEIX DECISION,** 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS.

DESSEIN

FRANCHE COMTE — ELECTRONIQUE

Devenez le futur directeur du personnel de notre groupe. (2 500 personnes).

Le titulaire actuel de cette fonction est appelé à occuper d'ici 1 à 2 ans des responsabilités plus importantes. En vue de le remplacer, notre Société qui fabrique des composants électromécaniques souhaite engager dès maintenant un

Chef du personnel

Il devra assurer, dans un premier temps, la gestion de 600 personnes dans un établissement industriel en Franche Comté.
Bras droit du présent directeur du personnel, vous devrez donc être capable d'assurer immédiatement **la couverture de la totalité d'un service du personnel.**
Si vous possédez une formation supérieure (ingénieur ou sciences juridiques ou sociales), si vous avez déjà plusieurs années d'expérience acquise nécessairement dans la fonction personnel et ce, si possible dans un secteur industriel, si vous parlez l'anglais couramment, vous avez vraiment le profil pour devenir notre futur directeur du personnel, avec bien entendu, une rémunération attractive dès le départ et rapidement évolutive.



Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions en précisant la référence 825 et un numéro de téléphone à Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup.
Discrétion assurée.

Guy Postel

Moteurs de fond et systèmes de Mesure en forage pétrolier — **GRENOBLE**

Diriger et organiser 70 ingénieurs et techniciens

Cette unité décentralisée d'un important groupe industriel français, conçoit, développe et industrialise différents types de moteurs de fond et de système de mesure utilisés en forage pétrolier. Leader mondial sur son marché, elle a pour clients les principaux groupes multinationaux. Elle regroupe 70 ingénieurs et Techniciens très qualifiés dans les domaines Mécanique, Electronique, Informatique, Achats et Gestion de sous-traitance. Elle connaît une phase de très forte évolution et son budget R&D représente une part importante de son chiffre d'affaires.
Elle vous propose, dans une première phase, de seconder le Responsable de l'activité pour améliorer la structure de l'unité et la gestion de ses moyens face aux différentes lignes de développement. Vous prendrez ensuite en charge, à court terme, aux plans humain, technique et financier, l'essentiel des activités de l'unité. Ce poste, qui offre de larges perspectives d'évolution, convient à un Ingénieur Centrale, ENSAM ...d'une dizaine d'années d'activité professionnelle. Il nécessite l'expérience de la conception mécanique et de la coordination d'équipes pluridisciplinaires en milieu technique évolutif. La pratique de l'Anglais est indispensable.
Merci d'adresser lettre man. CV et prétentions sous réf. 4082/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

Publival

sélé CEGOS

Séduisante mutuelle cherche jeunes diplômés en vue union durable à la campagne

Vous êtes ingénieur, ESC, maîtrise (économie, gestion, droit...).
Vous avez des connaissances en organisation : tant mieux, vous les mettrez rapidement en pratique.
Vous ignorez tout de l'organisation : tant pis, vous vous formerez "sur le tas" et nous vous y aiderons.
En liaison permanente avec les services techniques vous étudierez puis participerez à la conception de nouvelles procédures de gestion de nos contrats d'assurances.
Ensuite vous assurerez la formation des utilisateurs.

Votre intégration dans le service organisation sera facilitée par la jeunesse de ses membres et... votre esprit d'équipe.
Votre réussite dans ce service sera un atout pour une évolution au sein du Groupe.
Votre poste est basé au siège social des Mutuelles Unies qui constituent avec d'autres partenaires l'un des premiers groupes privés français d'assurances. Installé en pleine nature à 10 km de ROUEN.
Envoyez votre C.V. + lettre manuscrite s/réf. AG 30 à Melle PAVAGEAU, Service du Personnel. MUTUELLES UNIES 76029 ROUEN Cedex.

mutuelles unies

Ville de VILLEFRANCHE (Rhône)
recrute par voie de concours sur titres un secrétaire général adjoint, titulaire d'une licence, ou d'un diplôme équivalent. Recrutement au 1er janvier 1986. salaire mensuel net de début de carrière 7 400 F.

Envoyer candidatures avec c.v. et copie des diplômes à Monsieur le Maire de Villefranche, Service du Personnel, B.P. 419, 69653 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE CEDEX, avant le 12 décembre 1985.

LA GESTION HOSPITALIÈRE UN NOUVEAU DIPLOME D'UNIVERSITÉ A LYON

- Formation de cadres de gestion en secteur médical et socio-médical.
- Durée : 10 mois, de janvier 1986 à octobre 1986.
- Enseignement alterné avec 24 semaines au centre et 12 semaines en mission, ou en intervention sur le terrain, dans différents établissements.
- Diplôme agréé par la formation permanente et Promofaf.
- Niveau requis : bac + 2 (DEUG, diplôme d'infirmier(e), B.T.S.).
- Niveau de sortie : diplôme d'université de gestion en milieu hospitalier, niveau attaché de direction.
- Sélection au mois de décembre : dossier + entretien individuel.

Pour tout renseignement : Université Claude-Bernard
I.U.T., département G.E.A.
secrétariat : 78, 93, 03, 27, poste 321.



Un des postes clef dans l'entreprise.



homme ou femme

De formation supérieure en Droit, une première expérience du Bâtiment acquise en entreprise ou dans un service contentieux en Assurance lui a permis de se familiariser avec les techniques de construction, ainsi que celle du Droit spécifique à ce secteur et plus particulièrement en matière de **GARANTIE DECENNALE.**
Par sa rigueur, sa perspicacité, et son esprit de synthèse ce candidat contribuera aux résultats de l'entreprise en :
- *Apportant un conseil juridique dès l'analyse du cahier des charges.*
- *En se substituant avec succès aux hommes de terrain pour les problèmes de contentieux (constitution des dossiers difficiles, proposition des solutions satisfaisantes).*

Au-delà de la technique ce poste exige d'excellentes qualités relationnelles pour devenir un interlocuteur privilégié dans l'entreprise.
Après une formation, à Paris, aux méthodes de notre groupe, le candidat prendra ses fonctions à Rennes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV, photo et prétentions à
CIB-Recrutement,
10 rue Vandrezane
Tour Onyx - 75013 Paris.

Rétablissement financier, échelon régional d'un important réseau national recherche

Responsable comptabilité banque (H/F)

Rattaché au Directeur Financier, le titulaire du poste prend en charge la comptabilité de la société et de 2 GIE (bilans, comptes de résultats, fiscalité...) Il devra mettre en place la comptabilité analytique et le contrôle de gestion et assurera la production des états comptables destinés à la commission bancaire, à l'administration fiscale et aux organes centraux.

Il a un rôle important à jouer pour l'apport d'idées nouvelles et la concertation avec les autres départements : crédit, titres et informatiques. (Mise en place de génération automatique des écritures).

Le candidat souhaité a 30 ans minimum, une formation supérieure de gestion + DECS. Familiarisé avec l'informatique de gestion, il a une expérience d'au moins 3 ans comme responsable ou adjoint d'un service de comptabilité de banque. Ce poste est basé dans une GRANDE VILLE UNIVERSITAIRE DE L'OUEST.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 7853 LM à HAVAS EMPLOI 16, av. de Crimée 35200 Rennes qui transmettra

HAVAS EMPLOI

La F.R.A.C. Auvergne (Fonds régional d'art contemporain Auvergne) recrute

UN ADMINISTRATEUR

Le profil du poste correspond aux critères suivants :

- L'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de conservateur de musée ;
- Une connaissance approfondie de l'art du XXe siècle et en particulier de l'art d'aujourd'hui dans sa diversité ;
- Une expérience de la conservation des œuvres contemporaines, du montage d'exposition et de la gestion ;

La rémunération mensuelle correspondra à l'indice brut 506 de la fonction publique et suivra l'évolution de cet indice.
Les dossiers de candidature devront comprendre :
- Un c.v. ;
- Copies des titres et diplômes ;
- Tout document susceptible de faire valoir les connaissances et l'expérience du candidat.

La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée impérativement au 15 décembre 1985.
Les dossiers de candidature seront envoyés à : Monsieur le Président du FRAC Auvergne, hôtel de Chazerat, 4, rue Pascal. 6300 CLERMONT-FERRAND.

LA VILLE DE SAINT-ÉGRÈVE
Isère - 15.000 habitants proche de Grenoble recherche un

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Chargé de la coordination des services sociaux, sports, scolaire, culturel, affaires économiques, emploi, état civil, et affaires intercommunales.

Candidatures à adresser à : M. le Maire au plus tard le 29 novembre, 38120 SAINT-ÉGRÈVE.

COMMISSAIRE AUX COMPTES

clientèle audit nationale et internationale recherche pour

LYON CHEF DE MISSION

Envoyer c.v., M.P.A., réf. 5 519, B.P. 2 356, 69216 Lyon Cedex 02.

CHEF DU SERVICE COMMERCIAL

pour prendre en charge son service commercial et la distribution d'un produit de grande consommation, un groupe agro-alimentaire souhaite engager un cadre de formation supérieure (AGRO, HEC, ESSEC, SUP DE CO) disposant d'une certaine expérience.
Résidence en province à 2 heures de Paris

Ecrire avec C.V. et références sous no 314.258 M, LE MONDE PUBLICITÉ 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

Spécialiste Gestion Obligataire

Banque - Paris

Importante Banque française de dépôts en fort développement, nous recherchons pour notre **Direction des Affaires Internationales,** située à Paris, un spécialiste de la Gestion Obligataire.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure (actuaire).

Son expérience (4 à 5 ans) dans un domaine similaire lui a permis de se familiariser avec le marché international. Par ailleurs il possède une excellente maîtrise de la **langue anglaise.**

Pour un élément de valeur, ce poste évolutif présente d'intéressantes perspectives de carrière au sein de la banque, en particulier dans le domaine commercial.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3715 et le nom des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

---

notre temps LE MAGAZINE DE LA RETRAITE

Notre développement nous place parmi les magazines leaders sur le marché (1 million d'exemplaires).
Mensuel d'information et de services, nous avons participé au développement du monde de la retraite, et la confiance que nous accordent nos lecteurs en est la preuve. Pour compléter notre équipe rédactionnelle, à la suite d'une promotion interne, nous recherchons :

JOURNALISTE EXPÉRIMENTÉ

pour lui confier une rubrique sur la vie familiale et personnelle des retraités (couple, problèmes féminins, relations inter-générations, etc.). Outre la réalisation d'enquêtes, d'interviews et de dossiers, il (elle) animera une équipe de collaborateurs extérieurs. Ce poste conviendrait à un professionnel confirmé, motivé par les centres d'intérêt de ce public, et qui, dans une structure légère, participera étroitement à la vie du journal.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + CV sous référence **MLA/427 à Bayard Presse,** Direction du personnel, 3, rue Bayard, 75008 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Marque Haut de Gamme
recherche pour l'ouverture d'une nouvelle Boutique Paris 8e

RESPONSABLE VENDEUSE

Ayant une expérience de plusieurs années de la vente et de la gestion d'une boutique de produits de luxe. Anglais indispensable.
La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 19032 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Responsable Administratif et Comptable

Notre vocation l'Edition, notre C.A. 50 millions de F, et... une croissance qui nous fait rechercher notre RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE.
Dépendant du Directeur Général, aidé par une Assistante, vous aurez la responsabilité de toute la comptabilité, établirez le bilan, vous gérerez la trésorerie, participerez pleinement à l'informatisation.
Vous y ajouterez les achats, le juridique, les procédures administratives.
Pour ce poste varié, autonome, vous devez avoir le DECS et une expérience de 4 à 5 ans en Entreprise ou Cabinet où vous avez su prouver vos compétences ; notre équipe est jeune, nos produits aussi.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., sous référence 20509 M à Madame Claude FAVEREAU.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

ARCOMAN

FICHET-BAUCHE

leader dans le domaine de la SÉCURITÉ
recrute pour
sa Direction Administrative et Financière

un assistant contrôle de gestion

Votre mission

- intervenir sur les différents établissements du groupe en France et à l'étranger
- prendre en charge ponctuellement diverses études à caractère économique.

Votre Profil

- Formation ESC maîtrise de gestion ou équivalent avec si possible une première expérience professionnelle.
- Connaissance d'au moins 2 langues étrangères

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. M 27 à la Direction des Relations Humaines
15/17 avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY.

SODETEG

FRANCE-EXPORT

GESTIONNAIRES D'AFFAIRES

Nous sommes l'une des plus importantes Sociétés françaises d'Ingénierie. Notre activité concerne la réalisation de projets d'investissements en France et à l'exportation.

Notre métier consiste à apporter à nos clients les meilleures solutions techniques dans le cadre d'une parfaite maîtrise des coûts et des délais.

Les gestionnaires que nous recherchons seront intégrés au sein des Directions opérationnelles, organisées en centres de profit. Leur mission consiste à veiller au bon déroulement des affaires : établissement des prix de revient prévisionnels, prévision et contrôle permanent des budgets, analyse et proposition des solutions améliorant la rentabilité...

Vous justifiez d'une formation supérieure, d'une forte personnalité et d'une première expérience acquise en Sociétés de service, d'Audit, d'Ingénierie ou entreprise générale. De plus, vous maîtrisez bien l'Anglais.

Merci d'écrire à Ch. SANCHEZ - sous réf. 1013/LM - SODETEG - 9, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

THOMSON
INDUSTRIE ET INGÉNIERIE

HAVAS CONTACT

Jeune Responsable Trésorerie et Analyse Financière

Nos objectifs de développement amènent la Direction de notre Etablissement Financier à créer, à Paris, le poste de **Responsable Trésorerie et Analyse Financière.**

Rattaché au Directeur Financier, votre mission sera double :

- Etablir et fiabiliser les prévisions annuelles, trimestrielles et mensuelles de trésorerie (flux de l'ordre de 300 MF), en assurer le suivi, optimiser le choix des placements.
- Simultanément, procéder à des études et analyses financières.

Nos souhaits pour ce poste évolutif : une formation Grande Ecole Commerciale, une expérience de 2 à 4 ans dans une fonction similaire, de préférence en entreprise, une pratique de l'informatique en temps réel. Votre personnalité, vos capacités à analyser, dialoguer, prouver seront les critères déterminants du choix.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 15 8304 M, à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 42.93.18.72

---

des relations publiques à la communication... pour l'évènement !

Derrière ceci se cache un grand projet professionnel. L'enjeu est un important établissement hôtelier parisien de 4 étoiles luxe de grande capacité qui bénéficie d'une importante infrastructure.

Vous serez chargé de développer la **communication** interne et externe de l'établissement.

Rattaché à la Direction Générale, en amont et aval de l'action commerciale propre vous développerez la **promotion.** L'importance du complexe et de sa fréquentation vous donnent tous les moyens de **créer et développer** L'ÉVÈNEMENT : congrès, expositions, défilés, soirées de galas, rencontres, mais également **"gérer"** l'inattendu que réserve le show business, le monde politique ou la famille royale. Vous avez 35 ans et plus, un vécu professionnel en agence, entreprise ou autres "institutions", une bonne pratique de l'anglais et la charisme nécessaire à ce job.

La connaissance du milieu "médiatique" aux personnalités du tout Paris vous donnent la totale dimension pour cette recherche.

Nous restons très ouvert à vos références.

Merci d'adresser votre candidature C.V. + photo sous réf. RW 11/85 à Bernard JOUSLIN
NORAY CONSULTANTS
41, Bd. du Montparnasse - 75006 Paris - Tél. : 42.22.52.90
Réponse et discrétion garanties - Membre de la CSNCR

bleu

La Direction des Sociétés de Financement de

PEUGEOT S.A.

recherche pour son service :

ORGANISATION ET INFORMATIQUE

CONTROLEUR TECHNIQUE DES OPÉRATIONS INFORMATIQUES

MISSION : basé à Paris, il devra mettre en place les méthodes et le suivi technique informatique des filiales étrangères.
En assurer le contrôle en apportant l'assistance et les conseils nécessaires.
Ce poste nécessite de fréquents déplacements de courte durée en Europe et la connaissance de l'anglais.
Il conviendra particulièrement à un cadre informaticien ayant une expérience réussie de responsable d'exploitation d'un centre d'importance moyenne.
Connaissance du matériel et des logiciels BURROUGHS 1900 indispensable.

Adr. c.v. à la Gestion du Personnel de PEUGEOT S.A., 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS. Discrétion assurée.








sonauto s.a.

recherche

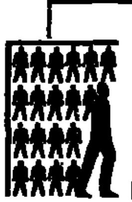
conseiller de gestion

Il sera chargé du suivi de la gestion du réseau des concessionnaires :
PORSCHE - MITSUBISCHI - SEAT - YAMAHA

Le candidat devra habiter sur le secteur qui lui sera défini.
Le poste convient à une personne de formation ESC ou maîtrise de gestion ou Sup de Co + DECS et possédant une première expérience.
Déplacements fréquents. Voiture de fonction fournie.

Merci d'adresser votre C.V., prétentions et photo
SONAUTO S.A. - Service du Personnel
BP 479 - 95005 CERGY-PONTOISE CEDEX

bleu



POUR UN INGENIEUR ELECTRONICIEN ELECTROMECANICIEN :
UN GRAND NOM A PLACER EN EUROPE.

APRIL : 500 personnes, un CA supérieur à 1 MF/salarié, la place convoitée de n°1 français de l'automate programmable. Forts de ces succès, nous sommes décidés à accentuer nos parts de marchés en Europe.
Cela passe par une politique de distribution efficace, menée par un commercial jeune et dynamique. Pour animer et développer le réseau existant, il est nécessaire de se montrer à la hauteur sur un plan technique. *Votre formation d'ingénieur électronicien ou électromécanicien vous y a bien préparé.* Mais vous serez véritablement l'homme de la situation, seulement si vous pouvez justifier d'une première expérience commerciale export dans la vente de biens d'équipements. *La pratique courante de l'anglais sera en outre indispensable* dans les nombreux déplacements que vous effectuerez, depuis Paris, dans toute l'Europe.
Adressez votre candidature sous référence 8555 M à notre Conseil, le Cabinet **ROUBEIX DECISION** — 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS.

DESSEIN

ORGANISATION BINATIONALE A PARIS

recherche :

UN(E) CHEF DE SERVICE (H./F.)

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE
TRÈS BON BILINGUE FRANÇAIS/ALLEMAND

POSSÉDANT :

- Une expérience des institutions publiques.
- Une connaissance des structures de jeunesse dans le domaine FRANCO-ALLEMAND et des institutions européennes.
- Une expérience professionnelle de travail en équipe.
- D'excellentes qualités rédactionnelles (français).
- De solides connaissances d'allemand (pour traductions).

LE POSTE EST A POURVOIR IMMÉDIATEMENT

Adr. lettre manuscrite avec c.v., photo et prét. à O.F.A.F., RHOENDORFER Strasse 23, D.5340 BAD HONNEF 1.

Ingénieur des ventes

HYPERFREQUENCES *ILE DE FRANCE*

P.M.E. fabriquant des composants hyperfréquents pour les Grands de l'électronique (70 personnes, 25 % du C.A. à l'export) recherche un collaborateur pour analyser les besoins de la clientèle située principalement en Ile de France, négocier avec les services achats, suivre les projets en B.E. et assurer la liaison avec les responsables de la fabrication.
Ce poste conviendrait à un ingénieur ou universitaire, expérimenté, spécialisé en hyperfréquences, âgé d'environ 30 ans.
L'anglais courant est indispensable et des déplacements éventuels sont à prévoir dans toute la France.

IDL

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 423 LM à L. et D. LAVAUD
IDL CONSEIL - (16) 32 37 56 82
Le Mesnil Chaudron - 27220 JUMELLES.

Pierre Lichtel S.A.

---

sfim

SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, (91) MASSY

recherche pour ses DEPARTEMENTS ETUDES

INGENIEURS PROJETS

Diplômés SUP AERO, ENSI, A et M, etc.

Débutants ou première expérience pour études de systèmes - conception - analyse des performances - avant projets destinés au guidage et à la navigation aéro spatiale.

Ecrire avec C.V. et prétentions,
Direction des Affaires Sociales - B.P. 74
91301 MASSY CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUD DE PARIS
recherche

CONDUCTEUR DE TRAVAUX EN ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE

ayant au moins 5 ans d'expérience en préparation, suivi et mise en route de chantiers d'électricité industrielle B.T.
Pour ce poste : sens du commandement nécessaire.
Déplacements France et étranger.
Adr. c.v. et prét. à SIETAM, service Montage
42-48, avenue du Président-Kennedy,
91170 VIRY-CHATILLON, s/réf. 1333.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

GROUPE BANCAIRE

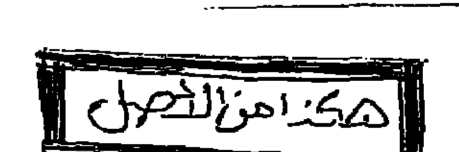
(R.E.R. Nanterre - Préfecture)
recherche dans le cadre de son expansion

2 CHEFS DE PROJET HF

chargés du développement des nouveaux services à la clientèle, s'appuyant sur les nouvelles technologies, en particulier dans le domaine monétaire.

Le profil demandé est celui d'un ingénieur ou équivalent, ayant 5 à 6 ans d'expérience ; faisant preuve de très bonnes qualités relationnelles (relations fréquentes avec les clients, équipes informatiques internes, unités du groupe : direction de l'exploitation, responsables de clientèles).

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions N. 4968
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



GILSON INTERNATIONAL

Nous concevons, nous fabriquons, nous commercialisons à travers le monde, des instruments scientifiques pour la recherche, dont la fiabilité est réputée.

Dans le cadre de nos diverses activités, nous imposons notre efficacité dans le domaine de la **MANIPULATION D'ECHANTILLONS LIQUIDES** (manuelle ou automatique et programmable). Nous commercialisons nos innovations sur un marché international porteur.

Il y a : une bonne gamme à faire vivre,
des produits nouveaux à définir,
de l'original à promouvoir, pour un

CHEF DE PRODUITS

VOUS êtes **ingénieur** électro-mécanicien, électronicien, (ou équivalent) ? vous avez une expérience d'ingénieur en recherche-développement ou de chef de produits dans l'instrumentation biologique ou biotechnologique ? vous évoluez aisément dans la programmation informatique ? vous maîtrisez *parfaitement* l'anglais ?

Ecrivez donc à Catherine RENAUD

Vous n'ignorez pas l'importance du service après vente pour un constructeur qui doit savoir comment se comporte son parc.

C'est pourquoi nous cherchons un

ASSISTANT DU RESPONSABLE S.A.V.

(MARKETING INTERNATIONAL)

Avec un **B.T.S.** d'électromécanique ou d'électronique, une solide *expérience professionnelle* en **S.A.V.** dans l'instrumentation scientifique ou le matériel de labo, une aisance particulière en micro-informatique et une pratique parfaitement courante de l'anglais, vous pourriez prendre utilement contact avec nous.

Ecrivez donc à Norbert DEMARCQ

Nous sommes reconnus pour nos systèmes automatiques de **C.L.H.P.** et de **PREPARATION D'ECHANTILLONS LIQUIDES** vendus à travers le monde.

Pour évaluer les performances de nouveaux systèmes et développer de nouvelles applications nous recherchons un

RESPONSABLE DU LABORATOIRE

D'EVALUATION INSTRUMENTALE

Votre qualification de **physico-chimiste**, votre intérêt pour la biochimie et les biotechnologies, votre connaissance de la **C.L.H.P.** et des techniques associées, votre solide expérience de l'instrumentation et une connaissance (même légère) de l'industrie, sans oublier votre parfaite maîtrise de l'anglais, constitueraient d'excellentes raisons de vous intéresser à nos activités de marketing.

Ecrivez donc à Vincent OBERTHUR

GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta - 95400 VILLIERS LE BEL

CONSULTANT CONFIRME

Nous sommes un Cabinet de Conseil en Ressources Humaines et nous exerçons la majeure partie de notre activité dans des actions de

recrutement

par approche directe ou par annonces. Notre clientèle comprend aussi bien des grands Groupes français ou étrangers que des PME, PMI.

Nous sommes actuellement 3 consultants et notre but est d'atteindre la taille optimum de 4 ou 5. Nous sommes donc prêts à accueillir un ou deux consultants déjà confirmés, ayant un projet personnel proche du nôtre. Seront-ils salariés ou associés ? Nous sommes très ouverts.

Merci de nous écrire sous référence M/Consultant. Bien entendu nous nous engageons à une totale discrétion et à une réponse rapide.

chp **CABINET Henri PHILIPPE**
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM

Le contrôle de gestion : une fonction clé chez Schlumberger.

Flonic, filiale industrielle du Groupe Schlumberger, spécialisée dans la Mesure et la Régulation, recherche pour sa division gaz un

Contrôleur de gestion

Responsable du contrôle de gestion d'une unité, vous vous appuyez sur les services informatiques, comptabilité générale et comptabilité industrielle.
Agé de 28-30 ans, de formation supérieure, une expérience d'environ 5 ans dans une fonction similaire au sein d'une grande entreprise américaine vous a familiarisé avec l'informatique, le reporting anglo-saxon, le cost-accounting...
Adaptable et mobile, vous encadrez une équipe de 12 personnes.
La connaissance de l'anglais est impérative.
Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo + rémunération actuelle) sous réf. 3339 à Ph. Albert, Flonic, Service du Personnel, 420 rue d'Estienne d'Orves 92700 Colombes.

FLONIC
Schlumberger

média-system

SODETEG T.A.I.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE ET D'AUTOMATIQUE INDUSTRIELLE
FILIALE DE SODETEG – GROUPE THOMSON

Nos 500 collaborateurs (plus de la moitié sont Ingénieurs) conçoivent et mettent au point des systèmes informatiques complexes, de haut niveau technologique dans des domaines variés : ***production et transport de l'énergie, gestion automatisée, productique*** *(leader français des systèmes de conduite* ***d'ateliers flexibles), réseaux de télécommunications, systèmes transactionnels, ingénierie des courants faibles, etc.***

LA PROGRESSION CONSTANTE DE NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES, DONT 60 % EST RÉALISÉ A L'EXPORT, NOUS CONDUIT A RENFORCER NOS ÉQUIPES.

INGÉNIEUR COMMERCIAL PRODUCTIQUE

De formation Grande École (ENSAM, ENSM, INSA...), vous avez acquis une expérience commerciale dans le domaine de l'informatique industrielle.

Vous serez chargé de la prospection et de la vente des systèmes développés par le Département Productique Industrie. (Réf. 1/LM)

INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES

De formation Grande École. Vous avez acquis une expérience significative des systèmes informatiques TEMPS RÉEL et de la conduite d'affaires clé en main.

Vous êtes intéressés par les systèmes de productique automatisée et les ateliers flexibles.

Véritable CHEF D'ENTREPRISE vis-à-vis de vos clients et de vos partenaires, vous dirigerez les équipes de développement et de réalisation jusqu'à l'installation sur site. (Réf. 2/LM)

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Vous avez deux ou trois ans d'expérience, une bonne connaissance de l'un des domaines suivants :

- *Calculateur VAX ou SOLAR ou 6800 ou Mini 6,*
- *Langages PASCAL, FORTRAN 77, C,*
- *systèmes VMS, UNIX, RTES D, GCOS 6,*
- *systèmes de bases de données (Socrate apprécié).*

Intégrés à l'équipe de projet en vue de réaliser les tâches d'analyse, programmation et tests fonctionnels, vous participerez à la réalisation d'un grand projet à dominante TEMPS RÉEL dans le domaine de l'énergie. (Réf. 3/LM)

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi, à la Direction des Affaires Sociales, SODETEG T.A.I. – Mlle MANDIN, 283, rue de la Minière, B.P. 11 – 78530 BUC.

THOMSON
INDUSTRIE ET INGÉNIERIE

HAVAS CONTACT

Ingénieur Responsable de l'Entretien du Patrimoine

(Parc de 20 000 Logements)

Le développement de notre Entreprise d'Aménagement et de Construction nous amène à créer, en proche banlieue parisienne est, le poste : RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN DU PATRIMOINE.

Rattaché au Siège à la Division Entretien et Maintenance, vous mettrez en place une méthodologie s'appuyant sur une informatique élaborée pour établir et suivre le programme pluriannuel d'entretien. Vous apporterez un réel appui technique aux antennes, aux techniciens, en validant les diagnostics, *contrôlant les dossiers techniques, les coûts, l'exécution d'importants travaux.*

Ce poste évolutif intéresse un jeune Ingénieur ENSAIS, ESTP, INSA..., ayant impérativement une première expérience de deux à trois ans dans le bâtiment, principalement dans le second œuvre.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 35 2704 M, à Marion DELPARD.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 42.93.18.72

Futur chef des services comptables

VERGER DELPORTE : 2 500 personnes, 850 MF de C.A., occupe une position de premier plan sur le marché des installations électriques, installations téléphoniques et courants faibles ainsi que sur celui des constructions électriques et automatismes complexes.

Sa Direction Financière renforce ses structures et recherche son futur Chef des Services Comptables : 28 ans minimum, de formation *supérieure* et titulaire du DECS complet, justifiant d'une expérience *réussie* en milieu industriel (si possible à établissements multiples) ou en cabinet d'expertise comptable.

Tout d'abord chargé de missions spécifiques portant sur le développement des procédures comptables et le suivi de leurs applications, vous évoluerez vers la responsabilité des services comptables de l'entreprise (paye, trésorerie, clients-fournisseurs, comptabilité générale et analytique). Vous interviendrez dans un contexte informatisé et vous participerez à son développement.

Ce poste, basé à CLICHY (92), s'accompagne de déplacements de courte durée en province.

Merci d'adresser votre dossier, s/réf. 1447/LM, à notre *Conseil* **Jean-Claude MAURICE** - 12, *rue* de Ponthieu - 75008 PARIS ou transmettez-le à **C.V. PLUS** en composant le 43.59.40.25 sur *votre Minitel.*



MEDIA BL

Développez les outils de management d'un groupe financier

sovac

Important GROUPE FINANCIER privé (2000 personnes, 117 agences) spécialisé dans le financement des entreprises et des particuliers, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité en France.

Notre ***DIRECTION*** *des* ***ETUDES FINANCIERES*** *travaille dans un environnement informatique évolué et utilise des outils d'aide à la décision très élaborés. Elle cherche à s'adjoindre un jeune diplômé Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Gestion*

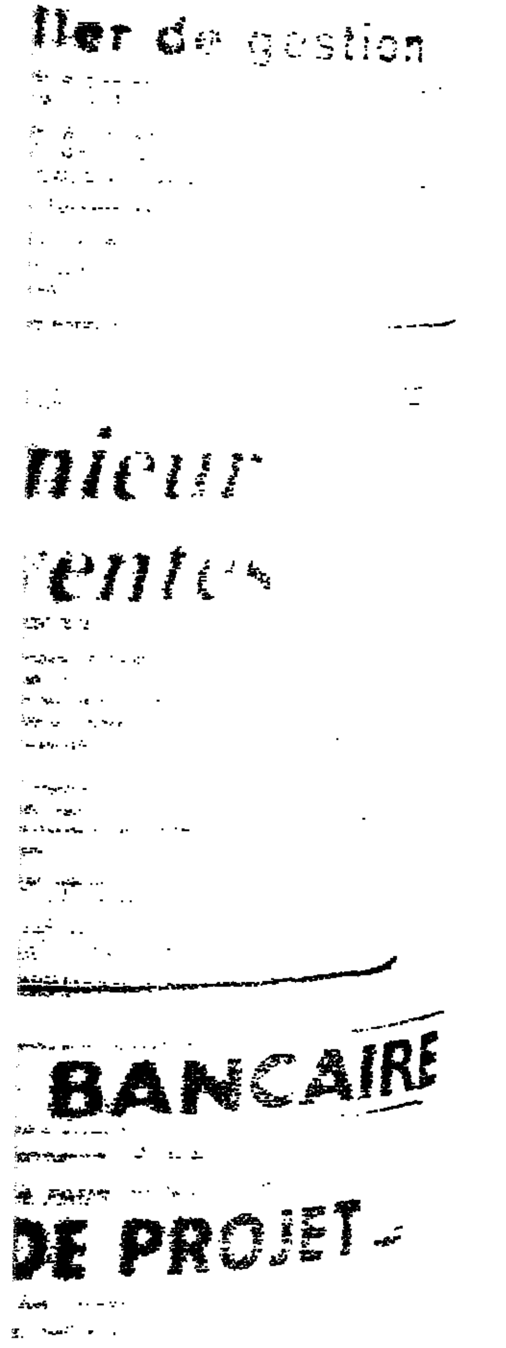
MINES, CENTRALE, HEC, ESSEC, SC. PO...

débutant *ou ayant une courte* ***expérience professionnelle.***

A partir d'une banque de données statistiques que vous mettrez en place, vous serez chargé de concevoir pour la Direction Générale et les Directions Opérationnelles un système d'information, d'animation et de pilotage de l'ensemble des activités de notre groupe. Cette mission de 15 mois environ vous mettra en contact avec nos différents services et vous donnera une vision globale du fonctionnement d'un groupe financier. Vous serez alors à même de prendre un autre poste de responsabilité dans l'une de nos directions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 5113 M à notre Conseil, CINOREN, 69 rue Lafayette - 75009 Paris.

cinoren



ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/col TTC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Un important organisme financier, implanté dans le Nord de la Région Parisienne, recherche

JEUNES INGENIEURS-CONSEIL

Ils se verront confier des missions à haut niveau entre autres :
- l'élaboration de plans informatiques,
- la réalisation de cahiers des charges,
- l'étude de configurations et de progiciels que ce soit dans le domaine informatique ou bureautique.

Ils posséderont une formation supérieure, une première expérience, de préférence dans le domaine bancaire et de réelles qualités de relations et le sens du dialogue : ils devront savoir convaincre et non imposer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions) sous référence 19914 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche

INGÉNIEURS SYSTÈMES

orientés base de données

INGÉNIEURS

MICRO COMPATIBLE PC

Salaires très motivants. Si intéressé, téléphoner au 48-74-38-23.

Filiale Groupe International recherche urgent

PROF. D'ANGLAIS

(langue maternelle U.S.A.) travail à mi-temps en entreprise Paris-4e et proche banlieue sud. Envoyer lettre C.V. + photo, nº 83.460, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

Clinique importante Banlieue Nord-Est recherche

SURVEILLANT(E) GÉNÉRAL(E)

pour service de dialyse, très bonne expérience exigée. Salaire très motivant. Tél. : 48-30-12-92.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Sud de Paris recherche

INGÉNIEURS

GÉNIE ÉLECTRIQUE OU GÉNIE MÉCANIQUE OU B.T.S. OU D.U.T.
Ayant 2 à 3 ans d'expérience pour mise au point d'installations d'équipements automatisés. Déplacements France et étranger. Anglais souhaité.
Adresser C.V. et prétentions à SIETAM, Service Montage, 42-48, av. du Pdt-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON, s/réf. 1332.

Editeur scolaire

JEUNE ÉQUIPE DYNAMIQUE DE 30 PERSONNES recherche

Un Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ayant 5 ans d'expérience en commercial et gestion pour être :

L'ADJOINT DU DIRECTEUR

En liaison constante avec celui-ci

il sera chargé :
- Du suivi financier et comptable ;
- De l'étude des marchés et de l'adéquation des produits (déplacements réguliers en Province à prévoir) ;
- Du bon fonctionnement du service commercial (service promotion, administration commerciale).

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions aux ÉDITIONS DIDIER
13, rue de l'Odéon, 75006 PARIS
à l'attention de Mme DAUVILLIERS.

Poursuivant son expansion

FLOATING POINT SYSTEMS

leader dans le domaine des processeurs vectoriels et des ordinateurs scientifiques, recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

EXPÉRIMENTÉS, dans le domaine de l'informatique scientifique

Bases à PARIS pour :
Région FRANCE NORD/BELGIQUE

Basé à MADRID pour :
ESPAGNE.

Rémunération motivante + commissions + voiture

Adresser C.V. et photo à M. JEAN VILLENEUVE
F.P.S.- 3 bis, rue Le Corbusier - Silic 243
94568 RUNGIS CEDEX

bleu

Une **MAISON D'EDITION** spécialisée et réputée (PARIS-6e) recherche pour son département **LIVRES ET REVUES SCIENTIFIQUES** un

INGENIEUR REDACTEUR

Il aura à valider la traduction d'articles étrangers, à en rédiger lui-même pour nos publications et à rechercher des auteurs en France.

De formation scientifique supérieure pluridisciplinaire, de préférence **Ingénieur Diplômé**, vous démontrerez : ouverture d'esprit, goût pour l'écriture et sens des contacts pour faciliter votre intégration dans une équipe d'une dizaine de personnes.

Vous avez naturellement une connaissance parfaite de l'ANGLAIS écrit.

Envoyer votre C.V. avec lettre, prétentions, sous la référence LP/LM1, avec une enveloppe à votre adresse, à

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA BA

BUREAU DE CONSEILS ET D'ÉTUDES recherche

INGÉNIEURS

Quelques années d'expér. dans :
- étude de transport ;
- étude circulation et P.D.U. ;
- développement urbain pour étude développement commercial.

Env. C.V. et prétentions sous nº 314.326 M, LE MONDE PUBLICITÉ 5, r. de Montessuy, 75007 Paris.

FORMATION MICRO

Société de Conseil et de Formation Professionnelle en Micro-Informatique recherche

UN ANIMATEUR DE FORMATION

Le candidat devra avoir :
- une connaissance du marché informatique, des logiciels tels que DBASE 3, Multiplan, Textor, Lotus 1-2-3... du langage BASIC ;
- une expérience en pédagogie pour adultes ;
- une connaissance de l'entreprise (par ex. dans le secteur des BTP).

Envoyer C.V., photo et prétentions à META CONSULTANTS, 2 bis, avenue Foch, 94160 SAINT-MANDÉ.

Agence de presse photos cherche VENDEUR ET ARCHIVISTE. Tél. : 42-77-71-74.

Cabinet d'Expertise Comptable (PARIS), rech. pour son Départem.

PAIE - CLIENTÈLE

un (une)

COLLABORATEUR

Chargé(e) de l'établissement des paies manuelles sur matériel informatique ainsi que de l'assistance aux clients en matière sociale.

Le (la) candidat(e) devra justifier d'une première expérience en ce domaine, acquise en entreprise ou au sein d'un cabinet.

Adresser C.V., lettre de candidat. sous réf. 3960 M à : L.C.A., 3, rue d'Hauteville, Paris-10e, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE Quartier Opéra recherche

pour serv. gestion crédits

GRADE

Classe II spécialisé dans gestion

CRÉDIT FINANCIER

EN FRANCS ET DEVISES
Bonne connaissance. Anglais souhaitée.

Env. C.V. et prét. ss réf. 639 à FRANCACIP 17, rue de la Banque, PARIS-2e.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE SUPÉRIEUR, 40 ans, maîtrise droit public + sciences politiques, spécialiste en finances internationales et gestion de sociétés, rompu aux négociations haut niveau (banques, administration, industrie), 15 ans expérience en Europe, Asie, Amérique dont 4 ans en Amérique du Sud, anglais, portugais, italien, espagnol, grec, courants.
PROPOSE ses compétences à toutes sociétés désireuses de s'adjoindre collaborateur pour rentabiliser sa gestion financière et développer ses marchés sur le plan international (BCO/AT 749).

MÉDECIN en cours de thèse, 37 ans, 2 ans faisant fonction d'interne.
RECHERCHE poste milieu médical (infirmière, aide-soignante, gynécologie, réanimation, pédiatrie, ORL, ophtalmo), PARIS/R.P. (BCO/MS 750).

INGÉNIEUR CYBERNÉTIQUE spécialiste automatismes industriels, contrôle, production, médical, grand public. Ayant créé, conçu et réalisé de nombreux systèmes dans ces domaines.
RECHERCHE entreprise dynamique pour poste à responsabilités en recherche et études nouveaux produits ou enseignement créativité et technique « micro-processeur » logiciel et matériel (BCO/C.4 751).

SPÉCIALISTE EXPORT, 15 ans expérience produits de consommation, bilingue français-anglais, négociateur efficace, réussite prouvée, prospection, suivi des marchés, organisation de salon, relations douanes, vente de services.
RECHERCHE poste export à responsabilité (BCO/LA 752).



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

H. 37 ans, capacité en droit, expérience immobilier, vente, gérance, gestion centres sociaux, angl., lu, parlé, écrit. Libre de suite, ch. poste responsabilité. Tél. : 45-27-52-10.

H. 25 a., sérieux et dévoué, recherche place de valet, chauffeur, secrétaire. Disponible pour ttes rég. de France et étranger. Ecrire HAVAS RENNES 16, av. de Crimée, nº 189 F.

Ecrivain 35 ans, Français, nombreux séjours à l'étranger, anglais, italien, espagnol, arabe. Étudie toutes offres de collaboration. Tél. : 46-72-84-62.

H. 31 a., Act. Resp. Export Equip. Indus., 5 a. exp. comm. int. EUR., ASIE, MID-EAST, U.S.A. Bil. angl. + conn. esp. Recherche nouv. responsab. Ecrire sous le nº 3287 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

J.H., 27 a., doctorat 3e cycle (Sc. humaines), 5 a., exp. ens. sup. et recherche (DGRST) ch. emploi secteurs formation et communication, 47-02-46-90.

Diplômé d'études supérieures tech. bil. angl., 14 a. expérience ind. turboréacteurs ; mécanique de précision, cherche poste bureau d'études, trad./doc. Etudie toutes propositions. Tél. : 42-01-48-83.

J.F. 31 ans, études sup., exp. prof. 5 ans respons. pool dactylo puis édition ; style impec., angl., alle., esp. ; qual. rigueur, originalité, ch. trav. salarié ou non, traduction, rédaction, correction, trait. texte, toutes possibilités sauf vente. Paris, province. Ecrire Catherine Barret, 7, r. des Belons, 92190 Meudon.

Femme 43 ans, esprit logique, sens contact humain, sens commerce mais pas représent. sans FIXE. Ayant fait formation pour jeunes, cherche travail URGENT. Toutes propositions acceptées. Ecrire Mme A.-M. AUZUECH, 3, rue St-Jean, 75017 PARIS.

capitaux propositions commerciales

Marketing et représentation

SUISSE

et internationale, à faibles coûts, pour PME/PMI dans le domaine des hautes ou nouvelles technologies : E 2 D SA, 27, av. du Bel-Air 1225 Genève.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATION (LM) B.P. 291 – 09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 – 09 PARIS.

automobiles

divers

BMW SÉRIE 3-5-7

85 et 86 peu roulé, garantie. Auto Paris-XV, 45-33-69-95 63, rue Desnouettes, Paris-15e.

travail à domicile

Jeune diplômé Ecole nat. sup. des beaux arts, section peinture, mention T.B., propose cours dessin, peinture à domicile. Téléph. : 45-46-75-97.

secrétaires

Pour assurer le secrétariat d'un HAUT PERSONNAGE

SECRETAIRE

Trilingue anglais/espagnol

Minimum 30 ans.
Excellente présentation, discrète, parfaite sténo-dactylo, bonne correspondancière.
Références exigées.
Lieu de travail : Chantilly (60).
Salaire selon capacités.

Ecrire avec C.V., lettre manuscrite, photo et prét. s/réf. 19940 à
CONTESSE PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

CONTESSE

IMPORTANTE SOCIETE D'EDITION recherche la

SECRETAIRE de son Directeur du Département International Bilingue Anglais.

C'est un vrai secrétariat comportant, entre autre : Frappe courrier, classement, filtrage téléphonique, prises de rdv, organisation des réunions et voyages, etc...

Le poste exige :
- une formation BTSS ou équivalent,
- 3 ans d'expérience du secrétariat de Direction,
- une parfaite maîtrise de la sténo et du traitement de textes,
- une excellente présentation et le sens des contacts,
- une personnalité affirmée sachant être dynamique, vive, rigoureuse, discrète et disponible.

Merci d'envoyer CV, photo et prét. s/réf. 20072 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS

Connaissances espagnol-allemand seraient en plus. Formation secrétaire, B.T.S. Expérience professionnelle. Disponible. Déplacements à l'étranger 2 à 3 fois par an. Poste libre de suite.

Envoyer C.V. et prétentions et photo à :
Bureau International des Producteurs d'Assurances et de Réassurances (B.I.P.A.R.), 47, rue d'Alsace, 75010 PARIS.

LES ÉDITIONS FLAMMARION recherchent

UNE SECRÉTAIRE

parfaitement bilingue anglais pour travailler en étroite collaboration avec le responsable des droits étrangers. Bonne culture littéraire exigée.
Env. lettre manus. + C.V. + photo au Service des Droits Etrangers, 26, rue Racine, 75006 PARIS.

Organisme de formation Boulogne-Billancourt recherche

SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO

Expérimentée, niveau BTS. Adr. C.V., photo et lettre manuscrite, nº M 001.255, BLEU, 17, r. Lebel, 94307 Vincennes, Cedex, qui transmettra.

formation professionnelle

Formation Professionnelle d'Analyste-Programmeur en 7 mois = 1000 h.

sur 30 micros et gros système IBM. Niveau requis : BAC et assimilés. Assistance au placement
Entretien et sélection sur R.D.V. Crédit étudiant 100 %

Centre agréé par ERICSSON
Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique

ciefpi
11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740.12.22
Mº Arcueil-Cachan - 10' des Halles

PLURIAL

GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS

École Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne

TECHNICIENS SUPERIEURS

DUT ou BTS + 3 années d'expérience professionnelle en électronique, informatique ou télécommunications pour une

FORMATION D'INGÉNIEUR DIPLÔMÉ

filière de formation promotionnelle

Inscription avant le 31 décembre 1985 :
E.N.S.T. de Bretagne
B.P. 832 - 29285 Brest Cedex - ☎ 98.00.13.30

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

PREPARATION AU **decs**

AUTRES FORMATIONS :
INFORMATIQUE – DROIT – MARKETING
ecs-INFO Tél. 46.34.21.99

ECS l'école chez soi
Enseignement privé à distance
1, rue Thénard - 75240 Paris cedex 05

RECONVERSION AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES Informatique, Bureautique. Tests gratuits 42-06-24-63.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

FORUM (près) MAGNIFIQUE DUPLEX. Récept., 3 chbres, 165 m². 3.400.000 46-24-93-33.

2e arrdt

2e PETIT STUDIO confort, clair, calme, 125 000 F, Poss. crédit total, 47-22-78-99.

3e arrdt

TEMPLE SAINT-MERRI
Dans hôtel 17e, duplex, 6 P., 190 m². Tél. 46-24-93-33.

4e arrdt

Beau studio équipé, 2e ét., mezzanines, cave sur cour. 460.000. 498-87-16-14 (repas).

Métro SULLY–MORLAND

10, QUAI CÉLESTINS

Vue s/Seine, face île St-Louis, grand séjour, salle à manger, hall entrée, 2 chambres, cuisine dressing, bains, 2 w.-c., chauf. cent. indiv., peu de charges, soleil, BIEN AMÉNAGÉ. Mardi, mercredi 14 h à 17 h.

ARCHIVES. SUPERBE 80 m² mezzanine, bains, cuis. équipée américaine, poutres, cheminée, CARACTÈRE, clair, 950 000 F. T. 42-78-27-76.

6e arrdt

PROX. JARDINS DE LUXEMBOURG

CLOSERIE DES LILAS
IMMEUBLE STANDING
3e ÉTAGE, 150 m². SOLEIL
GD 5-6 P. TOUT CONFORT
Libre à la vente
SERGE KAYSER. 43-29-60-60.

ODÉON 2 p., entrée, cuis., bains, bel. imm., soleil, 590 000 F. 42-67-37-37.

7e arrdt

SAINT-DOMINIQUE
75 m². Tél. : 47-03-32-44

MAISONNETTE, JARDIN.

8e arrdt

MALESHERBES 100 m²

Réception + 1 seule chambre, GD STANDING, plein soleil. EMBASSY 45-62-16-40.

9e arrdt

Bel imm. pierre de t., asc. tapis, 6 P., 185 m² + chambre service, cave. 48-78-97-52.

13e arrdt

GOBELINS

Pptaire vd plusieurs 2 P. cuis., bns, ref. nf, imm. ravalé. 390.000 F. 45-26-99-04.

15e arrdt

Métro DUPLEIX
Imm. p. de t., 2 p., entrée, cuis., w.-c., bains, 270 000 F. IMMO MARCADET 42-52-01-82.

16e arrdt

PORTE ST-CLOUD

STUDIO DBLE, refait nf, entrée, cuis., bns, w.-c., 1er ét. sur rue. 38 m². 320.000. 45-26-99-04.

18e arrdt

MAIRIE XVIIIe
2 pièces 33 m², entrée, cuisine, w.-c., à rénover, 160 000 F
2 pièces, confort, 235 000 F boulevard Ornano
3 pièces, entrée, cuisine, w.-c., 287 000 F.
IMMO MARCADET 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE, r. des Longs-Prés Etage élevé, 3-4 Pces, 90 m² Balcon - Box WEATHERALLS. 45-63-05-50.

NEUILLY PROCHE Mº RÉCEPT. + 3 CHBRES, PROF. 45-77-38-38. 46-33-29-17.

NEUILLY MAIRIE
Résid. club 3e âge stdg. 2 p., 45 m² + balc. s/jdin, parkg. 900 000. 45-32-66-10.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 48-73-20-67 même le soir.

Particulier à particulier, collab. journal cherche 2 pièces Paris 1er au 15e arrondissement. Tél. : 43-47-31-02 le soir.

AGENCE LITTRÉ

Rech. pour clientèle française et étrangère apparts et hôtels part. dans quart. résidentiels, paiem. comptant chez notaire. Tél. : 45-44-44-45.

viagers

F. CRUZ - 42-66-19-00

8, RUE LA BOÉTIE-8e.
Conseils, 48 ans d'expérience. Px rentes indexées garanties. Étude gratuite discrète.

RARE - A SAISIR

Parc Montsouris, maison de 7 p. avec terrasse, occupée 71/81 a. 280.000 + 8.400. LAPOUS, 45-64-28-88.

230.000 + 4.500 occupé fme 91 ans, 3 p. tt cft, 70 m², 5e, asc., park., imm. moderne près av. Gambetta. 42-66-19-00.

locations non meublées demandes

Paris

Pour employés et dirigeants déplacés de province, importante banque française rech. à louer appts ttes catégories. STUDIOS OU VILLAS, PARIS, BANLIEUE. T. : 48-04-04-46.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-89-85-66, 42-83-57-02.

locations meublées offres

Paris

STUD. CUIS. ÉQUIPÉE

2-3 pers., 1.200 F sem., appt 2 pces, 2.000 F sem. Px au mois. 10 min. Paris par Mº. Résid. Gaudolfi. 48-83-23-42.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE

Rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-16.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 PIÈCES LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 45-26-18-95.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS - Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomatique et cadres de Stés multinationales.

Tél. : 45-62-78-99.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.

43-55-17-50

ÉTOILE

BUREAUX

MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU

SALLE DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT-TÉLEX
TÉL. (1) 47-27-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

TÉLEX SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS

AGECO 42-94-95-28

STATIONNEMENT AISÉ

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

Prix compétitifs. Délais rapides.

ASPAC 42-93-60-50 +

BUSINESS BURO

LE CENTRE D'AFFAIRES pour entreprendre à Paris
DOMICILIATIONS
avec secrétariat partagé

(1) 43-46-00-55.

8e ARRDT Mº GEORGES-V

BUREAUX GD STANDING
850 m², s/1 seul niveau + terrasses, parking 25 voitures. 42-67-59-68.

immeubles

INVESTISS. rech. IMMEUBLES s/PARIS, PAIEM. CPT. M. CLÉMENT, 111, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS. 45-53-60-36.

hôtels particuliers

URGENT rech. HOTEL PART. av. jard. (impératif) pour client motivé. Tél. : 47-05-45-55.

propriétés

FONTENAY-S/BOIS FORT DE NOGENT s/terr. 970 m², belle maison s/2 niv. 7 p. + s/sol, gar. EXCEL. ÉTAT. 2 150 000. 42-33-58-45.

Près (95) L'ISLE-ADAM, Ppté 8 p. s/5.500 m² en partie boisé, maison gardien, dépend. 1.500.000 F. 47-05-45-55.

terrains

Banlieue de METZ (57) à vendre terrains constructibles, surface importante. Faire offre à M. Paul JAMMAS, Ferme de la Papeterie, 57157 MARLY

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26-11 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 27-11-85 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le mardi 26 novembre à 0 heure et le mercredi 27 novembre à 24 heures.

Amélioration dès ce soir en Corse avec l'éloignement vers l'Italie du système nuageux circulant en Méditerranée.

Arrivée demain matin sur le Nord-Pas-de-Calais d'une limite froide en provenance de la mer du Nord. Son activité, surtout côtière, restera faible et se limitera aux régions situées au nord de la Loire, qu'elle atteindra en soirée.

Mercredi matin : Temps généralement nuageux et brumeux, avec des brouillards plus épais et localement givrants dans le Nord-Est et le Centre. Près de la Méditerranée, on observera des nuages bas le matin. D'autre part, de l'air froid et humide pénétrera sur le Cotentin, le Nord et les Ardennes dès le matin, donnant un temps couvert avec des pluies essentiellement côtières, se raréfiant et tombant sous forme de neige dans l'intérieur. Cette limite nuageuse gagnera dans la journée le Centre, la Bourgogne et l'Alsace, s'accompagnant de faibles chutes de pluie ou de neige.

A l'avant de cette zone, un vent modéré d'ouest soufflera et un temps peu nuageux se maintiendra au cours de la journée. A l'arrière, des éclaircies se développeront.

En Corse, temps nuageux, mais pas de précipitations. Les températures minimales, en légère hausse, avoisineront −2 à −4 degrés dans l'Est, 0 à −1 degrés dans l'Ouest, 0 à +1 degré près de la Méditerranée, +1 à +3 degrés près des côtes bretonnes.

Les températures maximales seront de l'ordre de 3 à 6 degrés dans le Nord-Ouest, 2 à 3 degrés dans l'Est, 4 à 6 degrés dans le Sud-Ouest, 1 à 2 degrés dans le Centre-Est, 9 à 12 degrés en Méditerranée.

Prévision pour la fin de semaine :

Jeudi 28 : La zone nuageuse accompagnée de pluies ou de chutes de neige, située, le matin, de la Gironde à l'Est, se décalera dans la journée vers le Sud-Est. A l'avant de cette zone, après dissipation des brumes matinales et quelques averses en Corse, le temps sera ensoleillé. A l'arrière, le temps sera très nuageux le matin, avec quelques averses principalement près des côtes de la Manche, des frontières du Nord et sur le relief. Quelques éclaircies se développeront dans la journée. Le vent de Nord soufflera dans la vallée du Rhône. Les températures minimales seront de −2 à +1 degrés dans le Nord et de +1 à +4 degrés dans le Sud. Les températures maximales seront de 6 à 9 degrés sur la moitié sud-ouest et de 3 à 6 degrés sur la moitié nord-est.

Vendredi 29 : La matinée sera brumeuse sur l'ensemble du pays excepté les côtes atlantiques où le ciel deviendra progressivement nuageux puis pluvieux. Cette zone nuageuse et pluvieuse s'étendra vers l'est et atteindra la Normandie, le Centre et la Côte basque en soirée. A l'avant de cette dernière, le temps sera nuageux avec des éclaircies qui seront plus belles près des côtes méditerranéennes. Les températures minimales seront quasi stationnaires. Les températures maximales seront en hausse de 2 à 3 degrés.

Samedi 30 : Temps pluvieux sur l'Ouest du pays le matin et brumeux sur le Nord-Est. Les pluies gagneront les régions du Nord et de L'Est en fin de journée. Ailleurs, le temps sera nuageux avec des éclaircies plus nombreuses dans le Sud-Est et près des côtes atlantiques. Un vent d'ouest à sud-ouest, modéré, soufflera sur l'ensemble du pays. Les températures minimales, *seront en hausse de 2 à 3 degrés sur la* moitié ouest, stationnaires ailleurs. Les températures maximales seront en hausse de 2 à 3 degrés.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 25 novembre, le second le minimum de la nuit du 25 novembre au 26 novembre) : Ajaccio, 12 et 3 degrés ; Biarritz, 6 et 2 ; Bordeaux, 5 et −3 ; Bréhat, 7 et 7 ; Brest, 7 et 3 ; Cannes, 13 et 1 ; Cherbourg, 6 et 5 ; Clermont-Ferrand, 0 et −2 ; Dijon, 0 et −2 ; Dinard, 5 et 3 ; Embrun, 7 et −5 ; Grenoble-St-M.-H., 2 et −2 ; Grenoble-St-Geoirs, 2 et −2 ; La Rochelle, 4 et 0 ; Lille, 2 et −1 ; Limoges, 1 et −2 ; Lorient, 6 et −2 ; Lyon, 0 et −1 ; Marseille-Marignane, 6 et −3 ; Menton 12 et 4 ; Nancy, 1 et −7 ; Nantes, 3 et −1 ; Nice, 12 et 4 ; Nice-Ville, 12 (N.C.) ; Paris-Montsouris, 2 et 1 ; Paris-Orly, 2 et 0 ; Pau, 3 et 0 ; Perpignan, 11 et −3 ; Rennes, 4 et −2 ; Rouen, 3 et 1 ; Saint-Etienne, −2 et −2 ; Strasbourg, 1 et −4 ; Toulouse, 2 et 0 ; Tours, 1 et 0.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 11 ; Genève, 1 et 0 ; Lisbonne, 11 et 7 ; Londres, 6 et 1 ; Madrid, 10 et 4 ; Rome, 13 et 8 ; Stockholm, −1 et −3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 24 novembre :

DES DECRETS

- Modifiant le décret du 9 janvier 1978 fixant les conditions de participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et groupements définis au paragraphe III de l'article L. 167-1 du code électoral.
- Modifiant le code de la *construction* et de *l'habitation* en ce qui concerne les conventions conclues entre l'État et les organismes d'habitations à *loyer* modéré.

DES ARRÊTÉS

- Modifiant l'arrêté du 2 février 1981 portant organisation de la direction du patrimoine.
- Relatif à la formation des conservateurs de musées.

Sont publiés au *Journal officiel* du lundi 25 et mardi 26 novembre :

DES DÉCRETS

- Pris pour l'application de l'article 110 de la loi de finances pour 1985 étendant le régime du compte d'épargne en actions aux achats nets de parts des caisses de crédit agricole mutuel et des caisses de crédit mutuel agricole et rural.
- Modifiant le code électoral et *relatifs à l'élection* des députés et des conseillers régionaux.

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 NOVEMBRE

« Ménilmontant, village de Paris, souvenir des saints-simoniens, enfance de Maurice Chevalier », 14 h 30, métro Ménilmontant.

« Le Musée de l'histoire de France et des Archives nationales, de Philippe le Bel à Louis XVI », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (I. Hauller).

« Les salons Napoléon III de la préfecture de Versailles », 14 h 10, devant préfecture.

« *Le musée Picasso dans l'hôtel Salé* », 11 heures, 5, rue de Thorigny (E. Romann) ou 10 h 45 (Arts et curiosités de Paris).

« Exposition la gloire de Victor Hugo », 16 h 15, entrée Grand Palais (P.-Y. Jaslet).

« Le chemin de Gauguin, genèse et rayonnement », Musée du prieuré à Saint-Germain-en-Laye, 15 h 30 (Mme Caneri).

« Le plus ancien café parisien : le Procope et son quartier », 15 heures, sortie métro Odéon.

« L'atelier d'un restaurateur de cristal », 15 heures, 84, quai de Jemmapes.

« Exposition : Balzac et le monde des coquins, de Vidocq à Vautrin », 15 heures, musée Balzac, 47, rue Raynouard (Paris et son histoire).

« Rues et maisons du Moyen Age à Saint-Germain l'Auxerrois », 14 h 30, métro Louvre.

CONFÉRENCES

Maison de l'Europe de Paris, 35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Où en est le Parlement européen aujourd'hui », par M. François Bordry, directeur du bureau d'information de Paris du Parlement européen.

Centre Varenne, 18, rue de Varenne, soirée débat sur le thème « l'actualité à travers un événement », organisée par le réseau Attention à l'événement du Mouvement des cadres chrétiens, renseignements : *42-22-18-56*.

Cercle de l'union interalliée, 18 heures : « La science mène le *monde* », par *Mme Alice Saunier-Seïté*, ancien ministre. Inscriptions : 42-65-96-00.

Maison protestante de l'Annonciation, 27, rue de l'Annonciation, 19 heures, conférence-débat : « L'antisémitisme depuis 1945 » (M. François de Fontette).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4105



HORIZONTALEMENT

I. Enrichit celui qui les dispense. — II. Assaisonna au sel et au vinaigre. — III. Leur richesse est fonction de l'importance de la veine. — IV. Recordman ou superman. Vichy pour Vittel. Manifeste une divergence de vues. — *V. Note. Mets en* bouillie. — VI. Points d'attache de la flotte. Connut, jadis, une célébrité à éclipses. — *VII. « Casse-croûte »* renforcé. — VIII. Occasion pour certains de reprendre contact avec leur maîtresse. — IX. Dont le col est facilement franchissable. — X. Point de croisement de nombreuses lignes. Mandrin connut ses rayons après un séjour à l'ombre. — XI. Met complètement à sec ceux qui ont déjà été lessivés.

VERTICALEMENT

1. Prend un coup de rouge en compagnie d'une dame. — 2. Faire apparaître un spectre. Son tour ne fait pas rire. — 3. Un Corneille qui peignait les hommes tels qu'il les voyait. La brillance des humbles. — 4. Tels des cas fortuits se présentant dans le meilleur des cas. — 5. L'une peut rouler dans l'autre. — 6. Site du Japon. Fraction de corde. — 7. Raffermit la peau ou met les nerfs à fleur de peau. Du jonc, dans un certain jargon. Alternative. — 8. Suite pas toujours ordonnée. Traditions. — 9. Pas célèbre. Transporteur troyen.

Solution du problème n° 4104

Horizontalement

I. Tronçonne. — II. Ioniennes. — III. Mû. Fp. — IV. Bla. Frêle. — V. Rempiéter. — VI. Emoulu. Se. — *VII. Péri.* SA. — *VIII. Onctueuse.* — IX. Stase. Toc. — X. Rio. — XI. Evénement.

Verticalement

1. Timbre-poste. — 2. Roulement. — 3. On. Amorçage. — 4. Nid. Puits. — 5. Ce. Fil. Uélé. — 6. Onéreuse. — 7. NN. Et. Autre. — 8. Nèfles. Soin. — 9. Espère. Ecot.

GUY BROUTY.

DOCUMENTATION

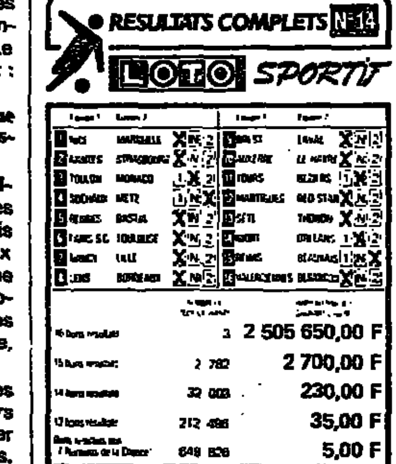
LE RENSEIGNEMENT. — Juridique, financier, administratif et fiscal, le renseignement est la tâche prioritaire que se donne *la Pratique de l'association*, le mensuel édité par Service-Associations. Chaque numéro de 12 pages comporte l'étude du mois, l'actualité juridique, le point sur un sujet sensible et un bloc-notes. Au sommaire du numéro d'octobre nous avons relevé : les difficultés financières *des associations et leur prévention*, et le titre associatif. Le numéro : 30 F ; abonnement : 250 F.

★ **Service-Associations, 60, rue Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret. *Tél. : (1) 47-37-92-50.***

UNE NOUVELLE REVUE D'ARCHITECTURE. — Alors que les villes suscitent depuis quelques mois l'apparition d'une presse aux allures de défilé de mode, une nouvelle revue d'architecture propose une approche différente des problèmes urbains : transversale, critique et polémique.

Rez-de-chaussée, publié par les *animateurs du Collectif Ateliers* publics, analyse dans son premier numéro l'aménagement de Paris. *La revue fait alterner articles de* fond, enquêtes et interviews (la Goutte d'Or, Paris-Est, l'Atlas de Paris, etc.), billets d'humeur, anecdotes, reportages photographiques. L'éditorial le proclame : « Rez-de-chaussée : *un regard qui part du sol, du banal, du quotidien* ».

★ ***Rez-de-chaussée*, 36 p., 40 F, 60, rue de Reuilly 75012 Paris. Tél. : 43-41-13-72.**



LE CARNET DU Monde

Naissances

— Jean CLAIRAMBAULT
et Fabienne, née GRUNFELD,

ont la très grande joie de faire part de la naissance de

Florent,

le 14 novembre 1985, à Paris.

— Armelle et Bernard DOMANSKI
et Olivia,

ont la joie de faire part de la naissance de

Pierre-Edouard,

à Paris, le 17 novembre 1985.

Décès

— Suzanne Chouquet
fait part de la disparition de

José ARGÉMI,
maître de recherches au CNRS,

survenue brutalement le 16 novembre 1985.

51, boulevard Tellène,
13007 Marseille.

— M. et Mme Simon,
Mlle Aurélie Simon,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain BONFART,

survenu brutalement le lundi 18 novembre 1985.
Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Sèvres, le jeudi 21 novembre, dans l'intimité.

70, rue de la Monesse,
92310 Sèvres.

— M. et Mme Jean-Charles Bonnet,
ses enfants,
Sylvain et Audrey,
ses petits-enfants,
Mme André Orhan,
M. et Mme Robert Orhan,
M. et Mme André Munier,
Mme Anne-Marie Dekker,
Les familles Boileau, Orhan, Munier, Streng, Plantard, Pedraita, Lafforgue,
ont la douleur de faire part du décès de

Charles BONNET,

survenu le 19 novembre 1985, à l'âge de soixante-trois ans, à Paris.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le samedi 23 novembre, à Coignières (Yvelines), dans la plus stricte intimité.

15, rue des Lions-Saint-Paul,
75004 Paris.

— Jeanine Quiquandon,
Ses filles, gendres et petits garçons,
Joël et Dominique Fermond
et leurs enfants,
François et Arlette Briere
et leurs enfants,
Anne Caillaud et Valou,

ont la douleur d'être séparés de

Jacques BRIERE,

depuis le 22 novembre 1985, à Arles.

Pont-Julien,
Mas de la Rivette,
84480 Bonnieux.
92 *bis*, route de Tarascon,
84000 Avignon.

— Sainte-Foy-lès-Lyon.
Namur-sur-Azergue.
Limoges.

Mlle Anne-Marie Diocourt,
Mme veuve Couturier,
Mme veuve Maurice Andrieux
et les siens,

font part du décès de

M. Henri DIOCOURT,
expert judiciaire
près la cour d'appel,

survenu le 23 novembre 1985.
Une messe aura lieu le mercredi 27 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thérèse de la Plaine, à Sainte-Foy-lès-Lyon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Versailles.

Jean-Charles Edeline,
son époux,
Jean-François, Dominique et Philippe,
ses enfants,
ses petits-enfants,
Et les familles Edeline, Verin, Simon, Dechard,

ont la douleur de faire part du décès de

Evelyne EDELINE,
née Hodent,

le 22 novembre 1985.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Selon le souhait exprimé par la défunte, des dons au profit de la recherche contre le cancer peuvent être adressés à la Ligue nationale française contre le cancer, comité des Yvelines, 41, rue de la Paroisse, 78000 Versailles.

11, rue Albert-Joly,
78000 Versailles.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Le président de la Ligue des droits de l'homme
Et les membres du comité central

ont la douleur d'annoncer la mort de

René GEORGES-ÉTIENNE,
président d'honneur
de la Ligue des droits de l'homme.

27, rue Jean-Dolent,
75014 Paris.

— Bonne maman nous a quittés ce 20 novembre, dans sa quatre-vingt-sixième année.
Toute sa famille a la très grande tristesse de faire part du décès de

Mme André LAURENT,
née Léontine Bodart.

Elle a fait don de son corps à la science.
Une pensée affectueuse est demandée.

— Le conseil d'administration,
Le corps médical,
La direction et le personnel du centre chirurgical Marie-Lannelongue,

ont le regret de faire part du décès de

**M. le docteur
Henri LE BRIGAND,**
chirurgien-chef honoraire,

survenu le 23 novembre 1985, dans sa soixante-treizième année.
Les obsèques auront lieu le jeudi 28 novembre, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de la Gare, place Jeanne-d'Arc, à Paris-13e.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. Jean MATHERON,
commandeur de la Légion d'honneur,
ancien président
de la Société générale d'entreprises

pieusement décédé, le 24 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La messe sera célébrée par le Père Patrick Giros, son neveu, le jeudi 28 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, à Paris-6e, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

De la part de
Mme Jean Matheron, née Denise Giros,
son épouse,
M. et Mme Alexandre Matheron,
M. et Mme Michel Mauvais,
M. et Mme Philippe Bonnet,
M. et Mme Georges Matheron,
Mme Jacques Samain,
M. et Mme Jean-Patrick Matheron,
ses enfants,
ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants,
Des familles Matheron, Soulier, Giros, Huvelin,
ses frère, beaux-frères, belles-sœurs,
Mlle Berthe Papin.

Ni fleurs ni couronnes, mais des prières.

27, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

— Le président,
Le conseil d'administration,
Le personnel,
Et les anciens collaborateurs de la Société générale d'entreprises,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MATHERON,
président de la Société de 1947 à 1971,
président d'honneur depuis 1972,
commandeur de la Légion d'honneur,

décédé dans sa quatre-vingt-quatrième année, le dimanche 24 novembre 1985.
Les obsèques auront lieu le jeudi 28 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris.

— M. et Mme Robert Messicat,
M. Emile Bismuth,
M. et Mme Edouard Zibi,
Les familles parentes et alliées,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme veuve Jacques MSIKA,
née Hélène Halfon.

Les obsèques auront lieu le mercredi 27 novembre 1985, à 10 h 45, porte principale Pantin-Parisien.

— Tassin. Vaucresson. Ecully.

M. et Mme Ladislas Alexandrowicz
M. et Mme Jean Loras,
ses enfants,
M. et Mme Alain Kuentz
et leurs enfants,
Renaud et Laurent Alexandrowicz,
Olivier, Nicolas et Nadine Loras,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marius PORTET,
ingénieur AM et IEG,
directeur général honoraire
des Câbles de Lyon,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.
Les obsèques ont eu lieu le mardi 26 novembre 1985, en l'église de Labastidette (Haute-Garonne), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.
Une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Claude de Tassin (Rhône), le samedi 14 décembre, à 10 heures.

— Bazeilles (Ardennes).

Les familles Ricault-Jost
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph RICAULT,
retraité SNCF,
ancien combattant 1914-1918,
président d'honneur de la section UNC,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,
médaille des Vétérans du roi Albert,

survenu le 21 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

— Anna R. Schonek,
Marcel-Charles Schonek,
Maurice Schonek,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

Mme Blume SCHONEK,
née Vaquer,

survenu dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques ont eu lieu le 18 novembre 1985.
Paris-1er.
Pantin.
Salon-de-Provence.

— Mme Charles Henri Théodore,
son épouse,
M. et Mme Jean-François Théodore.
Mlle Christine Théodore,
ses enfants,
Agathe, Lorraine et Gautier,
ses petits-enfants,
Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles Henri THÉODORE,
trésorier-payeur général
de la Seine-et-Marne,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenu subitement à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 novembre 1985, à 10 h 30, en l'église Sainte-Clotilde, 23 *bis*, rue Las-Cases, à Paris-7e, sa paroisse, et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

— Raymond et Annie Tixier,
Jacques et Anne Tixier,
Nicole et Guy Chidaine,
Huguette et Bruno Rey-Coquais,
Hubert et Jacqueline Tixier,
Michèle et Patrice Saint-André
et leurs enfants,
Ainsi que Serge, Jacques, Jacqueline et Marthe Fougère,
Et les familles Bret, Jeantet et Renard,

ont la douleur de faire part du décès subit, dans sa soixante-seizième année, de

Raymonde TIXIER,

leur mère, grand-mère et sœur.
Les obsèques ont eu lieu le jeudi 21 novembre 1985, en l'église Saint-Léger de Royat (63130).
Raymond Tixier remercie, au nom de toute la famille, tous les amis qui lui ont adressé un message de sympathie.

Raymond Tixier,
Rue des Peupliers.
11, rue des Romains,
92000 Bois-Colombes.

Avis de messes

— La messe annuelle aux intentions de

Robert GARRIC
et de ses amis disparus

sera dite le mercredi 27 novembre 1985, à 18 h 30, 29, boulevard de Latour-Maubourg, à Paris-7e, par le R. P. Carré (OP).

— Une messe pour le repos de l'âme du

Père Roger GUICHARDAN,
assomptionniste,
ancien rédacteur en chef du *Pèlerin*,

décédé le mardi 19 novembre 1985, sera célébrée le vendredi 29 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, à Paris-16e.

— Une messe sera célébrée en l'église Sainte-Madeleine, le lundi 2 décembre, à 18 h 15, à l'intention de

Simone MESTREM,

décédée le 25 septembre 1983,
et de

Maja MESTREM,

décédée le 20 novembre 1984.

— **Mme R. de VERNEJOUL**

a été rappelée à Dieu le 27 mai 1985.
Une messe pour le repos de son âme sera célébrée le samedi 30 novembre 1985, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes-Saint-Philippe, 119, rue Sylvabelle, 13006 Marseille.

Messes anniversaires

— **Andrée Catherine KANTOR**

s'est endormie il y a un an.

La messe paroissiale du 30 novembre 1985, à 19 heures, sera célébrée à son intention en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, à Paris-5e.

On se réunira à l'église.

Communications diverses

— Une « table ronde » sur le thème : « Santé physique et psychologique de l'enfant » est organisée le samedi 30 novembre par le service de l'action sociale de la mairie de Rueil-Malmaison. Cette journée est placée sous le patronage du *Quotidien du médecin*. Renseignements et inscriptions : SAS mairie de Rueil, 13, boulevard Foch, 92501 Rueil-Malmaison Cedex. Tél. : 47-32-92-33, poste 366 et 246, Mme Dussault et poste 253, Mme Selignac.

— Déjeuner-débat de la Chambre des professions libérales de Paris.
La publicité, le pouvoir médiatique et les professions libérales,

animé par Jacques Séguéla, le lundi 2 décembre (12 h 30-14 h 30), au Grand Hôtel, 2, rue Scribe, à Paris-9e. 200 F par personne. CPLP, 8, rue de Maubeuge, à Paris-9e. Tél : 48-74-78-50.

— L'association des Ailes brisées, œuvre sociale au profit des blessés et des familles éprouvées des membres du personnel navigant de l'Aéronautique civile et militaire et des parachutistes tombés en service aérien,
vous invite à sa vente d'entraide qui aura lieu le 3 décembre, de 17 heures à 20 heures, et les 4, 5 et 6 décembre, de 14 heures à 20 heures, à l'Hôtel George-V, 31, avenue George-V,
avec le concours de l'armée de l'air, de l'aviation légère de l'armée de terre et des parachutistes, de l'aéronautique navale, du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales et de la Direction générale de l'aviation civile, de l'Aéroport de Paris, de l'Aéro-Club de France, des compagnies Air France, UTA, Air Inter, des Anciens de l'aviation, des Amis de Malfanti et de l'Association des hôtesses et convoyeuses de l'air.

— Les Communautés étudiantes de Paris organisent un rassemblement de tous les étudiants dans l'église Saint-Germain-des-Prés, le jeudi 5 décembre, entre 18 h 30 et 21 h 30, à l'occasion de l'entrée en avent. Le thème choisi : « Devenir homme » fera l'objet d'une intervention de M. Jacques Lebreton et d'un exposé du Père Albert Ronet. Un temps de prière et de réflexion achèvera ce rassemblement. Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à la Communauté chrétienne universitaire, 5, rue de l'Abbaye, 75006 Paris. Tél. : 43-25-41-71.

— L'UCRA (Union des cadres en recherche d'activité) organise du 12 décembre 1985 au 15 avril 1986, à Suresnes (92), un stage de création d'entreprises pouvant accueillir une quinzaine de candidats domiciliés dans les Hauts-de-Seine. Ce stage, créé par le conseil général des Hauts-de-Seine, doit permettre aux stagiaires de bâtir un projet de création sous le contrôle d'animateurs spécialisés. Participation aux frais : 3 000 F par stagiaire. Renseignements et inscriptions : UCRA, Tél. : 46-02-18-97 de 9 heures à 13 heures.

— Le Cercle républicain recevra au cours d'un cocktail-débat, le mercredi 4 décembre 1985, à 18 h 30, le docteur André Siboulet, directeur du centre de l'OMS sur les maladies sexuellement transmissibles. Le thème sera : « Maladies sexuellement transmissibles, maladies d'actualité. » S'inscrire au Cercle républicain, 5, avenue de l'Opéra. Tél. : 42-60-60-95.

Le centenaire de la Fondation de l'ENFOM

C'est apparemment une lettre très banale et pourtant c'est la perle de l'exposition célébrant le centenaire de la fondation de l'Ecole nationale de la France outre-mer qui se tient jusqu'au 30 novembre au Musée de la marine au palais de Chaillot. Un certain Nguyen Tat Thanh y demande tout simplement, en date du 15 septembre 1911, son admission à l'école : « *J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance la faveur d'être admis à suivre les cours de l'Ecole coloniale comme interne...* » Demande banale si le dénommé Nguyen Tat Thanh n'était ensuite passé à la postérité sous le nom de... Ho Chi Minh ! Le père de la révolution vietnamienne avait demandé son admission à l'Ecole de la colonisation ! Sa demande n'avait pas abouti parce que son statut de jeune Indochinois n'avait pas été jugé conforme aux textes régissant l'admission à la future ENFOM. *A quoi tient l'histoire...*

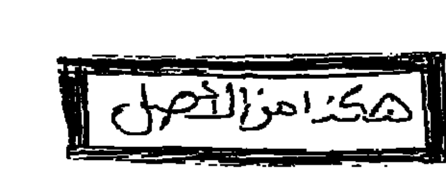
Cette exposition retrace en effet l'histoire de ces quelque quatre mille administrateurs, formés par l'école de 1887 à 1958, qui furent les véritables maîtres d'œuvre de la politique coloniale de la France.

C'est en août 1885 qu'Auguste Pavie, postier de son état, reçoit du gouverneur de Cochinchine la mission de familiariser treize jeunes Cambodgiens avec la civilisation française. Le besoin d'une formation spéciale pour les administrateurs coloniaux se faisant sentir, la mission cambodgienne devient permanente et prend le nom d'Ecole coloniale en 1889. En 1890, l'école ouvre une section française dont l'accès est sanctionné à partir de 1896 par un concours d'entrée.

Les organisateurs de l'exposition ont voulu montrer, à l'aide de montages audiovisuels et de nombreuses photographies, l'intérêt des échanges culturels engendrés par l'action de ces fonctionnaires qui ont contribué à faire découvrir à la France les multiples civilisations de ses colonies.

Ils ont aussi essayé de réunir les empreintes laissées par les hommes célèbres au cours de l'histoire de cette école nationale, devenue, en 1934, l'Ecole nationale de la France d'outre-mer : Victor Schoelcher, dont le mémoire en faveur de l'abolition de l'esclavage est exposé, Georges Pompidou, qui y fut professeur en classe préparatoire, Félix Eboué, qui fut le premier chef africain à rallier de Gaulle en 1940, François Mitterrand qui, ministre de la France d'outre-mer en 1950, s'intéressa au financement de l'école... Jusqu'en 1958, date à laquelle l'ENFOM fut supprimée pour être intégrée à l'ENA, l'école a fourni à la France un premier ministre, trois ministres, douze députés et six sénateurs.

V. D.



économie

REPÈRES

Dollar : redressement 7,83 F

Consommation des ménages : nette reprise en octobre

La consommation des ménages en produits manufacturés s'est fortement redressée en octobre (+ 5,4 % en un mois) après la baisse de septembre (– 6,4 % par rapport à août), indiquent les statistiques de l'INSEE. La progression est encore plus forte si l'on exclut l'automobile, l'indice INSEE indiquant une hausse de 8,9 % en un mois. Dans les deux cas la progression en un an (octobre 1985 comparé à octobre 1984) est forte : 8,1 % avec l'automobile, 8,9 % sans l'automobile. Il est vrai qu'octobre 1984 avait enregistré une très nette baisse de la consommation et n'est *donc pas une bonne référence. La tendance actuelle de la* consommation des ménages en produits industrialisés semble plutôt être à une progression de la consommation de 4 % par an en volume, ce qui est fort.

Crédit agricole : le tiers des caisses régionales dans le « rouge »

« En 1984, huit caisses régionales étaient dans le « rouge ». En 1985, d'après les informations du comité d'entreprise, le tiers des *caisses (sur un total de 94) « aura un résultat négatif, nul ou inférieur à 2 millions de francs »,* selon la Fédération générale agro-alimentaire de la CFDT. Dix-neuf caisses régionales (des *départements suivants :* Ardèche, Ariège, Bouches-du-Rhône, Calvados, Cantal, Charente, Côte-d'Or, Drôme, Hautes-Alpes, Haute-Marne, Jura, Lot, Lozère, Martinique, Rhône, Sarthe, Seine-Maritime, Var et Yonne) seront en équilibre instable, soit subiront des pertes en 1985, et l'on prévoit qu'en 1986, soit une cinquantaine de caisses seront en difficulté, ajoute-t-on de même source.

Pétrole : un permis pour explorer à Paris.

ELF-Aquitaine (avec 50 %), Total (35 %) et la filiale française de BP (15 %) sont sur le point d'obtenir un permis d'exploration pétrolière dit « Paris-Ile-de-France », qui va leur permettre de sonder le sous-sol, prometteur dit-on, de la capitale et de sa banlieue. Ce *permis d'exploration a été divisé en vingt-trois blocs :* ELF-Aquitaine sera opérateur sur treize d'entre eux (Paris intramuros, ainsi que la banlieue sud et ouest), Total-CFP sur les dix *autres (Est et Nord de Paris).*

● **Le PDG d'une entreprise de** textile de Hirsingue (Haut-Rhin) qui avait fait travailler un dimanche une équipe de suppléants d'une dizaine d'employés a été condamné, le vendredi 22 novembre, à une *amende de 2000 francs.*

Il devra, en outre, verser 4000 francs de dommages-intérêts à la CGT et à la CFTC, qui s'étaient portées partie civile. Au cours de la même audience, les juges ont condamné le PDG d'un magasin de meubles de la région de Mulhouse qui avait fait travailler ses employés un dimanche lors d'une opération « portes ouvertes ».

LOGEMENT

En 1986, la hausse des loyers suivra celle de l'indice du coût de la construction

Le projet de décret sur l'évolution des loyers en 1986 devait être soumis, ce mardi 26 novembre, à la Commission nationale des rapports *locatifs (CNRL) dont les* participants n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur les augmentations, comme la loi *Quilliot le prévoit (le Monde* du 16 octobre).

Le décret proprement dit devrait être publié au *Journal officiel* au cours de la seconde quinzaine de décembre. En voici les principales dispositions :

● **Secteur I (HLM).** – Une hausse de 2,7 % sera applicable à partir de janvier. En cas de travaux, 10 % du montant de ceux-ci pourront être ajoutés au loyer dans la limite de 9 000 F par logement, auxquels s'ajoutent 2 000 F par pièce. Par exemple, pour un F 3, le montant plafonné des travaux sera de 15 000 F [9 000 F + (2 000 × 3)], soit 1 500 F (10 %) de hausse dans l'année, soit *125 F* par mois.

● **Secteur II (sociétés d'économie mixte, SCIC).** – La hausse du loyer sera celle de l'indice trimestriel du coût de la construction de l'INSEE pris comme référence dans le contrat, qu'il s'agisse de révision annuelle ou de renouvellement du bail. Pour de nouveaux locataires, la société propriétaire pourra pratiquer un loyer comparable à ceux de logements similaires du parc social, le plafond de loyers prévu par les prêts qui ont été utilisés pour la construction constituant un maximum. En cas de travaux, le système retenu est le même que celui prévu pour les HLM.

● **Secteur III (sociétés immobilières d'investissement ou SII, compagnies d'assurances).** – C'est encore la hausse de l'indice qui s'applique pour la révision et le renouvellement, et, pour les nouveaux locataires, une modulation en fonction de loyers de locaux comparables, mais sans plafond à respecter (puisque le financement de la construction de l'immeuble n'en prévoyait pas). Si des travaux sont effectués, c'est le même système que celui prévu pour les HLM qui s'applique en cas de renouvellement du bail, et s'il s'agit d'un nouveau locataire, le propriétaire peut prendre en compte 10 % de la totalité des travaux, sans plafond.

● **Secteur IV (propriétaires privés).** – Pour la révision annuelle des loyers comme pour les renouvellements de baux, c'est l'évolution de l'indice qui s'applique. Pour de nouveaux locataires, le propriétaire peut pratiquer un loyer du même ordre que ceux des logements comparables dans le même quartier. Contrairement aux années précédentes, le propriétaire ne sera plus tenu d'en informer la commission départementale des rapports locatifs (CDRL), le locataire conservant la possibilité de contester ce loyer auprès *de la* formation de conciliation de la CDRL. Si des travaux ont été effec*tués, le propriétaire pourra* pratiquer une hausse supplémentaire limitée à 8 % du montant des travaux, avec *le même plafond* que celui prévu pour les HLM en cas de renouvellement du bail, et sans plafond lorsqu'il s'agit de nouveaux locataires.

JOSÉE DOYÈRE.

● ***Réaménagement de la dette* nigérienne.** – La République nigérienne a obtenu un réaménagement important de sa dette extérieure, après la réunion à Paris le jeudi 21 novembre des représentants des gouvernements espagnol, américain, français et britannique. Ce réaménagement concerne les prêts et les crédits garantis accordés par les pays créanciers réunis au sein du club de Paris. Le remboursement des *échéances se fera* sur une période de dix ans comportant un différé de cinq ans.

ÉTRANGER

REVIREMENT MAJEUR

Le Mexique va adhérer au GATT

En déposant, le 27 novembre, la *candidature officielle* du Mexique au GATT (1), le président Miguel de la Madrid règlera d'un trait de plume une polémique vieille de quelque dix ans et mettra fin au « *splendide isolement* » commercial de son pays. Les raisons de ce revirement – *« le plus important des cinquante dernières années »*, selon les milieux économiques mexicains – sont multiples. La crise économique, un marché pétrolier déprimé aux conséquences graves pour un pays tirant 70 % de ses recettes extérieures de l'or noir, la nécessité de faire face au service d'une dette estimée à quelque 96,4 milliards de dollars, autant de difficultés accumulées qui ont donné un poids majeur aux pressions du premier partenaire du Mexique, les Etats-Unis.

En avril dernier, Mexico avait signé un accord avec Washington aux termes duquel les Américains, qui absorbent les trois quarts des ventes du Mexique, s'engageaient à apporter la preuve du préjudice subi en cas de subventions à l'exportation avant de décider de bloquer aux frontières des produits mexicains. *Ce filet de sécurité contre les* ardeurs protectionnistes des parlementaires américains comportait une *sérieuse* contrepartie : l'adoption par le Mexique des règles commerciales internationales régies par le GATT. En dépit des vives protestations des syndicats, de l'opposition mais aussi d'industriels accoutumés à de solides barrières douanières, le président de la Madrid a décidé de sauter le pas.

Les dirigeants mexicains, reconnaissant implicitement la portée de nombre des critiques adressées depuis des mois par les experts du Fonds monétaire international, estiment venu le temps d'une industrialisation fondée sur un jeu plus réel de la *concurrence*. La Centrale syndicale du travail craint pour l'emploi de 1,2 million de salariés dans quelque 80 950 petites et moyennes entreprises. Les industriels, pour leur part, estiment injustifiée une adhésion au GATT alors que 80 % des exportations du pays sont destinées à des pays membres de l'accord, dont près du quart est constitué de produits agricoles bénéficiant d'un statut préférentiel.

Mais au-delà des exigences américaines ou de celles de ses trop nombreux créanciers internationaux, M. de la Madrid a sans doute voulu se doter des moyens de se faire entendre alors que se préparent, *laborieusement*, de nouvelles *négociations* commerciales mondiales dans le cadre du GATT. Le Mexique était le dernier grand pays non membre de l'accord. Reste à savoir si Mexico parviendra à vaincre les nombreuses réticences internes, qui *apparaissent, et se rangera ou non,* au sein du GATT, parmi les opposants aux demandes américaines portant sur la libéralisation des échanges de services.

F. Cr.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

Au Portugal

HAUSSE SURPRISE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Surprise et désarroi au Portugal. Après avoir multiplié les déclarations apaisantes et assuré les Portugais que la rude austérité à laquelle ils ont été soumis durant deux ans de gouvernement socialiste touchait à sa fin, la nouvelle équipe au pouvoir (social-démocrate) a annoncé une cascade de hausses des prix : relèvement de 14 % pour les produits alimentaires de base et les transports publics, forte hausse de *l'essence, etc.*

En dépit de la revalorisation des retraites décidée la semaine der*nière, ces décisions vont lourdement* peser sur les plus défavorisés.

Le premier ministre a promis *qu'aucune nouvelle hausse des tarifs* publics ne serait appliquée l'an prochain, et qu'il entendait toujours ramener l'inflation à 14 % en 1986, contre 16 % cette année et 30 % en 1980.

Mais d'ores et déjà ses décisions surprises sur les produits alimentaires provoquent une levée de bouclier.

SOCIAL

« Il n'y a pas trop de fonctionnaires d'Etat en France » nous déclare M. Jean Le Garrec

Selon M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, le débat sur le nombre de fonctionnaires est « le plus absurde et le plus dangereux qui soit »

« La fonction publique n'est-elle pas une « victime » exemplaire de la politique de rigueur ? »

– La nécessité de maîtriser la dépense publique a eu des conséquences qu'il faut analyser à deux niveaux. Sur les salaires, nous avons garanti le pouvoir d'achat moyen en masse, ce qui signifie clairement que pour un certain nombre de fonctionnaires, n'ayant pas bénéficié individuellement d'un avancement catégoriel ou de la revalorisation des bas salaires, il y a eu une légère perte de pouvoir d'achat. Pour d'autres, au contraire, il y a eu une augmentation.

» C'est une politique extrêmement difficile. Je reconnais l'effort consenti par les fonctionnaires et la responsabilité des syndicats qui ont accepté pour 1985 un accord salarial qui, dans le cadre d'une politique de rigueur, était le plus juste possible : maintien du pouvoir d'achat en masse, évolution des bas salaires. Ces objectifs, très clairs, ont été respectés par le gouvernement. Les résultats prévisibles pour 1985 sur l'inflation peuvent renforcer la qualité de cet accord. Dès décembre, je préparerai la réflexion technique pour l'application de la clause de sauvegarde en janvier. Même si nous avons voulu faire les choses au plus juste, un effort est demandé, mais cette politique est moins sévère que l'ensemble des politiques en Europe.

– Les effectifs ont de nouveau diminué en 1986...

– Il n'y a pas trop de fonctionnaires d'Etat en France. Le débat sur le nombre de fonctionnaires est le plus absurde, le plus irréel et le plus dangereux qui soit. Je peux même démontrer qu'il y a un risque de sous-administration, que l'on prenne le nombre d'enseignants, d'agents de sécurité ou de ceux qui donnent des informations aux usagers.

» Pour 1986, nous avons admis le principe d'une diminution de 4 300 postes budgétaires, ce qui n'empêche pas un effort d'augmentation des effectifs, particulièrement dans l'éducation, la recherche, la justice, la culture. C'est un effort que nous demandons. Il oblige à une réflexion nécessaire sur la meilleure utilisation des moyens, dans le cadre des contraintes actuelles, mais il ne doit pas être systématisé pour les années à venir.

» L'opposition, elle, fait appel à un réflexe primaire de l'opinion à des fins électorales. Si l'on veut faire 10 milliards d'économies cumulés sur les deux budgets 1986 et 1987, il faudra avoir supprimé à la fin de 1987 80 000 postes de fonctionnaires. C'est totalement impossible, sauf à casser entièrement la fonction publique d'Etat ou à limiter, dans des conditions que je ne discerne pas, le champ d'intervention de l'Etat.

» Une de mes inquiétudes est que, face aux pouvoirs que nous avons donnés aux collectivités territoriales, une insuffisance des moyens de la puissance publique se traduise par une paupérisation de l'Etat et un déséquilibre des pouvoirs extrêmement dangereux. N'oublions pas que 98 % des agents de la fonction publique sont sur le terrain, en contact avec les collectivités, les usagers, les entreprises. Il ne faut pas confondre la nécessité de maîtriser la dépense publique et l'obligation de renforcer les moyens des services extérieurs de l'Etat.

– Vous avez récemment introduit la notion de durée annuelle du temps de travail dans la fonction publique. Jusqu'où peut aller la flexibilité chez les fonctionnaires ?

– Cette introduction est liée à la mise en œuvre d'autres formes d'organisation du travail : temps partiel (à peu près 115 000 agents), cessation progressive d'activité (15 000 agents). La première application de cette organisation annuelle du temps de travail a été faite après négociation avec les organisations syndicales pour le personnel de service, de l'éducation nationale (120 000). Leur durée hebdomadaire de travail varie de 33 heures à 41 h 30, sur une moyenne de 40 h 30 pour 1985, soit une réduction puisque leur semaine était auparavant de 41 h 30.

» J'ai fait faire une enquête dans douze départements sur l'ouverture des services publics avec le souci d'adapter les horaires, par exemple le samedi matin, aux nécessités du terrain. Ces formes d'organisation du travail aideront à cette adaptation négociée avec les syndicats. Chaque ministère va y réfléchir, dans le cadre des commissions techniques paritaires, en liaison avec le ministère de la fonction publique. Il y a une avancée considérable des comportements dans le sens d'une fonction publique mobile et flexible, recherchant le meilleur service, en tenant compte des souhaits de ses agents et des usagers. C'est une révolution tranquille.

Deux plans ambitieux

– La fonction publique a-t-elle les moyens d'avancer réellement dans la voie de la modernisation ?

– Les moyens sont toujours insuffisants. Il faut donc faire un effort constant pour dégager les moyens indispensables. Ce que nous faisons pour les crédits d'investissement technologique : près de 3 milliards dans le budget 1986, 12 % d'augmentation en francs constants. Il faut continuer à l'avenir et rattraper le retard.

» Pour la formation, des efforts importants ont déjà été entrepris. Il faut maintenant faire apparaître, par rapport aux nouvelles technologies, qui sont surtout des techniques de communication, une nouvelle culture administrative qui se greffe sur les qualités traditionnelles : rigueur, formation juridique, connaissances administratives. Je lancerai à la fin de cette année, pour démarrage début 1986, deux plans ambitieux. Le premier concerne, sous trois ans, l'initiation à l'informatique de 100000 fonctionnaires. Les supports de formation seront prêts à la fin de 1985. En second lieu, j'organise maintenant le lancement dans dix régions en 1986 de stages d'initiation aux nouvelles technologies de communication. Durant l'année 1987, le mouvement doit être étendu à toute la France. Les financements sont acquis.

» Sur la modernisation de la fonction publique, j'annonce ce jour un programme pour trois ans (1986, 1987, 1988) autour de dix propositions : trois concernant l'évolution du métier des agents, trois l'amélioration des relations avec les usagers (par exemple, la création du service public de l'information aux usagers : vingt centres supplémentaires « administration à votre service » vont être créés en 1986) et quatre portent sur l'amélioration de la technologie administrative. Ce programme comporte une obligation d'évaluation annuelle de l'action de chaque ministère, qui sera incorporé dans le rapport annuel sur la fonction publique.

La résistance au changement

– Quels changements peuvent permettre de passer du « tout Etat » au « mieux d'Etat », selon votre formule ? La résistance au changement n'est-elle pas plus forte que dans le secteur privé ?

– Je retiens cette expression : *« résistance au changement »*. J'ai demandé une évaluation sur le climat psychologique dans la fonction publique. Il faut redonner confiance aux fonctionnaires. On ne peut vaincre les résistances au changement et les pesanteurs sans une grande mobilisation. La pire des méthodes est de dénigrer. Il faut aussi montrer la nécessité impérieuse de l'effort. La réponse aux attaques contre la fonction publique se trouve, chez les agents eux-mêmes, dans l'effort au quotidien pour simplifier et apporter la meilleure information aux usagers.

» La concertation est également nécessaire. Je viens de relancer le groupe Baquiast sur les nouvelles technologies. Il va engager avec les ministères et les organisations syndicales une réflexion sur les postes de travail, l'ergonomie et, pourquoi pas, l'adaptation nécessaire de tel ou tel statut. Contrairement à ce que certains disent, le statut de la fonction publique est un texte qui garantit des droits, définit des obligations et permet la mobilité.

» Même si cela est difficile, même s'il faut déployer beaucoup d'énergie et de persévérance, c'est la condition fondamentale d'une organisation républicaine de l'Etat, d'un Etat dont on pourrait dire qu'il est notre pacte et notre paix. Dans les propositions faites par certains hauts responsables de l'opposition, qui sont en général des fonctionnaires, il y a non pas *« vivement demain »* mais plutôt *« vivement avant-hier »*. C'est la résurgence d'une vision de l'Etat qui me fait davantage penser à l'esprit de la restauration qu'aux nécessités de demain. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

QUARANTE-DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGT

Dans le vif du débat

A l'applaudimètre, ce sont indéniablement MM. Georges Séguy et Georges Marchais (1), le maire communiste de Montreuil, qui a vanté la *« coopération »* avec la centrale syndicale, et le représentant de la Fédération syndicale mondiale (FSM), qui ont été les plus applaudis lors de la seconde journée du quarante-deuxième congrès de la CGT, le lundi 25 novembre, à Montreuil. Mais, au-delà des oraisons rituelles, le débat est entré dans le vif du sujet, mêlant activité passée et orientation pour les trois prochaines années.

Devant des délégués attentifs, dont nombre arboraient une écharpe rouge fabriquée grâce au procédé Novacore, expérimenté aux ARCT, la ligne de partage — inégale — est clairement apparue. Les mises en cause du *« gouvernement socialiste »* n'ont pas manqué. Et les « durs » sont montés au créneau. M. Fournier, pour le syndicat Renault, puis M. Georges Lanoue, pour la Fédération des cheminots, ont demandé que le projet de document d'orientation *« soit actualisé »* pour mieux faire apparaître la responsabilité du pouvoir. Clarté d'abord.

« Ce document d'orientation me convient. S'il devait être modifié, je ne pourrais être qu'en désaccord », a répliqué tranquillement M. André Deluchat, secrétaire de la CGT et membre du PS. Ecouté en silence et n'essuyant que quelques maigres sifflets, M. Deluchat a estimé qu' *« il faut éviter de laisser croire ou penser que la CGT souffle tantôt le chaud, tantôt le froid, selon les variations des forces politiques en présence »*. Voulant « parler vrai », il a lancé : *« Je conteste le fait que nous disions qu'il y a une accélération de la casse dans tous les domaines. Je pense que nous sommes, en 1985, en pleine répercussion concrète de la politique dite de rigueur décidée en 1983 sous un gouvernement d'union de la gauche. »* Iconoclaste ! A côté, la critique d'extrême gauche du syndicat de l'INSEE était bien pâle.

Mais la surprise est venue d'où on ne l'attendait pas. M. Georges Séguy, d'abord. L'ancien secrétaire général de la CGT a paru apporter son soutien à son successeur en affirmant : *« Il n'y a aucun doute à avoir sur la supériorité de notre conception de classe du syndicalisme par rapport à la vieillerie de la collaboration de classes. »* Mais n'était-ce qu'un appui ? On a entendu M. Séguy paraphraser le slogan du quarantième congrès, de 1978, celui de l' *« ouverture »*, appeler à la tolérance, au dialogue, à la recherche de l'unité d'action, *« pour que les conditions du changement tant espéré en 1981 puissent être concrétisées sous la pression irrésistible d'une vaste exigence populaire »*.

Présenté comme un « dur », M. François Duteil, secrétaire général de la Fédération de l'énergie, a tenu un langage modéré. *« Nous ne disons pas*, a-t-il dit, *que la droite, le patronat, le gouvernement socialiste, c'est la même chose, comme nous n'avons jamais nié les aspects positifs de la période 1981-1982. Cependant, force est de constater que chacun joue de son instrument sous la conduite bienveillante d'un chef d'orchestre qui a progressivement changé de partition. »*

M. N.

(1) Le PS, le PSU, de nombreuses associations, sont aussi représentées, comme d'anciens dirigeants de la CGT (Mme Gilles et M. Moynot). Il n'y a aucune délégation étrangère.

● **M. Queyranne : isolement.** – M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a affirmé, lundi 25 novembre, à propos du congrès de la CGT : *« Quand la CGT paraît s'aligner sur les positions du parti communiste, il en résulte inéluctablement pour elle (...) une perte d'influence »*. Tout en souhaitant attendre la fin du congrès pour se prononcer, les socialistes estiment que ce congrès *« semble confirmer la stratégie d'isolement »* de la centrale de M. Krasucki.

Selon M. Queyranne, une mise à l'écart, à l'issue de ce congrès, des membres socialistes du bureau confédéral de la CGT serait *« plus qu'un isolement, confinerait à l'enfermement »*.

● **Le secrétaire général de la CGT Renault-Douai condamné.** – Le secrétaire général de la CGT à Renault-Douai a été condamné, le 22 novembre, à 2 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Douai (Nord) pour diffamation envers la direction de l'usine.

La direction avait poursuivi le leader syndical M. Jean-François Caré à la suite de la publication par la CGT, en novembre 1984, d'une lettre ouverte dans laquelle le syndicat établissait un rapprochement entre la direction et les *« assassins »* d'un syndicaliste turc abattu dans les Yvelines.

Une procédure de licenciement a par ailleurs été engagée contre M. Caré et le secrétaire CGT du comité d'établissement, soupçonnés d'avoir agressé deux employés de l'usine, le 15 octobre.

AGRICULTURE

Les exportations agricoles des pays méditerranéens vers la CEE seront garanties

De notre correspondant

Bruxelles. — La CEE va tenir compte des effets de son élargissement à l'Espagne et au Portugal sur les économies des onze pays méditerranéens qui lui sont associés (1). Les ministres des affaires étrangères de la Communauté ont en effet confié, le lundi 25 novembre, à la Commission européenne, un mandat de négociations portant sur le maintien des exportations actuelles de la zone sud-méditerranéenne vers le marché européen. Les Dix ont en outre pris l'engagement d'accroître leur aide financière au cours des cinq prochaines années.

Dès 1983, alors que les discussions avec Madrid et Lisbonne piétinaient, la France subordonnait son accord, pour accélérer les pourparlers d'adhésion, à la présentation de sérieuses garanties offertes aux pays méditerranéens. Malgré des engagements successifs, y compris au niveau du Conseil européen, la CEE était sur le point d'accueillir l'Espagne et le Portugal sans que la question méditerranéenne soit réglée.

Les dernières difficultés sont venues de l'Italie, qui demandait en échange des concessions agricoles souhaitées par Bruxelles que les pays européens «riches» acceptent un effort financier pour répondre aux préoccupations des Etats méditerranéens. De leur côté, la France et la Commission mettaient surtout l'accent sur la nécessité de préserver les ventes traditionnelles de produits agricoles de ces pays.

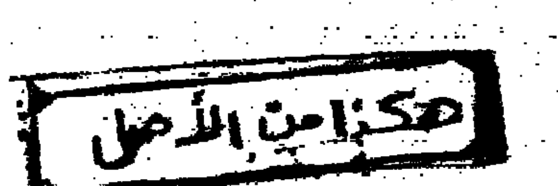
Le compromis intervenu lundi concilie finalement les deux positions. La Commission va pouvoir offrir aux partenaires des Dix, pour leurs exportations agricoles, un traitement équivalant à celui consenti à l'Espagne et au Portugal au cours de la période transitoire qui s'achèvera à la fin de 1995.

Pour les produits dits *« sensibles »* (tomates, agrumes, raisins) exportés surtout par le Maroc, la Tunisie, Israël et Chypre, la Communauté s'engage, à partir de 1990, date à laquelle les frontières des Dix s'ouvriront réellement aux productions ibériques, à fixer les prix minimaux à l'importation à un niveau tel que les règles de concurrence soient égales entre les nouveaux Etats membres et les pays méditerranéens.

Pour les autres produit, qui font l'objet de recettes substantielles à l'exportation — vin (Maghreb et Yougoslavie) et huile d'olive (Tunisie), — les Dix offrent également une amélioration des conditions d'accès au marché européen. Depuis 1976, la CEE accorde aux pays concernés une aide financière sous forme de subventions et de prêts préférentiels aux conditions du marché. Pour la période 1982-1986, le volume global octroyé par les Dix va atteindre un milliard d'ECU (environ 7 milliards de francs).

MARCEL SCOTTO.

(1) Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Liban, Jordanie, Syrie, Israël, Malte, Chypre, Yougoslavie.



La technologie est une ressource mondiale

Fiers de partager la production locale.



Il est tout naturel pour des gens qui travaillent ensemble d'être fiers de ce qu'ils produisent. Quoi de plus satisfaisant que de partager expérience et savoir-faire, et d'aider à fournir des produits d'intérêt collectif.

Fabriquer sur les marchés où nous traitons

Les investissements de Canon en *Europe croissent régulièrement* depuis 1963, date à laquelle nous avons créé notre première filiale à Genève. Aujourd'hui, nous avons dix-sept unités de ventes implantées localement dans chaque pays. Mais nous savions dès le départ que pour nous rapprocher de nos marchés, un réseau de ventes seul n'était pas suffisant.

En 1972, nous avons inauguré notre pre*mière usine européenne* à Giessen, en R.F.A., pour fabriquer les célèbres copieurs Canon. En 1983, nous en avons ouvert une autre en Bretagne et Canon Bretagne fabrique désormais des copieurs individuels et des machines à écrire électroniques.

Ces unités de production se sont *avérées si profitables* que la plupart des copieurs que nous vendons en Europe sont fabriqués en Europe.

Qui plus est, des unités de fabrication couronnées de succès contribuent à aider d'autres industries. Ceci est particulièrement vrai dans notre cas. Grâce à notre politique d'achats sur place, un montant de plus en plus important de pièces détachées, de fournitures et de matériel de production automatisée provient de la Communauté. Et le secteur tertiaire, de la restauration aux socié*tés de transport, en bénéficie lui aussi.*

La prospérité se partage

Près d'un tiers du total de nos employés n'est pas japonais et nous en comptons plus de 5.000 rien qu'en Europe. Nos actionnaires européens, qui possèdent 25 pour cent de notre stock, partagent aussi notre succès.

Partager les bénéfices ne suffit pas. Dans le *cadre de notre engagement à long terme en* Europe, nous formons les revendeurs et les repré*sentants, les techniciens et les cadres. Et par la* même occasion, nous apprenons à travailler tous ensemble pour nos profits mutuels.

Les produits et ceux qui sont à leur origine

Chacun des produits Canon est l'illustration parfaite de ce que le consommateur veut que la technologie accomplisse pour lui. Ainsi, il y a dix ans, nous *nous sommes-rendus compte qu'un* microprocesseur simplifierait du tout au tout la photographie pour les amateurs éclairés. Le résultat? Ce fut l'AE-1, le premier appareil photo à combiner micro-informatique et optique de qualité professionnelle.

En tant que fabricants de copieurs, nous avons aussi pensé qu'un copieur individuel serait utile. Désormais, avec les copieurs «personnels» Canon, chacun peut avoir chez soi un copieur de *haute qualité. Aujourd'hui, notre technologie, qui* combine les éléments clé du processus de copie *sous une cartouche remplaçable, a transformé* le monde de la bureautique.

Notre prochaine étape sera d'élargir nos activités de recherche et développment en Europe pour faire progresser les secteurs de l'optique, de l'électronique et de la mécanique de précision. Grâce à la collaboration de nos partenaires étrangers, nous pouvons nous attendre à récolter ensemble les fruits de nos efforts à tous, avec fierté.

Canon

Canon Inc., Canon Europa N.V., Canon France S.A., Canon France Photo Cinéma S.A.

AFFAIRES

ENTREPRISES

Habitat-Mothercare et British Homes Stores veulent fusionner

Les directions des deux chaînes de magasins britanniques Habitat-Mothercare (HM) et British Homes Stores (BHS) ont annoncé, le 25 novembre, leur intention de fusionner pour constituer un groupe d'environ 880 magasins, avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 1 milliard de livres (près de 11,4 milliards de francs). La fusion, *soumise à l'approbation des conseils d'administration des deux sociétés* et des pouvoirs publics, doit être réalisée grâce à la création d'un holding dont les parts seront distribuées aux actionnaires en échange de leurs titres. Le capital serait partagé à raison de 55 % pour les actionnaires de BHS et de 45 % pour ceux de HM. Le PDG du groupe sera Sir Terence Conran, fondateur de la chaîne de magasins d'ameublement Habitat, qui avait, en 1981, fusionné avec *Mothercare (futures mamans et bébés)*, puis absorbé Now (vêtements pour adolescents) et Richards (habillement pour femmes), ainsi que les magasins d'ameublement Heals. En juin dernier, Habitat-Mothercare a pris, en France, avec la Garantie mutuelle des fonctionnaires, le contrôle de la FNAC. BHS exploite 128 magasins de grande surface non alimentaire. Sir Terence Conran se propose de développer le système du « shopping électronique », qui permet à la *clientèle de faire ses achats depuis son domicile.*

Elf va implanter une usine chimique au Japon

Elf-Aquitaine devrait implanter une unité de chimie lourde au Japon grâce à une association à 50/50 entre sa filiale Atochem et un partenaire nippon, a annoncé M. Pecqueur, le président du groupe français. *L'investissement se monterait à environ 200 millions de francs.* Cette opération s'inscrit dans les efforts d'Elf pour accroître son chiffre d'affaires actuellement de 4 milliards de francs au Japon, dans les domaines pétroliers, pharmaceutiques et surtout *chimiques au travers d'Atochem.* Elf compte une scixantaine de salariés dans l'archipel. A plus long terme, le groupe espère écouler au Japon une partie du gaz de son gisement « Bonaparte » situé au nord de l'Australie.

Alsace : jumelage des aides régionales et bancaires aux PME

La région Alsace et six banques *régionales ont signé*, le 22 novembre, des conventions de jumelages des aides régionales et du crédit bancaire. En clair, les banques (Banque fédérative du Crédit mutuel, Banques populaires, Crédit agricole, Crédit *industriel d'Alsace et de Lorraine*, Société générale alsacienne de banque, Banque nationale de Paris) s'engagent à proposer aux PME, qui décrocheraient une aide du conseil régional des prêts à taux privilégié, entre 8 % et 11 %.

Ces banques *réservent* pour ces conventions *155 millions de* francs pour renforcer ainsi les *21 millions d'aide aux* entreprises inscrits au budget régional. Comme l'entreprise aidée peut aussi prétendre à des concours bancaires classiques, l'enveloppe globale atteindrait les 300 millions, selon les calculs des services *régionaux.*

Les six conventions ont été *signées simultanément*, mais négociées séparément. Chaque banque s'engage pour sa propre enveloppe et ses taux. – (*Corresp.*)

Volkswagen exportera des camions aux Etats-Unis

Le constructeur automobile *ouest-allemand* Volkswagen, peu connu jusque-là dans le poids lourd, a décidé de commencer à exporter, fin 1986, des camions entre 6 et 15 tonnes du Brésil vers l'Amérique du Nord. La filiale brésilienne de VW s'est, en *effet, retrouvée constructeur de* camions avec le rachat, en 1979, de l'affaire brésilienne de Chrysler. Depuis, VW est passé de 4 % à 25 % du marché brésilien dans cette catégorie et a exporté vers le reste du continent sud-américain, l'Afrique et la Chine. Pour mener à bien sa *percée sur le marché nord-*américain, VW pourrait s'associer à l'américain Paccar, troisième constructeur de poids lourds aux Etats-Unis, mais présent jusque-là uniquement dans la catégorie supérieure à 15 tonnes.

Informatique : *fusion de Convergent* et de 3-Com

Les deux firmes américaines Convergent Technologies, fabricant de terminaux *informatiques*, et 3-Com, spécialisée dans les *réseaux locaux informatiques*, ont annoncé qu'ils allaient fusionner, pour couvrir le marché des ordinateurs de bureaux reliés par réseaux, selon le *Wall Street Journal.* 3-Com a réalisé 5 millions de dollars de bénéfices *pour l'année fiscale se terminant* au 31 mai 1985, sur un chiffre *d'affaires* de 46,3 millions de dollars. Convergent, après avoir traversé des difficultés, vient de « sortir du rouge » sous la houlette de son nouveau président, M. Paul Ely, un ancien de Hewlett-Packard. Le groupe fran*çais Bull est lié à Convergent et* fabrique sous licence des terminaux Questar.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

« Créer les emplois de demain », thème du congrès des comités d'expansion

Le crépuscule des pleurnichards

De notre envoyé spécial

Mâcon. – Le thème du 33e congrès du Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP), « Créer les emplois de demain », qui s'est réuni les 21 et 22 novembre à Mâcon, n'a été qu'incomplètement traité. Comment pouvait-il en être autrement, alors qu'il est déjà si difficile de maintenir les emplois d'aujourd'hui, et tout aussi malaisé de repérer les activités ou les secteurs qui, d'ici à l'an 2000, seront en progression ?

« Il faut savoir que, parmi les métiers qui seront offerts dans quinze ans, un sur deux n'existe pas aujourd'hui », a eu raison de rappeler M. Jean-Pierre Worms, secrétaire général du CNERP.

Modestes, les responsables de comités d'expansion, qui regroupent sous la bannière du CNERP tous ceux qui sont engagés dans le développement local et régional, n'ont pas voulu dresser une liste des secteurs qui tiendront le haut du pavé de l'économie dans les prochaines décennies. Ils ont seulement tenté de définir les conditions qui devraient permettre d'envisager l'avenir avec un relatif optimisme :

– la conversion des entreprises est un impératif permanent pour chacune d'entre elles ;

– les grandes firmes endossent une responsabilité économique, sociale et politique vis-à-vis du territoire *où elles sont implantées* : solidarité pour le meilleur et pour le pire. Le Creusot est le type même de la « ville-usine » ou de l'usine qui s'est faite ville ;

– dans la logique économique *récente, « l'impunité l'a trop longtemps emporté sur la sanction, et la sécurité sur le risque,* a dit Claude Neuschwander, consultant, président du cabinet Ten. *Aux idéologies sclérosantes doit se substituer la recherche systématique des valeurs ajoutées » ;*

– face à la compétition européenne, l'accumulation des richesses de haut niveau sur une seule métropole, bien qu'elle provoque des effets néfastes sur les départements alentour, n'a pas que des mauvais côtés. Ainsi Toulouse est parvenue à un stade d'autodéveloppement. Les saupoudrages, *sous prétexte de répartition* et de solidarité, ne tiennent pas lieu de politique ;

– pour une (trop) large part les crédits publics et l'attention des responsables sont consacrés au colmatage des *affaires en difficulté*, alors que des idées ou des projets som*meillent* ou *que* des PME dynamiques sont bloquées dans leur développement. N'est-il pas temps de donner la primauté aux « meilleurs » plutôt qu'aux pleurnichards ?

– l'aménagement du territoire, ses objectifs et ses outils doivent être revus. M. Michel Albert, président des AGF, a déclaré : *« Les crédits déjà maigres sont devenus étiques. L'architecte de l'aménagement du territoire s'est transformé en pompier, voire en syndic de faillite. » « Non,* lui a répondu M. Jacques Sallois, délégué à l'aménagement du territoire. *Outre les engagements scrupuleusement respectés par l'Etat dans les contrats de plan – 8,5 milliards en 1985, 9,6 en 1986, – le gouvernement mobilise à Bruxelles des sommes croissantes : 600 millions en 1985 et plus de 1 milliard en 1986. »*

Les préfets en avant

Comme toujours pour les congrès du CNERP, la venue d'une brochette de ministres était prévue. Deux se sont décommandés. Un autre, Mme Cresson (redéploiement industriel et commerce extérieur), a délivré aux congressistes un message expéditif et décevant. M. Bérégovoy (économie et finances), s'il a reconnu que *« notre économie perdait plus d'emplois qu'elle n'en créait »*, a fait preuve d'optimisme en appelant *« à l'imagination et au risque ».*

Quant à M. Pierre Joxe, il a demandé aux préfets dans les départements et les régions de prendre la tête de la bataille économique. Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation n'a malheureusement pas précisé si les trésoriers payeurs généraux, qui tiennent les cordons de la bourse et qui souvent retardent l'application d'une décision essentielle, devaient eux aussi, comme les autres fonctionnaires, *dépendre hiérarchiquement* des commissaires de la République.

Clôturant les travaux, M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat aux *transports et président* du CNERP, a suggéré que cet organisme devienne un lieu de rencontre où se retrouveraient régulièrement les représentants de tous les partenaires intéressés par l'évolution régionale, à l'image de ce que fut autrefois la commission nationale d'aménagement du territoire (CNAT) présidée par Philippe Lamour.

Ecoles de dialogue, les comités d'expansion contribuent, en faisant cohabiter des élus de tous bords, des animateurs économiques, des techniciens et des chefs d'entreprise *« à la maturation des idées et à l'apparition d'une logique de responsabilité des uns et des autres devant l'emploi ».* C'est ce *« pluralisme »* qu'il faut à tout prix préserver, a conclu M. Josselin. A l'évidence, cohabitation ou pas, il prenait date pour l'après-mars 1986.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA RURALITÉ

Un tour de France en vingt-quatre heures

De notre envoyé spécial

Bourg-en-Bresse. – L'important n'est-il pas d'exister ? C'est la principale vertu des Etats généraux de la ruralité, qui se sont tenus le 23 novembre à Bourg-en-Bresse. Sous ce titre pompeux qui fleure bon la période prérévolutionnaire a eu lieu une sage réunion avec, comme il se doit, table ronde et séance plénière.

La qualité des intervenants, l'ampleur de l'organisation, le nombre de soutiens commerciaux, ne suffisent pas pour faire d'un colloque une journée de réflexion, et surtout d'action. Les thèmes, pourtant, étaient riches, trop peut-être : communes rurales et aménagement du territoire, agriculture et activités économiques, technologies nouvelles et formation, tourisme et santé, culture. Dans ce genre de manifestation, la tendance est au diagnostic, mais la synthèse se révèle un art difficile.

Pourquoi, dès lors, ces états généraux, qui furent sur le plan quantitatif un succès, avec environ huit cents participants ? D'abord parce que le développement local est devenu en milieu rural sinon une réalité incontournable, du moins l'objet d'un discours ; parlant ou réalisant, les maires ruraux sont en première ligne. En second lieu, parce que la Fédération nationale des maires ruraux (FNMR), qui organisait ces états généraux, avait besoin de *s'affirmer et, avec elle, son entreprenant* président, M. François Paour, maire de Saint-Bernard, près de Lyon.

Forte aujourd'hui de quelque neuf mille adhérents, la FNMR a été créée en 1971 en réaction contre le désintérêt manifesté pour les ruraux par l'Association des maires de France. Depuis, celle-ci a réagi et a créé une section des communes rurales. Egratignant gauche et droite, citant Lénine et Kennedy, le président Paour a plaidé pour un *touchant unanimisme afin d'entraîner* ses troupes dans un acte de foi : tous ensemble pour le développement local et les communes rurales.

Elles sont nombreuses, ces communes : 34 500 qui, sur 90 % du territoire, accueillent 40 % de la population française. Le champ d'action est effectivement fort vaste. La FNMR, *d'ailleurs, avec des dossiers* sur les plans d'occupation des sols et l'informatique communale, occupe avec d'autres le terrain de la formation des élus. Mais de là à appréhender en une journée les communes dans tous leurs aspects, c'était décidément trop ambitieux.

JACQUES GRALL.

FAITS ET CHIFFRES

Nouveau président à la Bourse de commerce de Paris. – M. Lucien Renier, membre du conseil de direction de la compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris, a été nommé président de cet organisme, en rem*placement de M. Michel G. Wiart.* Celui-ci avait présenté sa démission après avoir été lourdement condamné par les tribunaux en même temps que trois autres de ses *collègues et autant de remisiers dans* le cadre d'une affaire d'escroquerie (*le Monde* du 21 novembre), condamnation dont il a d'ailleurs fait appel.

● **Les détaillants en fruits et légumes pour la liberté des prix.** – Les détaillants en fruits et légumes ont réclamé une libération de leurs prix, lors de leurs premières assises nationales tenues lundi 25 novembre, à Paris, *en présence du ministre* de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy. Ce dernier a défendu le système actuel d'encadrement des prix du commerce, en soulignant que ces prix étaient fixés en étroite collaboration avec les milieux professionnels. Selon lui, un certain nombre de contrôles restent *nécessaires. Tout en s'engageant* à aller vers une plus grande libéralisation, le ministre a ajouté qu'il n'entendait pas supprimer les dispositions permettant de s'opposer aux ententes limitant la concurrence.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

25 novembre

Consolidation en hausse

Lundi 25 novembre, grande était la curiosité, en Bourse, à l'ouverture de la séance, après la hausse de près de 3 % qui avait fait bondir la cote à la veille du week-end.

Eh bien, ce mouvement s'est consolidé (+ 0,5 %), ce qui a impressionné les familiers de la corbeille : quelle santé !

Si certains titres ont plafonné ou cédé quelques (maigres) fractions, d'autres ont poursuivi leur course, à commencer par Michelin, dont la cotation a dû être retardée en raison de l'abondance des demandes, avec une hausse de 8 %. Autres vedettes, Thomson-CSF (+ 3 %), au plus haut, Sanofi (+ 3 %).

Les pétroles ont été à nouveau recherchés (Total + 3,6 %) et Raffinage (+ 4,8 %). Autres avances notables, Moulinex (+ 6,7 %), Eurafrance (+ 4,8 %), Penarroya (+ 4,5 %), BIS.

Quelques reculs, parmi lesquels SCREG (– 4 %), Télémécanique (– 2 %), UCB (– 2 %), Chargeurs (– 2 %), Compagnie du Midi (– 1,48 %).

Bref, le marché a été « coiffé », selon l'argot des boursiers, mais dans d'excellentes conditions, le volume des transaction, toutefois, s'inscrivant en dessous de celui de vendredi (près de 1,4 milliard de francs pour le marché à règlement mensuel).

Notons, enfin, que les investisseurs institutionnels cherchent maintenant à réinvestir le produit de leurs ventes récentes, faites au profit des étrangers, et font la chasse aux valeurs secondaires, réputées « en retard », mais dont le marché est moins large que celui des grandes vedettes.

Sur le marché obligataire, les cours ont légèrement fléchi après la forte avance de la veille du week-end, notamment sur les emprunts d'Etat à plus de sept ans.

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 400 F à 83 000 F, en liaison avec la hausse de l'once à Londres à 330,50 dollars (+ 4 dollars), le napoléon restant stable à 511 F.

NEW-YORK

Repli

Parvenu à la veille du week-end à son plus haut niveau de toujours, Wall Street s'est sensiblement replié lundi sur des ventes bénéficiaires. A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 456,64, soit à 7,69 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a reflété ce résultat. Sur 2 013 valeurs traitées, 1 084 ont baissé, 541 ont monté et 388 n'ont pas varié.

Ce recul s'est toutefois opéré en bon ordre avec, d'une façon générale, très peu d'affaires. L'activité, qui a porté sur 91,71 millions de titres (contre 133,75 millions vendredi), a été la plus faible enregistrée depuis le 14 octobre dernier.

Les professionnels se disaient satisfaits de la tournure prise par les événements. Autour du « Big Board », le sentiment était toujours excellent. « *Je ne vois aucune raison pour que le marché baisse* », disait un « broker ». « *L'intérêt s'est seulement relâché un peu.* » Pour tout dire, la communauté table toujours sur une détente des taux.

Les prises de bénéfices ont surtout pesé sur le compartiment des services, un des *chefs de file du récent mouvement de* hausse. Parmi les « Blue chips », IBM, ATT et General Electric ont fait l'objet de quelques dégagements.

VALEURS	Cours du 22 nov.	Cours du 25 nov.
Alcoa	35 3/4	36
A.T.T.	23 1/4	23 1/8
Boeing	48 1/8	47 3/4
Chase Manhattan Bank	64	63 3/4
Du Pont de Nemours	63 3/4	63
Eastman Kodak	49 1/8	48
Exxon	52 7/8	52 7/8
Ford	55 1/4	54 3/8
General Electric	65 7/8	65
General Foods	non coté	non coté
General Motors	70 3/8	70 3/4
Goodyear	28 7/8	28 7/8
I.B.M.	139 1/2	138 7/8
I.T.T.	33 5/8	33 3/8
Mobil Oil	31 7/8	31 3/4
Pfizer	50 1/4	50 1/2
Schlumberger	35 3/8	36 5/8
Texaco	34 1/8	34 1/4
U.A.L. Inc.	47 3/8	47 1/8
Union Carbide	61 7/8	61 3/8
U.S. Steel	26	25 3/4
Westinghouse	46 1/2	45 3/4
Xerox Corp.	67 1/2	68 1/4

AUTOUR DE LA CORBEILLE

GUYENNE GASCOGNE : ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES. – Ce groupe du secteur de la distribution envisage de procéder prochainement à une émission d'obligations convertibles à hauteur d'environ 80 millions de francs (avec un taux d'intérêt voisin de 9 % et une parité d'échange d'une obligation pour cinq actions) destinée à financer son programme d'investissements. Celui-ci porte sur 40 millions de francs pour 1986 (contre un peu plus de 30 millions cette année), y compris 22 millions de francs affectés à la construction d'un entrepôt à Labenne, près de Bayonne. Grâce aux mesures de restructuration appliquées à l'ensemble du groupe, Guyenne Gascogne escompte un chiffre d'affaires en augmentation, en volume, de 1,5 % l'an prochain (5,1 milliards de francs au précédent exercice), la marge commerciale devant progresser de 5 % environ après un recul de 1,2 % en 1985.

COTATION DU WARRANT MICHELIN. – Coté, pour la première fois, dans le cadre de l'augmentation de capital qui doit permettre l'acquisition d'une action Michelin au prix de 1 400 F, le bon de souscription, ou « warrant », a été traité à 600 F le 25 novembre. Cette cotation est intervenue alors que l'action « B » Michelin figurait le jour même parmi les plus fortes hausses de la séance avec une progression de 8 % environ.

PROCHAINE REPRISE DE COTATION EN BOURSE DE TROIS SOCIÉTÉS DU GROUPE BOUSSAC. – Suspendue depuis près d'un an, la cotation en Bourse de trois sociétés du groupe Boussac, la SFFAW (Société foncière et financière Agache Willot, à Paris), BSF (Boussac-Saint Frères), au hors cote de Lille, et La Belle Jardinière, au hors cote de Paris, reprendra au milieu de cette semaine, probablement jeudi 28 novembre.

Cette reprise de la cotation était prévue après l'accord donné fin 1984 par les pouvoirs publics au plan de redressement du groupe Boussac par le PDG de Ferinel, M. Bernard Arnault, qui a conduit au vote d'un concordat en septembre dernier et à une augmentation de capital de 400 millions de francs le mois dernier.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	22 nov.	25 nov.
Valeurs françaises	131,4	132,9
Valeurs étrangères	99,2	98,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	22 nov.	25 nov.
Indice général	246,6	248,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 26 novembre .... 8 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	25 nov.	26 nov.
1 dollar (en yens)	200,40	201,60

BOURSE DE PARIS Comptant 25 NOVEMBRE

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 25/11

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/11	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 878	7 814	7 620	8 170
ECU	6 734	6 735	....	....
Allemagne (100 DM)	304 840	304 720	294 500	309 500
Belgique (100 F)	15 070	15 063	14 450	15 300
Pays Bas (100 fl.)	270 800	270 610	262	277
Danemark (100 krd)	84 350	84 400	79	87
Norvège (100 k)	101 620	101 600	96 500	102 500
Grande-Bretagne (£ 1)	11 396	11 446	11 050	11 750
Grèce (100 drachmes)	5 177	5 176	3 800	5 300
Italie (1 000 lires)	4 515	4 511	4 200	4 700
Suisse (100 fr.)	372 120	372 050	3 620	3 780
Suède (100 krs)	101 320	101 240	96 500	102 500
Autriche (100 sch)	43 360	43 370	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	4 953	4 948	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 836	4 815	4 300	5 200
Canada ($ can 1)	5 721	5 672	5 450	5 850
Japon (100 yens)	3 907	3 894	3 790	3 940

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/11
Or fin (kilo en barre)	82800	83400
Or fin (en lingot)	83000	83400
Pièce française (20 fr)	511	511
Pièce française (10 fr)	482	.....
Pièce suisse (20 fr)	510	509
Pièce latine (20 fr)	485	484
Souverain	613	615
Pièce de 20 dollars	3600	3650
Pièce de 10 dollars	1855	1890
Pièce de 5 dollars	1400	.....
Pièce de 50 pesos	3120	3090
Pièce de 10 florins	526	528
Or Londres	328	330 50
Or Zurich	326 60	330
Or Hongkong	328 70	327 80
Argent Londres	6 15	6 25

Le Monde

AUX ETATS-UNIS

D'un espion à l'autre...

Décidément, les affaires d'espionnage alimentent la chronique à Washington. Lundi 25 novembre, la Sûreté fédérale (FBI) a arrêté un ancien employé de l'Agence pour la sécurité nationale (NSA), Ronald Pelton, quarante-quatre ans, accusé d'avoir travaillé pour l'URSS. Un tribunal de Baltimore (Maryland) l'a inculpé, le même jour, de violation de la Loi fédérale sur la collecte d'informations au profit d'un gouvernement étranger.

Entré à la NSA en 1965 comme spécialiste des communications, Pelton en aurait été licencié en 1979. Il est la quatrième personne arrêtée en cinq jours pour espionnage aux Etats-Unis.

Lundi également, on a appris, à Washington, qu'un cousin du capitaine Rawlings, chef d'Etat du Ghana, venait d'être libéré en échange d'une dizaine de Ghanéens pour lesquels, ont indiqué des responsables du ministère américain de la justice, « les Etats-Unis éprouvent un certain intérêt ». Ces Ghanéens, estime-t-on dans la capitale fédérale, auraient en fait été au service de la CIA. Ils ont pu gagner par avion, avec leur famille, un Etat africain non identifié.

Le parent du numéro un ghanéen, Michael Soussoudis, avait été arrêté pour espionnage le 10 juillet dernier. Il avait admis sa culpabilité la semaine dernière lors d'une audience à huis clos de son procès à Alexandrie (Virginie). Lundi, il apprenait sa condamnation à vingt ans de prison, en même temps que la réduction de cette peine par le juge à la durée de sa détention provisoire. Le même jour, il était remis à l'ambassade du Ghana à Washington, à condition qu'il quitte rapidement les Etats-Unis.

Ces deux affaires interviennent quelques jours après l'interpellation à Washington de deux autres espions, l'un, Jonathan Pollard, travaillant pour Israël, l'autre, Larry Wu-Tai Chin, pour la Chine populaire. C'est surtout la révélation du cas Pollard – son épouse, Anne Henderson-Pollard, a été également arrêtée – qui a causé le plus d'émoi dans la capitale fédérale, dans la mesure où elle met en cause Israël, l'un des alliés les plus proches des Etats-Unis.

Israël choqué

Le gouvernement israélien s'était déclaré, dimanche, « choqué » et « consterné » par les opérations prêtées à son agent (voir les premières éditions du *Monde* daté 26 novembre). Sans démentir que Jonathan Pollard, un ancien analyste de la Navy, ait travaillé pour lui, le ministère des affaires étrangères de Jérusalem avait promis de faire toute la lumière sur cette affaire, « en totale contradiction avec la politique d'Israël ». Pollard est accusé d'avoir livré des secrets militaires à Israël et au Pakistan pour 50 000 dollars, au cours des deux dernières années.

Selon des sources proches de l'enquête, citées par le *Washington Post*, l'agent aurait contacté un responsable israélien non identifié à Washington pour lui demander de venir à son aide, après avoir constaté qu'il était surveillé par le FBI. Ce responsable aurait promis de l'aider à condition qu'il déjoue la surveillance du FBI.

Quant à Pelton, le dernier espion connu arrêté pour sa coopération avec les Soviétiques, il aurait été démasqué grâce aux révélations du transfuge Vitaly Yourtchenko, qui est repassé à l'Est au début du mois, indique-t-on de source proche du FBI. Il aurait reçu de ses commanditaires de l'argent en liquide à plusieurs reprises, notamment 15 000 dollars lors d'un voyage à Vienne (Autriche) en janvier 1983. Il aurait commencé à travailler pour l'URSS à partir de 1980. – *(AFP, AP, UPI.)*

M. Pallez et Mme Bouillot nommés à la présidence du CCF et de l'Union de Banques à Paris

M. Gabriel Pallez, directeur général de l'administration générale de l'Assistance publique, va être nommé à la présidence du Crédit commercial de France (CCF), Mme Isabelle Bouillot, conseiller financier pour l'Afrique au Trésor, étant désignée, de son côté, à la présidence de l'Union de banques à Paris (UBP). Ces nominations, qui ne sont pas encore mentionnées au *Journal officiel* (lequel publie dans son édition du 26 novembre une liste de nouveaux administrateurs au CCF, à l'UBP, mais aussi à l'Européenne de banque, à la Banque industrielle et mobilière privée et à la Caisse nationale de l'énergie), font suite à la démission de l'actuel président du CCF, M. Claude Jouven, intervenue à la mi-novembre (*le Monde* du 16 novembre 1985), qui devait entraîner également le départ de M. Lucien Pfeiffer, le patron de l'UBP.

Ancien directeur de cabinet de M. Le Garrec, ministre délégué à l'emploi (1982), puis directrice adjointe du cabinet de M. Jacques Delors au ministère de l'économie et des finances, où elle s'occupait du budget, Mme Bouillot, âgée de trente-six ans, ENA (1975), administrateur civil, était, depuis juillet 1984, conseiller financier pour l'Afrique auprès du Trésor. Cooptée le 25 Novembre au conseil d'administration de l'UBP, elle sera prochainement nommée en conseil des ministres. C'est la même procédure qui sera suivie pour M. Pallez, lequel devrait être coopté le 27 novembre en conseil d'administration du CCF, sa nomination devant être ensuite confirmée par l'assemblée générale de la société-holding avant le conseil des ministres.

Agé de soixante ans, M. Pallez, ancien élève de l'ENA (1947), inspecteur des finances, a fait partie du cabinet du ministre des finances (1955-1956), puis a été nommé chef de service de l'Office des changes (1958-1959). Directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur (1964-1968), il a accédé, en 1969, à la direction générale de l'Assistance publique.

Le fait que les deux nouveaux présidents soient des hauts fonctionnaires et qu'ils n'aient aucune expérience particulière de la banque confère à leur nomination un caractère provisoire dans l'attente, semble-t-il, du scrutin de mars 1986. Aucun banquier confirmé n'aurait vraisemblablement accepté, dans ces conditions, d'assumer ces fonctions.

Sur le vif

Les brutes

Là, je vous écris des Etats-Unis. Vous ne pouvez pas savoir ce qui se passe ici. Le MLH, le Mouvement de libération des hommes, est en train de balayer le pays avec la rage vengeresse de millions de Rambo déchaînés. Les femmes s'écrasent, complètement anéanties par ce formidable retour de bâton. C'est à peine si elles ont réagi quand, la semaine dernière, au sommet de Genève, le bras droit du président – il a le même nom, sauf que ça ne s'écrit pas pareil et que ça se prononce autrement, pas Reagan, Regan – leur a balancé qu'elles étaient totalement incapables de comprendre de quoi il retournait. L'IDS leur passait loin, très loin, au-dessus de la tête. Et la seule chose capable de retenir leur papillonnante attention, c'était les toilettes de Raïssa et Nancy.

Elles si faraudes, si ramenardes il y a encore quelques années, les voilà complètement aplaties devant les mecs. Elles rampent à leurs pieds. Elles s'accrochent à leurs basques. Elles s'arrachent les innombrables manuels qui leur sont consacrés. L'homme : où se le procurer. Quand le vacciner. Alimentation, propreté. L'homme au volant. L'homme à la cuisine. L'homme au lit ou sur le divan du salon. L'homme et le foot. L'homme et ses zones érogènes. L'homme et l'andropose. L'homme et son fric ; si vous voulez le lui soutirer, profitez de son sommeil...

Hier matin, j'allume la télé et qu'est-ce que je vois s'inscrire en direct sur mon écran : une foire aux bestiaux. Ce sont des pionniers, fraîchement installés en Alaska, qui ont passé commande. Ils achètent par correspondance. Quoi ? des nanas. Et ils sont venus à trois ou quatre pour évaluer, soupeser la marchandise. Il faut les voir : des hommes des bois, tout en barbe, tout en cheveux, recouverts de peaux de bête, des hommes du Néendertal à peine descendus des arbres, renversés dans leur fauteuil pendant que défilent sour leurs yeux blasés des centaines de candidates, toutes plus mignonnes, plus appétissantes les unes que les autres. Elles se poussent, elles se bousculent, elles s'offrent : prenez-moi ! Non ! Moi !

Quand même un peu surpris, le meneur de jeu leur demande pourquoi elles tiennent tellement à tout abandonner : leur confort, leur famille, leur emploi, pour aller partager dans le Grand Nord la cahute, le ketchup et la crasse de ces brutes. Cette question ! Parce que ce sont des brutes, justement. Des mâles, des vrais, des machos. Leurs seigneurs et leurs maîtres. De toute éternité.

CLAUDE SARRAUTE.

LA TÉLÉVISION EN PRISON
M. PEYREFITTE : OUI MAIS...

M. Alain Peyrefitte, ancien ministre de la justice, a déclaré, lundi 25 novembre à Marseille, qu'il ne voyait « *pas d'objection fondamentale* » à l'installation de la télévision dans les prisons à partir du 15 décembre prochain (*le Monde* du 26 novembre) ; d'autant, a-t-il ajouté, « *que la télévision était déjà installée dans les salles communes depuis 1975* ». En revanche, l'ancien garde des sceaux a critiqué la disposition selon laquelle les détenus devront payer la location de leurs téléviseurs. Il en résultera, selon lui, « *une discrimination entre ceux qui ont les moyens de s'offrir la télévision dans leur cellule et ceux qui n'ont pas cette possibilité* ».

L'association Légitime défense estime, pour sa part, que « *les parasites de la société vont pouvoir se distraire aux frais des contribuables, alors, que d'honnêtes gens se font voler leur poste et que d'autres vendent le leur pour pouvoir manger. L'écœurement et l'indignation des honnêtes gens vont bientôt se traduire par un bulletin de vote. Alors les truands n'auront plus que le droit d'expier et, s'ils en sont capables, celui de se repentir* », conclut l'association.

• *Le lancement de TDF 1 retardé.* – Le lancement du satellite français de télévision directe TDF 1, prévu pour juillet, pourrait être retardé jusqu'en octobre ou novembre 1986. Après l'échec du quinzième tir du lanceur européen Ariane, en septembre dernier, la société Arianespace envisage en effet des décalages dans son calendrier des tirs, dont TDF 1 pourrait faire les frais. Son jumeau ouest-allemand TV-SAT pourrait, quant à lui, être mis sur orbite en juin ou juillet au lieu de mai.

Le numéro du « Monde » daté 26 novembre 1985 a été tiré à 510 037 exemplaires

LA MISE EN PLACE DU CONSEIL NATIONAL DU RPR

Un aréopage disparate pour une ambition universelle

L'approche des élections aiguise toujours les appétits, même de ceux qui, n'étant pas conviés au festin, espèrent néanmoins recueillir quelques miettes. C'est l'époque où se multiplient les flatteurs, surtout lorsque l'étoile montante et courtisée est réputée promise aux sommets. L'attirance du pouvoir est un phénomène général qui n'épargne aucune tendance politique. On a pu le vérifier, le lundi 25 novembre, avec l'installation du conseil national du RPR.

Cette instance consultative, créée lors des assises de Grenoble le 18 novembre 1984, ne s'était encore jamais réunie. Composée de quelque 200 personnalités, nommées *ad libitum* et révocables *ad nutum* par le président du RPR, ce conseil est chargé de lui donner des avis dans les domaines économique, social et culturel. Il doit également « *approfondir les problèmes majeurs, suggérer les orientations lointaines et les incitations immédiates* ».

Ce champ d'action semble donc assez vague. Il pourrait, en revanche, être particulièrement vaste si ses membres se fiaient aux propos tenus par M. Chirac lors de la séance d'installation, où il a décrit « *une France plus disposée qu'elle ne le fut jamais à se doter d'une rationalité entreprenante et d'une espérance créative tournées vers le présent, impatientes de l'avenir, et qui seraient cependant semblables à celles qui nous dictaient autrefois les solutions reçues comme modèle par l'univers* ». Sur cette lancée, M. Jean Méo, secrétaire général du nouveau conseil national, n'a pas été plus modeste : « *Il faut*, a-t-il proclamé, *que la civilisation française soit de celles qui façonneront le vingt et unième siècle.* »

Parmi les membres de cette instance, la moitié environ représentent les départements et les régions. Ceux-ci, ainsi que les « personnalités nationales » qui y figurent, ne sont pas tous adhérents au RPR. Il ne semble pas que le fait d'appartenir à une instance officielle du mouvement, prévue par les statuts, entraîne *ipso facto* l'adhésion formelle au même mouvement. C'est là, sans doute, une des curiosités des structures juridiques du RPR.

Cela donne au conseil national une nature qui l'apparente davantage à une sorte de comité de soutien à la personne de M. Chirac. Ce dernier peut en tout cas constater que, parmi ceux qui se rapprochent de lui, un certain nombre ont été, au fil des années, parfois très antichiraquiens, soutenant souvent avec passion ses adversaires, qu'ils soient dans son camp ou hors de celui-ci. Certains ont été tour à tour chabanistes, giscardiens, barristes... Ignorance ou pardon, beaucoup devraient trouver M. Chirac magnanime.

En dehors de ces récents ralliés, on compte aussi quelques personnalités diverses, comme MM. Jean-Jacques de Bresson, ancien PDG de l'ORTF ; Raoul Béteille, magistrat ; Jean-Marie Benoist, Mme Nicole Catala, MM. Pierre Chaunu, René de la Charrière, Alain Redslob, universitaires ; Yves Berger, Thierry Desjardins, Jean Farran, journalistes ; Maurice Lauré, Philippe de Saint-Seine, Jean-Jacques Vernes, banquiers ; l'ancien bâtonnier Mollet-Vieiville, l'amiral Flohic, le général Fourquet, etc. Mais on trouve aussi le peintre Olivier Debré, frère de l'ancien premier ministre, Pierre Dux, de la Comédie française, François Nourissier, de l'académie Goncourt, et Paul Guth, qui enrichira, dans cet aréopage disparate, sa connaissance des « naïfs » et de ceux qui ne le sont pas du tout.

ANDRÉ PASSERON.

• *Les effets de la sécheresse au Cambodge.* – Selon Phnom-Penh, 78 % seulement de la superficie affectée à la culture du riz n'ont pu être emblavés cette année « *à cause de la sécheresse* ». L'agence officielle de presse SPK rapporte que, l'an dernier déjà, dix mille têtes de bétail avaient péri à la suite d'une vague de sécheresse, et que des inondations avaient détruit 200 000 hectares de rizières. A Bangkok, des experts étrangers estiment que le déficit alimentaire au Cambodge s'élève cette année à 300 000 tonnes de riz. – *(Corresp.)*

• *Arrestations en Inde d'extrémistes musulmans et sikhs.* – Plusieurs dizaines de personnes, soupçonnées d'appartenir à des mouvements extrémistes musulmans et sikhs, ont été arrêtées au Cachemire, a annoncé, dimanche 24 novembre, un porte-parole du gouvernement indien. Plusieurs attentats, attribués par les autorités à des séparatistes musulmans pro-pakistanais, ont eu lieu au Cachemire au cours des dernières semaines.

• *Achat d'avions britanniques par l'Inde.* – La société aéronautiquee British Aerospace va fournir onze avions Sea Harrier à la marine indienne, selon une entente préalable conclue lundi 25 novembre, a annoncé l'agence indienne de presse UNI. Selon les termes de l'accord, la société britannique fournira dix Sea Harrier et un appareil d'entraînement à double commande. Avec cette livraison, la marine indienne – qui se fournissait jusqu'à présent, habituellement, en équipement soviétique – sera dotée de dix-neuf Sea Harrier, a précisé UNI.







A B C D . F G H